**DOSSIER TYPE DE PASSATION DE MARCHES**

**Appel à Propositions**

**Marchés d’Equipements - Conception-  
Fourniture-Montage d’Installations**

**(Appel à Propositions en deux étapes, après Sélection initiale)**

**Pour Projets avec Notes Conceptuelles (PNC)**

**Notes Décisionnelles datées après le 1er octobre 2018**



**Février 2020**

Ce document est protégé par le droit d'auteur.

Ce document ne peut être utilisé et reproduit qu'à des fins non-commerciales. Toute utilisation commerciale, y compris, sans que cette liste soit limitative, la revente, l’exigence de paiement pour y avoir accès, pour le redistribuer, ou pour effectuer des travaux dérivés tels que des traductions non officielles basées sur ce document n'est pas autorisée.

**Révisions**

**Février 2020**

Cette révision datée février 2020 incorpore les dispositions nécessaires pour refléter le cadre environnemental et social de la Banque mondiale (2017). Cette révision comprend aussi les dispositions sur l ’Exploitation et les Abus Sexuels (EAS) et le Harcèlement Sexuel (HS).

Des améliorations rédactionnelles ont aussi été apportées.

**Octobre 2017**

La révision datée octobre 2017 incorpore des dispositions nouvelles concernant les bénéficiaires effectifs et le Paiement direct.

**Janvier 2017**

La révision de janvier 2017 comprend un formulaire de notification d’intention d’attribuer le marché qui a été inséré et des améliorations rédactionnelles ont également été apportées.

**Préface**

Le présent Dossier type de Passation de Marchés (DTPM) Appel à Propositions (AP) pour la passation des marchés d’Equipements - Conception, Fourniture et Montage d’Installations a été préparé par la Banque mondiale. Il est dérivé du Document Cadre d’appel à propositions pour la Passation des marchés d’Equipements - Conception, Fourniture et Montage, préparé par les Banques multilatérales de développement et Institutions financières internationales et il reflète le *Règlement de Passation des Marchés applicable aux Emprunteurs* en date de juillet 2016 selon les mises à jour courantes.

Le présent DTPM est utilisable pour la passation des marchés d’Equipements - Conception, Fourniture et Montage d’Installations par mise en concurrence internationale, après Sélection initiale, dans le cadre de la méthode d’Appel à Propositions en deux étapes.

Ce DTPM s’applique à des projets financés par la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) et l’Association Internationale de Développement (IDA pour son sigle en Anglais) ([[1]](#footnote-1)) lorsque l’Accord de Financement fait référence au Règlement de Passation des Marchés.

Pour toutes questions relatives à ce DTPM, ou pour obtenir des informations sur la passation des marchés dans le cadre de projets financés par la Banque mondiale, s’adresser à :

Chief Procurement Officer

Département des normes, passation des marchés, et gestion financière (OPSPF)

The World Bank

1818 H Street, N.W.

Washington, D.C. 20433 U.S.A.

http://www.worldbank.org/procure

Dossier type de Passation de Marché

**Sommaire**

**Avis d’Appel à Propositions – (AP)**

**Avis d’Appel à Propositions, destiné aux Proposants sélectionnés initialement, est joint. Ce formulaire doit être utilisé par l’Emprunteur.**

Ce DTPM traite d’un processus en deux étapes, faisant suite à la Sélection initiale de Proposants. Les Instructions aux Proposants (IP) décrivent les dispositions applicables aux deux étapes,   
qui sont :

Etape 1 : Appel à Propositions de la Première Etape (Techniques) (enveloppe unique)

Etape 2 : Appel à Propositions de la Seconde Etape (Techniques et Financières) (deux enveloppes)

**PARTIE 1–PROCÉDURES D’APPEL A PROPOSITIONS**

## Section I. Instructions aux Proposants (IP)

Cette Section fournit aux proposants les informations utiles pour préparer leurs propositions. Elle comporte aussi des renseignements sur le dépôt, l’ouverture des plis et l’évaluation des propositions, et sur l’attribution des marchés**. Les dispositions figurant dans cette Section I ne doivent pas être modifiées.**

## Section II. Données particulières de l’appel à propositions (DPAP)

Cette Section énonce les dispositions propres à chaque passation de marché, qui complètent les informations ou conditions figurant à la Section I, Instructions aux Proposants.

## Section III. Critères d’évaluation et de qualification

Cette Section indique les critères à utiliser pour déterminer la proposition évaluée la plus avantageuse.

## Section IV. Formulaires de proposition

Cette Section contient les modèles des formulaires à utiliser par le Proposant pour la préparation de sa proposition après les avoir dûment complétés.

## Section V. Pays Eligibles

Cette Section contient les renseignements concernant les pays éligibles.

**Section VI. Fraude et Corruption**

Cette Section contient les dispositions concernant la fraude et la corruption applicables à la procédure d’appel à propositions.

**PARTIE 2– EXIGENCES DU MAITRE DE L’OUVRAGE**

**Section VII. Spécifications**

Cette Section contient les fonctionnalités et exigences de performance, décrivant les Equipements et Services de Montage à acquérir, y compris le calendrier de réalisation, ainsi que les documents et renseignements connexes.

**PARTIE 3– MARCHÉ**

**Section VIII. Cahier des clauses administratives générales (CCAG)**

Cette Section contient les dispositions générales applicables à tous les marchés. **La formulation des clauses de la présente Section ne doit pas être modifiée**.

**Section IX. Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)**

Cette Section contient le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP). Elle modifie ou complète la Section VIII, Cahier des clauses administratives générales et doit être préparée par le Maître d’Ouvrage.

## Section X. Formulaires du Marché

Cette Section contient le modèle de **Lettre de marché** etle modèled’**Acte d’Engagement** et autres formulaires pertinents.

Invitation à Propositions

Formulaire pour l’Etape 1

Invitation à Propositions de Première Etape

Equipements

(Conception, Fourniture et Montage)  
(Faisant suite à Sélection initiale)

**Maître d’Ouvrage :** *[insérer le nom du Maître d’Ouvrage]*

**Projet :** *[insérer le nom du Projet]*

**Intitulé du Marché :** *[insérer l’intitulé du Marché]*

**Pays :** *[insérer le nom du Pays du Maître d’Ouvrage]*

**Prêt No. / Crédit No. / Don No./ :** *[insérer la référence du prêt/crédit/don]*

**Appel à propositions No :** *[insérer la référence conforme au plan de passation des marchés]*

Émis le : *[insérer la date de mise à disposition des proposants]*

A : [*nom et adresse du Proposant]*

Messieurs, Mesdames,

1. Le *[nom du Maître d’Ouvrage]* a obtenu un prêt de la Banque mondiale pour financer le coût du Projet *[nom du projet]*. Il est prévu qu’une partie des sommes accordées au titre de ce financement sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre[[2]](#footnote-2) du *[nom du Marché]*[[3]](#footnote-3). *[Insérer le cas échéant :* « Pour ce Marché, l’Emprunteur effectuera les paiements en recourant à la méthode de décaissement par Paiement direct, comme définie dans les Directives de la Banque Mondiale applicables aux Décaissements dans le cadre de Financements de Projets d’Investissement, à l’exception des paiements pour lesquels le marché stipule que le paiement sera effectué par crédit documentaire»]
2. Le *[nom du Maître d’Ouvrage]* invite, par la présente, les proposants initialement sélectionnés à présenter leurs Propositions sous pli fermé, pour la réalisation de *[description succincte des travaux]*[[4]](#footnote-4).
3. La procédure sera conduite par mise en concurrence internationale en recourant à un Appel à propositions (AP) telle que définie dans le « *Règlement applicable aux Emprunteurs – Passation des Marchés dans le cadre de Financement de Projets d’Investissement [insérer la date du Règlement applicable comme indiqué dans l’accord de financement] de la Banque Mondiale (« le Règlement de passation des marchés »),* et ouverte à tous les proposants éligibles initialement sélectionnés.
4. Les proposants initialement sélectionnés peuvent obtenir des informations supplémentaires et examiner le Dossier d’appel à propositions dans les bureaux de *[nom du service responsable du Marché]* *[adresse postale, adresse de courrier électronique, numéro du télécopieur où le Proposant peut se renseigner, examiner et obtenir les documents][[5]](#footnote-5).*
5. Le Dossier d’appel à propositions en *[insérer la langue]* peut être acheté par tout Proposant éligible initialement sélectionné en formulant une demande écrite à l’adresse ci-dessous contre un paiement[[6]](#footnote-6) non remboursable de *[insérer le montant en monnaie nationale]* ou *[insérer le montant dans une monnaie convertible].* La méthode de paiement sera *[insérer la forme de paiement][[7]](#footnote-7).* Le Dossier d’appel à propositions sera adressé par *[insérer le mode d’acheminement][[8]](#footnote-8).*
6. Une procédure en deux étapes sera utilisée comme suit :

(a) la Proposition de Première Etape consistera en une Proposition technique, sans mention de prix. A l’issue de l’évaluation des Propositions de la Première Etape, tout Proposant ayant remis une Proposition suffisamment conforme pourra se voir inviter à une réunion (ou des réunions) de clarification, au cours de laquelle (desquelles) la Proposition du Proposant sera examinée. Toute modification, addition, suppression ou autre ajustement nécessaire spécifique à la Proposition sera identifié et consigné dans un mémorandum, ou si les modifications sont d’un caractère général, ils seront consignés dans un additif aux Documents d’Appel à Propositions. A la suite des réunions de clarification, un Proposant pourra ne pas être invité à remettre une Proposition de la Seconde Etape, si sa Proposition de Première Etape présente des divergences par rapport aux exigences telles qu’elles ne permettent pas à la Proposition d’être conforme dans le cadre de la Seconde Etape. Tous les autres Proposants qualifiés et éligibles recevront une invitation à présenter une Proposition de Seconde Etape.

(b) la Proposition de Seconde Etape consistera en : (i) la partie technique mise à jour, incorporant toute modification demandée conformément au mémorandum spécifique au Proposant et/ou nécessaire compte tenu des additifs aux Documents d’Appel à Propositions émis après la première étape, et (ii) la partie financière.

1. Les Propositions de Première Etape doivent être remises à *[indiquer l’adresse et l’emplacement exactes][[9]](#footnote-9)* au plus tard à *[heure]* le *[date]*. La remise des propositions par voie électronique *[sera] [ne sera pas]* permise. Les propositions reçues en retard seront écartées. Les propositions seront ouvertes en présence des représentants des proposants qui souhaitent assister à l’ouverture des plis le *[date]* à *[heure]* à l’adresse suivante : *[indiquer l’adresse et l’emplacement exacts].*
2. [*Insérer ce paragraphe si applicable conformément au Plan de Passation des Marchés :* « Veuillez noter que le Règlement de Passation des Marchés exige que l’Emprunteur divulgue les informations sur les [propriétaires effectifs](http://context.reverso.net/traduction/francais-anglais/des+b%C3%A9n%C3%A9ficiaires+effectifs) du Proposant attributaire, dans le cadre de l’avis de Notification d’Attribution de Marché, en renseignant le Formulaire de divulgation [des bénéficiaires effectifs](http://context.reverso.net/traduction/francais-anglais/des+b%C3%A9n%C3%A9ficiaires+effectifs) inclus dans le dossier d’appel à Propositions ».]
3. L’/les adresse/s mentionnées ci-dessus est (sont) : *[insérer l’/les adresse/s]*

*[Insérer le nom du bureau]*

*[Insérer le nom du responsable]*

*[Insérer l’adresse postale]* et/ou *[Insérer l’adresse]*

*[Insérer le numéro de téléphone, indiquer le préfixe du pays et de la ville]*

*[Insérer le numéro de télécopie ou de câble]*

*[Insérer l’adresse électronique]*

*[insérer Site internet]*

Invitation à Propositions

Formulaire pour l’Etape 2

Invitation à Propositions de Seconde Etape

Equipements

(Conception, Fourniture et Montage)

*(Faisant suite à l’Etape 1, Appel à Propositions de Première Etape)*

**Maître d’Ouvrage :** *[insérer le nom du Maître d’Ouvrage]*

**Projet :** *[insérer le nom du Projet]*

**Intitulé du Marché :** *[insérer l’intitulé du Marché]*

**Pays :** *[insérer le nom du Pays du Maître d’Ouvrage]*

**Prêt No. / Crédit No. / Don No./ :** *[insérer la référence du prêt/crédit/don]*

**Appel à propositions No :** *[insérer la référence conforme au plan de passation des marchés]*

Émis le : *[insérer la date de mise à disposition des proposants]*

A : *[nom et adresse du Proposant]*

Messieurs, Mesdames,

1. Le *[nom du Maître d’Ouvrage]* vous invite, par la présente, à présenter une Proposition de Seconde Etape sous pli fermé, pour la réalisation du Marché en référence pour lequel vous avez remis une Proposition de Première Etape le *[insérer* ***la date de remise de la Proposition de Première Etape****]*, ayant été examinée *[le cas échéant insérer* ***et discutée durant la (les) réunion(s) de clarification tenue(s) le*** *{insérer date(s)}]* et ayant été évaluée conforme au plan technique aux exigences de la première étape.

2. Votre Proposition de Seconde Etape devra comprendre la partie technique mise à jour *[le cas échéant, remplacer par «****et/ou une (des) Proposition(s) technique(s) variante(s) acceptée(s) et mise(s) à jour****] »*, reflétant : (a) tout additif aux Documents d’Appel à Propositions émis à tous les Proposants invités à participer à la Seconde Etape et joints à la présente invitation, ainsi que (b) le cas échéant, le Mémorandum spécifique à votre Proposition et intitulé « Modifications demandées à l’issue de l’évaluation de Première Etape ». La liste des Additif(s) et Mémorandum, le cas échéant, figure en bas de la présente invitation et les dits documents sont joints à l’invitation. La Proposition de Seconde Etape doit également comprendre les parties financières, telles que la Proposition financière, les bordereaux de prix, la garantie de la Proposition, etc., comme stipulé dans les documents d’appel à propositions. Les parties techniques et financières de la Proposition de Seconde Etape doivent être remises dans deux enveloppes distinctes.

3. Les Propositions doivent être remises à *[indiquer* ***l’adresse et l’emplacement exacts de remise des Propositions de Seconde Etape****]* au plus tard à *[heure]* le *[date][[10]](#footnote-10)*. La remise des propositions par voie électronique *[sera] [ne sera pas]* permise. Les propositions reçues en retard seront écartées. Les Parties techniques seront ouvertes en présence des représentants des Proposants qui souhaitent assister à l’ouverture des plis le *[date]* à *[heure]* à l’adresse suivante : *[indiquer l’adresse et l’emplacement exacts]*.

4. Les Parties financières seront ouvertes en présence des représentants des Proposants, sauf si la méthode de Meilleure Offre Finale (MOF) ou la négociation sont applicables, auquel cas les Parties financières ne seront pas ouvertes en public, mais en présence d’un Vérificateur de Probité désigné par le Maître d’Ouvrage.

5. La Proposition sera valable, jusqu’à *[insérer la date]* ou toute date prorog’ee telle qu’ amend’ee par le Ma^itre d’ Ouvrage selon la DP.

Les Propositions doivent être accompagnées d’ *[insérer « une Garantie de la Proposition » ou « une Déclaration de garantie de la Proposition », selon le cas]* pour un montant de *[montant dans la monnaie du pays du Maître d’Ouvrage ou d’un montant équivalent dans une monnaie librement convertible]*. [[11]](#footnote-11)

6. Veuillez confirmer la réception de la présente, par écrit (courriel ou télécopie). Dans le cas où vous décideriez de ne pas remettre une proposition, nous vous saurions gré de nous le faire savoir par écrit dès que possible.

Nous vous prions d’agréer, Messieurs,

*[****Signature****]*

*[Insérer :* ***nom et titre****]*

*[Insérer :* ***nom du Maître d’Ouvrage****]*

PIECE(S) JOINTE(S) : *le cas échéant, insérer :*

1. *Additif No. [insérer : numéro d’ordre] de l’additif au DAP*

*Et/ou*

1. *Mémorandum destine à [nom du Proposant auquel cette invitation est adressée] des modifications demandées à l’issue de l’évaluation de Première Etape*

*Ou indiquer : Il n’y a pas de pièce jointe*

**Dossier d’Appel à   
Propositions**

**Pour la Passation de Marché d’Equipements -   
Conception-Fourniture-Montage d’Installations**

**(DAP en deux étapes)**

**Passation du marché de :**

*[Insérer l’identification des Equipements]*

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Maître d’Ouvrage :** *[insérer le nom du Maître d’Ouvrage]*

**Projet :** *[insérer le nom du Projet]*

**Intitulé du Marché :** *[insérer l’intitulé du Marché]*

**Pays :** *[insérer le nom du Pays du Maître d’Ouvrage]*

**Prêt No. / Crédit No. / Don No./ :** *[insérer la référence du prêt/crédit/don]*

**Appel à propositions No :** *[insérer la référence conforme au plan de passation des marchés]*

Émis le : *[insérer la date de mise à disposition des proposants]*

Table des matières

[PARTIE 1 -Procédures d’appel à propositions 2](#_Toc38642799)

[Section I. Instructions aux Proposants 3](#_Toc38642800)

[Section II. Données particulières de l’appel à propositions 48](#_Toc38642801)

[Section III. Critères d’évaluation et de qualification 56](#_Toc38642802)

[Section IV. Formulaires de Propositions 65](#_Toc38642803)

[Section V. Pays éligibles 113](#_Toc38642804)

[Section VI. Règles de la Banque en matière de Fraude et Corruption 115](#_Toc38642805)

[PARTIE 2 - Exigences du Maître D’Ouvrage 118](#_Toc38642806)

[Section VII. Spécifications 119](#_Toc38642807)

[PARTIE 3 - Marché 147](#_Toc38642808)

[Section VIII. Cahier des Clauses administratives générales 148](#_Toc38642809)

[Section IX. Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) 258](#_Toc38642810)

[Section X. Formulaires du Marché 263](#_Toc38642811)

PARTIE 1 -Procédures d’appel   
à propositions

Section I. Instructions aux Proposants

# Table des clauses

[A. Généralités 5](#_Toc38642719)

[1. Objet du Marché 5](#_Toc38642720)

[2. Origine des fonds 6](#_Toc38642721)

[3. Fraude et corruption 6](#_Toc38642722)

[4. Candidats admis à concourir 7](#_Toc38642723)

[5. Matériaux, matériels et Services répondant aux critères de provenance 10](#_Toc38642724)

[B. Contenu du Dossier d’appel à Propositions 11](#_Toc38642725)

[6. Sections du Dossier d’appel à Propositions 11](#_Toc38642726)

[7. Eclaircissements apportés au Dossier d’appel à propositions, visite du site et réunion préparatoire 12](#_Toc38642727)

[8. Modifications apportées au Dossier d’appel à propositions 13](#_Toc38642728)

[9. Frais de préparation des propositions 13](#_Toc38642729)

[10. Contacter le Maître d’Ouvrage 13](#_Toc38642730)

[11. Langue de la proposition 14](#_Toc38642731)

[C. Préparation des Propositions de Première Etape 14](#_Toc38642732)

[12. Documents constitutifs de la Proposition 14](#_Toc38642733)

[13. Propositions techniques variantes 15](#_Toc38642734)

[14. Documents attestant l’éligibilité des équipements et services 15](#_Toc38642735)

[15. Documents établissant la conformité des équipements et services 15](#_Toc38642736)

[16. Formulaire de Proposition de Première Etape 17](#_Toc38642737)

[17. Forme et signature de la Proposition de Première Etape 17](#_Toc38642738)

[D. Dépôt des Propositions de Première Etape 17](#_Toc38642739)

[18. Cachetage et marquage des Propositions de Première Etape 17](#_Toc38642740)

[19. Date limite de dépôt des Propositions de Première Etape 18](#_Toc38642741)

[20. Propositions hors-délai 18](#_Toc38642742)

[21. Substitution et modification des Propositions 18](#_Toc38642743)

[E. Ouverture et évaluation des Propositions de Première Etape 19](#_Toc38642744)

[22. Ouverture des Propositions de Première Etape par le Maître d’Ouvrage 19](#_Toc38642745)

[23. Détermination de la conformité des Propositions de Première Etape 20](#_Toc38642746)

[24. Evaluation technique des Propositions de Première Etape 20](#_Toc38642747)

[25. Vérification des qualifications du Proposant 21](#_Toc38642748)

[26. Clarification des Propositions de Première Etape et examen des divergences et variantes proposées 21](#_Toc38642749)

[F. Invitation à remettre une Proposition de Seconde Etape 24](#_Toc38642750)

[27. Invitation à soumettre une Proposition de Seconde Etape 24](#_Toc38642751)

[G. Préparation des Propositions techniques et financières de Seconde Etape 25](#_Toc38642752)

[28. Documents constitutifs de la Proposition de Seconde Etape 25](#_Toc38642753)

[29. Lettre de Proposition et annexes 26](#_Toc38642754)

[30. Prix de la Proposition 27](#_Toc38642755)

[31. Monnaies de la Proposition 29](#_Toc38642756)

[32. Garantie de Proposition 30](#_Toc38642757)

[33. Période de validité des Propositions 32](#_Toc38642758)

[34. Forme et signature des propositions de Seconde Etape 32](#_Toc38642759)

[H. Dépôt des Propositions de Seconde Etape 33](#_Toc38642760)

[35. Dépôt, Cachetage et marquage des Propositions 33](#_Toc38642761)

[36. Date et heure limites de dépôt des Propositions 34](#_Toc38642762)

[37. Propositions hors délai 34](#_Toc38642763)

[38. Retrait, substitution et modification des Propositions de Seconde Etape 34](#_Toc38642764)

[I. Seconde Etape : Ouverture des Parties techniques 35](#_Toc38642765)

[39. Ouverture publique des Propositions de Seconde Etape – Parties techniques 35](#_Toc38642766)

[J. Seconde Etape : Evaluation des Parties techniques 36](#_Toc38642767)

[40. Confidentialité 36](#_Toc38642768)

[41. Éclaircissements concernant les Propositions 36](#_Toc38642769)

[42. Conformité des Propositions 37](#_Toc38642770)

[43. Evaluation des Propositions techniques 37](#_Toc38642771)

[44. Notification de l’évaluation de la Partie technique 37](#_Toc38642772)

[K. Seconde Etape : Ouverture des Parties financières 38](#_Toc38642773)

[45. Ouverture publique des Parties financières lorsque MOF ou négociations ne sont pas applicables 38](#_Toc38642774)

[46. Ouverture publique des Parties financières lorsque MOF ou négociations sont applicables 39](#_Toc38642775)

[L. Seconde Etape : Evaluation des Parties financières 40](#_Toc38642776)

[47. Non-conformité, mineures 40](#_Toc38642777)

[48. Correction des erreurs arithmétiques 40](#_Toc38642778)

[49. Conversion en une seule monnaie 40](#_Toc38642779)

[50. Marge de préférence 41](#_Toc38642780)

[51. Évaluation des propositions 41](#_Toc38642781)

[52. Offre anormalement basse 41](#_Toc38642782)

[53. Proposition déséquilibrée 42](#_Toc38642783)

[M. Seconde Etape : Evaluation combinée des Parties techniques et financières 42](#_Toc38642784)

[54. Evaluation combinée des Propositions – Partie technique et Partie financière 42](#_Toc38642785)

[55. Meilleure Offre Finale (MOF) 42](#_Toc38642786)

[56. Proposition la plus avantageuse 43](#_Toc38642787)

[57. Négociations 43](#_Toc38642788)

[58. Droit du Maître d’Ouvrage d’accepter l’une quelconque des Propositions et de rejeter une ou toutes les Propositions 43](#_Toc38642789)

[59. Période d’attente 43](#_Toc38642790)

[60. Notification de l’intention d’attribution 44](#_Toc38642791)

[N. Attribution du marché 44](#_Toc38642792)

[61. Attribution du marché 44](#_Toc38642793)

[62. Notification de l’attribution du marché 44](#_Toc38642794)

[63. Débriefing par le Maître d’Ouvrage 45](#_Toc38642795)

[64. Signature du marché 46](#_Toc38642796)

[65. Garantie de bonne exécution 47](#_Toc38642797)

[66. Réclamation concernant la Passation des Marchés 47](#_Toc38642798)

# 

# Section I - Instructions aux Proposants

|  |  |
| --- | --- |
|  | A. Généralités |
| 1. Objet du Marché | 1.1 Faisant suite à l’Avis d’Appel à Propositions indiqué dans les Données Particulières de l’Appel à Propositions (**DPAP**), le Maître d’Ouvrage, tel qu’il est indiqué dans les **DPAP**, publie le présent Dossier d’appel à Propositions (DAP) en vue de la Conception, Fourniture et Montage d’Equipements tel que spécifié à la Section VII, Spécifications. Le nom, le numéro d’identification et le nombre de lots faisant l’objet de l’appel à propositions (AP) figurent dans les **DPAP**.  1.2 Sauf mention contraire, les définitions et interprétations tout au long de ce DAP sont celles présentées dans la Section VIII – Cahier des Clauses administratives générales. |
|  | 1.3 Dans le présent Dossier d’Appel d’Offres :   1. Le terme « par écrit » signifie communiqué sous forme écrite (par courrier postal, courriel, télécopie, incluant si cela est indiqué dans les DPAO, la distribution ou la remise par le canal du système d’achat électronique utilisé par le Maître d’Ouvrage) avec accusé de réception ; 2. Si le contexte l’exige, le singulier désigne le pluriel, et vice versa ; 3. Le terme « jour » désigne un jour calendaire, sauf s’il est indiqué qu’il s’agit de « jour ouvrable ». Un jour ouvrable est un jour de travail officiel de l’Emprunteur, à l’exclusion des jours fériés officiels de l’Emprunteur ; 4. Le sigle « ES » signifie environnemental et social (incluant l’Exploitation et les Abus Sexuel (EAS), et le Harcèlement Sexuel (HS) ; 5. « Exploitation et Abus Sexuels (EAS) englobe les significations suivantes :   L’«Exploitation Sexuelle » (ES), définie comme le fait d'abuser ou de tenter d'abuser d'un état de vulnérabilité, de pouvoir différentiel ou de confiance à des fins sexuelles, incluant, mais sans y être limité, le fait de profiter monétairement, socialement ou politiquement de l’exploitation sexuelle d’une autre personne;  Les « Abus Sexuels » (AS), définis comme toute intrusion physique ou menace d’intrusion physique de nature sexuelle, soit par force ou sous des conditions inégales ou par coercition ;   1. Le « Harcèlement Sexuel » (HS) est défini comme toute avance sexuelle inopportune, toute demande de faveurs sexuelles ou tout autre comportement verbal ou physique à connotation sexuelle par le personnel de l’Entrepreneur à l’égard d’autres personnels de l’Entrepreneur ou du Maître d’Ouvrage ; 2. « Le Personnel de l’Entrepreneur » est défini dans la sous-rubrique 1 (ii) des Condition Générales du Marché ; et 3. « Le Personnel du Maître d’Ouvrage » est défini dans la sous-rubrique 1 (nn) des Conditions Générales du Marché. 4. Une liste non-exhaustive de : (i) comportements qui constituent l’EAS ; et (ii) comportements qui constituent le HS, est jointe dans le formulaire du Code de Conduite de la Section IV. |
| 2. Origine  des fonds | 2.1 L’Emprunteur ou le Bénéficiaire (ci-après dénommé « l’Emprunteur »), dont le nom figure dans les **DPAP,** a sollicité ou obtenu un financement (ci-après dénommé « les fonds » de la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement ou de l’Association internationale de Développement (ci-après dénommée la « Banque »), d’un montant spécifié dans les **DPAP**, en vue de financer le projet indiqué dans les **DPAP**. L’Emprunteur a l’intention d’utiliser une partie des fonds pour effectuer des paiements autorisés au titre du Marché pour lequel le présent appel à propositions est lancé.  2.2 La Banque n’effectuera les paiements qu’à la demande de l’Emprunteur, après avoir approuvé lesdits paiements, conformément aux articles et conditions de l’accord de financement intervenu entre l’Emprunteur et la Banque (ci-après dénommé « l’Accord de financement »). Ces paiements seront soumis à tous égards aux clauses et conditions dudit Accord de financement. L’Accord de financement interdit tout retrait du Compte de prêt destiné au paiement de toute personne physique ou morale, ou de toute importation de fournitures, matériels, équipement ou matériaux lorsque, ledit paiement, ou ladite importation, tombe sous le coup d’une interdiction prononcée par le Conseil de Sécurité de l’Organisation des Nations Unies, au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Aucune partie autre que l’Emprunteur ne peut se prévaloir de l’un quelconque des droits stipulés dans l’Accord de financement ni prétendre détenir une créance sur les fonds provenant du financement. |
| 3. Fraude et corruption | 3.1 La Banque exige le respect de ses Directives en matière de lutte contre la Fraude et la Corruption, et ses règles et procédures de sanctions applicables, telles qu’établies par le régime de Sanctions du Groupe Banque mondiale, comme indiqué dans la Section VI.  3.2 Aux fins d’application de ces dispositions, les Proposants devront permettre et faire en sorte que leurs agents (qu’ils soient déclarés ou non) leurs sous-traitants, consultants, prestataires de services, fournisseurs, et personnel permettent à la Banque d’examiner les comptes, pièces comptables, relevés et autres documents relatifs à toute procédure de sélection initiale, de pré qualification, de remise des offres, remise de proposition, et d’exécution des marchés (en cas d’attribution), et de les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la Banque. |
| 4. Candidats admis à concourir | 4.1 Un Proposant peut être une entreprise privée ou publique (sous réserve des dispositions de l’article 4.6 des IP) ou un groupement les comprenant au titre d’un accord existant ou tel qu’il ressort d’une intention de former un tel accord supporté par une lettre d’intention et un projet d’accord de groupement. En cas de groupement tous les partenaires le constituant seront solidairement responsables pour l’exécution de la totalité du Marché conformément à ses termes. Le groupement désignera un Mandataire avec pouvoir de représenter valablement tous ses partenaires durant l’appel à propositions, et en cas d’attribution du Marché à ce groupement, durant l’exécution du Marché. A moins que le **DPAP** n’en dispose autrement, le nombre des participants au groupement n’est pas limité.  4.2 Les Proposants ne doivent pas être en situation de conflit d’intérêt et ceux dont il est déterminé qu’ils sont dans une telle situation seront disqualifiés. Sont considérés comme pouvant avoir un tel conflit avec l’un ou plusieurs intervenants au processus d’Appel à propositions les Proposants dans les situations suivantes :   1. Les Proposants placés sous le contrôle de la même entreprise ; ou 2. Les Proposants qui reçoivent directement ou indirectement des subventions l’un de l’autre ; ou 3. Les Proposants qui ont le même représentant légal dans le cadre du présent Appel à propositions ; ou 4. Les Proposants qui entretiennent entre eux directement ou par l’intermédiaire d’un tiers, des contacts leur permettant d’avoir accès aux informations contenues dans leurs propositions ou de les influencer ; ou 5. Les Proposants ou l’une des firmes auxquelles ils sont affiliés qui ont fourni des services de conseil pour la préparation des spécifications, plans, calculs et autres documents pour les Equipements qui font l’objet du présent Appel à propositions ; ou 6. Le Proposant qui a lui-même, ou l’une des firmes auxquelles il est affilié, a été recruté ou doit l’être par l’Emprunteur ou le Maître d’Ouvrage, pour effectuer la supervision ou le contrôle des Installations dans le cadre du Marché. 7. Le Proposant qui fournit des biens, des travaux ou des services autres que des services de consultant qui font suite ou sont liés directement aux services de conseil fournis pour la préparation ou l’exécution du Projet mentionné au l’article 2.1 des IP, qu’il avait lui-même fournis ou qui avaient été fournis par toute autre entreprise qui lui est affiliée et qu’il contrôle directement ou indirectement ou qui le contrôle ou avec laquelle il est soumis à un contrôle commun ; ou 8. Les Proposants qui entretiennent une étroite relation d’affaires ou de famille avec un membre du personnel de l’Emprunteur (ou du personnel de l’entité d’exécution du Projet ou d’un bénéficiaire d’une partie du financement) : (i) qui intervient directement ou indirectement dans la préparation du Dossier d’appel à propositions ou des Spécifications du Marché, et/ou dans le processus d’évaluation des propositions ; ou (ii) qui pourrait intervenir dans l’exécution ou la supervision de ce même Marché, sauf si le conflit qui découle de cette relation a été réglé d’une manière satisfaisante pour la Banque pendant le processus de sélection et l’exécution du marché.   4.3 Une entreprise proposant (à titre individuel ou en tant que partenaire d’un Groupement) ne doit pas participer dans plus d’une Proposition en tant que Proposant ou partenaire d’un groupement (à l’exception de variantes éventuellement permises). Une telle participation d’un Proposant à plusieurs propositions provoquera la disqualification de toutes les propositions auxquelles il aura participé. Toutefois, un Proposant ou un sous-traitant peut figurer en tant que sous-traitant dans plusieurs propositions.  4.4 Sous réserve des dispositions de l’article 4.8 des IP, un Proposant, ainsi que les entités qui le constituent, peut avoir la nationalité de tout pays. Un Proposant sera réputé avoir la nationalité d'un pays donné s’il y est constitué en société, ou enregistré, et soumis à son droit, tel qu’il ressort de ses statuts ou documents équivalents et de ses documents d'enregistrement. Ce critère s’appliquera également à la détermination de la nationalité des sous-traitants et fournisseurs du Marché, y compris pour les Services y afférant.  4.5 Un proposant ayant fait l’objet d’une sanction prononcée par la Banque, en vertu des Directives de la Banque en matière de lutte contre la Fraude et la Corruption, et en conformité avec les politiques et sanctions applicables telles que prévues dans le régime de Sanctions du Groupe Banque mondiale, et décrites à la Section VI, paragraphe 2.2 d, sera inéligible pour être pré-qualifié, présélectionné, pour soumettre une offre ou une proposition ou pour se voir attribuer un contrat financé par la Banque ou recevoir un bénéfice quelconque (qu’il soit d’ordre financier ou autre) d’un tel contrat pour la période que la Banque aura déterminée. La liste des exclusions est disponible à l’adresse électronique mentionnée aux DPAP.  4.6 Les établissements publics du pays du Maître d’Ouvrage sont admis à participer à la condition qu‘ils puissent établir à la satisfaction de la Banque (i) qu’ils jouissent de l’autonomie juridique et financière, (ii) qu’ils sont régis par les règles du droit commercial, et (iii) qu’ils ne se trouvent pas sous la supervision ou la tutelle du Maître d’Ouvrage.  4.7 Le Proposant ne devra pas faire l’objet d’une exclusion temporaire par le Maître d’Ouvrage au titre d’une Déclaration de garantie de proposition ou de proposition.  4.8 Les entreprises et les individus en provenance des pays énumérés à la Section V sont inéligibles à la condition que : (a) la loi ou la réglementation du pays de l’Emprunteur interdise les relations commerciales avec le pays de l’entreprise, sous réserve qu’il soit établi à la satisfaction de la Banque que cette exclusion n’empêche pas le jeu efficace de la concurrence pour les Ouvrages objet du présent Appel à propositions; ou (b) si, en application d’une décision prise par le Conseil de Sécurité des Nations Unies au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, le pays de l’Emprunteur interdit toute importation de fournitures en provenance du pays de l’entreprise ou tout paiement aux personnes physiques ou morales dudit pays. Si les Ouvrages doivent être exécutés dans plusieurs pays (et plusieurs pays constituent l’Emprunteur ou sont impliqués dans la procédure d’appel d’acquisition), l’exclusion d’une firme ou d’un individu en application de l’article 4.8 (a) ci-dessus par l’un des pays concernés pourra s’appliquer à la présente procédure avec l’accord de la Banque et des Emprunteurs concernés.  4.9 Le Proposant doit fournir tout document que le Maître d’Ouvrage peut raisonnablement exiger, établissant à la satisfaction du Maître d’Ouvrage qu’il continue d’être admis à concourir.  4.10 Une entreprise tombant sous le coup d’une sanction par l’Emprunteur l’excluant de ses marchés sera admise à participer au présent processus, à moins que, à la demande de l’Emprunteur, la Banque ne détermine que l’exclusion : (a) est en relation avec la fraude et la corruption, et (b) a été prononcée dans le cadre d’une procédure judiciaire ou administrative équitable à l’égard de l’entreprise. |
| 5. Matériaux, matériels et Services répondant aux  critères de provenance | 5.1 Les équipements et services de montage faisant l’objet du présent marché et financés par la Banque peuvent provenir de tout pays en conformité avec les dispositions de la Section V, Pays éligibles.  5.2 Aux fins de l’article 5.1 ci-avant, le terme « provenir » se réfère au pays où les matériaux sont extraits, cultivés, produits, fabriqués ou transformés ; ou bien le pays où un processus de fabrication, de transformation ou d’assemblage de composants, aboutit à l’obtention d’un article commercialisable dont les caractéristiques de base sont substantiellement différentes de celles de ses composants. |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| B. Contenu du Dossier d’appel à Propositions | | | |
| 6. Sections du Dossier d’appel à Propositions | | | * 1. Le Dossier d’Appel à Propositions (DAP) comprend toutes les sections dont la liste figure ci-après. Il doit être interprété à la lumière de tout additif éventuellement émis conformément à l’article 8 des IP. |
|  | | | **PARTIE 1 : Procédures d’appel à Propositions**  Section I. Instructions aux Proposants (IP)  Section II. Données particulières de l’appel à propositions (DPAP)  Section III. Critères d’évaluation et de qualification  Section IV. Formulaires de Propositions  Section V. Pays Eligibles  Section VI. Fraude et Corruption  **PARTIE 2 : Exigences du Maître d’Ouvrage**  Section VII. Spécifications  **PARTIE 2 : Marché**  Section VIII. Cahier des Clauses administratives générales (CCAG)  Section IX. Cahier des Clauses administratives particulières (CCAP)  Section X. Formulaires du Marché |
|  | | | * 1. L’avis d’appel à propositions adressée par le Maître d’Ouvrage ne fait pas partie du DAP.   6.3 Le Maître d’Ouvrage ne peut être tenu responsable vis-à-vis des Proposants de l’intégrité du DAP, des réponses aux demandes de clarifications, du compte rendu de la réunion préparatoire précédant le dépôt des propositions (le cas échéant) et des additifs au DAP conformément à l’article 8 des IP, s’ils n’ont pas été obtenus directement auprès de lui. En cas de contradiction, les documents directement issus par le Maître d’Ouvrage auront précédence.  6.4 Le Proposant doit examiner l’ensemble des instructions, formulaires, conditions et spécifications figurant dans le DAP. Il lui appartient de fournir tous les renseignements et documents demandés dans le DAP. |
| 7. Eclaircissements apportés au Dossier d’appel à propositions, visite du site et réunion préparatoire | | | 7.1 Un Proposant souhaitant des éclaircissements sur les documents doit contacter le Maître d’Ouvrage, par écrit, à l’adresse du Maître d’Ouvrage indiquée dans les **DPAP** ou soumettre ses requêtes durant la réunion préparatoire éventuellement prévue selon les dispositions de l’article 7.4 des IP. Le Maître d’Ouvrage répondra par écrit à toute demande d’éclaircissements reçue au plus tard quatorze (14) jours avant la date limite de remise des propositions. Il adressera une copie de sa réponse (indiquant la question posée mais sans mention de l’auteur) à tous les candidats éventuels qui auront obtenu le DAP en conformité avec l’article 6.3 des IP. Si les **DPAP** le prévoient, le Maître d’Ouvrage publiera également sa réponse sur la page Web identifiée dans les **DPAP**. Au cas où le Maître d’Ouvrage jugerait nécessaire de modifier le DAP suite aux éclaircissements fournis, il le fera conformément à la procédure stipulée aux articles 8 et 27.1 des IP. |
|  | | | 7.2 Il est conseillé au Proposant de visiter et d’inspecter le site des travaux et ses environs et d’obtenir par lui-même, et sous sa propre responsabilité, tous les renseignements qui peuvent être nécessaires pour la préparation de la proposition et la signature d’un marché pour l’exécution des Travaux. Les coûts liés à la visite du site sont à la charge du Proposant.  7.3 Le Maître d’Ouvrage autorisera le Proposant et ses employés ou agents à pénétrer dans ses locaux et sur ses terrains aux fins de ladite visite, mais seulement à la condition expresse que le Proposant, ses employés et agents dégagent le Maître d’Ouvrage, ses employés et agents, de toute responsabilité pouvant en résulter et les indemnisent si nécessaire, et qu’ils demeurent responsables des accidents mortels ou corporels, des pertes ou dommages matériels, coûts et frais encourus du fait de cette visite.  7.4 Lorsque les **DPAP** le prévoient, le représentant que le Proposant aura désigné est invité à assister à une réunion préparatoire sur le site des installations qui se tiendra aux lieu et date indiqués aux **DPAP**. L’objet de la réunion est de clarifier tout point et répondre aux questions qui pourraient être soulevées à ce stade. Le fait qu’un proposant n’assiste pas à la réunion préparatoire à l’établissement des propositions, ne constituera pas un motif de rejet de sa proposition.  7.5 Il est demandé au Proposant, autant que possible, de soumettre toute question par écrit, de façon qu’elle parvienne au Maître d’Ouvrage au moins une semaine avant la réunion préparatoire.  7.6 Le compte-rendu de la réunion, incluant le texte des questions posées et des réponses données, y compris les réponses préparées après la réunion, sera transmis sans délai à tous ceux qui ont acheté le Dossier d’appel à propositions conformément à l’article 6.3 des IP. Si les **DPAP** le mentionnent, le Maître d’Ouvrage publiera immédiatement le compte-rendu de la réunion préparatoire sur le site internet identifié dans les **DPAP**. Toute modification des documents d’appel à propositions qui pourrait s’avérer nécessaire à l’issue de la réunion préparatoire sera faite par le Maître d’Ouvrage en publiant un additif conformément aux dispositions de l’article 8 des IP, et non par le canal du compte-rendu de la réunion préparatoire. |
| 8. Modifications apportées au Dossier d’appel à propositions | | | 8.1 Le Maître d’Ouvrage peut, à tout moment, avant la date limite de remise des propositions, modifier le DAP en publiant un additif.  8.2 Tout additif publié sera considéré comme faisant partie intégrante du DAP et sera communiqué par écrit à tous ceux qui ont obtenu le DAP directement du Maître d’Ouvrage conformément à l’article 6.3 des IP. Le Maître d’Ouvrage publiera immédiatement l’additif sur le site internet identifié à l’article 7.1 des IP.  8.3 Afin de laisser aux proposants éventuels un délai raisonnable pour prendre en compte l’additif dans la préparation de leurs propositions, le Maître d’Ouvrage peut, à sa discrétion, reporter la date limite de remise des propositions conformément aux articles 19.2 et/ou 36.2 des IP. |
| 9. Frais de préparation des propositions | | | 9.1 Le candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de sa proposition, et le Maître d’Ouvrage n’est en aucun cas responsable de ces frais ni tenu de les régler, quels que soient le déroulement et l’issue de la procédure d’appel à propositions. |
| 10. Contacter le Maître d’Ouvrage | | | 10.1 Entre le moment où les Propositions de la première étape seront ouvertes et celui où le Marché sera attribué, si un Proposant souhaite entrer en contact avec le Maître d’Ouvrage pour des motifs ayant trait à sa Proposition, il devra le faire par écrit.  10.2 Toute tentative faite par un Proposant pour influencer le Maître d’Ouvrage lors de l’examen, de l’évaluation, de la comparaison des propositions ou lors de la décision d’attribution peut entraîner le rejet de sa Proposition. |
| 11. Langue de la proposition | | | 11.1 La proposition ainsi que la correspondance et les documents concernant la proposition échangés entre le Proposant et le Maître d’Ouvrage seront rédigés dans la langue indiquée dans les **DPAP**. Les documents complémentaires et les brochures fournis par le Proposant peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d’être accompagnés d’une traduction dans la langue indiquée dans les **DPAP** des passages en rapport avec la proposition, auquel cas, et aux fins d’interprétation de la proposition, la traduction fera foi. |
| C. Préparation des Propositions de Première Etape | | | |
| 12. Documents constitutifs de la Proposition | | 12.1 La proposition technique présentée par le Proposant au titre de la première étape comprendra :   1. La Lettre de Proposition de Première Etape ; 2. les variantes, si leur présentation est autorisée, conformément aux dispositions de l’article 13 des IP ; 3. la confirmation écrite de l’habilitation du signataire de la proposition à engager le Proposant, conformément aux dispositions de l’article 17.2 des IP ; 4. Les documents établis conformément à l’article 14.1 des IP apportant la preuve que les installations proposées par le Proposant dans sa proposition ou dans toute proposition variante (si les variantes sont autorisées) satisfont aux critères de provenance des matériels, équipements et services ; 5. des pièces attestant, conformément aux dispositions de l’article 15 des IP que le Proposant continue à être éligible et à posséder les qualifications nécessaires pour exécuter le Marché si sa Proposition est retenue ; 6. Les documents établis conformément à l’article 16 des IP apporteront la preuve que les installations proposées par le Proposant dans sa proposition sont conformes au DAP ; 7. une description détaillée des déviations figurant dans sa Proposition technique de Première Etape par rapport aux dispositions contractuelles et/ou aux caractéristiques techniques et des performances des installations, et/ou aux exigences opérationnelles que le Proposant souhaite que le Maître d’Ouvrage prenne en considération lors de l’évaluation des Propositions techniques de Première Etape et de Réunion de Clarification avec le Proposant, en conformité avec les articles 23 à 26 des IP ; 8. la proposition présentée par un Groupement d’entreprises devra inclure soit une copie de l’Accord de Groupement liant tous les membres du Groupement, soit une lettre d’intention de constituer un tel Groupement signée par tous les membres du Groupement et assortie d’un projet d’accord indiquant les parties des installations à réaliser par les différents membres ; 9. La liste des sous-traitants en conformité avec l’article 15.5 des IP ; et 10. tout autre document stipulé dans les **DPAP**. | |
| 13. Propositions techniques variantes | | 13.1 Les Proposants noteront qu’il leur est permis de proposer des variantes techniques avec leur proposition au titre de la première étape en plus ou au lieu des conditions spécifiées dans le DAP, pourvu qu’ils puissent documenter que les propositions variantes proposées sont au bénéfice du Maître d’Ouvrage, qu’elles remplissent les objectifs principaux du marché, et qu’elles satisfont aux performances de base et aux critères techniques spécifiés dans le DAP.  13.2 Une proposition variante proposée par un Proposant dans sa proposition de première étape fera l’objet de discussions durant la réunion de clarification avec le Proposant, conformément aux dispositions de l’article 26 des IP. | |
| 14. Documents attestant l’éligibilité des équipements et services | | 14.1 Pour établir que les équipements et Services sont éligibles, en application des dispositions de l’article 5 des IP, les Proposants rempliront les déclarations indiquant le pays d’origine des Equipements et Services de Montage proposés. | |
| 15. Documents établissant la conformité des équipements et services | | 15.1 En conformité avec l’article 12.1 (f) des IP, le Proposant fournira dans le cadre de sa proposition les pièces justificatives établissant la conformité des Equipements et Services au Dossier d’appel à propositions.  15.2 Les documents apportant la preuve de la conformité des Equipements et Services aux dispositions du DAP peuvent être présentés sous forme de textes écrits, plans ou données, et fourniront :   1. une description détaillée des caractéristiques techniques et des performances essentielles des Equipements et Services, y compris les garanties opérationnelles des équipements proposés, en réponse aux Spécifications ; les garanties opérationnelles des installations proposées doivent être documentées par le moyen du formulaire correspondant de la Section IV ; 2. une liste donnant les caractéristiques, y compris les sources d’approvisionnement, de toutes les pièces de rechange, des outillages spéciaux, etc., nécessaires pour le bon fonctionnement en continu des installations pour la période mentionnée dans les **DPAP**, après l’achèvement des installations conformément aux dispositions du marché ; et 3. les éléments prouvant que les Equipements et Services répondent complètement aux spécifications de performance et exigences fonctionnelles. 15.3 Les proposants noteront que les normes pour la qualité de la main-d’œuvre, les matériaux et les équipements indiqués par le Maître d’Ouvrage le sont dans un but descriptif (pour établir des normes de qualité et de performance) et non prescriptif. Le Proposant peut les remplacer dans sa proposition par d’autres normes, marques, et/ou numéros de catalogues, pourvu qu’il démontre à la satisfaction du Maître d’Ouvrage que les alternatives proposées sont en substance équivalentes ou supérieures aux Spécifications du Dossier d’appel à propositions.   15.3 Les proposants noteront que les normes pour la qualité de la main-d’œuvre, les matériaux et les équipements indiqués par le Maître d’Ouvrage le sont dans un but descriptif (pour établir des normes de qualité et de performance) et non prescriptif. Le Proposant peut les remplacer dans sa proposition par d’autres normes, marques, et/ou numéros de catalogues, pourvu qu’il démontre à la satisfaction du Maître d’Ouvrage que les alternatives proposées sont en substance équivalentes ou supérieures aux Spécifications du Dossier d’appel à propositions.  15.4 Le Proposant est tenu de proposer dans sa Proposition de Seconde Etape les mêmes marques, modèles, sous-traitants et autres dispositions qu’il aura proposés dans sa Proposition de Première Etape, sauf dans le cas où des modifications sont explicitement permises ou demandées dans le mémorandum spécifique au Proposant intitulé « Modifications demandées à l’issue de l’évaluation de la Première Etape » en conformité avec l’article 26.7 des IP, ou sont rendues nécessaires par un Additif au DAP émis pour la Seconde Etape. Un Proposant qui s’écarte de sa Proposition de Première Etape sans que cela soit validé par ledit mémorandum ou sans que cela soit clairement en réponse à un Additif au DAP émis pour la Seconde Etape s’expose au risque que sa Proposition soit rejetée.  15.5 Le Proposant aura la responsabilité de s’assurer que tout fournisseur proposé satisfait aux exigences de l’article 4 des IP, et que tout matériel, équipement ou service fourni par le sous-traitant répond aux exigences des articles 5 et 15.1 des IP. | |
| 16. Formulaire de Proposition de Première Etape | | 16.1 Le Proposant remplira les formulaires de Proposition de Première Etape fournis à la Section IV, Formulaires de Proposition, de la manière et avec tous les détails stipulés dans cette Section et inclura lesdits formulaires dans sa Proposition. | |
| 17. Forme et signature de la Proposition de Première Etape | | 17.1 Le Proposant préparera un original des documents constituant la Proposition, en mentionnant clairement sur chaque exemplaire : « PROPOSITION DE PREMIERE ETAPE – ORIGINAL ». De plus, le Proposant préparera le nombre de copies de la Proposition demandé dans les DPAP en mentionnant clairement sur chaque exemplaire : « PROPOSITION DE PREMIERE ETAPE - COPIE No. 1 », « PROPOSITION DE PREMIERE ETAPE - COPIE No. 2 », etc. En cas de différence entre eux, l’original fera foi.  17.2 L’original et toutes les copies de la Proposition seront dactylographiés ou écrits à l’encre indélébile et seront signés par une personne dûment habilitée à signer au nom du Proposant. Cette habilitation consistera en une confirmation écrite comme **spécifié dans les DPAP**, qui sera jointe à la Proposition conformément à l’article 12.1 (c) des IP. Le nom et le titre de chaque personne signataire de l’habilitation devront être dactylographiés ou imprimés sous la signature. Toutes les pages de la Proposition, sauf les brochures imprimées non modifiées, seront paraphées par la personne signataire de la Proposition.  17.3 La Proposition ne devra contenir aucun ajout entre les lignes, rature ou surcharge, sauf s’il s’agit de rectifier des erreurs commises par le Proposant, auquel cas toute correction devra être signée ou paraphée par la personne signataire de la Proposition.  17.4 Le fait de signer et remettre une Proposition de Première étape n’oblige nullement le Proposant à remettre une Proposition de Seconde Etape. | |
| D. Dépôt des Propositions de Première Etape | | | |
| 18. Cachetage et marquage des Propositions de Première Etape | | 18.1 Le Proposant insérera l’original de la Proposition de Première Etape et chacune des copies de la Proposition dans des enveloppes séparées et scellées, chacune contenant les documents spécifiés à l’article 12 des IP, en indiquant clairement la mention « PROPOSITION DE PREMIERE ETAPE - ORIGINAL ». « PROPOSITION DE PREMIERE ETAPE - COPIE No [..]». Les enveloppes seront insérées dans une enveloppe extérieure.  18.2 Les enveloppes intérieures et extérieures devront :   * 1. comporter le nom et l’adresse du Proposant ;   2. être adressées au Maître d’Ouvrage conformément à l’article 19.1 des IP ; et   3. comporter l’intitulé du Marché, l’identification de l’appel à propositions indiqué à l’article 1.1 des IP ; et la mention « Proposition Technique de Première Etape - Ne pas ouvrir avant [la date et l’heure] » en indiquant la date et l’heure fixées pour l’ouverture des plis **aux DPAP**-IP 19.1.   18.3 Si l’enveloppe extérieure n’est pas cachetée et marquée comme il est demandé aux articles 18.1 et 18.2 des IP, le Maître d’Ouvrage ne sera pas tenu pour responsable si la Proposition est égarée ou ouverte prématurément. | |
| 19. Date limite de dépôt des Propositions de Première Etape | | 19.1 Les Propositions de Première Etape doivent être reçues par le Maître d’Ouvrage à l’adresse indiquée dans les **DPAP** et au plus tard à l’heure et à la date qui y sont spécifiées. Lorsque les **DPAP** le prévoient, les Proposants pourront soumettre leur Proposition par voie électronique.  19.2 Le Maître d’Ouvrage peut, à sa discrétion, reporter la date limite de remise des Propositions en modifiant le Dossier d’appel à propositions en application de l’article 8.3 des IP, auquel cas, tous les droits et obligations du Maître d’Ouvrage et des Proposants régis par la date limite antérieure seront régis par la nouvelle date limite. | |
| 20. Propositions  hors-délai | | * 1. Le Maître d’Ouvrage ne prendra pas en considération une Proposition qui lui parviendrait après la date et l’heure limite stipulée à l’article 19 des IP. Toute Proposition reçue par le Maître d’Ouvrage après la date et l’heure limites de dépôt des propositions sera déclarée hors délai, écartée et renvoyée au Proposant sans avoir été ouverte. | |
| 21. Substitution et modification des Propositions | | 21.1 Le Proposant peut retirer, remplacer, ou modifier sa Proposition après l’avoir déposée et avant la date limite de dépôt des Propositions, par voie de notification écrite dûment signée par un représentant autorisé et accompagnée d’une copie de l’habilitation en conformité avec l’article 17.2 des IP. La Proposition de remplacement ou de modification doit être jointe à ladite notification écrite. Les notifications doivent être :  (a) préparées et déposées en conformité avec les articles 17 et 18 des IP (à l’exception des notifications de retrait qui ne requièrent pas de copie) et en outre, les enveloppes respectives doivent clairement porter la mention « PROPOSITION DE PREMIERE ETAPE - RETRAIT ». « PROPOSITION DE PREMIERE ETAPE – REMPLACEMENT », ou « PROPOSITION DE PREMIERE ETAPE – MODIFICATION » et  (b) reçues par le Maître d’Ouvrage avant la date et l’heure limite prescrites pour le dépôt des Propositions, en conformité avec l’article 19 des IP. | |
| E. Ouverture et évaluation des Propositions  de Première Etape | | | |
| 22. Ouverture des Propositions de Première Etape par le Maître d’Ouvrage | 22.1 A l’exception des cas visés par les articles 20 et 21 des IP, le Maître d’Ouvrage ouvrira les Propositions en présence des représentants désignés des Proposants et toute personne qui souhaitent y assister, à la date, à l’heure et à l’adresse indiquées dans les **DPAP**. Le cas échéant, les procédures d’ouverture des Propositions déposées par voie électronique seront comme indiqué dans les **DPAP**.  22.2 Dans un premier temps, les enveloppes marquées « PROPOSITION DE LA PREMIERE ETAPE --RETRAIT » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l’enveloppe contenant la Proposition correspondante sera renvoyée au Proposant sans avoir été ouverte. Le retrait d’une Proposition ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le retrait, lue à haute voix.  22.3 Ensuite, les enveloppes marquées « PROPOSITION DE LA PREMIERE ETAPE -- REMPLACEMENT » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle Proposition correspondante substituée à la précédente – cette dernière sera renvoyée au Proposant sans avoir été ouverte. Le remplacement de Proposition ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le remplacement, lue à haute voix.  22.4 Puis, les enveloppes marquées « PROPOSITION DE LA PREMIERE ETAPE --MODIFICATION » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec la proposition correspondante. La modification de Proposition ne sera autorisée que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander la modification, lue à haute voix. Seules les Propositions qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix en séance seront ensuite considérées.  22.5 Toutes les autres enveloppes seront ouvertes l’une après l’autre et le nom du Proposant annoncé à haute voix, et tout autre détail que le Maître d’Ouvrage peut juger utile de mentionner. Le Maître d’Ouvrage établira un procès-verbal de la séance d’ouverture des Propositions de Première Etape. Un exemplaire du procès-verbal sera distribué à tous les proposants ayant soumis une Proposition dans les délais.  22.6 Le Maître d’Ouvrage ne discutera les mérites d’une Proposition ni ne rejettera une quelconque Proposition (à l’exception d’une Proposition reçue hors délai, en conformité avec l’article 20.1 des IP). | | |
| 23. Détermination de la conformité des Propositions de Première Etape | 23.1 Le Maître d’Ouvrage examinera chacune des Propositions de Première Etape, y compris toute variante présentées par les Proposants, afin de déterminer si elles sont complètes, si les documents ont été correctement signés, et si la Proposition est d’une façon générale en bon ordre.  23.2 Le Maître d’Ouvrage déterminera si les Propositions présentent des divergences par rapport aux exigences du DAP (notamment documents justificatifs, conformité de la proposition technique, etc.) d’un nombre ou d’une nature tel que la Proposition n’est pas susceptible d’être rendue pleinement conforme dans le cadre de la procédure en deux étapes. Dans un tel cas, le Maître d’Ouvrage pourra décider d’écarter la Proposition et de ne pas inviter le Proposant à soumettre une Proposition de Seconde Etape. Pour toutes les autres Propositions, le Maître d’Ouvrage procédera à l’évaluation technique détaillée de Première Etape, en identifiant tous aspects pour lesquels chaque Proposition diverge des exigences et en les communiquant à chaque Proposant concerné. | | |
| 24. Evaluation technique des Propositions de Première Etape | 24.1 Le Maître d’Ouvrage procédera à une évaluation technique détaillée de chacune des Propositions techniques de Première Etape déterminée conforme pour l’essentiel conformément à l’article 23 des IP, afin de déterminer si les aspects techniques de la Proposition répondent aux exigences du DAP. Pour y parvenir, le Maître d’Ouvrage examinera les informations fournies par le Proposant, conformément aux articles 12 à 15 des IP, en tenant compte des facteurs suivants :   1. le caractère complet de la proposition et sa conformité avec les Spécifications de performance et/ou les exigences fonctionnelles; les mérites techniques des variantes proposées; le respect par les Equipements et Services de Montage des critères de performance spécifiés concernant les garanties opérationnelles visées comme indiqué dans les Exigences du Maître d’Ouvrage et dans la Section III, Critères d’évaluation et de qualification; 2. l’adéquation des Equipements et Services de Montage proposés au regard des conditions environnementales et climatiques prévalant sur le site ; et la qualité, le rôle et la mise en œuvre de tout procédé de contrôle proposé dans la Proposition ; 3. le respect des délais stipulés à l’annexe correspondante au modèle d’Acte d’engagement et de toute variante auxdits délais proposée par le Proposant, documenté si besoin par un planning fourni dans la Proposition ; 4. la disponibilité à long terme des pièces de rechange obligatoires et recommandées et des services de maintenance ; 5. tout autre facteur technique pertinent que le Maître d’Ouvrage aura estimé nécessaire et prudent de prendre en compte ; et 6. toutes déviations proposées dans la Proposition par rapport aux dispositions d’ordre commercial et contractuel stipulées dans le Dossier d’appel à propositions.   24.2 Le Maître d’Ouvrage examinera également les variantes techniques complètes éventuellement proposées par le Proposant, conformément aux dispositions de l’article 13 des IP, afin de déterminer si elles peuvent valablement servir de base à la présentation d’une Proposition de Seconde Etape acceptable sur ses propres mérites. | | |
| 25. Vérification des qualifications du Proposant | 25.1 Le Maître d’Ouvrage vérifiera à sa satisfaction, sur la base des documents mis à jour par le Proposant en conformité avec l’article **12.1 (e) des IP** et de la Section III, Critères d’évaluation et de qualification, si le Proposant continue à posséder les qualifications requises pour exécuter le marché de manière satisfaisante. S’il existe des problèmes concernant les conditions de qualification du Proposant, le Maître d’Ouvrage pourra explorer avec le Proposant les solutions possibles à ces problèmes durant la(les) réunion(s) de clarification en conformité avec l’article **26 des IP**. | | |
| 26. Clarification des Propositions de Première Etape et examen des divergences et variantes proposées | 26.1 Le Maître d’Ouvrage pourra organiser une (des) réunion(s) avec un proposant ayant remis une proposition conforme afin de lui demander des clarifications sur l’un quelconque des aspects de sa Proposition de Première Etape nécessitant une explication à ce stade de l’évaluation ou d’examiner toute variante ou réserve portant sur les dispositions commerciales ou contractuelles du Dossier d’appel à propositions. L’objectif de la (des) réunion(s) sera d’explorer et clarifier les aspects techniques ainsi que les conditions commerciales ou contractuelles. L’adéquation des solutions proposées sera examinée au cours de ces réunions.  26.2 Durant les réunions de clarification, le Maître d’Ouvrage pourra engager un processus afin de raffiner ses exigences et d’identifier des modifications appropriées aux clauses techniques et commerciales. Le Proposant pourra aussi porter à l’attention du Maître d’Ouvrage tous changements qu’il souhaite apporter à sa Proposition de Première Etape en vue de la Seconde Etape.  26.3 Le Proposant n’est pas tenu d’assister à une réunion de clarification. Si le Proposant est dans l’impossibilité d’assister à une réunion de clarification, ou s’il refuse d’y assister, le Maître d’Ouvrage fera de son possible pour atteindre les objectifs de clarification par le moyen de communications avec le Proposant, y compris par audio ou vidéo conférences. La limitation en résultant des possibilités de clarification à la Proposition de Première Etape expose le Proposant au risque que sa Proposition soit écartée.  26.4 Le Maître d’Ouvrage informera le Proposant, en référence à l’article **12.1 (g) des IP** des divergences que le Proposant a présenté dans sa Proposition de Première Etape que le Maître d’Ouvrage juge :  (a) non acceptable et devant être retirée de la Proposition de Seconde Etape ;  (b) acceptable et qui sera incorporée dans le DAP par voie d’Additif qui sera adressé à tous les Proposants invités à remettre une Proposition de Seconde Etape.  Si une divergence est acceptée pour l’un des proposants, le Maître d’Ouvrage devra s’assurer qu’une divergence similaire présentée par d’autres proposants est également acceptée.  26.5 La ou les représentant(s) du Proposant assistant à une réunion de clarification devra être dûment autorisé, muni d’une habilitation, à représenter le Proposant dans les discussions et passer accord avec le Maître d’Ouvrage sur les modifications spécifiques de la Proposition de Première Etape qui sont nécessaires dans la Proposition de Seconde Etape. Le Maître d’Ouvrage ne sera pas responsable des frais encourus par le Proposant et ses représentants afin d’assister aux réunions de clarification. Le fait d’avoir été invité à une telle réunion ou d’y avoir assisté ne signifie pas que le Proposant sera invité à remettre une Proposition de Seconde Etape. Toutefois, si des réunions de clarifications sont organisées, un Proposant invité à remettre une Proposition de Seconde Etape pourra demander qu’une réunion de clarification soit tenue, même si le Maître d’Ouvrage n’a pas estimé que la Proposition nécessite une réunion de clarification.  26.6 Ni le mémorandum spécifique au Proposant mentionné à l’article**26.7 des IP**, ni les comptes rendus de réunion de clarification, ni toute correspondance échangée entre un Proposant particulier et le Maître d’Ouvrage ne seront divulgués aux autres Proposants. Aucune exigence concernant la Proposition de Seconde Etape ne découlera des comptes rendus de réunion ou correspondance, à l’exception de celles stipulées dans le mémorandum, Cependant le Maître d’Ouvrage ou le Proposant pourront utiliser ces documents, le cas échéant, pour information lors de la préparation ou de l’évaluation de la Proposition de Seconde Etape.  26.7 A l’issue du processus de clarification, le Maître d’Ouvrage préparera un mémorandum spécifique au Proposant intitulé « Modifications requises à l’issue de l’évaluation de Première Etape », et le notifiera au Proposant en même temps que l’invitation à soumettre la Proposition de Seconde Etape.  Le Maître d’Ouvrage consignera dans le mémorandum spécifique au Proposant :   1. Les modifications à la Proposition de Première Etape et autres compléments demandés dans la Proposition de Seconde Etape ; 2. La liste des divergences en référence aux articles 12.1(g) et 26.4 des IP qui ne sont pas acceptées dans la Proposition de Seconde Etape ; 3. Les sous-traitants que le Proposant doit éliminer ou remplacer, en indiquant les motifs de cette demande d’élimination ou de remplacement ; et 4. S’il n’y a aucune demande de modification spécifique au Proposant, l’invitation à remettre la Proposition de Seconde Etape l’indiquera. | | |
| F. Invitation à remettre une Proposition  de Seconde Etape | | | |
| 27. Invitation à soumettre une Proposition de Seconde Etape | 27.1 Au terme de l’évaluation des Propositions de Première Etape, et après avoir tenu des réunions de clarification :  (a) le Maître d’Ouvrage pourra émettre un additif au DAP apportant, entre autres et selon que de besoin, les modifications aux **DPAP**, aux Conditions particulières du marché et aux Spécifications techniques, dans le but d’améliorer la compétition sans compromettre les objectifs essentiels de performance et/ou exigences fonctionnelles du projet (notamment les divergences acceptables portées à l’attention du Maître d’Ouvrage par un ou plusieurs proposants, une formulation précisée de certaines Spécifications, ajustements au Calendrier de Réalisation, etc.°; et/ou  (b) le Maître d’Ouvrage soit :  (i) invitera le Proposant à remettre une Proposition de Seconde Etape, incluant une Proposition technique mise à jour (reflétant le mémorandum spécifique au Proposant intitulé « Modifications requises à l’issue de l’évaluation de Première Etape », et/ou les Additifs au DAP) et une Proposition financière correspondante ; ou  (ii) notifiera au Proposant que sa Proposition a été rejetée au motif qu’elle n’est pas jugée conforme pour l’essentiel aux dispositions du DAP, ou que le Proposant ne satisfait pas aux exigences de qualification, spécifiées dans le Document de Sélection initiale et dans la Section III, Critères d’évaluation et de qualification.  27.2 Le Proposant invité à remettre une Proposition de Seconde Etape devra accuser réception au Maître d’Ouvrage de l’invitation et des pièces jointes qui y sont mentionnées, le cas échéant, dans les meilleurs délais.  27.3 La date limite et l’adresse de remise des Propositions de Seconde Etape seront spécifiées dans l’invitation à soumettre une Propositions de Seconde Etape. De même l’exigence de fourniture d’une déclaration de garantie de Proposition ou le montant de la garantie de Proposition sera également communiquée dans l’invitation.  27.4 Un Proposant ne sera pas autorisé à former un groupement d’entreprises avec un autres Proposant, ni à changer de partenaire ou à modifier la structure du groupement d’entreprises dans les cas où la Proposition de Première Etape a été remise par un groupement d’entreprises, sans avoir obtenu au préalable l’approbation du Maître d’Ouvrage. | | |
| G. Préparation des Propositions techniques  et financières de Seconde Etape | | | |
| 28. Documents constitutifs de la Proposition de Seconde Etape | | 28.1 La Proposition devra comprendre deux Parties : la Partie technique et la Partie financière. Ces deux Parties devront être remises simultanément, dans deux enveloppes scellées distinctes. Une enveloppe devra contenir les documents relatifs à la Partie technique exclusivement, et l’autre enveloppe devra contenir les documents relatifs à la Partie financière exclusivement.  28.2. La Partie technique comprendra les documents suivants :   1. **la Lettre de Proposition** : Seconde Etape – Partie technique conformément à l’article 29.1 des IP ; 2. **Garantie** : Garantie de Proposition ou Déclaration de garantie de Proposition, conformément à l’article 32 des IP : 3. **la confirmation** écrite de l’habilitation du signataire de la proposition à engager le Proposant, conformément aux dispositions de l’article 34.2 des IP ; 4. **La Proposition technique** mise à jour, comprenant toutes modifications devant être apportées à la proposition remise à la première étape, telles qu’elles sont recensées dans le Mémorandum intitulé « Modifications requises à l’issue de l’évaluation de Première Etape » ; 5. Les documents établis conformément à l’article 14.1 des IP apportant la preuve que les Equipements et Services additionnels ou modifiés proposées par le Proposant et qui ne figuraient pas dans la Proposition de Première Etape sont éligibles ; 6. Les documents concernant tout changement survenu entre les dates de proposition de la Proposition de Première Etape et de Proposition de Seconde Etape qui auraient un impact éventuel sur l’éligibilité et les qualifications du Proposant et sa capacité à exécuter le Marché ; 7. Les documents apportant la preuve que les Equipements et Services additionnels ou modifiés proposées par le Proposant sont en conformité avec le Mémorandum intitulé « Modifications requises à l’issue de l’évaluation de Première Etape » acceptables sur le plan technique. Les documents apportant la preuve que les Equipements et Services sont en conformité avec le Mémorandum intitulé « Modifications requises à l’issue de l’évaluation de Première Etape » pourront être sous la forme de documents écrits, plans et données. Les garanties opérationnelles de tous Equipements et Services additionnels ou modifiés proposés doivent être documentées par le moyen du formulaire correspondant de la Section IV – Formulaires de Proposition ; 8. Si le Proposant propose un (ou des) sous-traitant(s) additionnel(s) ou différent(s) de ceux qu’il a nommés dans sa Proposition de Première Etape pour les composants importants qu’il envisage d’acquérir ou de sous-traiter, le Proposant devra fournir toutes informations sur l’identité et la nationalité du (ou des) sous-traitant(s) ainsi proposé(s), incluant les fabricants, pour chacun de ces composants. En outre, le Proposant devra fournir dans sa Proposition tous renseignements démontrant la conformité aux exigences du Maître d’Ouvrage pour ces composants ; et 9. Tout autre document stipulé dans les DPAP.   28.3 Bien que la Proposition de Première Etape sur laquelle est basée la Proposition de Seconde Etape n’ait pas à être soumise à nouveau, elle demeure partie intégrale de la Proposition de Seconde Etape. La période de validité de la Proposition conformément à l’article 33 des IP sera réputée inclure toute partie ou disposition de la Proposition de Première Etape pertinente à la Proposition de la Seconde Etape.  28.4 **La Partie financière comprendra les documents suivants :**   1. **la Lettre de Proposition** : Sonde Etape – Partie financière conformément à l’article 29 des IP; 2. **les annexes, y compris les bordereaux des prix**, remplies conformément aux dispositions des articles 30 et 31 des IP ; 3. **le Proposant fournira**, dans la Lettre de Proposition, les informations relatives aux commissions et indemnités versées ou à verser à des agents ou tout autre partie en relation avec la Proposition ; et 4. Tout **autre** document stipulé dans les **DPAP**. | |
| 29. Lettre de Proposition et annexes | | 29.1 Le Proposant établira sa Proposition, y compris les bordereaux des prix applicables, en remplissant les formulaires de Lettre de Proposition de Seconde Etape – Partie technique et Partie financière fournis à la Section IV, Formulaires de Proposition, sans apporter aucune modification à leur présentation, et aucun autre format ne sera accepté, sous réserves de l’article 17.3. Toutes les rubriques doivent être remplies de manière à fournir les renseignements demandés. | |
| 30. Prix de la Proposition | | 30.1 Sauf disposition contraire dans les **DPAP**, le Proposant fournira un prix pour l’ensemble des Equipements et Services de Montage sur la base d’une « responsabilité unique », de manière que le montant total de la Proposition couvre toutes les obligations du Constructeur mentionnées dans le DAP ou qui en découlent, en ce qui concerne la conception, la fabrication, incluant les acquisitions et la sous-traitance s’il y a lieu, la fourniture, la construction, le montage, et l’achèvement des installations. Sont également incluses les obligations du Constructeur en matière d’essais de garantie, mise en service provisoire et opérationnelle des installations, et lorsque cela est requis par le DAP, l’obtention de tous permis, approbations, licences, etc. ; ainsi que les prestations de services relatives au fonctionnement, à la maintenance, à la formation, et toute autre prestation ou service indiqué dans le DAP, conformément aux dispositions du Cahier des Clauses administratives générales.  30.2 Le Proposant remettra une décomposition des prix en respectant la forme et la présentation des prix demandées dans les Bordereaux de prix figurant dans la Section IV, Formulaires de Propositions. | |
|  | | 30.3 En fonction de l’étendue du Marché, les Bordereaux de prix peuvent être au nombre de six (6) tel que ci-après. Des Bordereaux avec des numérotations distinctes seront utilisés pour chacun des éléments ci-dessous. Le montant total de chaque Bordereau No 1 à 4 sera reporté dans un Bordereau récapitulatif (Bordereau No 5) donnant le montant total de la Proposition qui figurera dans la Lettre de Proposition.  Bordereau No 1 Matériels et équipements (y compris les pièces de rechange obligatoires) en provenance de pays autres que celui du Maître d’Ouvrage.  Bordereau No 2 Matériels et équipements (y compris les pièces de rechange obligatoires) en provenance du pays du Maître d’Ouvrage.  Bordereau No 3 Services de conception  Bordereau No 4 Services de montage des installations  Bordereau No 5 Bordereau récapitulatif (Bordereaux No 1 à 4)  Bordereau No 6 Pièces de rechange recommandées  Le Proposant notera que les matériels et équipements inclus dans les Bordereaux No 1 et 2 **excluent** les équipements et matériaux utilisés pour les travaux de génie civil, bâtiment, et autres travaux de construction. De tels matériaux seront inclus et chiffrés dans le Bordereau No4, Services de Montage.  30.4 Dans les Bordereaux, le Proposant donnera les détails requis et la décomposition de son prix de la manière suivante :  (a) Le prix des matériels et équipements en provenance de pays autres que celui du Maître d’Ouvrage (Bordereau No 1) sera un prix CIP (lieu de destination convenu comme indiqué dans les **DPAP**),  (b) Le prix des matériels et équipements produits ou fabriqués dans le pays du Maître d’Ouvrage (Bordereau No 2) :  (i) prix EXW (à l’usine, à la fabrique, au magasin d’exposition, entrepôt ou magasin de ventes, suivant le cas)., y compris tous les droits de douane, taxes de vente et autres déjà payés ou à être payés sur les composants et matières premièrs utilisés dans la fabrication des Installations ;  (ii) le montant des taxes sur les ventes et autres taxes perçues dans le pays du Maître d’Ouvrage qui seront dues sur les fournitures si le Marché est attribué ; et  (iii) le prix total pour le composant.  (c) Le prix des Services de Conception (Bordereau No 3).  (d) Les prix du Montage des installations seront chiffrés séparément (Bordereau No 4) et comprendront les prix ou taux unitaires pour les transports locaux jusqu’au lieu de destination finale figurant dans les **DPAP**, l’assurance et autres services connexes à l’acheminement des équipements, tout ce qui constitue la main-d’œuvre, équipement du Constructeur, travaux temporaires, matériaux, consommables, et tous les éléments de quelque nature qu’ils soient, tels les services pour le fonctionnement et la maintenance, la fourniture de manuels pour le fonctionnement et la maintenance, la formation, etc., nécessaires pour le bon fonctionnement des installations et tels qu’ils sont mentionnés dans le DAP. Ces prix comprendront tous les droits, taxes et charges payables dans le pays du Maître d’Ouvrage vingt-huit (28) jours avant la date limite de remise des Propositions.  (e) Les pièces de rechange recommandées seront chiffrées séparément (Bordereau No 6) de la manière indiquée dans les articles a) ou b) ci-dessus selon l’origine des pièces de rechange.  30.5 Les termes EXW, CIP et autres termes similaires sont définis dans l’édition en vigueur des *Incoterms* publiée par la Chambre de commerce internationale, telle que définie dans les **DPAP**.  30.6 Les prix seront fermes ou révisables, comme précisé dans les **DPAP**.  30.7 Dans le cas de **prix fermes**, les prix fournis par le Proposant seront des prix fixes pendant l’exécution du marché par le Proposant et ne seront sujets à aucune variation sous aucun motif. Une proposition présentée avec un prix révisable sera considérée comme non conforme et sera écartée.  30.8 Dans le cas de **prix révisables**, les prix fournis par le Proposant seront révisables pendant l’exécution du marché pour refléter les changements dans le coût d’éléments tels que la main-d’œuvre, les matériaux, les transports et l’équipement du Constructeur conformément aux procédures spécifiées dans l’annexe correspondante de l’Acte d’engagement. Une proposition présentée avec un prix fixe ne sera pas rejetée, mais la révision de prix sera considérée comme égale à zéro. Le Proposant sera tenu d’indiquer l’origine des indices applicables pour la main-d’œuvre et les matériaux dans le formulaire correspondant de la Section IV, Formulaires de Propositions. | |
|  | | 30.9 L’article 1.1 peut prévoir que l’appel à propositions soit lancé pour un seul marché (lot) ou pour un groupe de marchés (lots). Les Proposants désirant offrir une réduction de prix en cas d’attribution de plus d’un marché spécifiera les réductions applicables à chaque groupe de lots ou à chaque marché du groupe de lots. **Cependant, les rabais conditionnels pour l’attribution de plus d’un lot ne seront pas considérés aux fins de l’évaluation des Propositions.**  30.10 Un Proposant souhaitant offrir un éventuel rabais inconditionnel devra l’indiquer dans la Lettre de Proposition, ainsi que la manière dont le rabais s’appliquera. | |
| 31. Monnaies de la Proposition | | 31.1 Les monnaies de la Proposition et les monnaies de règlement seront identiques. Le Proposant devra indiquer la partie du prix de sa Proposition correspondant aux dépenses qu’il prévoir d’encourir dans la monnaie du pays du Maître d’Ouvrage dans cette monnaie, sauf disposition contraires dans les **DPAP**.  31.2 Le Proposant pourra libeller le prix de sa proposition dans toute monnaie de son choix. Si le Proposant souhaite être payé en une combinaison de montants en différentes monnaies, il pourra indiquer son prix de cette manière, mais il ne pourra pas faire usage de plus de trois monnaies étrangères en sus de la monnaie du pays du Maître d’Ouvrage.  31.3 Le Maître d’Ouvrage peut demander aux Proposants de justifier leurs besoins en monnaies nationale et étrangères. | |
| 32. Garantie de Proposition | | 32.1 Le Proposant fournira l’original d’une garantie de proposition ou d’une déclaration de garantie de proposition, qui fera partie intégrante de sa proposition, comme requis dans les **DPAP**, l. Lorsqu’une garantie de proposition est exigée, le montant et la monnaie dans laquelle elle doit être libellée seront indiqués dans les **DPAP**.  32.2 La Déclaration de garantie de proposition se présentera selon le modèle figurant à la Section IV, Formulaires de Proposition.  32.3 Si une Garantie de Proposition est exigée en application de l’article 32.1 des IP, elle sera une garantie sur première demande sous l’une des formes ci- après, au choix du Proposant :   1. une garantie inconditionnelle émise par une banque ou une institution financière autre qu’une banque (telle une compagnie d’assurances ou un organisme de caution)*;* 2. un crédit documentaire irrévocable ; 3. un chèque de banque ou un chèque certifié ; ou 4. toute autre garantie mentionnée, le cas échéant, dans les **DPAP** ;   en provenance d’une source reconnue, établie dans un pays éligible. Si une garantie inconditionnelle est émise par une institution financière, autre qu’une banque, située en dehors du pays du Maître d’Ouvrage, l’institution financière émettrice devra avoir une institution financière correspondante dans le pays du Maître d’Ouvrage afin d’en permettre l’exécution, le cas échéant, à moins que le Maître d’Ouvrage n’ait donné son accord par écrit, avant le dépôt de la Proposition, pour qu’une institution financière correspondante dans le pays du Maître d’Ouvrage ne soit pas requise.  32.4 Dans le cas d’une garantie bancaire, la Garantie de Proposition sera établie conformément au formulaire figurant à la Section IV- Formulaires de Propositions, ou dans une autre forme similaire pour l’essentiel et approuvée par le Maître d’Ouvrage avant le dépôt de la Proposition. La Garantie de Proposition demeurera valide pendant vingt-huit jours (28) après l’expiration de la période de validité de la Proposition, y compris si la période de validité de la proposition est prorogée en application de l’article 33.2 des IP.  32.5 Si une garantie de Proposition ou une Déclaration de garantie de Proposition est requise en application de l’article 32.1 des IP, toute Proposition non accompagnée d’une garantie de proposition ou d’une Déclaration de garantie de Proposition conforme pour l’essentiel sera écartée par le Maître d’Ouvrage comme étant non conforme, et les garanties de proposition des proposants non retenus leur seront restituées le plus rapidement possible après que le Proposant retenu aura signé le Marché et fourni la garantie de bonne exécution.  32.6 La Garantie de Proposition du Proposant retenu lui sera restituée dans les meilleurs délais après la signature du Marché, et contre remise de la garantie de bonne exécution requise.  32.7 La Garantie de Proposition peut être saisie  :   1. si le Proposant retire sa proposition avant la date d’expiration de la validité de la Proposition ou toute autre date prorogée par le Proposant ; ou 2. s’agissant du Proposant retenu, si ce dernier : 3. manque à son obligation de signer le Marché en application de l’article 64 des IP ; ou 4. manque à son obligation de fournir la garantie de bonne exécution en application de l’article 65 des IP.   32.8 La Garantie de Proposition ou la Déclaration de Garantie de la Proposition d’un groupement d’entreprises doit être au nom du groupement qui a soumis la Proposition. Si un groupement n’a pas été formellement constitué lors du dépôt de la Proposition, la Garantie de Proposition ou la Déclaration de Garantie de la Proposition devra être au nom de tous les futurs partenaires, conformément au libellé de la Lettre d’intention mentionnée à l’article 4.1 des IP*.*  32.9 Lorsqu’en application de l’article 32.1 des IP, une garantie de proposition n’est pas exigée et si :  (a) le Proposant retire sa Proposition avant la date d’expiration de la validité de la Proposition mentionnée dans la Lettre de Proposition, ou toute autre date prorogée par le Proposant ; ou bien  (b) le Proposant retenu manque à son obligation de :   1. signer le Marché conformément à l’article 64 des IP, ou 2. fournir la Garantie de bonne exécution conformément à l’article 65 des IP,   le Maître d’Ouvrage pourra disqualifier le Proposant de toute attribution de marché par le Maître d’Ouvrage pour la période de temps stipulée dans les **DPAP***.* | |
| 33. Période de validité des Propositions | | 33.1 Les Propositions demeureront valables jusqu’à la date spécifiée dans la DPAP (deuxième étape) ou toute autre date prorogée par le Maître d’Ouvrage, conformément à l’article 8 des IP. Une Proposition non valide jusqu’à la date spécifiée dans la DPAP ou toute autre date prorogée par le Maître d’Ouvrage conformément à l’article 8 des IP, sera écartée par le Maître d’Ouvrage comme non conforme.  33.2 Exceptionnellement, avant date d’expiration de la validité des propositions, le Maître d’Ouvrage peut demander aux Proposants de prolonger le délai de validité des Propositions. La demande et les réponses qui lui seront faites le seront par écrit. Le Proposant peut refuser de prolonger la validité de sa Proposition sans perdre sa Garantie de Proposition ou sans faire l’objet de la mise en œuvre de la Déclaration de Garantie de la Proposition. Le Proposant qui consent à une prolongation ne se verra pas demander de modifier sa Proposition ni ne sera autorisé à le faire, mais il devra faire en sorte que le délai de validité de la Garantie de Proposition sera de même prolongé autant qu’il sera nécessaire en conformité avec l’article 32.4 des IP.  33.3 Dans le cas d’un marché à prix ferme, si l’attribution est retardée de plus de cinquante-six (56) jours au-delà du délai initial de validité de la Proposition spécifié selon l’article 33.1 des IP, le prix du Marché sera actualisé comme indiqué aux **DPAP**. Les Propositions seront évaluées sur la base du Montant de la Proposition sans prendre en considération l’actualisation susmentionnée. | |
| 34. Forme et signature des propositions de Seconde Etape | | 34.1 Le Proposant préparera un original des documents constitutifs de la Proposition, en indiquant clairement la mention « PROPOSITION DE SECONDE ETAPE—ORIGINAL ». Par ailleurs, il soumettra le nombre de copies de la Proposition indiqué dans les **DPAP**, en mentionnant clairement sur ces exemplaires « PROPOSITION DE SECONDE ETAPE—COPIE ». En cas de différences entre les copies et l’original, l’original fera foi.  34.2 L’original et toutes les copies de la Proposition comprenant les documents tels que décrits à l’article 28.2 des IP, seront dactylographiés ou écrits à l’encre indélébile ; ils seront signés par une personne dûment habilitée à signer au nom du Proposant. Cette habilitation consistera en une confirmation écrite comme spécifié dans les **DPAP**, qui sera jointe à la Proposition conformément à l’article 28.2 (c) des IP. Le nom et le titre de chaque personne signataire de l’habilitation devront être dactylographiés ou imprimés sous la signature. Toutes les pages de la Proposition, à l’exception des publications non modifiées, seront paraphées par la personne signataire de la Proposition.  34.3 La Proposition d’un groupement d’entreprises doit être signée par un représentant du groupement dûment autorisé à signer au nom du groupement, de manière à engager légalement tous les partenaires du groupement, et accompagnée d’un pouvoir habilitant le signataire établi par les personnes légalement autorisés à signer pour les partenaires.  34.4 La Proposition ne devra contenir aucun ajout entre les lignes, rature ou surcharge, sauf s’il s’agit de rectifier des erreurs commises par le Proposant, auquel cas toute correction devra être signée ou paraphée par la personne signataire de la Proposition.  34.5 Dans la Lettre de Proposition – Partie technique et la Lettre de Proposition – Partie financière (Section IV), le Proposant fournira les informations relatives aux commissions et indemnités versées ou à verser à des agents ou tout autre partie en relation avec sa Proposition. | |
| H. Dépôt des Propositions de Seconde Etape | | | |
| 35. Dépôt, Cachetage et marquage des Propositions | | | 35.1 Sauf dans le cas où les **DPAP** indiquent que les Propositions doivent être déposées par voie électronique, la procédure pour la remise, le cachetage et le marquage des propositions est comme suit :   * + 1. Le Proposant remettra sa Proposition en deux enveloppes cachetées, distinctes. Une enveloppe devra contenir la Partie technique, et l’autre enveloppe devra contenir la Partie financière. Ces deux enveloppes seront elles-mêmes placées dans une enveloppe extérieure clairement marquée « PROPOSITION DE SECONDE ETAPE – ORIGINAL ».     2. En outre, le Proposant préparera des copies de la Proposition au nombre indiqué dans les **DPAP.** Les copies de la Proposition-Partie technique seront insérées dans une enveloppe cachetée, comportant la mention « PROPOSITION DE SECONDE ETAPE – COPIES de la PARTIE TECHNIQUE ». Les copies de la Proposition-Partie financière seront insérées dans une enveloppe cachetée, comportant la mention « PROPOSITION DE SECONDE ETAPE – COPIES de la PARTIE FINANCIERE » « PROPOSITION DE PREMIERE ETAPE - COPIE No [..] ».Ces deux enveloppes seront elles-mêmes placées dans une enveloppe extérieure clairement marquée « PROPOSITION DE SECONDE ETAPE – COPIES ».. En cas de différences entre les copies et l’original, l’original fera foi. |
| 36. Date et heure limites de dépôt des Propositions | | | 36.1 Les Propositions de Seconde étape doivent être reçues par le Maître d’Ouvrage à l’adresse spécifiée au plus tard à l’heure et à la date indiquées dans la lettre d’invitation à remettre la Proposition de Seconde Etape.  36.2 Le Maître d’Ouvrage peut, à sa discrétion, reporter la date limite de remise des Propositions en modifiant le DAP en application de l’article 8.3 des IP, auquel cas, tous les droits et obligations du Maître d’Ouvrage et des Proposants régis par la date limite antérieure seront régis par la nouvelle date limite. |
| 37. Propositions hors délai | | | 37.1 Toute Proposition reçue par le Maître d’Ouvrage après la date et l’heure limites de dépôt des Propositions stipulée dans la lettre d’invitation à remettre la Proposition de Seconde Etape sera déclarée hors délai, écartée et renvoyée au Proposant sans avoir été ouverte. |
| 38. Retrait, substitution et modification des Propositions de Seconde Etape | | | 38.1 Le Proposant peut retirer, remplacer, ou modifier sa Proposition après l’avoir déposée, par voie de notification écrite, dûment signée par un représentant habilité, assortie d’une copie de l’habilitation en application de l’article 34.2 des IP (sauf pour ce qui est des notifications de retrait). La modification ou la Proposition de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Toutes les notifications doivent être :   1. préparées et délivrées en application des articles 34 et 35 des IP (sauf pour ce qui est des notifications de retrait qui ne nécessitent pas de copies). Par ailleurs, les enveloppes doivent porter clairement, selon le cas, la mention « PROPOSITION DE SECONDE ETAPE --RETRAIT », « PROPOSITION DE SECONDE ETAPE - REMPLACEMENT (« Partie technique » et/ou « Partie financière »)» , ou « PROPOSITION DE SECONDE ETAPE --MODIFICATION (« Partie technique » et/ou « Partie financière »)» ; et 2. reçues par le Maître d’Ouvrage avant la date et l’heure limites de dépôt des Propositions conformément à l’article 36 des IP. |
| I. Seconde Etape : Ouverture des Parties techniques | | | |
| 39. Ouverture publique des Propositions de Seconde Etape – Parties techniques | | | 39.1 Le Maître d’Ouvrage procédera à l’ouverture des plis en public de la Partie technique des Propositions de Seconde Etape en présence des représentants des Proposants et de toute autre personne qui souhaite être présente à la date, à l’heure et à l’adresse indiquées dans l’invitation à remettre la Proposition de Seconde Etape. Les procédures spécifiques à l’ouverture de propositions électroniques, si de telles propositions sont prévues, seront détaillées dans les **DPAP.**  (a) Dans un premier temps, les enveloppes marquées « PROPOSITION DE SECONDE ETAPE --RETRAIT » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l’enveloppe contenant la Proposition correspondante sera renvoyée au Proposant sans avoir été ouverte. Aucun retrait de Proposition ne sera autorisé si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander le retrait et n’est pas lue à haute voix en séance ;  (b) Ensuite, les enveloppes marquées « PROPOSITION DE SECONDE ETAPE - REMPLACEMENT (Partie technique) » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle Proposition correspondante substituée à la précédente, qui sera renvoyée sans avoir été ouverte au Proposant. Aucun remplacement de Proposition ne sera autorisé si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et n’est pas lue à haute voix.  (c) Puis, les enveloppes marquées « PROPOSITION DE SECONDE ETAPE --MODIFICATION (Partie technique) » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec la Proposition correspondante. Aucune modification de Proposition ne sera autorisée si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander la modification et n’est pas lue à haute voix.  (d) Ensuite, toutes les enveloppes restantes marquées « PROPOSITION DE SECONDE ETAPE - PARTIE TECHNIQUE » seront ouvertes l’une après l’autre. Toutes les enveloppes marquées « PROPOSITION DE SECONDE ETAPE - PARTIE FINANCERE » demeureront cachetées et seront conservées par le Maître d’Ouvrage dans un lieu sécurisé jusqu’à ce qu’elles soient ouvertes le moment venu, en séance publique, après l’évaluation de la Partie technique des Propositions. Lors de l’ouverture des enveloppes marquées « PARTIE TECHNIQUE » le nom du Proposant sera annoncé à haute voix, ainsi que la mention éventuelle d’une modification, de toutes variantes éventuelles, l’existence d’une Garantie de Proposition si elle est exigée ou d’une Déclaration de Garantie de Proposition, et tout autre détail que le Maître d’Ouvrage peut juger utile de mentionner.  (e) Le Maître d’Ouvrage ne doit rejeter aucune des Propositions en séance d’ouverture (à l’exception des propositions reçues hors délais, en conformité avec l’article 37.1 des IP).  39.2 Le Maître d’Ouvrage établira un procès-verbal de la séance d’ouverture des plis – Partie technique, qui comportera au minimum :  (a) le nom du Proposant et s’il y a retrait, remplacement ou modification de la proposition,  (b) l’existence ou l’absence de l’enveloppe cachetée et marquée «PARTIE FINANCIERE », et  (c) l’existence ou l’absence d’une garantie de proposition ou d’une déclaration de garantie de proposition.  Il sera demandé aux représentants des Proposants présents de signer le procès-verbal d’ouverture des plis. L’absence de la signature d’un Proposant ne porte pas atteinte à la validité et au contenu du procès-verbal. Un exemplaire du procès-verbal sera distribué à tous les Proposants ayant remis une Proposition dans les délais et sera publiée en ligne lorsque le dépôt des propositions par voie électronique est permise. |
| J. Seconde Etape : Evaluation des Parties techniques | | | |
| 40. Confidentialité | | 40.1 Les informations concernant l’évaluation des Parties techniques ne seront divulguées aux Proposants ni à toute autre personne non officiellement concernée par ladite procédure tant que la Notification de l’évaluation des Parties techniques n’aura pas été effectuée conformément à l’article 44 des IP.  40.2 Toute tentative faite par un Proposant pour influencer le Maître d’Ouvrage lors de l’évaluation des Propositions peut entraîner le rejet de sa Proposition.  40.3 Nonobstant les dispositions de l’article 40.2 des IP, après l’ouverture des Propositions si un Proposant souhaite entrer en contact avec le Maître d’Ouvrage pour des motifs ayant trait au processus d’Appel à Propositions, il devra le faire par écrit. | |
| 41. Éclaircissements concernant les Propositions | | 41.1 Pour faciliter l’examen, l’évaluation, la comparaison des Propositions et la vérification des qualifications des Proposants, le Maître d’Ouvrage a toute latitude pour demander à un Proposant des éclaircissements sur sa Proposition. Aucun éclaircissement apporté par un Proposant autrement qu’en réponse à une demande du Maître d’Ouvrage ne sera pris en compte. La demande d’éclaircissement du Maître d’Ouvrage, comme la réponse apportée, seront formulées par écrit.  41.2 Si le Proposant ne fournit pas les éclaircissements demandés avant la date et l’heure limites indiquées dans la demande d’éclaircissements du Maître d’Ouvrage, sa Proposition pourra se voir rejetée. | |
| 42. Conformité des Propositions | | 42.1 Le Maître d’Ouvrage établira la conformité de la Proposition sur la base de son contenu. Une Proposition conforme pour l’essentiel est une Proposition qui (a) est conforme à la Proposition de Première Etape et/ou des éléments de variante ou une Proposition variante que le Maître d’Ouvrage a invité le Proposant à remettre lors de sa Proposition de Seconde Etape, (b) incorpore toute modification demandée, le cas échéant, dans le Mémorandum spécifique intitulé « Modifications requises à l’issue de l’évaluation de Première Etape » conformément à l’article 26.7 des IP, et (c) reflète les amendements au DAP formulés en tant qu’Additif émis avec l’invitation à remettre la Proposition de Seconde Etape conformément à l’article 27.1 des IP ou subséquemment.  42.2 Pourvu que la Proposition soit conforme pour l’essentiel, le Maître d’Ouvrage peut tolérer toute non-conformité qui ne constitue pas une divergence importante dans la Proposition. | |
|  | | 42.3 Si une Proposition est conforme pour l’essentiel, le Maître d’Ouvrage peut demander au Proposant de présenter, dans un délai raisonnable, les informations, ou la documentation, nécessaires pour remédier à la non-conformité ou aux omissions non essentielles constatées dans la Proposition en rapport avec la documentation demandée. | |
| 43. Evaluation des Propositions techniques | | 43.1 L’évaluation des propositions techniques par le Maître d’Ouvrage sera menée comme spécifié à la Section III, Critères d’évaluation et de qualification.  43.2 Les scores à attribuer aux critères et sous-critères techniques sont indiqués dans les **DPAP**. | |
| 44. Notification de l’évaluation de la Partie technique | | 44.1 A l’issue de l’évaluation de la Partie technique des Propositions, le Maître d’Ouvrage fera les notifications ci-après :  (a) Notification par écrit à tout Proposant dont la Proposition a été jugée non-conforme pour l’essentiel aux exigences du DAP, en les informant comme suit :  (i) le(s) motif(s) pour le(s)quel(s) leur Proposition – Partie technique -- a été jugée non-conforme ;  (ii) leur enveloppe marquée « Partie financière » leur sera retournée sans avoir été ouverte à l’issue de l’évaluation des Propositions et après la signature du Marché ;  (b) Simultanément, notification par écrit aux Proposant dont la Proposition a été jugée conforme pour l’essentiel aux exigences du DAP les informant que leur Proposition a été jugée conforme pour l’essentiel aux exigences du DAP ; et  (c) Notification à tous les Proposants en conformité avec l’une des options ci-après :  (i) Option 1 : Dans le cas où **MOF (Meilleure Offre Finale) ou des négociations ne sont pas applicables**, la date l’heure et le lieu de l’ouverture publique des enveloppes marquées « Partie financière », ou  (ii) Option 2 : Dans le cas où **MOF (Meilleure Offre Finale) ou des négociations sont prévues**, conformément aux DPAP IP 55 et IP 57 respectivement, que (i) les enveloppes marquées « Partie financière », ne seront pas ouvertes en public, mais en la présence d’un Vérificateur de Probité désigné par le Maître d’Ouvrage, et que (ii) l’annonce des noms des Proposants dont la Partie financière sera ouverte et le montant total des Propositions aura lieu lors de la Notification de l’intention d’attribution du Marché. | |
| K. Seconde Etape : Ouverture des Parties financières | | | |
| 45. Ouverture publique des Parties financières lorsque MOF ou négociations ne sont pas applicables | | 45.1 Dans le cas où **MOF** (Meilleure Offre Finale) ou des négociations ne sont pas applicables comme spécifié dans les **DPAP**, le Maître d’Ouvrage procédera à l’ouverture des Parties financières en présence des représentants désignés des Proposants et de toute personne qui souhaitent y assister. Chacune des enveloppes marquées « Partie financière » sera inspectée afin de confirmer qu’elle est demeurée cachetée et qu’elle n’a pas été ouverte. Ces enveloppes seront ouvertes par le Maître d’Ouvrage. Le Maître d’Ouvrage annoncera à haute voix le nom du Proposant, le score technique obtenu, ainsi que le prix total de la Proposition, par lot (marché) le cas échéant, y compris tout rabais éventuel, et tout autre détail que le Maître d’Ouvrage peut juger utile de mentionner. Seuls les rabais annoncés à haute voix lors de l’ouverture des plis seront ensuite considérés aux fins de l’évaluation. La Lettre de Proposition – Partie financière et les Bordereaux de Prix seront paraphés par les représentants du Maître d’Ouvrage participant à l’ouverture des plis de la manière indiquée dans les **DPAP**. Les dispositions spécifiques d’ouverture en cas de remise par moyen électronique selon l’article 34.1 des IP seront indiquées dans les **DPAP.**  45.2 Le Maître d’Ouvrage établira un procès-verbal de la séance d’ouverture des Propositions – Partie Financière, qui comportera au minimum :  (a) le nom du Proposant dont la Partie financière a été ouverte,  (b) le prix de la Proposition, par lot le cas échéant, y compris tous rabais.  45.3 Il sera demandé aux représentants des Proposants dont les Parties financières auront été ouvertes de signer ce procès-verbal. Le fait que la signature d’un proposant n’y figure pas n’invalide pas le procès-verbal. Un exemplaire du procès-verbal sera distribué à tous les Proposants. | |
| 46. Ouverture publique des Parties financières lorsque MOF ou négociations sont applicables | | 46.1 Dans le cas où **MOF** (Meilleure Offre Finale) ou des négociations sont prévues comme spécifié dans les **DPAP**, le Maître d’Ouvrage ne procédera pas à l’ouverture publique des Parties financières, mais elles seront ouvertes en la présence d’un Vérificateur de Probité désigné par le Maître d’Ouvrage.  46.2 En séance d’ouverture, chacune des enveloppes marquées « Partie financière » sera inspectée afin de confirmer qu’elle est demeurée cachetée et qu’elle n’a pas été ouverte. Ces enveloppes seront ouvertes par le Maître d’Ouvrage. Le Maître d’Ouvrage enregistrera le nom du Proposant, ainsi que le prix total de la Proposition, par lot (marché) le cas échéant, y compris tout rabais éventuel, et tout autre détail que le Maître d’Ouvrage peut juger utile de mentionner. La Lettre de Proposition – Partie financière et les Bordereaux de Prix seront paraphés par les représentants du Maître d’Ouvrage participant à l’ouverture des plis et par le Vérificateur de Probité.  46.3 Le Maître d’Ouvrage établira un procès-verbal de la séance d’ouverture des Propositions – Partie Financière, qui comportera au minimum :  (a) le nom du Proposant dont la Partie financière a été ouverte,  (b) le prix de la Proposition, par lot le cas échéant, y compris tous rabais, et  (c) le rapport du Vérificateur de Probité portant sur l’ouverture des Parties financières.  46.4 Le Vérificateur de Probité signera le procès-verbal. Le contenu des enveloppes marquées « Partie financière » et le procès-verbal d’ouverture seront conservés en lieu sûr par le Maître d’Ouvrage et ne seront pas divulgués à quiconque jusqu’au moment de la Notification de l’intention d’attribution du Marché. | |
| L. Seconde Etape : Evaluation des Parties financières | | | |
| 47. Non-conformité, mineures | | 47.1 Si une Proposition est conforme pour l’essentiel, le Maître d’Ouvrage rectifiera les non-conformités non essentielles qui affectent le prix de la Proposition. À cet effet, le prix de la Proposition sera ajusté, uniquement aux fins de comparaison, compte tenu de l’élément ou du composant manquant ou non conforme, en ajoutant la moyenne des prix de l’élément ou composant fournis par les autres soumissionnaires ayant remis des offres substantiellement conformes. Si le prix de cet élément ou composant ne peut pas être estimé par la prise en compte du prix des autres offres substantiellement conformes, le Maître d’Ouvrage fera sa propre estimation. | |
| 48. Correction des erreurs arithmétiques | | 48.1 Le Maître d’Ouvrage rectifiera les erreurs arithmétiques sur la base suivante :   1. S’il y a contradiction entre un prix total obtenu en additionnant les montants figurant dans une colonne de la décomposition d’un prix et le montant indiqué pour le prix de total de la Proposition, le premier mentionné fera foi et le prix total sera corrigé ; 2. S’il y a contradiction entre le total des montants des Bordereaux de prix No 1 à 4 et le montant indiqué au Bordereau No 5 (Récapitulatif), les montants des Bordereaux No 1 à 4 prévaudront et le montant du Bordereau No 5 sera rectifié ; et 3. S’il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des articles (a) et (b) ci-dessus. | |
|  | | 48.2 Il sera demandé au Proposant d’accepter la correction des erreurs arithmétiques. Si le Proposant n’accepte pas les corrections apportées en conformité avec l’article 48.1, sa Proposition sera écartée. | |
| 49. Conversion en une seule monnaie | | 49.1 Aux fins d’évaluation et de comparaison, le Maître d’Ouvrage convertira tous les prix des Propositions exprimés dans diverses monnaies en une seule monnaie, en utilisant le cours vendeur fixé par la source spécifiée dans les **DPAP**, en vigueur à la date qui y est également spécifiée. | |
| 50. Marge de préférence | | 50.1 Aucune marge de préférence ne sera accordée. | |
| 51. Évaluation des propositions | | 51.1 Pour évaluer chacune des Parties financières des Propositions, le Maître d’Ouvrage procédera comme suit :   1. le prix de la Proposition, en excluant les sommes provisionnelles et, le cas échéant, les provisions pour imprévus figurant dans les Bordereaux de prix ; 2. les ajustements apportés au prix pour corriger les erreurs arithmétiques en application de l’article 48.1 ; 3. les ajustements du prix imputables aux rabais offerts en application de l’article 30.10 des IP ; 4. les ajustements effectués au titre de la quantification des divergences mineures en application de l’article 47.1 des IP ; 5. en convertissant en une seule monnaie le montant résultant des opérations (a), (b) et (c) ci-dessus, conformément aux dispositions de l’article 49.1 des IP ; 6. les facteurs d’évaluation indiqués dans les DPAP et dont le détail figure à la Section III, Critères d’évaluation et de qualification. | |
|  | | 51.2 Dans le cas où la révision des prix est prévue au titre de l’article 30.8 des IP, l’effet estimé des formules de révision des prix figurant dans les CCAG et CCAP, appliquées durant la période d’exécution du Marché, ne sera pas pris en considération lors de l’évaluation de la Proposition.  51.3 Si le présent DAP autorise les Proposants à indiquer séparément leurs prix pour différents lots, et permet au Maître d’Ouvrage d’attribuer un ou plusieurs lots à un plus d’un Proposant, la méthode d’évaluation pour déterminer la combinaison de propositions la plus avantageuse, sera précisée dans la Section III, Critères d’évaluation et de qualification. **Les rabais conditionnés par l’attribution de plus d’un lot ne seront pas pris en compte pour les besoins de l’évaluation de la proposition.** | |
| 52. Offre anormalement basse | | 52.1 Une Proposition dont le prix est anormalement bas est une Proposition qui, en tenant compte de sa portée, du mode de fabrication des produits, de la solution technique et du calendrier de réalisation, apparait si basse qu’elle soulève des préoccupations chez le Maître d’Ouvrage quant à la capacité du Proposant à réaliser le Marché pour le prix proposé.  52.2 S’il considère que la Proposition est d’un prix anormalement bas, le Maître d’Ouvrage pourra demander au Proposant des éclaircissements par écrit, y compris une analyse détaillée du prix en relation avec l’objet du Marché, sa portée, le calendrier de réalisation, la répartition des risques et responsabilités, et toute autre exigence contenue dans le DAP.  52.3 Après avoir vérifié les informations et le détail du prix fournis par le Proposant, dans le cas où le Maître d’Ouvrage établit que le Proposant n’a pas démontré sa capacité à réaliser la Marché pour le prix proposé, il écartera la Proposition. | |
| 53. Proposition déséquilibrée | | 53.1 Si la Proposition évaluée la plus avantageuse est fortement déséquilibrée par rapport à l’estimation du Maître d’Ouvrage de l’échéancier de paiement des équipements et services à fournir, le Maître d’Ouvrage peut demander au Proposant de fournir des clarifications par écrit. Une telle demande pourra porter sur le détail de prix pour tout élément d’un bordereau de prix, pour prouver que ces prix sont compatibles avec l’étendue des équipements, conception, fournitures et montage, les méthodes de construction et le calendrier proposé et toute autre exigence du DAP.  53.2 Après avoir évalué les renseignements fournis, et le détail de prix, le Maître d’Ouvrage pourra :  (a) accepter la Proposition, ou  (b) demander que le montant de la garantie de bonne exécution soit augmenté, aux frais du Proposant, à un niveau n’excédant pas vingt (20) pourcent du Montant du Marché, ou  (c) écarter la Proposition. | |
| M. Seconde Etape : Evaluation combinée  des Parties techniques et financières | | | |
| 54. Evaluation combinée des Propositions – Partie technique et Partie financière | | 54.1 Lors de l’évaluation des Propositions de Seconde Etape conformes, le Maître d’Ouvrage prendra en compte des facteurs techniques, en plus des facteurs de coût, en conformité avec la Section III, Critères d’évaluation et de Qualification de Seconde Etape. Les pondérations affectant les aspects techniques et le coût, et le taux d’actualisation pour le calcul de la valeur nette actualisée seront indiquées dans les **DPAP**. Le Maître d’Ouvrage classera les Propositions sur la base du score évalué des propositions (B). | |
| 55. Meilleure Offre Finale (MOF) | | 55.1 A l’issue de l’évaluation combinée technique et financière des propositions, si cela est **indiqué dans les** **DPAP**, le Maître d’Ouvrage pourra inviter les Proposants à remettre leur Meilleure Offre Finale (MOF). La procédure correspondante sera **spécifiée dans les** **DPAP** et représentera une ultime opportunité pour les Proposants d’améliorer leur Proposition, sans pour autant modifier les fonctionnalités et les exigences de performance requises dans l’invitation à remettre la Proposition de Seconde Etape. Le Proposant ne sera pas tenu de remettre une MOF. Lorsque la procédure MOF sera utilisée, il n’ay aura pas de négociation après la MOF.  55.2 La procédure MOF comprend le recours à deux enveloppes. Le dépôt de MOF, les ouvertures des Parties techniques et des Parties financières, et l’évaluation des Propositions se feront selon la procédure définie ci-avant. | |
| 56. Proposition la plus avantageuse | | 56.1 La Proposition la plus avantageuse est la Proposition présentée par le Proposant qui satisfait aux conditions de qualifications et dont la Proposition :  (a) est conforme pour l’essentiel au DAP, et  (b) est évaluée comme étant la meilleure Proposition, c’est-à-dire la Proposition obtenant le meilleur score, dans l’évaluation combinée technique et financière. | |
| 57. Négociations | | 57.1 Si cela est **indiqué dans les** **DPAP**, le Maître d’Ouvrage pourra entreprendre des négociations à l’issue de l’évaluation des Propositions de Seconde Etape, avant l’attribution finale du Marché. La procédure des négociations sera **indiquée dans les** **DPAP**.  57.2 Les négociations seront menées en présence du Vérificateur de Probité désigné par le Maître d’Ouvrage.  57.3 Les négociations pourront porter sut tout aspect du Marché, mais elles ne pourront pas conduire à modifier les fonctionnalités ni les exigences de performance.  57.4 Le Maître d’Ouvrage pourra négocier en premier lieu avec le Proposant ayant présenté la Proposition la plus avantageuse. Si les négociations sont infructueuses, le Maître d’Ouvrage pourra négocier avec le Proposant classé second et ainsi de suite jusqu’à ce qu’un résultat de négociation positif soit obtenu. | |
| 58. Droit du Maître d’Ouvrage d’accepter l’une quelconque des Propositions et de rejeter une ou toutes les Propositions | | 58.1 Le Maître d’Ouvrage se réserve le droit d’accepter ou d’écarter toute Proposition, et d’annuler la procédure d’appel à propositions et d’écarter toutes les Propositions à tout moment avant l’attribution du Marché, sans encourir de ce fait une responsabilité quelconque vis-à-vis des Proposants. En cas d’annulation, toutes les propositions déposées, et notamment les garanties de propositions seront immédiatement retournées aux Proposants. | |
| 59. Période d’attente | | 59.1 Le Marché ne sera pas attribué avant l’achèvement de la période d’attente. La période d’attente sera de dix (10) jours ouvrables sous réserve de prorogation en conformité à l’article 63 des IP. La période d’attente commence le lendemain du jour auquel l’Emprunteur aura transmis à chacun des Proposants la Notification de l’intention d’attribution du Marché. Lorsqu’une seule Proposition a été déposée, ou si le marché est en réponse à une situation d’urgence reconnue par la Banque, la période d’attente ne sera pas applicable. | |
| 60. Notification de l’intention d’attribution | | 60.1 Le Maître d’Ouvrage doit transmettre à chacun des Proposants (qui n’aura pas été prévenu auparavant que sa Proposition n’aura pas été retenue), la Notification de son intention d’attribution du Marché au Proposant retenu. La Notification de l’intention d’attribution du Marché doit au minimum contenir les renseignements ci-après :  (a) le nom et l’adresse du Proposant dont Proposition est retenue ;  (b) le Montant du Marché de ce Proposant ;  (c) le score combiné recueilli par la Proposition retenue ;  (d) le nom de tous les Proposants ayant remis une Proposition, et le prix de leurs Proposition s tel qu’annoncé lors de l’ouverture des plis et le coût évalué de chacune des Propositions, ainsi que les scores techniques ;  (e) une déclaration indiquant le(s) motif(s) pour le(s)quel(s) la Proposition du Proposant non retenu, destinataire de la notification, n’a pas été retenue ;  (f) la date d’expiration de la période d’attente ; et  (g) les instructions concernant la présentation d’une demande de débriefing et/ou d’un recours durant la période d’attente. | |
| N. Attribution du marché | | | |
| 61. Attribution du marché | | 61.1 Sous réserve des dispositions de l’article 58.1 des IP, le Maître d’Ouvrage attribuera le Marché au Proposant dont la Proposition aura été évaluée la plus avantageuse, à condition que le Proposant soit en outre éligible et qualifié pour exécuter le Marché de façon satisfaisante. | |
| 62. Notification de l’attribution du marché | | 62.1 Avant la date de l’expiration de la validité des Propositions et à l’issue de la période d’attente indiquée aux DPAP-IP 59.1 ou de toute prolongation de cette période d’attente, ou après avoir traité toute réclamation présentée durant la période d’attente, le Maître d’Ouvrage notifiera au Proposant retenu, par écrit, que sa Proposition a été retenue. La lettre de notification (ci-après « Lettre d’Acceptation ») indiquera le Montant contractuel accepté, à payer par le Maître d’Ouvrage au Constructeur en contrepartie de l’exécution et de l’achèvement du Marché et des exigences de remédier à tous défauts comme prescrit dans le Marché.  62.2 Dans le délai de dix (10) jours ouvrables après la transmission de la Lettre de Marché, le Maître d’Ouvrage publiera la notification d’attribution qui devra contenir, au minimum, les renseignements ci-après :  (a) le nom et l’adresse du Maître d’Ouvrage ;  (b) l’intitulé et la référence du marché faisant l’objet de l’attribution, ainsi que la méthode d’attribution utilisée ;  (c) le nom de tous les Proposants ayant remis une Proposition, le prix de leurs Proposition s tel qu’annoncé lors de l’ouverture des plis et le coût évalué de chacune des Propositions ;  (d) les noms des Proposants dont la Proposition a été écartée et le motif du rejet ; et  (e) le nom et l’adresse du Proposant dont la Proposition est retenue, le montant total final du Marché, la durée d’exécution et un résumé de l’objet du Marché; et  (f) le Formulaire de divulgation [des bénéficiaires effectifs](http://context.reverso.net/traduction/francais-anglais/des+b%C3%A9n%C3%A9ficiaires+effectifs) du Proposant retenu si cela est indiqué dans les DPAP IP 64.1.  62.3 La notification d’attribution du Marché sera publiée sur le site du Maître d’Ouvrage d’accès libre s’il existe, ou au minimum dans un journal national de grande diffusion dans le pays du Maître d’Ouvrage, ou dans le journal officiel. Le Maître d’Ouvrage publiera la notification d’attribution dans UNDB en ligne.  62.4 Jusqu’à la préparation et l’approbation du Marché, la Notification d’attribution constituera l’engagement réciproque du Maître d’Ouvrage et de l’Attributaire. | |
| 63. Débriefing par le Maître d’Ouvrage | | 63.1 Après avoir reçu du Maître d’Ouvrage, la Notification de l’intention d’attribution du Marché mentionnée à l’article 60 des IP, tout Proposant non retenu dispose de trois (3) jours ouvrables pour solliciter un débriefing, par demande écrite adressée au Maître d’Ouvrage. Le Maître d’Ouvrage devra accorder un débriefing à tout Proposant non retenu qui en aura fait la demande dans ce délai.  63.2 Lorsqu’une demande de débriefing aura été présentée dans le délai prescrit, le Maître d’Ouvrage accordera le débriefing dans le délai de cinq (5) jours ouvrables à moins que le Maître d’Ouvrage ne décide d’accorder le débriefing plus tard, pour un motif justifié. Dans un tel cas, la période d’attente sera automatiquement prorogée jusqu’à cinq (5) jours ouvrables après que le débriefing aura eu lieu. Si plusieurs débriefings sont ainsi retardés, la période d’attente sera prolongée jusqu’à cinq (5) jours ouvrables après que le dernier débriefing aura eu lieu. Le Maître d’Ouvrage informera tous les Proposants par le moyen le plus rapide de la prolongation de la période d’attente.  63.3 Lorsque la demande de débriefing par écrit est reçue par le Maître d’Ouvrage après le délai de trois (3) jours ouvrables, le Maître d’Ouvrage devra accorder le débriefing dès que possible, et normalement au plus tard dans le délai de quinze (15) jours ouvrables suivant la publication de la notification d’attribution du Marché. Une demande de débriefing reçue après le délai de (3) jours ouvrables ne donnera pas lieu à une prorogation de la période d’attente.  63.4 Le débriefing d’un Proposant non retenu peut être oral ou par écrit. Un Proposant réclamant un débriefing devra prendre à sa charge toute dépense y afférente. | |
| 64. Signature du marché | | 64.1 Le Maître d’Ouvrage enverra au Proposant retenu la lettre de notification d’attribution et l’Acte d’Engagement, et si cela est indiqué dans les **DPAP**, la demande de fourniture du Formulaire de divulgation [des bénéficiaires effectifs](http://context.reverso.net/traduction/francais-anglais/des+b%C3%A9n%C3%A9ficiaires+effectifs) fournissant les renseignements additionnels sur ses propriétaires effectifs. Le Formulaire de divulgation [des bénéficiaires effectifs](http://context.reverso.net/traduction/francais-anglais/des+b%C3%A9n%C3%A9ficiaires+effectifs), si cela est demandé, devra être soumis dans le délai de huit (8) jours ouvrables à compter de la réception de la demande.  64.2 Le Proposant retenu renverra l’Acte d’Engagement au Maître d’Ouvrage après l’avoir daté et signé dans les vingt-huit (28) jours suivant sa réception.  64.3 Nonobstant les dispositions de l’article 64.2 des IP, si la signature de l’Acte d’engagement est empêchée par toute restriction d’exportation imputable au Maître d’Ouvrage, au pays du Maître d’Ouvrage, ou à l’usage des équipements ou services de montage, systèmes ou services à fournir, lorsque de telles restrictions d’exportation résultent de l’application de la réglementation du commerce d’un pays qui fournit ces équipements ou services de montage, systèmes ou services, le Proposant ne sera pas lié par sa proposition. Cependant ceci est à la condition expresse que le Proposant soit en mesure de démontrer, à la satisfaction du Maître d’Ouvrage et de la Banque, que la signature de l’Acte d’engagement n’a pas été empêchée pour une cause imputable au Proposant, pour cause de retard dans la mise en œuvre de formalités, y compris l’obtention de tout permis, autorisation(s) et licence(s) nécessaires à l’exportation des équipements ou services de montage, systèmes ou services dans le cadre des dispositions de l’Acte d’engagement. | |
| 65. Garantie de bonne exécution | | 65.1 Dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de la notification par le Maître d’Ouvrage de l’attribution du Marché, le Proposant retenu fournira la garantie de bonne exécution, conformément au CCAG (Cahier des clauses administratives générales) et sous réserves des dispositions de l’article 53.2 (b) des IP, en utilisant le Formulaire de garantie de bonne exécution figurant à la Section X, Formulaires du Marché ou tout autre modèle jugé acceptable par le Maître d’Ouvrage. Si la garantie de bonne exécution est une caution émise par une compagnie d’assurance ou un organisme de cautionnement l’institution émettrice devra être acceptable au Maître d’Ouvrage. Si l’institution émettrice de la garantie d’une telle forme de caution est établie en dehors du pays du Maître d’Ouvrage, elle devra avoir une institution financière correspondante établie dans le pays du Maître d’Ouvrage. | |
|  | | 65.2 Le défaut de fourniture par le Proposant retenu, de la garantie de bonne exécution susmentionnée ou le fait qu’il ne signe pas l’Acte d’Engagement, constituera un motif suffisant d’annulation de l’attribution du Marché et de saisie de la garantie de proposition, auquel cas le Maître d’Ouvrage pourra attribuer le Marché au Proposant dont la Proposition est jugée conforme pour l’essentiel au DAP et classée la deuxième plus avantageuse, et qui possède les qualifications exigées pour exécuter le Marché de façon satisfaisante. | |
| 66. Réclamation concernant la Passation des Marchés | | 66.1 Les procédures applicables pour formuler une réclamation relative à la passation de marché sont indiquées dans les DPAP. | |

Section II. Données particulières de l’appel à propositions

Les données particulières qui suivent, relatives à l’acquisition des équipements et services de montage, complètent, précisent, ou amendent les articles des Instructions aux Proposants (IP). En cas de conflit, les clauses ci-dessous prévalent sur celles des IP.

*[Lorsque l’utilisation d’un système électronique est prévue, modifier les parties pertinentes des DPAP afin de refléter le recours à ce système électronique]*

*[Les notes en italiques qui accompagnent les clauses ci-dessous sont destinées à faciliter l’établissement des données particulières correspondantes]*

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | **A. Généralités** | | |
| **IP 1.1** | | Numéro ou intitulé de l’avis d’appel à propositions :  Nom du Maître d’Ouvrage :  Nom et Numéro d’identification de l’AP :  Nombre et numéro d’identification des lots faisant l’objet du présent AP : | | |
| **IP 2.1** | | Nom de l’Emprunteur :***[insérer le nom de l’Emprunteur et sa relation avec le Maître d’Ouvrage]***  Nom du Projet : | | |
| **IS 1.3(a)** | | *[supprimer si non applicable]*  **Système d’achat électronique**  Le Maître d’Ouvrage utilisera le système électronique d’achat ci-après afin de gérer le processus d’appel à propositions :  *[insérer l’identification du système électronique et l’adresse url ou le lien]*  Le système électronique d’achat utilisé pour la gestion des aspects suivants du processus d’appel à propositions :  *[insérer lesdits aspects, par ex. Mise à disposition du DAP, dépôt des propositions, ouverture des plis]* | | |
| **IP 4.1** | | Le nombre des membres d’un groupement [n’est pas limité] ou [ne dépassera pas : …..] ***[insérer un nombre]*** | | |
| **IP 4.5** | | L’adresse électronique où consulter la liste des entreprises et personnes exclues par la Banque est la suivante : http://www.worldbank.org/debarr. | | |
| **B. Contenu du Dossier d’appel à propositions** | | | | |
| **IP 7.1** | | Afin d’obtenir des **clarifications** uniquement**,** l’adresse du Maître d’Ouvrage est la suivante :  ***[Insérer l’information correspondante comme requis ci-après. Cette adresse peut être identique ou non à celle spécifiée à l’article 19.1 des IP pour la remise des propositions] :***  Attention de : ***[insérer le nom du responsable]***  Rue : ***[insérer le nom de la rue]***  Étage/ numéro de bureau **: *[insérer étage et numéro du bureau]***  Ville **: *[insérer le nom de la ville]***  Code postal : ***[insérer le numéro du code postal]***  Pays : ***[insérer le nom du pays]***  Numéro de téléphone : ***[insert telephone number, including country and city codes]***  Numéro de télécopie : ***[insert telephone number, including country and city codes]***  Adresse électronique : ***[insert telephone number, including country and city codes]***  Le délai de réception des demandes d’éclaircissements, exprimé en nombre de jours avant la date limite de dépôt des Propositions est de *[insérer nombre]* jours. | | |
| **IP 7.4** | | Une réunion préparatoire  ***[aura]*** lieu au lieu et date ci-après :  Lieu :  Date :  Heure :  Une visite du site ***[sera] ou [ne sera pas]*** organisée par le Maître d’Ouvrage. | | |
| **C. Préparation des Propositions** | | | | |
| **IP 11.1** | | La langue de la Proposition est : ***[insérer la langue applicable]***  ***[Remarque : après accord de la Banque, le Maître d’Ouvrage pourra publier le DAP dans une autre langue qui devra être (a) soit la langue nationale de l’Emprunteur, (b) soit la langue utilisée dans son pays pour les transactions commerciales. Dans de tels cas, la disposition suivante sera incluse :]***  ***« De plus, le Maître d’Ouvrage a publié une version du DAP traduite en : [insérer la langue nationale ou la langue utilisée pour les transactions commerciales et s’il en existe plusieurs, ajouter « et en*** ***».]***  ***Le Proposant a le choix de remettre sa Proposition en une (et seulement une) des langues mentionnées en cet article. ] »***  Toute correspondance sera échangée en . La langue de traduction des documents complémentaires et imprimés fournis par le Proposant sera ***[indiquer une seule langue].*** | | |
| **IP 12.1 (j)** | | Le Proposant devra joindre à sa Proposition les autres documents suivants :  ***[Insérer tout document additionnel qui ne serait pas déjà mentionné à l’article 12.1 des IP]***  Le Soumissionnaire devra soumettre le Code de Conduite applicable à son personnel (comme défini par la sous-rubrique 1. (ii) des Conditions Générales du Marché) afin d’assurer la conformité aux bonnes pratiques environnementales et sociales (ES) spécifiées dans le Marché.  Le Soumissionnaire devra utiliser à cette fin le formulaire du Code de Conduite fourni en Section IV.  En Section IV, aucune modification substantielle ne pourra être introduite dans ce formulaire, excepté si le Soumissionnaire introduit des exigences additionnelles, compris le cas échéant, pour prendre en compte des circonstances particulières ou risques spécifiques au marché. | | |
| **IP 15.2 (b)** | | La période durant laquelle les pièces de rechange seront nécessaires est de ***[insérer le nombre d’années]***années suivant l’achèvement des installations. | | |
| **IP 17.1, 34.1 et 35.1** | | Outre l’original de la Proposition, le nombre de copies demandé est de : ***[insérer le nombre de copies]*** | | |
| **IP 17.2 et 34.2** | | La confirmation écrite de l’habilitation du signataire à engager le Proposant consistera en ***[insérer le nom et la description de la documentation exigée pour démontrer le pouvoir de signature du signataire de la proposition]*:** | | |
| **D. Dépôt des Propositions de Première Etape** | | | | |
| **IP 19.1** | | Aux fins de **dépôt des Propositions**, uniquement, l’adresse du Maître d’Ouvrage est la suivante : ***[Cette dresse peut être différente de celle spécifiée en IP 7.1 pour demande de]***  Attention : ***[Attention : insérer le nom complet de la personne, si applicable, ou insérer le nom du chargé de projet]***  Adresse : ***[insérer le nom de la rue et le numéro de l’immeuble]***  Étage/Numéro de bureau : ***[insérer l’étage et le numéro du bureau]***  Ville : ***[insérer le nom de la ville]***  Code postal : ***[insérer le numéro du code postal]***  Pays **: *[insérer le nom du pays]***  **La date et heure limites de dépôt des Propositions sont les suivantes :**  Date : ***[insérer le jour, mois, année ; par exemple : 15 Juin 2016]***  Heure **: *[insérer l’heure]***  ***[La date et l’heure doivent être comme indiqué dans l’Avis d’Appel à Propositions, sous réserve de modification ultérieur en conformité avec l’Article 20.2 des IP]*** | | |
| **IP 19.1, 35.1 et 36.1** | | Le Proposant ***[insérer « aura » ou « n’aura pas »]*** l’option de soumettre sa Proposition par voie électronique.  ***[La disposition suivante et les informations correspondantes seront insérées uniquement lorsque les Proposants ont le choix de présenter une Proposition par voie électronique. Dans le cas contraire, supprimer.]***  Si les Proposants peuvent soumettre leur Proposition par voie électronique, la procédure de dépôt est la suivante : ***[insérer une description de la procédure de dépôt des propositions par voie électronique le cas échéant]*** | | |
| **IP 22.1** | | L’ouverture des plis aura lieu à l’adresse, à la date et à l’heure suivantes :  Rue*:*  Étage /Numéro de bureau :  Ville :  Pays :  Date :  Heure :  ***[La date et l’heure devraient être les mêmes que celles données pour la remise des Propositions en IP 19.1]*** | | |
| **IP 22.1 et 39.1** | | ***[La disposition suivante doit être inclue et l’information correspondante insérée seulement si les Proposants ont le choix de soumettre leurs Propositions par voie électronique. Autrement il faut omettre.]***  La procédure d’ouverture des propositions par voie électronique est : ***[insérer la description de la procédure d’ouverture des propositions par voie électroniques].*** | | |
| **IP 28.2 (i)** | | Le Proposant devra joindre à sa Proposition – Partie technique les autres documents suivants :  ***[Insérer tout document additionnel qui ne serait pas déjà mentionné à l’article 28.2 des IP, qui doit faire partie de la Proposition de Seconde Etape-Partie technique ; sinon indiquer « Sans objet »].*** | | |
| **IP 28.4 (d)** | | Le Proposant devra joindre à sa Proposition – Partie financière les autres documents suivants :  ***[Insérer tout document additionnel qui ne serait pas déjà mentionné à l’article 28.4 des IP, qui doit faire partie de la Proposition de Seconde Etape-Partie technique ; sinon indiquer « Sans objet »].*** | | |
| **IP 30.4(a)** | | Le lieu de destination convenu est :***[insérer le lieu de destination selon l’Incoterm utilisé]*** | | |
| **IP 30.4(d)** | | Le lieu de destination finale est :  ***[insérer le nom du site où l’installation doit être réalisée].*** | | |
| **IP 30.5** | | L’édition des Incoterms applicables est celle de ***[insérer la date de l’édition applicable].*** | | |
| **IP 30.6** | | Les prix proposés par le Proposants seront *[révisables]* *ou [fermes]*. Durant l’exécution du marché. | | |
| **IP 31.1** | | Le *Proposant [****insérer ”est” ou “n’est pas”****]* tenu de soumissionner la monnaie du Pays du Maître d’Ouvrage qui correspond aux dépenses encourues dans cette monnaie. | | |
| **ITP 32** | | ***[insérer une des versions ci-après, selon le cas]***  Le Proposant doit fournir une Garantie de Proposition d’un montant de ***[insérer le montant et la monnaie]***.  ***[ou]***  Le Proposant doit fournir une Déclaration de garantie de Proposition.  ***Note: Une garantie de Proposition est requise pour chaque lot selon le montant indiqué pour chaque lot. Les Proposants ont l’option de soumettre une garantie de Proposition pour tous les lots (pour le montant total combiné de tous les lots) pour lesquels les Propositions ont été soumises, cependant, si le montant de la garantie de Proposition est inférieure au total du montant requis, le Maître d’Ouvrage déterminera pour quel lot ou lots la garantie de Proposition sera appliquée]*** | | |
| **IP 32.3 (d)** | | Autre forme de garantie acceptable :  ***[Insérer les noms des autres garanties acceptables. Insérer « Aucune »si aucune garantie de Proposition est requise selon IS 32.1 ou si une garantie de Proposition est requise mais aucune autre forme de garanties de Proposition ne sont acceptables en dehors de celles indiquées en IS 32.3 (a) à (c*]** | | |
| **IP 32.10** | | *[Inclure la disposition suivante et les informations correspondantes uniquement dans le cas où, conformément à l’article 32.1 des IP, une garantie de proposition n’est pas requise et que le Maître d’Ouvrage prévoit d’exclure, pour une durée déterminée, le Proposant qui a commis un des actes mentionnés à l’article 32.10 (a) et (b) des IP. Dans le cas contraire, omettre cette disposition.]*  Si le Proposant commet un des actes décrits aux paragraphes (a) ou (b) du présent article, le Maître d’Ouvrage l’exclura de toute attribution de marché(s) pour une période de *[insérer le nombre d’années]* ans. | | |
| **IP 33.3** | | Dans le cas d’un marché à prix ferme, le Montant du marché sera le Montant de la Proposition actualisé de la manière suivante : [*insérer la méthode ou indiquer « comme il sera indiqué dans la demande de prorogation de validité des propositions]*.  ***[La part du Prix du Marché exprimée en monnaie nationale sera ajustée par un facteur reflétant l’inflation au niveau national durant la période d’extension ; et la part du Prix du Marché exprimée en monnaies étrangères sera ajustée par un facteur reflétant l’inflation au niveau international, à savoir dans les pays des monnaies étrangères, durant la période d’extension.]*** | | |
| **IP 43.2** | | Les critères et sous-critères techniques et les scores respectifs dont le total sera de 100% sont :  1. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  2. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  3. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  ***[Insérer les critères et sous-critères techniques appropriés. Les facteurs techniques seront normalement indiqués dans le Section III. La pondération devra être allouée en fonction de leur importance]*.** |
| **IP 45.1** | | La Lettre de Proposition et les Bordereaux de Prix seront paraphés par les ***[insérer le nombre des représentants]*** représentants du Maître d’Ouvrage assistant à l’ouverture des plis comme suit : ***[insérer] [Ex. Chaque Proposition sera paraphée par tous les représentants du Maître d’Ouvrage, etc.]*** |
| **IP 49.1** | | La monnaie utilisée pour convertir en une seule monnaie, au cours acheteur, tous les prix des propositions exprimées en diverses monnaies aux fins d’évaluation et de comparaison de ces propositions est *:*  ***[insérer le nom de la monnaie].***  La source du taux de change à employer est : ***[Insérer le nom de la source du taux de change (ex. la Banque Centrale du pays de l’Acheteur.]***  La date de référence est : ***[Insérer le jour, le mois et l’année ; ex. le 15 juin 2016, pas plus tôt que 28 jours avant la date limite de remise des propositions et au plus tard la date originale de l’expiration du délai de validité des propositions.]*** |
| **IP 51.1 (f)** | | Les ajustements seront calculés en utilisant les critères d’évaluation suivants, dont les détails sont indiqués à la Section III :  (a) variation par rapport au calendrier de réalisation : ***[insérer « oui » ou « non ». Si oui insérer le facteur d’ajustement dans la  Section III, critères d’évaluation et de qualification]***  (b) coûts de fonctionnement et d’entretien pendant la durée de vie des équipements : ***[insérer « oui » ou « non ». Si oui, insérer méthodologie et critères d’évaluation dans la Section III, critères d’évaluation et de qualification.]***  (c) Garanties opérationnelles des installations : ***[insérer « oui » ou « non ». Si oui, insérer méthodologie et critères dans la Section III, critères d’évaluation et de qualification]***  (d)***[insérer tout autre critère. Si autre(s) critère(s), insérer méthodologie(s) et critères d’évaluation dans la Section III, critères d’évaluation et de qualification]*** |
| **IP 54.1** | | La pondération du coût est de   *[indiquer la pondération du coût de telle sorte que la somme des pondérations du coût et du score technique total sera égale à 1 (un)]*.  Taux d’actualisation utilisé pour le calcul en valeur actualisée nette :  ***[insérer le taux de rabais si applicable selon IP 51.1 (f) ou autrement éliminer.]*** |
| **IP 55.1** | | MOF [est applicable] *ou* [n’est pas applicable]  Dans le cas où MOF est applicable, la procédure sera : |
| **IP 57.1** | | Le processus de négociations [est applicable] *ou* [n’est pas applicable]  Dans le cas où processus de négociations est applicable, la procédure sera : |
|  | | **N. Attribution du Marché** |
| **IS 64.1** | | Le Proposant [devra] [ne devra pas] fournir le Formulaire de divulgation [des bénéficiaires effectifs](http://context.reverso.net/traduction/francais-anglais/des+b%C3%A9n%C3%A9ficiaires+effectifs) fournissant les renseignements additionnels sur ses propriétaires effectifs. |
| **IP 66.1** | | Les procédures de présentation d’une réclamation concernant la passation des marchés est détaillée dans le [Règlement de Passation de Marchés applicable aux Emprunteurs dans le cadre de financement de projets d’investissement](http://www.worldbank.org/en/projects-operations/products-and-services/brief/procurement-new-framework) (Annexe III). Un Proposant désirant présenter une réclamation concernant la passation des marchés devra présenter sa réclamation en suivant ces procédures, par écrit (par le moyen le plus rapide, c’est-à-dire courriel ou télécopie) à :  **à l’attention de :** *[insérer le nom complet de la personne recevant la réclamation]*  **Titre/position :** *[insérer le titre/la position]*  **Agence :** *[insérer le nom du Maître d’Ouvrage]*  **Adresse courriel :** *[insérer adresse courriel]*  **Télécopie** : *[insérer No télécopie]* ***omettre si non utilisé***  En résumé, une réclamation concernant la passation des marchés pourra porter sur :  1. Les termes du présent Dossier d’Appel à Propositions ;  2. La décision du Maître d’Ouvrage d’exclure un Proposant du processus de passation de marché, avant l’attribution du marché ; et/ou  3. La décision d’attribution du marché par le Maître d’Ouvrage. |

Section III. Critères d’évaluation et de qualification

**Contenu**

[`Propositions de Première Etape 56](#_Toc38641820)

[1. Évaluation (IP 24.1(e)) 57](#_Toc38641821)

[2. Qualification 57](#_Toc38641822)

[Propositions de Seconde Etape – Parties technique et financière 59](#_Toc38641823)

[1. Evaluation de la Partie Technique (IP 43) 59](#_Toc38641824)

[2. Evaluation en termes monétaires (IP 51.1(i)) 61](#_Toc38641825)

[3. Evaluation Combinée 63](#_Toc38641826)

`Propositions de Première Etape

1. Évaluation (IP 24.1(e))

En sus de l’application des critères dont la liste figure à l’article 24.1 (a)-(d) des IP, les facteurs ci-après seront appliqués :

2. Qualification

2.1 Mise à jour des renseignements

Les Proposants et tout sous-traitants éventuels doivent continuer à satisfaire aux critères utilisés lors de la sélection initiale.

2.2 Situation financière

En utilisant le formulaire no FIN 3.3 de la Section IV, Formulaires de proposition, le Proposant doit établir qu’il a accès à des financements tels que des avoirs liquides, lignes de crédit, autres que l’avance de démarrage éventuelle, à hauteur de :

(i) besoins en financement du marché :

et

(ii) besoins en financement pour ce marché et les autres engagements en cours du Proposant.

2.3 Représentant du Constructeur et autre Personnel-Clé

Le Proposant doit établir qu’il aun représentant qualifié du Constructeur et un nombre nécessaire de personnel clé, comme décrit dans les exigences du Maître d’Ouvrage, pour exécuter le Marché.

Le Proposant doit fournir les détails concernant son représentant et autre personnel-clé proposé, et autre personnel que le Proposant considère approprié, ayant les qualifications académiques et une expérience de travail . Le Proposant utilisera les formulaires PER 1 et PER 2 de la Section IV, Formulaires de Propositions.

2.4 Matériel

Le Proposant doit établir qu’il dispose des matériels-clés nécessaire pour exécuter le Marché.

Le Proposant doit fournir les détails concernant le matériel proposé en utilisant le formulaire MAT de la Section IV, Formulaires de proposition*.*

2.5 Sous-traitants/fabricants

Les sous-traitants et/ou fabricants de composants importants de fournitures ou services identifiées dans le dossier Sélection initiale doivent satisfaire ou continuer de satisfaire les critères minimaux y figurant pour chaque composant.

Les sous-traitants pour les composants importants additionnels suivants doivent satisfaire aux exigences minimales ci-après, relatives à chaque composant :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Article No.** | **Description de l’article** | **Critère minimum à satisfaire** |
| 1 |  |  |
| 2 |  |  |
| 3 |  |  |
| … |  |  |

Tout manquement à satisfaire ces critères conduira au rejet dudit sous-traitant.

Si le Proposant offre de fournir et installer des composants importants d’équipements qu’il ne fabrique ou ne produit pas lui-même, il doit soumettra une Autorisation du Fabriquant, en utilisant à cet effet le formulaire inclus dans la Section IV, Formulaires de Propositions, pour attester du fait qu’il a été dûment autorisé par le fabriquant ou le producteur des Fournitures pour fournir ces dernières dans le pays du Maître d’Ouvrage. Le Proposant est responsable de s’assurer que le fabricant ou le producteur satisfait aux exigences des articles 4 et 5 des IP, et aux critères minimaux stipulés pour chaque composant.

Propositions de Seconde Etape – Parties technique et financière

1. Evaluation de la Partie Technique (IP 43)

Le score technique total attribué à chacune des Propositions dans la formule d’évaluation des Propositions sera déterminé en effectuant la somme pondérée des scores attribués par un comité d’évaluation aux aspects techniques de la Proposition en conformité avec les critères indiqués ci-après :

(a) Les aspects techniques à évaluer sont définis de manière générale ci-après et identifiés spécifiquement dans les **DPAP :**

(i) la mesure dans laquelle la performance, la capacité ou les garanties opérationnelles satisfont ou dépassent les niveaux spécifiés pour les exigences de performance ou de fonctionnalités et/ou influencent le coût durant la vie utile et l’efficacité des Equipements.

(ii) la qualité de la Proposition technique en termes de méthodes de réalisation, personnels clés, accès aux matériels clés, organisation du site, sécurité, assurance qualité, programme de mobilisation, programme d’exécution et autres activités telles que spécifiées par le Maître d’Ouvrage et fondée sur l’expérience du Proposant.

(iii) toute exigence d’acquisition durable si cela est spécifié dans la Section VII – Exigences du Maître d’Ouvrage.

(b) Chacun des aspects technique peut inclure des sous-critères si cela est spécifié dans les **DPAP**. Les scores alloués à chacun des aspects techniques et sous-critères sont spécifiés dans les **DPAP**.

*METHODOLOGIE POUR LE SCORE DE LA PROPOSITION TECHNIQUE*

*[NOTE AU MAITRE DE L’OUVRAGE : Le Maître d’Ouvrage développera une méthodologie pour l’attribution des scores techniques.]*

*Si selon DPAP* ***43.2****, les facteurs techniques (et sous-facteurs le cas échéant) sont pondérés en termes de pertinence, le score technique total sera la moyenne pondérée en pourcentage.*

Le score de chaque sous-facteur (i) d’un facteur (j) sera combine avec les scores des sous-facteurs des mêmes facteurs comme une somme pondéré pour former le Score du Facteur Technique en utilisant la formule suivante:



où:

*tji* = le score technique pour le sous-facteur “i” du facteur “j”

*wji* = la pondération du sous-facteur “i” du facteur “j”,

*k* = le nombre de sous-facteurs ayant reçu un score à l’intérieur du facteur “j”

et 

Les scores des Facteurs Techniques seront combines en une somme pondérée pour former le Score du Facteur Technique en utilisant la formule suivante:



où:

*Sj* = le Score du Facteur Technique du Facteur “j”

*Wj* = la pondération du facteur “j” comme spécifié dans le DPAP

*n* = le nombre de Facteurs

et 

2. Evaluation en termes monétaires (IP 51.1(i))

Les facteurs d’évaluation et méthodes correspondantes ci–après seront utilisés ***[utiliser un ou plusieurs des facteurs d’ajustement en application de l’article 51.1(i) des IP]*:**

(a) Calendrier d’exécution

Délai imparti pour achever les installations à partir de la date d’entrée en vigueur du marché indiquée dans l’Article 3 de l’Acte d’engagement déterminée par le temps nécessaire à l’achèvement des activités de la mise en service provisoire. *[La date d’achèvement stipulée le sera pour la totalité des installations, ou pour des parties ou sections des installations.]* Aucun avantage ne sera accordé en cas de délai plus court.

**ou**

Temps imparti pour achever les installations à partir de la date d’entrée en vigueur du marché indiquée dans l’Article 3 de l’Acte d’engagement compris entre   
 *[date ou nombre de jours]* au minimum et *[date ou nombre de jours]* au maximum. Le facteur d’ajustement en cas d’achèvement postérieur à la période minimum sera *[pour cent (%)]* pour chaque semaine de délai supplémentaire à partir de cette période minimum. Aucun avantage ne sera accordé en cas de délai plus court. Par contre, une Proposition offrant un délai d’achèvement plus long que le maximum imparti sera écartée.

1. Coûts d’exploitation et de maintenance

*[La méthode d’évaluation des coûts durant la vie utile devrait être utilisée lorsque les coûts d’exploitation et/ou de maintenance pendant la durée de vie sont prévus être considérable en regard du coût initial d’acquisition et pourraient varier d’une proposition à l’autre. Ces coûts devraient être évalués en Valeur Actualisée Nette. Lorsqu’il utilisera cette méthode, le Maître d’Ouvrage devra spécifier les renseignements ci-après :]*

Attendu que les coûts de fonctionnement et de maintenance des installations qui font l’objet du marché représentent une partie importante du **coût total des installations pendant leur durée de vie**, ces coûts seront évalués selon les principes donnés ci-après, en incluant le coût des pièces de rechange pendant la période de fonctionnement initiale précisée ci-après, et en prenant en compte les prix fournis par chaque proposant dans les Bordereaux de prix Nos 1 et 2, ainsi que l’expérience passée du Maître d’Ouvrage ou d’autres maîtres d’ouvrage ayant l’expérience de projets similaires. Ces coûts seront ajoutés au prix de la Proposition pour l’évaluation.

Option 1 :

Facteurs qui seront appliqués pour le calcul des coûts durant la vie utile probable :

(i) nombre d’années de la vie utile *[Insérer le nombre d’années]* ;

(ii) coûts d’exploitation *[indiquer comment ils seront déterminés] ;*

(iii) coûts de maintenance, incluant le coût des pièces de rechange pendant la période initiale de fonctionnement, qui devront être spécifiés par le Proposant *[indiquer comment les coûts seront calculés]*;

(iv) le taux d’actualisation, en pourcentage, qui sera utilisé pour actualiser les coûts annuels futurs évalués pour (ii) et (iii) pour la durée précisée en (i).

**ou** Option 2

Référence à la méthodologie précisée dans les spécifications techniques ou ailleurs dans le DAP.

Le prix des pièces de rechange recommandées indiqué dans le Bordereau No 6 ne sera pas pris en compte dans l’évaluation.

(c) Garanties opérationnelles des installations

Le minimum (ou maximum) exigé dans les Spécification pour les garanties sont:

|  |  |
| --- | --- |
| **Garantie**opérationnelle | **Minimum (ou Maximum, le cas échéant) exigé** |
| 1. |  |
| 2. |  |
| 3. |  |
| *…* |  |

Aux fins d’évaluation de la Proposition, le facteur d’ajustement utilisé sera *[montant dans la monnaie utilisée pour l’évaluation des propositions]* pour chaque pour cent (1 %) ou calculé au prorata pour les fractions de pour cent *[en plus ou en moins]* de la norme stipulée dans les spécifications *[référence].*

1. Critères additionnels spécifiques

Les méthodes d’évaluation sont comme suit, le cas échéant :

Tout ajustement de coût résultant de la procédure ci avant sera ajouté au prix de la Proposition pour les besoins de l’évaluation, afin de déterminer le « coût évalué de la Proposition » (C).

1. Marchés multiples (IP 51.3)

*[si non applicable, indiquez « Sans objet »]*

Si conformément à l’article **1.1 des IP**, les Propositions sont invitées pour des lots individuels ou toute combinaison de lots, le marché sera attribué au(x) Proposant(s) ayant remis une (des) Proposition(s) conforme(s) pour l’essentiel et ayant obtenu les scores les plus élevés pour la combinaison de lots pour laquelle il(s) est(sont) qualifié(s).

Cependant, si un Proposant, avec une Proposition substantiellement acceptable et avec le score le plus haut pour plusieurs lots, n’est pas qualifié pour la combinaison des lots, dans ce cas, l’attribution sera effectuée sur la base de score total le plus haut pour la combinaison des lots pour lesquels le Proposant est qualifié.

*[Note : exemple de scénario ci-avant : Un Proposant qui était initialement sélectionné pour le Lot A ou le Lot B, mais pas les deux lots, a remis une Proposition pour les lots A et B, chacune étant conforme pour l’essentiel, et obtient le score total le plus élevé pour A et pour B. Dans un tel cas, une décision doit être prise quant au lot qui sera attribué à ce Proposant.*

Les rabais conditionnels pour attribution de lots multiples ne seront pas considérés.

1. **Critères spécifiques additionnels**

La méthode d’évaluation, le cas échéant, sera la suivante : ………..

3. Evaluation Combinée

Le Maître d’Ouvrage évaluera et comparera les Propositions qui auront été jugées conformes pour l’essentiel.

Un Score évalué pour la Proposition (B) sera calculé pour chacune des Propositions conformes, en utilisant la formule ci-après, qui permettra une évaluation globale des mérites techniques et de coût de la Proposition :

|  |
| --- |
| Dans laquelle  *C* = Coût de la Proposition évaluée  *C bas* = le coût le moins élevé évalué parmi toutes les Propositions conformes  *T* = le Score technique total attribué à la Proposition  *Thaut* = le Score technique le plus élevé obtenu parmi toutes les Propositions conformes  *X* = pondération du Coût  La Proposition ayant obtenu le Score évalué (B) le plus élevé parmi toutes les Propositions conformes sera la Proposition la plus avantageuse à la condition que le Proposant est qualifié pour exécuter le Marché. |

Section IV. Formulaires de Propositions

**Liste des formulaires**

[Formulaires de Propositions 67](#_Toc38642132)

[Lettre de Proposition—Proposition de Première Etape 67](#_Toc38642133)

[Lettre de Proposition—Proposition de Seconde Etape –Partie technique 69](#_Toc38642134)

[Lettre de Proposition – Proposition de Seconde Etape - Partie financière 72](#_Toc38642135)

[Bordereaux de Prix 75](#_Toc38642136)

[Bordereau No 1. Matériels, équipements, y compris les pièces de rechange obligatoires d’origine étrangère 75](#_Toc38642137)

[Bordereau No 2. Matériels, équipements, y compris les pièces de rechange obligatoires d’origine locale 76](#_Toc38642138)

[Bordereau No 3. Services de conception 77](#_Toc38642139)

[Bordereau No 4. Services de montage des installations et autres services 78](#_Toc38642140)

[Bordereau No 5. Récapitulatif 79](#_Toc38642141)

[Bordereau No 6. Pièces de rechange recommandées 80](#_Toc38642142)

[Révision de prix 81](#_Toc38642143)

[Formulaires de proposition technique 82](#_Toc38642144)

[Programme/Calendrier de Mobilisation 84](#_Toc38642145)

[Proposition Technique -- Installations 89](#_Toc38642146)

[Matériel du Constructeur- Formulaire MAT 98](#_Toc38642147)

[Garanties opérationnelles 99](#_Toc38642148)

[Représentant et autre Personnel-Clé du Constructeur 100](#_Toc38642149)

[Curriculum vitae du Personnel-Clé proposé 102](#_Toc38642150)

[Sous-traitants proposés pour les composants importants des Installations et services de montage 103](#_Toc38642151)

[Autres 104](#_Toc38642152)

[Modèle d’Autorisation du Fabricant 105](#_Toc38642153)

[Formulaire de Garantie de Proposition (Garantie bancaire) 106](#_Toc38642154)

[Modèle de garantie de proposition (garantie sur demande) 108](#_Toc38642155)

[Garantie de Proposition (Cautionnement émis par une compagnie de garantie) 110](#_Toc38642156)

[Modèle de Déclaration de Garantie de Proposition 111](#_Toc38642157)

Formulaires de Propositions

Lettre de Proposition—Proposition de Première Etape

Date : *[à insérer par le Proposant]*

Prêt/Crédit/Don No. *[à insérer par le Maître d’Ouvrage]*

Avis d’appel à propositions No. : *[à insérer par le Maître d’Ouvrage]*

Marché/ *[à insérer par le Maître d’Ouvrage]*

À : *[Maître d’Ouvrage* : ***insérer le nom du Maître d’Ouvrage****]*

Nous, les soussignés attestons que :

Nous avons examiné le Dossier d’appel à Propositions, y compris l’additif/ les additifs issus *[insérer les numéros]*, conformément à l’article 8 des Instructions aux Proposants (IP) et nous proposons, en conformité avec le dossier d’appel à Propositions, les Equipements et Services de Montage ci-après :  ;

Nous nous engageons également, si nous y sommes invités par vous, à nous rendre, à nos frais, à la (ou les) réunion(s) de clarification à l’endroit et à la date que vous nous indiquerez, dans le but d’examiner notre Proposition de Première Etape, et de prendre note des amendements et ajouts à apporter, ou des omissions à rectifier dans notre Proposition de Première Etape, que vous pourriez demander. Nous reconnaissons que nous serons exclusivement responsables de ne pas avoir apporté les clarifications demandées concernant notre Proposition dans le cas où ceci serait dû au fait que nous n’aurons pas pu participer à la (ou les) réunion(s) de clarification.

Nous nous engageons, dès que nous recevrons votre invitation écrite, à préparer notre Proposition de Seconde Etape, en mettant à jour notre Proposition de Première Etape le cas échéant, en accord avec (a) le Mémorandum spécifique à notre Proposition de Première Etape intitulé « Modifications demandées à l’issue de l’évaluation de Première Etape » et (b) tout additif au DAP émis avec l’invitation à remettre une Proposition de Seconde Etape ou subséquemment. La Proposition de Seconde Etape comprendra notre Proposition financière en conformité avec le DAP, pour l’exécution des installations en accord avec notre Proposition technique mise à jour.

Nous remplissons les critères d’éligibilité et nous n’avons pas de conflit d’intérêt tels que définis à l’article 4 des IP ;

Ni notre entreprise, ni nos sous-traitants, fournisseurs, consultants, fabricants ou prestataires de services pour toute partie du marché, ne faisons l’objet et ne sommes pas sous le contrôle d’une entité ou d’une personne faisant l’objet de suspension temporaire ou d’exclusion prononcée par une le Groupe Banque mondiale, ou d’exclusion imposée par le groupe Banque Mondiale en vertu de l’Accord Mutuel d’Exclusion entre la Banque mondiale et les autres banques de développement. En outre nous ne sommes pas inéligibles au titre de la législation, ou d’une autre réglementation officielle du pays du Maître d’Ouvrage, ou en application d’une décision prise par le Conseil de sécurité des Nations Unies ;

Nous certifions que nous avons adopté toute mesure appropriée afin d’assurer qu’aucune personne agissant en notre nom, ou pour notre compte, ne puisse se livrer à un quelconque acte de fraude et corruption.

*[Insérer soit « nous ne sommes pas une entreprise publique du pays du Maître d’Ouvrage » ou « nous sommes une entreprise publique du pays du Maître d’Ouvrage et nous satisfaisons aux dispositions de l’article 4.5 des IP »]*;

Nous confirmons que la présente Proposition de Première Etape nous lie, qui en conformité avec l’article 12 des IP, comprend la présente lettre de Proposition de Première Etape et les pièces jointes dont la liste figure ci-après. Nous comprenons que nous pouvons retirer notre Proposition, ou toute Proposition variante proposée, à tout moment par voie de notification à vous adressée. Cependant, nous acceptons que si nous recevons une invitation pour la seconde étape, et après que nous aurons remis une Proposition de Seconde Etape, la présente Proposition (et les parties de la Proposition de Première étape qu’elle contient et leurs mises à jour) ne pourra être retirée qu’avant la date limite de dépôt des Propositions de Seconde Etape, et seulement par le biais de la procédure formelle de retrait stipulée dans le DAP.

**Nom du Proposant**: *\*[insérer le nom complet du Proposant]*

**Nom de la personne autorisée à signer la Proposition au nom du Proposant**: \*\* *[insérer le nom complet de la personne dûment autorisée à signer la Proposition]*

**Titre de la personne signataire de la Proposition**: *[insérer le titre complet de la personne signataire de la proposition]*

**Signature de la personne nommée ci-dessus**: *[insérer la signature de la personne dont le nom et les capacités sont indiqués ci-dessus]*

**Date de signature** *[insérer la date de signature]* jour de *[insérer le mois], [insérer l’année]*

\* Au cas où la Proposition est soumise par un Groupement d’Entreprises, spécifier le nom du Groupement d’Entreprises, en tant que Proposant.

\*\*La personne signataire doit avoir un pouvoir donné par le Proposant, à joindre à la Proposition.

Lettre de Proposition—Proposition de Seconde Etape –Partie technique

*INSTRUCTIONS AUX PROPOSANTS*

|  |
| --- |
| *INSTRUCTIONS AUX PROPOSANTS : SUPPRIMER CE CARTOUCHE APRES AVOIR REMPLI LE FORMULAIRE*  *Insérer le présent formulaire dûment rempli dans la première enveloppe « PARTIE TECHNIQUE ».*  *Le Proposant devra remplir la lettre ci-dessous avec son entête, indiquant clairement le nom et l’adresse commerciale complets.*  *Notes : le texte en italiques est destiné à faciliter la préparation des formulaires et devra être supprimé dans les formulaires de Proposition* |

**Date de la remise de la Proposition :** *[insérer la date (en jour, mois et année) de la Proposition]*

**Prêt/Crédit/Don No.***: [à insérer par le Maître d’Ouvrage]*

**Avis d’appel à propositions No. :** *[à insérer par le Maître d’Ouvrage]*

**Marché :** *[à insérer par le Maître d’Ouvrage]*

**Variante No :** *[insérer No si la Proposition est une variante]*

À : *[Maître d’Ouvrage :* ***insérer le nom du Maître d’Ouvrage****]*

Nous soumettons notre Proposition en deux parties :

1. La Partie technique et
2. La Partie financière.

Nous déclarons, en soumettant la Proposition que :

1. Nous avons examiné le DAP, y compris l’amendement/ les amendements No. : *[insérer les numéros]* émis lors de la Première Etape et/ou émis avec ou après l’invitation à remettre la Proposition de Seconde Etape dont nous accusons réception, ainsi les demandes formulées dans le mémorandum intitulé « modifications demandées à l’issue de l’évaluation de Première Etape » spécifique à notre Proposition de Première Etape et les mises à jour correspondantes; et nous proposons, en conformité avec le DAP, les Equipements et Services de Montage ci-après : .
2. Si notre Proposition est acceptée, nous nous engageons à exécuter les Equipements et Services de Montage dans les délais prescrits conformément au DAP.
3. Nous, ainsi que les sous-traitants et fournisseurs pour toute partie du Marché, remplissons les critères d’éligibilité et n’avons pas de conflit d’intérêt tels que définis à l’Article 4 des IP.
4. ni notre entreprise, ni nos sous-traitants, fournisseurs, consultants, fabricants ou prestataires de services pour toute partie du marché, ne faisons l’objet et ne sommes pas sous le contrôle d’une entité ou d’une personne faisant l’objet de suspension temporaire ou d’exclusion prononcée par une le Groupe Banque mondiale, ou d’exclusion imposée par le groupe Banque Mondiale en vertu de l’Accord Mutuel d’Exclusion entre la Banque mondiale et les autres banques de développement. En outre nous ne sommes pas inéligibles au titre de la législation, ou d’une autre réglementation officielle du pays du Maître d’Ouvrage, ou en application d’une décision prise par le Conseil de sécurité des Nations Unies.
5. Nous certifions que nous avons adopté toute mesure appropriée afin d’assurer qu’aucune personne agissant en notre nom, ou pour notre compte, ne puisse se livrer à un quelconque acte de fraude et corruption.
6. Entreprise ou institution publique: *[insérer soit « nous ne sommes pas une entreprise publique du pays de l’Acheteur » ou « nous sommes une entreprise publique du pays de l’Acheteur et nous satisfaisons aux dispositions de l’article 4.6 des IP »][[12]](#footnote-12)*.
7. Nous confirmons que la présente Proposition nous engage, qui en conformité avec les articles 28 et 29 des IP, comprend la présente lettre de Proposition de Seconde Etape et les pièces jointes dont la liste figure ci-après jusqu’à *[insérer , le jour, mois et année selon l’article 33.1 des IP* et la Proposition nous engage et pourra être acceptée à tout moment avant l’expiration de cette date.
8. Il est entendu que la présente Proposition, et votre acceptation écrite de ladite Proposition par le moyen de la notification d’attribution du Marché que vous nous adresserez tiendra lieu d’engagement ferme entre nous, jusqu’à ce qu’un marché soit formellement établi et signé.

**Nom du Proposant** *\*[insérer le nom complet du Proposant]*

**Nom de la personne autorisée à signer la Proposition au nom du Proposant \*\***: *[insérer le nom complet de la personne dûment autorisée à signer la Proposition]*

**Titre de la personne signataire de la Proposition**: *[insérer le titre complet de la personne signataire de la proposition]*

**Signature de la personne nommée ci-dessus**: *[insérer la signature de la personne dont le nom et les capacités sont indiqués ci-dessus]*

**Date de signature** *[insérer la date de signature]* jour de *[insérer le mois], [insérer l’année]*

\* Au cas où la Proposition est soumise par un Groupement d’Entreprises, spécifier le nom du Groupement d’Entreprises, en tant que Proposant.

\*\* La personne signataire doit avoir un pouvoir donné par le Proposant, à joindre à la Proposition.

Lettre de Proposition – Proposition de Seconde Etape - Partie financière

*INSTRUCTIONS AUX PROPOSANTS*

|  |
| --- |
| *INSTRUCTIONS AUX PROPOSANTS : SUPPRIMER CE CARTOUCHE APRES AVOIR REMPLI LE FORMULAIRE*  *Insérer le présent formulaire dûment rempli dans la seconde enveloppe « PARTIE FINANCIERE ».*  *Le Proposant devra remplir la lettre ci-dessous avec son entête, indiquant clairement le nom et l’adresse commerciale complets.*  *Notes : le texte en italiques est destiné à faciliter la préparation des formulaires et devra être supprimé dans les formulaires de propositions.* |

**Date de soumission de la Proposition :** *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de la Proposition]*

**AP No. :** *[insérer le numéro de l’Appel à Propositions]*

**Variante No. :** *[insérer le numéro d’identification si cette proposition est proposée pour une variante]*

À : *[insérer le nom complet du Maître d’Ouvrage]*

Nous, les soussignés soumettons la seconde partie de notre Proposition, la Partie financière.

Nous avons examiné le DAP, y compris l’amendement/ les amendements No. : *[insert: numéros]* émis lors de la Première Etape et/ou émis avec ou après l’invitation à remettre la Proposition de Seconde Etape dont nous accusons réception, ainsi les demandes formulées dans le mémorandum intitulé « modifications demandées à l’issue de l’évaluation de Première Etape » spécifique à notre Proposition de Première Etape et les mises à jour correspondantes; et nous proposons, en conformité avec le DAP, les Equipements et Services de Montage ci-après : pour le montant total de ;

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  | *[ insérer :* ***montant en monnaie locale en lettres****]* | (*[ insérer :* ***montant en monnaie locale en chiffres correspondant au Grand Total du Bordereau récapitulatif****]*) |
|  | plus | *[ insérer :* ***montant en monnaie étrangère A en lettres****]* | (*[ insérer :* ***montant en monnaie étrangère A en chiffres correspondant au Grand Total du Bordereau récapitulatif****]*) |
|  | *[ comme approprié, ajouter ce qui suit ]* | | |
|  | plus | *[ insérer :* ***montant en monnaie étrangère B en lettres****]* | *([ insérer :* ***montant en monnaie étrangère B en chiffres correspondant au Grand Total du Bordereau récapitulatif****])* |
|  | plus | *[ insérer :* ***montant en monnaie étrangère C en lettres****]* | *([ insérer :* ***montant en monnaie étrangère C en chiffres correspondant au Grand Total du Bordereau récapitulatif****])* |

Ou tout autre(s) montant(s) déterminé en conformité avec les termes et conditions du Marché. Les montants ci-avant sont en conformité avec les Bordereaux des Prix ci-joints et faisant partie de la présente Proposition.

Les rabais offerts et les modalités d’application desdits rabais sont les suivants :

1. Les rabais offerts sont les suivants : *[indiquer en détail chacun des rabais offerts]*
2. La méthode précise de calcul de ces rabais pour déterminer le montant rabais inclus est la suivante : *[indiquer en détail la méthode d’application de chacun des rabais offerts]* ;

Si notre Proposition est acceptée, nous nous engageons à obtenir une garantie de bonne exécution du Marché conformément au DAP.

Nous confirmons que la présente Proposition nous engage, qui en conformité avec les articles 28 et 29 des IP, comprend la présente lettre de Proposition de Seconde Etape et les pièces jointes dont la liste figure ci-après, jusqu’à *[insérer , le jour, mois et année selon l’article 33.1 des IP* et la Proposition nous engage et pourra être acceptée à tout moment avant l’expiration de cette date.

Les avantages, honoraires ou commissions ci-après ont été versés ou doivent être versés en rapport avec la procédure d’Appel à Propositions ou l’exécution/la signature du Marché :*[indiquer le nom complet de chaque bénéficiaire, son adresse complète, le motif de versement de chacun des honoraires ou commissions, le montant et la monnaie, le cas échéant].*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Nom du Bénéficiaire | Adresse | Motif | Montant |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

(Si aucune somme n’a été versée ou ne doit être versée, porter la mention « néant »).

Il est entendu que la présente proposition, et votre acceptation écrite de ladite proposition par le moyen de la notification d’attribution du Marché que vous nous adresserez tiendra lieu d’engagement ferme entre nous, jusqu’à ce qu’un marché soit formellement établi et signé;

**Nom du Proposant :**\* *[insérer le nom complet du Proposant]*

**Nom de la personne signataire de la Proposition:\*\*** *[insérer le titre/capacité complet de la personne signataire]*

**Nom du Proposant :** *\*[insérer le nom complet de la personne signataire de la Proposition]*

**Nom de la personne autorisée à signer la Proposition au nom du Proposant**: \*\* *[insérer le nom complet de la personne dûment autorisée à signer la Proposition]*

**Titre de la personne signataire de la Proposition**: *[insérer le titre complet de la personne signataire de la proposition]*

**Signature de la personne nommée ci-dessus**: *[insérer la signature de la personne dont le nom et les capacités sont indiqués ci-dessus]*

**Date de signature** *[insérer la date de signature]* jour de *[insérer le mois], [insérer l’année]*

\*Dans le cas d’une Proposition présentée par un groupement d’entreprises, indiquer le nom du groupement ou de ses partenaires, en tant que Proposant.

\*\*La personne signataire doit avoir un pouvoir donné par le Proposant, à joindre à la Proposition.

Bordereaux de Prix

Bordereau No 1. Matériels, équipements, y compris les pièces de rechange obligatoires d’origine étrangère

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Poste | Libellé | Code1 | Qté. | Prix unitaire2 | | Prix total2 |
|  |  |  |  |  | *CIP* |  |
|  |  |  | *(1)* | *(2)* | *(3)* | *(1) x (3)* |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
| TOTAL (à reprendre dans le Bordereau récapitulatif No 5) | | | | | |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  | Nom du Proposant | |  | |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  | Signature du Proposant | |  | |
|  |  |  |  |  |  |  |
| 1 Les proposants doivent indiquer un code représentant le pays d’origine de tous les matériels et équipements importés.  2 Préciser la monnaie. Créer et utiliser autant de colonnes pour les prix unitaires et prix total qu’il y a de monnaies. | | | | | | |

Formulaire de Déclaration de Pays d’Origine

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Item | Description | Code | Country |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

Bordereau No 2. Matériels, équipements, y compris les pièces de rechange obligatoires d’origine locale

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Poste | Libellé | | | Qté. | | Prix unitaire EXW1 | | Prix total EXW1 | |
|  |  | | | *(1)* | | *(2)* | | *(1) x (2)* | |
|  |  | | |  | |  | |  | |
|  |  | | |  | |  | |  | |
|  |  | | |  | |  | |  | |
|  |  | | |  | |  | |  | |
|  |  | | |  | |  | |  | |
|  |  | | |  | |  | |  | |
|  |  | | |  | |  | |  | |
|  |  | | |  | |  | |  | |
|  |  | | |  | |  | |  | |
|  |  | | |  | |  | |  | |
|  |  | | |  | |  | |  | |
|  |  | | |  | |  | |  | |
|  |  | | |  | |  | |  | |
|  |  | | |  | |  | |  | |
|  |  | | |  | |  | |  | |
|  |  | | |  | |  | |  | |
|  |  | | |  | |  | |  | |
|  |  | | |  | |  | |  | |
|  |  | | |  | |  | |  | |
|  |  | | |  | |  | |  | |
|  |  | | |  | |  | |  | |
|  |  | | |  | |  | |  | |
|  |  | | |  | |  | |  | |
| TOTAL (à reprendre dans le Bordereau récapitulatif No 5) | | | | | | | |  | |
|  |  |  |  | |  | |  | |  |
|  |  |  |  | |  | |  | |  |
|  |  |  | Nom du Proposant | | | |  | | |
|  |  |  |  | |  | |  | |  |
|  |  |  |  | |  | |  | |  |
|  |  |  | Signature du Proposant | | | |  | | |
|  |  |  |  | |  | |  | |  |
| 1 Préciser la monnaie conformément aux spécifications des Données particulières de l’appel à propositions IP 31.. | | | | | | | | | |

Bordereau No 3. Services de conception

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Poste | Description | | Qté. | | Prix unitaire1 | | | | | Prix total1 |
|  |  | |  | | Part en monnaie locale | | Partie en monnaie étrangère | | |  |
|  |  | | *(1)* | | *(2)* | | *(optionnel)* | | | *(1) x (2)* |
|  |  | |  | |  | |  | | |  |
|  |  | |  | |  | |  | | |  |
|  |  | |  | |  | |  | | |  |
|  |  | |  | |  | |  | | |  |
|  |  | |  | |  | |  | | |  |
|  |  | |  | |  | |  | | |  |
|  |  | |  | |  | |  | | |  |
|  |  | |  | |  | |  | | |  |
|  |  | |  | |  | |  | | |  |
|  |  | |  | |  | |  | | |  |
|  |  | |  | |  | |  | | |  |
|  |  | |  | |  | |  | | |  |
|  |  | |  | |  | |  | | |  |
|  |  | |  | |  | |  | | |  |
| TOTAL (à reprendre dans le Bordereau récapitulatif No 5) | | | | | | | | | |  |
|  |  |  | |  | |  | |  | |  |
|  |  |  | |  | |  | |  | |  |
|  |  |  | | Nom du Proposant | | | | | ---------------------- | |
|  |  |  | |  | |  | |  | |  |
|  |  |  | |  | |  | |  | |  |
|  |  |  | | Signature  du Proposant | | | | | ---------------------- | |
|  |  |  | |  | |  | |  | |  |
| 1 Préciser la monnaie conformément aux spécifications des Données particulières de l’appel à propositions IP 31. | | | | | | | | | | |

Bordereau No 4. Services de montage   
des installations et autres services

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Poste | Libellé | Qté. | Prix unitaire1 | | | | Prix total1 | | | |
|  |  |  | Partie en monnaie étrangère | | Partie en monnaie locale | | Monnaie étrangère | | | Monnaie locale |
|  |  | *(1)* | *(2)* | | *(3)* | | *(1) x (2)* | | | *(1) x (3)* |
|  |  |  |  | |  | |  | | |  |
|  |  |  |  | |  | |  | | |  |
|  |  |  |  | |  | |  | | |  |
|  |  |  |  | |  | |  | | |  |
|  |  |  |  | |  | |  | | |  |
|  |  |  |  | |  | |  | | |  |
|  |  |  |  | |  | |  | | |  |
|  |  |  |  | |  | |  | | |  |
|  |  |  |  | |  | |  | | |  |
|  |  |  |  | |  | |  | | |  |
|  |  |  |  | |  | |  | | |  |
|  |  |  |  | |  | |  | | |  |
|  |  |  |  | |  | |  | | |  |
|  |  |  |  | |  | |  | | |  |
|  |  |  |  | |  | |  | | |  |
|  |  |  |  | |  | |  | | |  |
| TOTAL (à reprendre dans le Bordereau récapitulatif No 5) | | | | | | | | |  | |
|  |  |  |  |  | |  | | |  | |
|  |  |  |  |  | |  | | |  | |
|  |  |  | Nom du Proposant | | | | | ---------------------- | | |
|  |  |  |  |  | |  | | |  | |
|  |  |  |  |  | |  | | |  | |
|  |  |  | Signature du  Proposant | | | | | ---------------------- | | |
|  |  |  |  |  | |  | | |  | |
| 1 Préciser la monnaie conformément aux spécifications des Données particulières de l’appel à propositions IP 31. | | | | | | | | | | |

Bordereau No 5. Récapitulatif

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Poste | Libellé | | | | Prix total1 | | | |
|  |  | | | | Monnaie étrangère | | Monnaie locale | |
|  |  | | | |  | |  | |
|  | Total Bordereau No 1. Matériels, équipements, y compris pièces de rechange obligatoires en provenance d’un pays autre que celui du Maître d’Ouvrage | | | |  | |  | |
|  | Total Bordereau No 2. Matériels, équipements, y compris pièces de rechange obligatoires en provenance du pays du Maître d’Ouvrage | | | |  | |  | |
|  | Total Bordereau No 3. Services de conception | | | |  | |  | |
|  | Total Bordereau No 4. Services de montage des installations et autres services | | | |  | |  | |
|  |  | | | |  | |  | |
| TOTAL (à reprendre dans la Lettre de Proposition) | | | | | | |  | |
|  |  |  |  |  | |  | |  |
|  |  |  |  |  | |  | |  |
|  |  |  | Nom du Proposant | | |  | | |
|  |  |  |  |  | |  | |  |
|  |  |  |  |  | |  | |  |
|  |  |  | Signature du Proposant | | |  | | |
|  |  |  |  |  | |  | |  |
| 1 Préciser la monnaie conformément aux spécifications des Données particulières de l’appel à propositions IP 31. Créer et utiliser autant de colonnes pour les prix unitaires et prix total qu’il y a de monnaies. | | | | | | | | |
|  | | | | | | | | |

Bordereau No 6. Pièces de rechange recommandées

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Poste | Libellé | | Qté. | Prix unitaires | | | Prix total |
|  |  | |  | CIP (pièces importées) | EXW (pièces locales) | |  |
|  |  | | *(1)* | *(2)* | *(3)* | | *(1) x (2) ou (3)* |
|  |  | |  |  |  | |  |
|  |  | |  |  |  | |  |
|  |  | |  |  |  | |  |
|  |  | |  |  |  | |  |
|  |  | |  |  |  | |  |
|  |  | |  |  |  | |  |
|  |  | |  |  |  | |  |
|  |  | |  |  |  | |  |
|  |  | |  |  |  | |  |
|  |  | |  |  |  | |  |
|  |  | |  |  |  | |  |
|  |  | |  |  |  | |  |
|  |  | |  |  |  | |  |
|  |  | |  |  |  | |  |
|  |  | |  |  |  | |  |
|  |  | |  |  |  | |  |
|  |  | |  |  |  | |  |
| TOTAL | | | | | | |  |
|  |  |  |  |  |  | |  |
|  |  |  |  |  |  | |  |
|  |  |  | Nom du Proposant | | | ---------------------- | |
|  |  |  |  |  |  | |  |
|  |  |  |  |  |  | |  |
|  |  |  | Signature du Proposant | | | ---------------------- | |
|  |  |  |  |  |  | |  |

Révision de prix

Si les prix sont révisables en application des DPAP IP 30.8, le Proposant devra indiquer dans sa Proposition, les sources des indices et des taux de change (si applicable, le cas échéant) ainsi que la valeur de base (ou dernière valeur connue) des indices.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Intrant de base | Source de l’Indice | Valeur de base de l’Indice | Source de taux de change (si applicable) |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

Formulaires de proposition technique

1. Organisation des travaux sur Site
2. Méthode de réalisation
3. Code de conduite ES pour le personnel du Constructeur
4. Plan
5. Matériel du Constructeur
6. Personnel
7. Sous-traitants proposés pour les composants importants des installations
8. Autres

**Méthode de réalisation**

***[insérer la proposition technique pour la méthode de réalisation]***

La méthode de réalisation proposée devra couvrir les aspects ci-après, si applicables :

1. Dispositions que le Proposant envisage d’adopter pour la conception, la fourniture et l’installation des Equipements, de manière suffisamment détaillée afin de montrer leur adéquation afin de se conformer aux Exigences du Maître d’Ouvrage, y compris pour l’achèvement dans le délai contractuel prévu ;
2. Grandes lignes des dispositions prévues pour les essais et la mise en services des Installations ;
3. Grandes lignes des dispositions prévues pour la formation, si cela est prévu dans les Exigences du Maître d’Ouvrage ;
4. Système de gestion de la qualité, y compris un projet de plan de gestion de la qualité ;
5. **Hygiène et sécurité :** approche proposée pour la gestion des aspects Hygiène et sécurité durant l’exécution du Marché ;
6. **Gestion environnementale et sociale :** approche proposée pour la gestion des aspects environnementaux et sociaux durant l’exécution du Marché ;
7. **Acquisitions durables :** aspects de la proposition décrivant l’approche du Proposant et son engagement à l’égard des aspects d’acquisition durable pour la conception et les pratiques de construction (par exemple efficacité énergétique, réduction des déchets, économie de matériaux, etc.) ;
8. **Analyse de la Valeur :** méthodes d’analyse de la valeur proposée pour la fourniture et l’installation des Equipements ; et
9. [insérer toute autre information, selon les besoins.]

Programme/Calendrier de Mobilisation

***[insérer la proposition technique pour le programme et le calendrier de mobilisation]***

Formulaire de Code de Conduite (ES)

pour le Personnel de l’Entrepreneur

***[Note à l’intention du Maître d’Ouvrage : modifier le texte en italiques dans les points numérotés ci-dessous, afin de désigner les documents adéquats]***

|  |
| --- |
| **Note pour le Maître d’Ouvrage**:  ***Les exigences minimum suivantes ne doivent pas être modifiées****. Le Maître d’Ouvrage peut ajouter des exigences pour tenir compte de problèmes identifiés, informés par une évaluation environnementale et sociale.*  *Les types de problèmes identifiés peuvent inclure des risques associés à des facteurs comme: les flux de main d’œuvre, les maladies transmissibles, et l’Exploitation et les Abus Sexuels (EAS), le Harcèlement Sexuel (HS), etc..*  ***Supprimer le présent encadré avant de finaliser les documents d’appel d’offres.*** |

|  |
| --- |
| **Note pour le Soumissionnaire**:  Le contenu minimum du Code de Conduite tel que préparé par le Maître d’Ouvrage ne devra pas être modifié substantiellement. Cependant, le Soumissionnaire peut ajouter des exigences si nécessaires, y compris pour prendre en compte des problèmes/risques spécifiques au Marché.  Le Soumissionnaire devra apposer ses initiales et soumettre le formulaire de Code de Conduite faisant partie de son Offre. |

**CODE DE CONDUITE POUR LE PERSONNEL DE L’ENTREPRENEUR**

Nous sommes l’Entrepreneur *[insérer le nom de l’Entrepreneur].* Nous avons signé un marché avec *[insérer le nom du Maître d’Ouvrage]*  pour *[insérer la description des travaux]*. Ces travaux seront exécutés à *[insérer le site ou autres lieux où les travaux seront exécutés].* Notre marché exige que mettions en œuvre des mesures pour prévenir les risques environnementaux et sociaux liés à ces travaux, y compris les risques d’exploitation, abus et harcèlement sexuels.

Ce Code de Conduite fait partie de nos mesures pour tenir compte des risques environnementaux et sociaux liés aux travaux. Cela s’applique à tout notre personnel, ouvriers et autres employés sur le site des travaux ou autres lieux où les travaux sont exécutés. Cela s’applique également au personnel de chacun de nos sous-traitants et tout autre personnel nous accompagnant dans l’exécution de travaux. Il est fait référence à toutes ces personnes comme étant « **Le Personnel de l’Entrepreneur** » et qui sont soumises à ce Code de Conduite.

Ce Code de Conduite identifie le comportement que nous exigeons du Personnel de l’Entrepreneur.

Notre lieu de travail est un environnement où tous comportements dangereux, abusifs ou violents ne seront pas tolérés et où toutes les personnes doivent se sentir autorisées à signaler tous problèmes ou préoccupations sans craindre de représailles.

**CONDUITE EXIGEE**

Le Personnel de l’Entrepreneur doit:

1. s’acquitter de ses tâches d’une manière compétente et diligente;
2. se conformer au Code de Conduite et à toutes les lois applicables, aux règlements et autres exigences y compris les exigences pour protéger la santé, la sécurité et le bien-être du personnel de l’Entrepreneur et toutes autres personnes ;
3. maintenir un environnement de travail sécurisé incluant de:
   1. s’assurer que les lieux de travail, machines, équipement et processus de fabrication soient sécurisés et sans risques pour la santé;
   2. porter les équipements de protection du personnel requis;
   3. appliquer les mesures appropriées relatives aux substances et agents chimiques, physiques et biologiques ; et
   4. suivre les procédures applicables de sécurité dans les opérations.
4. signaler les situations de travail qu’il/elle ne croit pas sûres ou saines et se retirer d’une situation de travail qui, selon lui/elle, présente raisonnablement un danger imminent et grave pour sa vie ou sa santé;
5. traiter les autres personnes avec respect et ne pas discriminer des groupes spécifiques tels que les femmes, les personnes handicapées, les travailleurs migrants ou les enfants;
6. ne pas se livrer à des activités de Harcèlement Sexuel, ce qui signifie des avances sexuelles importunes, des demandes de faveurs sexuelles et d’autres comportements verbaux ou physiques à connotation sexuelle à l’égard du personnel de l’Entrepreneur ou du Maître d’Ouvrage;
7. ne pas se livrer à des activités d’Exploitation Sexuelle, signifiant le fait d'abuser ou de tenter d'abuser d'un état de vulnérabilité, de pouvoir différentiel ou de confiance à des fins sexuelles, incluant, mais sans y être limité, le fait de profiter monétairement, socialement ou politiquement de l’exploitation sexuelle d’une autre personne;
8. ne pas se livrer à des Abus Sexuels, ce qui signifie l’intrusion physique ou la menace d’intrusion physique de nature sexuelle, que ce soit par la force ou dans des conditions inégales ou coercitives;
9. ne pas se livrer à une quelconque forme d’activité sexuelle avec toute personne de moins de 18 ans, sauf dans le cas d’un mariage préexistant;
10. suivre des cours de formation pertinents qui seront dispensés concernant les aspects environnementaux et sociaux du Marché, y compris sur les questions de santé et de sécurité, et l’Exploitation et les Abus Sexuels (EAS), et le Harcèlement Sexuel (HS);

11. signaler de manière formelle les violations de ce Code de conduite; et

12. ne pas prendre de mesures de rétorsion contre toute personne qui signale des violations de ce Code de conduite, que ce soit à nous ou au Maître d’Ouvrage, ou qui utilise le mécanisme de grief pour le personnel de l’Entrepreneur ou le mécanisme de recours en grief du projet.

**FAIRE PART DE PREOCCUPATIONS**

Si une personne constate un comportement qui, selon elle, peut représenter une violation du présent Code de conduite, ou qui la préoccupe de toute autre manière, elle devrait en faire part dans les meilleurs délais. Cela peut être fait de l’une ou l’autre des façons suivantes:

1. Contacter *[entrer le nom de l’expert social de l’Entrepreneur ayant une expérience pertinente dans le traitement de la violence sexiste, ou si cette personne n’est pas requise en vertu du Marché, une autre personne désignée par l’Entrepreneur pour traiter ces questions]* par écrit à cette adresse [ ] ou par téléphone à [ ] ou en personne à [ ]; ou

2. Appeler [ ] la hotline de l’Entrepreneur *(le cas échéant)* et laisser un message.

L’identité de la personne restera confidentielle, à moins que le signalement d’allégations ne soit prescrit par la législation du pays. Des plaintes ou des allégations anonymes peuvent également être soumises et seront examinées de toute façon. Nous prenons au sérieux tous les rapports d’inconduite possible et nous enquêterons et prendrons les mesures appropriées. Nous fournirons des références de prestataires de services susceptibles d’aider la personne qui a vécu l’incident allégué, le cas échéant.

Il n’y aura pas de représailles contre une personne qui, de bonne foi, signale une préoccupation relative à tout comportement interdit par le présent Code de conduite. De telles représailles constitueraient une violation de ce Code de Conduite.

**CONSEQUENCES DE VIOLATION DU CODE DE CONDUITE**

Toute violation de ce Code de conduite par le personnel de l’Entrepreneur peut entraîner de graves conséquences, allant jusqu’au licenciement et le référé éventuel aux autorités judiciaires.

POUR LE PERSONNEL de L’ENTREPRENEUR:

J’ai reçu un exemplaire de ce Code de conduite rédigé dans une langue que je comprends. Je comprends que si j’ai des questions au sujet de ce Code de conduite, je peux contacter *[insérer le nom de la personne-ressource de l’Entrepreneur ayant une expérience pertinente]* afin de demander une explication.

Nom du personnel de l’Entrepreneur : [insérer le nom]

Signature :

Date: (jour, mois, année) :

Contre-signature du représentant autorisé de l’Entrepreneur :

Signature :

Date: (jour, mois, année) :

**Pièce Jointe 1: Comportements constituant Exploitation et Abus Sexuels (EAS) et comportements constituant Harcèlement Sexuel (HS)**

**PIECE JOINTE 1 AU FORMULAIRE DE CODE DE CONDUITE**

**COMPORTEMENTS CONSTITUANT EXPLOITATION ET ABUS SEXUEL (EAS) ET HARCÈLEMENT SEXUEL (HS)**

La liste non exhaustive suivante vise à illustrer les types de comportements interdits :

(1) **Les exemples d’exploitation et d’abus sexuels** comprennent, sans s’y limiter:

        Le personnel de l’Entrepreneur indique à un membre de la communauté qu’il peut obtenir des emplois liés au chantier (p. ex. cuisine et nettoyage) en échange de rapports sexuels.

        Le personnel de l’Entrepreneur qui établit la connexion d’électricité aux ménages déclare qu’il peut connecter les ménages dirigés par des femmes au réseau en échange de rapports sexuels.

        Le personnel de l’Entrepreneur viole ou agresse sexuellement un membre de la communauté.

        Le personnel de l’Entrepreneur refuse à une personne l’accès au site à moins qu’elle li accorde une faveur sexuelle.

        Le personnel d’un Entrepreneur indique à une personne qui demande un emploi en vertu du contrat qu’elle ne l’embauchera que si elle a des relations sexuelles avec lui.

(2) **Exemples de harcèlement sexuel dans un contexte de travail**

        Le personnel de l’Entrepreneur commente l’apparence du personnel d’un autre membre du personnel (de manière positive ou négative) et son attractivité sexuelle.

* Quand le personnel de l’Entrepreneur se plaint de commentaires fait par un autre membre du personnel sur son apparence, le second répond que le premier « l’a cherché » à cause de la façon dont il/elle s’habille.

        Attouchement inopportun sur le personnel de l’Entrepreneur ou du Maître d’Ouvrage par un autre personnel de l’Entrepreneur.

* Le personnel de l’Entrepreneur déclare à un autre personnel de l’Entrepreneur qu’il/elle lui obtiendrait une augmentation de salaire, ou une promotion si il/elle lui envoie des photographies de nus de lui ou d’elle-même.
* Autres.

Proposition Technique -- Installations

***[insérer la proposition technique pour les Installations]***

**Formulaire ELI – 1.1**

Fiche de renseignements sur le Proposant

Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

No. AP : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Page \_\_\_\_\_\_\_\_ de \_\_\_\_\_\_\_ pages

|  |
| --- |
| 1. Nom légal du Proposant : |
| 2. Dans le cas d’un groupement d’entreprises (GE), nom légal de chaque partie : |
| 3. Pays où le Proposant est constitué en société : |
| 4. Année à laquelle le Proposant a été constitué en société : |
| 5. Adresse légale du Proposant dans le pays où il est constitué en société : |
| 6. Renseignements sur le représentant autorisé du Proposant :  Nom :  Adresse :  Numéro de téléphone/de télécopie :  Adresse électronique : |
| 7. Les copies des documents originaux qui suivent sont jointes :  Statuts ou Documents constitutifs de l’entité légale susmentionnée, conformément aux dispositions des articles 4.1 et 4.4 des IP. Dans le cas d’un GE, l’accord ou la lettre d’intention de former un accord ainsi que le projet d’accord de groupement, conformément aux dispositions des articles 4.1 et 12.1 des IP.  Dans le cas d’une entreprise publique, tout document complémentaire conformément aux dispositions de l’article 4.6 des IP, documents établissant :   * L’autonomie juridique et financière de l’entreprise ; * Que l’entreprise est régie par les dispositions du droit commercial ; * Que le Proposant ne dépend pas du Maître d’Ouvrage .   2. Les documents tels que l’organigramme de l’entreprise, la liste des membres du conseil d’administration et l’actionnariat sont inclus. *[Si cela est indiqué dans les DPAP IP 64.1, 1e Proposant retenu devra fournir les renseignements additionnels sur les propriétaires effectifs, en utilisant le Formulaire de divulgation*[*des bénéficiaires effectifs*](http://context.reverso.net/traduction/francais-anglais/des+b%C3%A9n%C3%A9ficiaires+effectifs)*.]* |

Noter que l’autorisation écrite doit être attaché à ce formulaire comme stipule en IP 17.2

**Formulaire ELI – 1.2**

Fiche de renseignements sur chaque Partie d’un   
GE/ sous-traitants spécialisés

Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

No. AP : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Page \_\_\_\_\_\_\_\_ de\_ \_\_\_\_\_\_ pages

|  |
| --- |
| 1. Nom légal du Proposant : |
| 2. Nom légal de la partie du GE/ du sous-traitant : |
| 3. Pays de constitution en société de la partie du GE/ du sous-traitant : |
| 4. Année de constitution en société de la partie du GE/ du sous-traitant : |
| 5. Adresse légale de la partie du GE dans le pays de constitution en société : |
| 6. Renseignements sur le représentant autorisé de la partie au GE :  Nom :  Adresse :  Numéro de téléphone/télécopie :  Adresse électronique : |
| 7. Les copies des documents originaux qui suivent sont jointes :  Statuts ou Documents constitutifs de l’entité légale susmentionnée, conformément aux dispositions des articles 4.1 et 4.4 des IP.  Dans le cas d’une entreprise publique, documents qui établissent l’autonomie juridique et financière et le respect des règles de droit commercial, conformément aux dispositions de l’article 4.6 des IP.  Les documents tels que l’organigramme de l’entreprise, la liste des membres du conseil d’administration et l’actionnariat sont inclus. *[Si cela est indiqué dans les DPAP IP 64.1, 1e Proposant retenu devra fournir les renseignements additionnels sur les propriétaires effectifs, en utilisant le Formulaire de divulgation*[*des bénéficiaires effectifs*](http://context.reverso.net/traduction/francais-anglais/des+b%C3%A9n%C3%A9ficiaires+effectifs)*.]* |

Formulaire ANT – 2

Antécédents de marchés non exécutés, de litiges en instance et d’antécédents de litiges

Nom légal du Soumissionnaire : *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

Date : *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

Nom légal de la Partie au GE : *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

No. AO et titre : *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

Page *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* de *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* pages

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Marchés non exécutés selon les dispositions de la Section III, Critères d’évaluation et de qualification | | | | |
| 🞎 Il n’y a pas eu de marché non exécuté depuis le 1er janvier *[insérer l’année]* tel que spécifié au critère 2.1 de la Section III, Critères d’évaluation et de qualification.  🞎 Marché(s) non exécuté(s) depuis le 1er janvier *[insérer l’année]* tel que spécifié au critère 2.1 de la Section III, Critères d’évaluation et de qualification : | | | | |
| Année | Fraction non exécutée du contrat | | Identification du contrat | **Montant total du contrat (valeur actuelle, monnaie, taux de change et montant équivalent $EU ou €)** |
| *[insérer l’année]* | *[indiquer le montant et pourcentage]* | | Identification du marché : *[indiquer le nom complet/numéro du marché et les autres formes d’identification]*  Nom du Maître d’Ouvrage : *[nom complet]*  Adresse du Maître d’Ouvrage : *[rue, numéro, ville, pays]*  Motifs de non-exécution : *[indiquer le (les) motif(s) principal (aux)]* |  |
| Litiges en instance, en vertu de la Section III, Critères d’évaluation et de qualification | | | | |
| 🞎 Pas de litige en instance tel que spécifié au critère 2.3 de la Section III, Critères d’évaluation et de qualification  🞎 Litige(s) en instance tel que spécifié au critère 2.3 de la Section III, Critères d’évaluation et de qualification : | | | | |
| **Année du litige** | | **Montant de la réclamation (monnaie)** | **Identification du marché** | **Montant total du marché (monnaie), équivalent en dollars E.U. (taux de change)** |
|  | |  | Identification du marché :  Nom du Maître d’Ouvrage :  Adresse du Maître d’Ouvrage :  Objet du litige :  Partie au marché qui a initié le litige :  Etat présent du litige : |  |
|  | |  | Identification du marché :  Nom du Maître d’Ouvrage :  Adresse du Maître d’Ouvrage :  Objet du litige :  Partie au marché qui a initié le litige :  Etat présent du litige : |  |
| **Litiges en instance, en vertu de la Section III, Critères d’évaluation et de qualification** | | | | |
| 🞎 Pas d’historique de litiges tel que spécifié au critère 2.4 de la Section III, Critères d’évaluation et de qualification  🞎 Historique de litige(s) tel que spécifié au critère 2.4 de la Section III, Critères d’évaluation et de qualification : | | | | |
| **Année du litige** | | **Montant de la réclamation (monnaie)** | **Identification du marché** | **Montant total du marché (monnaie), équivalent en dollars E.U. (taux de change)** |
| *[insérer l’année]* | | *[indiquer le pourcentage]* | Identification du marché : *[insérer nom complet et numéro du marché et autres formes d’identification]*  Nom du Maître d’Ouvrage : *[nom complet]*  Adresse du Maître d’Ouvrage : *[rue, numéro, ville, pays]*  Objet du litige : *[indiquer les principaux points en litige]*  Partie au marché qui a initié le litige : *[préciser « le Maître d’Ouvrage » ou « l’entrepreneur »]* | *[indiquer le montant]* |

Formulaire ANT – 3

Déclaration de Performance ES

*[Le formulaire ci-dessous doit être rempli par le Soumissionnaire et par chaque partenaire dans le cas d’un GE et chaque Sous-traitant spécialisé]*

Nom du Soumissionnaire : *[insérer le nom complet]*

Date : *[insérer jour, mois, année]*

Nom de la Partie au GE ou Sous-traitant spécialisé : *[insérer le nom complet]*

No. AO et titre : [numéro et titre de l’AO]

Page *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_de* *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*pages

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Déclaration de performance environnementale et sociale (ES)  selon les dispositions de la Section III, Critères d’évaluation et de qualification | | | |
| 🞎 **Pas de suspension ou résignation de marché** : Il n’y a pas eu de marché suspendu ou résilié ou faisant l’objet de saisie de garantie de performance depuis le 1er janvier *[insérer l’année]* pour des motifs liés à la performance environnementale et sociale (ES) comme stipulé à la Section III, Critères d’évaluation et de qualification, critère 2.5.  🞎 **Déclaration de suspension ou résiliation de marché** : Le(s) marché(s) ci-après ont fait l’objet de suspension ou résiliation ou de saisie de garantie de performance depuis le 1er janvier *[insérer l’année]* pour des motifs liés à la performance environnementale et sociale comme stipulé à la Section III, Critères d’évaluation et de qualification, critère 2.5. Les détails sont fournis ci-après : | | | |
| **Année** | **Fraction non exécutée du contrat** | **Identification du marché** | **Montant total du contrat (valeur actuelle en équivalent $US)** |
| *[insérer l’année]* | *[indiquer le montant et pourcentage]* | Identification du marché : *[indiquer le nom complet/numéro du marché et les autres formes d’identification]*  Nom du Maître d’Ouvrage : *[nom complet]*  Adresse du Maître d’Ouvrage : *[rue, numéro, ville, pays]*  Motifs de suspension ou résiliation : *[indiquer le (les) motif(s) principal (aux) e.g. violence basée sur le genre ; violations par exploitation ou abus sexuel]* | *[insérer le montant]* |
| *[insérer l’année]* | *[indiquer le montant et pourcentage]* | Identification du marché : *[indiquer le nom complet/numéro du marché et les autres formes d’identification]*  Nom du Maître d’Ouvrage : *[nom complet]*  Adresse du Maître d’Ouvrage : *[rue, numéro, ville, pays]*  Motifs de suspension ou résiliation : *[indiquer le (les) motif(s) principal (aux)]* | *[insérer le montant]* |
| *…* | *…* | *[fournir la liste de tous les marchés concernés]* | *…* |
| **Saisie de garantie de performance par le Maître d’Ouvrage pour des motifs liés à la performance ES** | | | |
| **Année** | **Identification du marché** | | **Montant total du marché (valeur actuelle, équivalent en $US)** |
| *[insérer l’année]* | Identification du marché : *[indiquer le nom complet/numéro du marché et les autres formes d’identification]*  Nom du Maître d’Ouvrage : *[nom complet]*  Adresse du Maître d’Ouvrage : *[rue, numéro, ville, pays]*  Motifs de saisie de garantie : *[indiquer le (les) motif(s) principal (aux) e.g. violence basée sur le genre ; violations par exploitation ou abus sexuel]* | | *[insérer le montant]* |

Formulaire: Charge de Travail / Travaux en cours

Les Soumissionnaires, ainsi que chacun des membres d’un groupement fourniront les informations au sujet de leurs engagements et charge de travail actuels liés aux marchés qui leur ont été attribués, pour lesquels une notification d’attribution a été reçue, ou en cours d’achèvement mais qui n’ont pas encore fait l’objet d’une réception provisoire.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| No. | Nom du marché | Adresse, tel., fax du Maître d’Ouvrage | Montant des travaux à achever [équivalent US$] | Date d’achèvement estimé | Montant moyen de la facturation mensuelle au cours des 6 derniers mois (US$/mois) |
| 1 |  |  |  |  |  |
| 2 |  |  |  |  |  |
| 3 |  |  |  |  |  |
| 4 |  |  |  |  |  |
| 5 |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |

Formulaire FIN – 3.3 : Ressources financières

Spécifier les sources de financement, tels que les avoirs liquides, des actifs non grevés ou des lignes de crédit, et autres moyens financiers, net des engagements financiers en cours, disponibles pour les besoins de trésoreries des travaux objet du(es) marché(s) telles que spécifiées à la Section III. Critères d’évaluation et de qualification.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Ressources financières** | | |
| **No.** | **Source de financement** | **Montant (US$ équivalent)** |
| 1 |  |  |
| 2 |  |  |
| 3 |  |  |
|  |  |  |

Matériel du Constructeur- Formulaire MAT

Le Proposant doit fournir les détails concernant le matériel proposé afin d’établir qu’il a la possibilité de mobiliser le matériel clé nécessaire. Un formulaire distinct sera préparé pour chaque pièce de matériel figurant sur la liste, ou pour du matériel de remplacement proposé par le Proposant.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Pièce de matériel | | |
| Renseignement sur le matériel | Nom du fabricant | Modèle et puissance |
|  | Capacité | Année de fabrication |
| Position courante | Localisation présente | |
|  | Détails sur les engagements courants | |
|  |  | |
| Provenance | Indiquer la provenance du matériel  o en possession o en location o en location vente o fabriqué spécialement | |
|  |  | |

Les renseignements suivants seront omis pour le matériel en possession du Proposant.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Propriétaire | Nom du Propriétaire | |
|  | Adresse du Propriétaire | |
|  |  | |
|  | Téléphone | Nom et titre de la personne à contacter |
|  | Télécopie | Télex |
| Accords | Détails de la location / location-vente / accord de fabrication | |
|  |  | |
|  |  | |

# Formulaire FUNC

Garanties opérationnelles

Le Proposant doit insérer dans la colonne de gauche du tableau ci-après, l’identification de chacune des garanties opérationnelles demandées dans les Spécifications et indiquées par le Maître d’Ouvrage dans la Section III – Critères d’évaluation et de qualification, et dans la colonne de droite, il doit indiquer la valeur correspondante pour chacune des garanties opérationnelles des équipements qu’il offre.

|  |  |
| --- | --- |
| **Garantie opérationnelle demandée** | **Valeur garantie pour la garantie opérationnelle des équipements proposés dans la proposition** |
| 1. |  |
| 2. |  |
| 3. |  |
| … |  |

# Formulaire PER -1

Représentant et autre Personnel-Clé du Constructeur

Le Proposant doit fournir les noms de personnels ayant les qualifications requises pour exécuter le Marché. Les renseignements concernant leur expérience devront être indiqués dans le Formulaire PER-2 ci-dessous à remplir pour chaque candidat.

**Représentant et autre Personnel – Clé du Constructeur**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **1.** | **Intitulé du poste : Représentant du Constructeur** | |
|  | **Nom du candidat :** | |
|  | **Durée d’emploi :** | *[insérer la période (dates de début et de fin) pendant laquelle cette position serai dotée]* |
|  | **Durée de travail prévue pour ce poste :** | *[insérer le nombre de jours/semaines/mois prévus pour la position*] |
|  | **Programme de travail prévu pour ce poste :** | *[insérer le programme d’activité prévu (par ex diagramme Gantt détaillé]* |
| **2.** | **Intitulé du poste : Spécialiste environnemental** | |
|  | **Nom du candidat :** | |
|  | **Durée d’emploi :** | *[insérer la période (dates de début et de fin) pendant laquelle cette position serai dotée]* |
|  | **Durée de travail prévue pour ce poste :** | *[insérer le nombre de jours/semaines/mois prévus pour la position*] |
|  | **Programme de travail prévu pour ce poste :** | *[insérer le programme d’activité prévu (par ex diagramme Gantt détaillé]* |
| **3.** | **Intitulé du poste : Spécialiste Santé et Sécurité** | |
|  | **Nom du candidat :** | |
|  | **Durée d’emploi :** | *[insérer la période (dates de début et de fin) pendant laquelle cette position serai dotée]* |
|  | **Durée de travail prévue pour ce poste :** | *[insérer le nombre de jours/semaines/mois prévus pour la position*] |
|  | **Programme de travail prévu pour ce poste :** | *[insérer le programme d’activité prévu (par ex diagramme Gantt détaillé]* |
| **4.** | **Intitulé du poste : Spécialiste aspects sociaux** | |
|  | **Nom du candidat :** | |
|  | **Durée d’emploi :** | *[insérer la période (dates de début et de fin) pendant laquelle cette position serai dotée]* |
|  | **Durée de travail prévue pour ce poste :** | *[insérer le nombre de jours/semaines/mois prévus pour la position*] |
|  | **Programme de travail prévu pour ce poste :** | *[insérer le programme d’activité prévu (par ex diagramme Gantt détaillé]* |
| **5.** | **Intitulé du poste : Expert dans les aspects conecrnant l’Exploitation, les Abus et le Harcèlement sexuels** | |
|  | **Nom du candidat :** | |
|  | **Durée d’emploi :** | *[insérer la période (dates de début et de fin) pendant laquelle cette position serai dotée]* |
|  | **Durée de travail prévue pour ce poste :** | *[insérer le nombre de jours/semaines/mois prévus pour la position*] |
|  | **Programme de travail prévu pour ce poste :** | *[insérer le programme d’activité prévu (par ex diagramme Gantt détaillé]* |
| **6.** | **Intitulé du poste : *[insérer le titre]*** | |
|  | **Nom du candidat :** | |
|  | **Durée d’emploi :** | *[insérer la période (dates de début et de fin) pendant laquelle cette position serai dotée]* |
|  | **Durée de travail prévue pour ce poste :** | *[insérer le nombre de jours/semaines/mois prévus pour la position*] |
|  | **Programme de travail prévu pour ce poste :** | *[insérer le programme d’activité prévu (par ex diagramme Gantt détaillé]* |

# Formulaire PER-2

Curriculum vitae du Personnel-Clé proposé

|  |
| --- |
| **Nom du Proposant** |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Poste** | | |
| **Renseignements personnels** | **Nom** | **Date de naissance** |
|  | **Qualifications professionnelles** | |
| **Employeur actuel** | **Nom de l’employeur** | |
|  | **Adresse de l’employeur** | |
|  | **Téléphone** | **Contact (responsable / chargé du personnel)** |
|  | **Télécopie** | **E-mail** |
|  | **Emploi tenu** | **Nombre d’années avec le présent employeur** |

Résumer l’expérience professionnelle des 20 dernières années en ordre chronologique inverse. Indiquer l’expérience technique et de gestionnaire pertinente pour le projet.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **De** | **À** | **Société / Projet / Poste / expérience technique et de gestionnaire pertinente** |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

Sous-traitants proposés pour les composants importants des Installations et services de montage

La liste des composants importants des installations est fournie ci-dessous.

Les sous-traitants ou fabricants ci-après sont proposés par le Soumissionnaire pour la réalisation du composant indiqué. Le Soumissionnaire pourra proposer plus d’un sous-traitants pour chacun des composants

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **composants importants des installations et services de montage** | **Sous-traitant/fabricant proposé** | **Nationalité** |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

.

Autres

Aspects commerciaux ou contractuels du DAP que le Proposant souhaiterait proposer au Maître d’Ouvrage durant les clarifications.

Modèle d’Autorisation du Fabricant

Date :

Avis d’appel à propositions No. :

A: *[nom du Maître d’Ouvrage]*

ATTENDU QUE :

*[Nom du Fabricant]* sommes fabricant réputé de *[nom et/ou description des fournitures]* ayant nos usines *[adresse de l’usine]*

Nous autorisons par la présente *[nom et adresse de l’Agent]* à présenter une proposition, et à éventuellement signer un marché avec vous pour l’Appel à propositions No *[référence à l’Appel à propositions]* pour ces fournitures fabriquées par nous.

Nous confirmons toutes nos garanties et nous nous portons garants conformément à la Clause 27 du Cahier des Clauses générales pour les fournitures offertes par le Constructeur ci-dessus pour cet Appel à propositions.

Signé: *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

Nom: *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

Titre:*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

Dûment autorisé à signer cette autorisation au nom de : *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

Date: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, \_\_\_\_\_\_\_

*[signature pour et au nom du Fabriquant]*

|  |
| --- |
| Formulaire de Garantie de Proposition (Garantie bancaire) |

*[La banque remplit ce modèle de garantie d’offre conformément aux indications entre crochets]*

*[insérer le nom de la banque, et l’adresse de l’agence émettrice]*

**Bénéficiaire :** *[insérer nom et adresse du Maître d’Ouvrage]*

**Avis de Demande de Propositions**:*[insérer le numéro de l’avis*

*]*

**Date :** *[insérer date]*

**Garantie de proposition :** *[insérer No de garantie]*

**Garant:** *[insérer le nom de la banque, et l’adresse de l’agence émettrice, sauf si cela figure à l’en-tête]*

Nous avons été informés que \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom du Proposant*] (ci-après dénommé « le Proposant ») vous a soumis ou a l’intention de vous soumettre sa proposition pour l’exécution de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ (ci-après dénommée « la Proposition ») en réponse à l’Avis d’Appel à propositions No (« l’AP »).

En vertu des dispositions du Dossier d’appel à propositions, la Proposition doit être accompagnée d’une garantie de proposition.

A la demande du Proposant, nous \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom de la banque*] nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, toutes sommes d’argent que vous pourriez réclamer dans la limite de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*insérer la somme en chiffres*] \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_[*insérer la somme en lettres*].

Votre demande en paiement doit être accompagnée d’une déclaration attestant que le Proposant n'a pas exécuté une des obligations auxquelles il est tenu en vertu de la Proposition, à savoir :

1. s’il retire la Proposition pendant la période de validité qu‘il a spécifiée dans la Lettre de Proposition ou prorogée par le Proposant; ou
2. s’il, s’étant vu notifier l’acceptation de sa Proposition par le Maître d’Ouvrage pendant la période de validité :
3. ne signe pas le Marché, s’il est tenu de le faire ; ou
4. ne fournit pas la garantie de bonne exécution, ainsi qu’il est prévu dans les Instructions aux proposants.

La présente garantie expire :

1. si le marché est octroyé au Proposant, lorsque nous recevrons une copie du marché et de la garantie de bonne exécution émise à votre nom, selon les instructions du Proposant ;
2. si le marché n’est pas octroyé au Proposant, à la première des dates suivantes :
3. lorsque nous recevrons copie de votre notification au Proposant du nom du proposant retenu, ou
4. trente (30) jours suivant l’expiration de la Proposition.

Toute demande de paiement au titre de la présente garantie doit être reçue à cette date au plus tard.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la CCI relatives aux garanties sur demande, Publication CCI no : 758.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Signature**

**Note : Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue de faciliter la préparation du document.**

|  |
| --- |
| Modèle de garantie de proposition (garantie sur demande) |

AP No : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[Insérer le numéro de l’Avis d’Appel à propositions international]*.

**Garant** : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[Nom et adresse de la banque émettrice et code SWIFT]*

**Bénéficiaire** : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[Insérer le nom et l’adresse du Maître d’Ouvrage]*

**Date :** *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [Insérer la date d’émission]*

**Garantie de Proposition No.** : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer le numéro de référence de la garantie]*

Nous avons été informés que \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom du Proposant*] (ci-après dénommé « le Proposant ») vous a soumis ou a l’intention de vous soumettre sa proposition pour l’exécution de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ (ci-après dénommée « la Proposition ») en réponse à l’Avis d’Appel à propositions No (« l’AP »).

En vertu des dispositions du Dossier d’appel à propositions, la Proposition doit être accompagnée d’une garantie de proposition.

A la demande du Proposant, nous \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom de la banque*] nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, toutes sommes d’argent que vous pourriez réclamer dans la limite de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*insérer la somme en chiffres*] \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_[*insérer la somme en lettres*].

Votre demande en paiement doit être accompagnée d’une déclaration attestant que le Proposant n'a pas exécuté une des obligations auxquelles il est tenu en vertu de la Proposition, à savoir :

1. s’il retire la Proposition avant la date d’expiration de la validité de la Proposition qu‘il a spécifiée dans la Lettre de Proposition, ou toute date prorogée par le Proposant; ou
2. s’il, s’étant vu notifier l’acceptation de sa Proposition par le Maître d’Ouvrage avant la date d’expiration de la validité de la Proposition, ou toute date prorogée par le Proposant :
3. ne signe pas le Marché, s’il est tenu de le faire ; ou
4. ne fournit pas la garantie de bonne exécution, ainsi qu’il est prévu dans les Instructions aux proposants.

La présente garantie expire :

1. si le marché est octroyé au Proposant, lorsque nous recevrons une copie du marché et de la garantie de bonne exécution émise à votre nom, selon les instructions du Proposant ;
2. si le marché n’est pas octroyé au Proposant, à la première des dates suivantes :
3. lorsque nous recevrons copie de votre notification au Proposant du nom du proposant retenu, ou
4. trente (30) jours suivant l’expiration de la Proposition.

Toute demande de paiement au titre de la présente garantie doit être reçue à cette date au plus tard.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la CCI relatives aux garanties sur demande, Publication CCI no : 758.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Signature**

**Note : Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue de faciliter la préparation du document.**

|  |
| --- |
| Garantie de Proposition (Cautionnement émis par une compagnie de garantie) |

*[La compagnie de garantie remplit cette garantie de proposition conformément aux indications entre crochets]*

Garantie No *[insérer No de garantie]*

Attendu que *[insérer le nom du Proposant]* (ci-après dénommé « le Proposant») a soumis sa Proposition le *[insérer date]* en réponse à l’AP No *[insérer no de l’avis d’appel à propositions]* pour l’exécution de *[insérer description des travaux]* (ci-après dénommée « la Proposition »).

FAISONS SAVOIR par les présentes que NOUS *[insérer le nom de la société de garantie émettrice]* dont le siège se trouve à *[insérer l’adresse de la société de garantie]* (ci-après dénommé « le Garant »), sommes engagés vis-à-vis de  *[insérer nom du Maître d’Ouvrage]* (ci-après dénommé « le Maître d’Ouvrage ») pour la somme de *[insérer le montant en chiffres dans la monnaie du pays du Maître d’Ouvrage ou un montant équivalent dans une monnaie internationale librement convertible], [insérer le montant en lettres]* que, par les présentes, le Garant s’engage et engage ses successeurs ou assignataires, à régler intégralement audit Maître d’Ouvrage . Certifié par le cachet dudit Garant ce \_\_ jour de \_\_\_\_\_\_ *[insérer date]*

LES CONDITIONS d’exécution de cette obligation sont les suivantes :

1. Si le Proposant retire son offre pendant la période de validité qu’il a spécifiée dans la lettre de Proposition, ou

2. Si le Proposant, s’étant vu notifier l’acceptation de sa Proposition par le Maître d’Ouvrage pendant la période de validité :

a) ne signe pas ou refuse de signer le (Formulaire de) marché ; ou

b) ne fournit pas ou refuse de fournir la Garantie de bonne exécution, s’il est tenu de le faire comme prévu par les Instructions aux Proposants du Dossier d’Appel à Propositions émis par le Maître d’Ouvrage,

nous nous engageons à payer au Maître d’Ouvrage un montant égal au plus au montant stipulé ci-dessus, dès réception de sa première demande écrite, sans que le Maître d’Ouvrage soit tenu de justifier sa demande, étant entendu toutefois que, dans sa demande, le Maître d’Ouvrage notera que le montant qu’il réclame lui est dû parce que l’une ou l’autre des conditions susmentionnées ou toutes les deux sont remplies, en précisant laquelle ou lesquelles a ou ont motivé sa requête.

La présente garantie demeure valable jusqu’au vingt-huitième (28ème) jour inclus suivant l’expiration du délai de validité de la proposition ; toute demande du Maître d’Ouvrage visant à la faire jouer devra parvenir au Garant à cette date au plus tard.

Nom : *[nom complet de la personne signataire]* Titre *[capacité juridique de la personne signataire]*

Signé *[signature de la personne dont le nom et le titre figurent ci-dessus]*

En date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, *\_\_\_\_\_\_. [insérer dat*

Modèle de Déclaration de Garantie de Proposition

*[Le Proposant remplit cette garantie de proposition conformément aux indications entre crochets]*

Date *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de la proposition]*

AP No.: *[insérer le numéro de l’Appel à propositions]*

Avis d’appel à propositions No.:*[insérer le numéro de l’avis d’Appel à propositions]*

A l’attention de *[insérer nom complet du Maître d’Ouvrage]*

Nous, soussignés, déclarons que :

1. Nous reconnaissons que les propositions doivent être accompagnées d’une déclaration de garantie de la proposition.

2. Nous acceptons que nous ferons l’objet d’une suspension du droit de participer à tout appel d’offres ou de propositions en vue d’obtenir un marché du Maître d’Ouvrage pour une période de *[insérer nombre de mois ou d’années]* commençant le *[insérer date],* si nous n’exécutons pas une des obligations auxquelles nous sommes tenus en vertu de la Proposition, à savoir :

a) si nous retirons notre Proposition avant la date d’expiration de la validité de la Proposition que nous avons spécifiée dans la Lettre de Proposition ou prorogée par nous; ou

b) si nous étant vu notifier l’acceptation de la Proposition par le Maître d’Ouvrage avant la date d’expiration de la validité de la Proposition , nous (i) ne signons pas le Marché ; ou (ii) ne fournissons pas la garantie de bonne exécution, si nous sommes tenus de le faire ainsi qu’il est prévu dans les Instructions aux Proposants.

3. La présente garantie expirera si le marché ne nous est pas attribué, à la première des dates suivantes : (i) lorsque nous recevrons copie de votre notification du nom du proposant retenu, ou (ii) vingt-huit (28) jours après la date d’expiration de la validité de la Proposition.

Nom *[insérer le nom complet de la personne signataire de la déclaration de garantie de la proposition]*

En tant que *[indiquer la capacité du signataire]*

Signature *[insérer la signature]*

Dûment habilité à signer la proposition pour et au nom de *[insérer le nom complet du Proposant]*

En date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ jour de *\_\_\_\_\_ [Insérer la date de signature]*

[Note : Dans le cas d'un Groupement d’entreprises, la Déclaration de garantie de la proposition doit être au nom de tous les partenaires du groupement d’entreprises qui soumet la proposition.]

Section V. Pays éligibles

Eligibilité en matière de passation des marchés de fournitures, travaux et Services financés par la Banque mondiale.

Aux fins d’information Proposants, en référence aux articles 4.8 et 5.1 des IP, les firmes, biens et services des pays suivants ne sont pas éligibles pour concourir dans le cadre de ce projet :

Au titre des IP articles 4.8(a) et 5.1 : *[insérer la liste des pays inéligibles, ou s’il n’y en a pas, indiquer « aucun »]*

Au titre des IP 4.8(b) et 5.1 : *[insérer la liste des pays inéligibles, ou s’il n’y en a pas, indiquer « aucun »]*

Section VI. Règles de la Banque en matière   
de Fraude et Corruption

**(Le texte de cette Section ne doit pas être modifié)**

* 1. **Objet**

1.1 Les Directives de la Banque en matière de lutte contre la fraude et la corruption, ainsi que la présente section, sont applicables à la passation des marchés dans le cadre des Opérations de Financement de Projets d’Investissement de la Banque.

* 1. **Exigences**

2.1 La Banque exige, que les Emprunteurs (y compris les bénéficiaires de ses financements), les soumissionnaires (candidats/proposants), consultants, entrepreneurs et fournisseurs, les sous-traitants, sous-consultants, prestataires de services, tous les agents (déclarés ou non) ; ainsi que leur personnel se conforment aux normes les plus strictes en matière d’éthique, durant le processus de passation, la sélection, et l’exécution des contrats financés par la Banque, et s’abstiennent de toute fraude et corruption.

2.2 En vertu de ce principe, la Banque

1. aux fins d’application de la présente disposition, définit comme suit les expressions suivantes :

i. est coupable de « corruption » quiconque offre, donne, sollicite ou accepte, directement ou indirectement, un quelconque avantage en vue d’influer indûment sur les actions d’une autre personne ou entité ;

ii. se livre à des «manœuvres frauduleuses» quiconque agit, ou dénature des faits, délibérément ou par négligence grave,ou tente d’induire en erreur une personne ou une entité, afin d’en retirer un avantage financier ou de toute autre nature, ou se dérober à une obligation ;

iii. se livrent à des « manœuvres collusives » les personnes ou entités qui s’entendent afin d’atteindre un objectif illicite, notamment en influant indûment sur l’action d’autres personnes ou entités ;

iv. se livre à des « manœuvres coercitives » quiconque nuit ou porte préjudice, ou menace de nuire ou de porter préjudice, directement ou indirectement, à une personne ou entité, ou à leurs biens, en vue d’influer indûment sur les actions de cette personne ou entité ; et

v. se livre à des « manœuvres obstructives » :

(a) quiconque détruit, falsifie, altère ou dissimule délibérément les preuves sur lesquelles se base une enquête de la Banque en matière de corruption ou de manœuvres frauduleuses, coercitives ou collusives, ou fait de fausses déclarations à ses enquêteurs destinées à entraver son enquête; ou bien menace,harcèle ou intimide quelqu’un aux fins de l’empêcher de faire part d’informations relatives à cette enquête, ou bien de poursuivre l’enquête ; ou

(b) celui qui entrave délibérément l’exercice par la Banque de son droit d’examen tel que stipulé au paragraphe (e) ci-dessous.

1. rejettera la proposition d’attribution d’’un marché ou contrat si elle établit que la personne physique ou morale à laquelle il est recommandé d’attribuer ledit marché ou contrat, ou l’un des membres de son personnel ou de ses agents, sous-consultants, sous-traitants, prestataires de service, fournisseurs, ou un de leurs employés, s’est livré, directement ou indirectement, à un acte de corruption, une manœuvre frauduleuse, collusive, coercitive ou obstructive en vue de l’obtention dudit marché ou contrat ;
2. outre les recours prévus dans l’Accord de Financement, pourra décider d’autres actions appropriées, y compris déclarer la passation du marché non-conforme si elle détermine, à un moment quelconque, que les représentants de l’Emprunteur ou d’un bénéficiaire du financement, s’est livré à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses, collusives, coercitives ou obstructives pendant la procédure de passation du marché, de sélection ou d’exécution du marché, sans que l’Emprunteur ait pris, en temps voulu et à la satisfaction de la Banque, les mesures nécessaires pour remédier à cette situation , y compris en manquant à son devoir d’informer la Banque lorsqu’il a eu connaissance desdites pratiques ;
3. sanctionnera une entreprise ou un individu, dans le cadre des Directives de la Banque en matière de lutte contre la fraude et la corruption, et conformément aux règles et procédures de sanctions applicables de la Banque, y compris en déclarant publiquement l’exclusion de l’entreprise ou de l’individu pour une période indéfinie ou déterminée (i) de l’attribution d’un marché financé par la Banque ou de pouvoir en bénéficier financièrement ou de toute autre manière[[13]](#footnote-13) (ii) de la participation[[14]](#footnote-14) comme sous-traitant, consultant, fabricant ou fournisseur de biens ou prestataire de services désigné d’une entreprise par ailleurs éligible à l’attribution d’un marché financé par la Banque ; et (iii) du bénéfice du versement de fonds émanant d’un prêt de la Banque ou de participer d’une autre manière à la préparation ou à la mise en œuvre d’un projet financé par la Banque ;
4. exigera que les dossiers d’appel d’offres/appel à propositions, et que les contrats et marchés financés par la Banque, contiennent une disposition exigeant des soumissionnaires (candidats/proposants), consultants, fournisseurs et entrepreneurs, ainsi que leurs sous-traitants, sous-consultants, prestataires de services, fournisseurs, agents, et personnel, autorisent la Banque à inspecter[[15]](#footnote-15) les pièces comptables, relevés et autres documents relatifs à la passation du marché, à la sélection et/ou à l’exécution du marché ou contrat, et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la Banque.

PARTIE 2 - Exigences du Maître   
D’Ouvrage

Section VII. Spécifications

**Table des matières**

[Exigences du Maître d’Ouvrage 120](#_Toc38642701)

[Description des installations et services à fournir par le Constructeur 122](#_Toc38642702)

[Spécifications 123](#_Toc38642703)

[Exigences Environnementales et Sociales (ES) 124](#_Toc38642704)

[Représentant et Personnel clé du Constructeur 127](#_Toc38642705)

[Formulaires et Procédures 128](#_Toc38642706)

[Modèle de Certificat d’Achèvement 129](#_Toc38642707)

[Modèle de Certificat de Réception Opérationnelle 130](#_Toc38642708)

[Procédures concernant les ordres de modification 131](#_Toc38642709)

[Annexe 1. Demande de proposition de modification 133](#_Toc38642710)

[Annexe 2. Devis d’établissement de proposition de modification 135](#_Toc38642711)

[Annexe 3. Acceptation de devis 137](#_Toc38642712)

[Annexe 4. Proposition de modification 138](#_Toc38642713)

[Annexe 5. Ordre de modification 141](#_Toc38642714)

[Annexe 6. Ordre de modification en attente d’accord 142](#_Toc38642715)

[Annexe 7. Suggestion de proposition de modification 144](#_Toc38642716)

[Plans 145](#_Toc38642717)

[Renseignements supplémentaires 146](#_Toc38642718)

Exigences du Maître d’Ouvrage

*Notes pour la préparation des « Exigences du Maître d’Ouvrage »s*

*La présente section comprend la définition, les spécifications, les plans et toute information supplémentaire définissant les Equipements et Services, et contient les formulaires devant être utilisés durant l’exécution du Marché.*

*Il s’agit d’un «Marché à « responsabilité unique et globale ».* ***Il n’est pas prévu que le Maître d’Ouvrage invite des propositions sur la base de spécifications techniques détaillées. Cependant le Maître d’Ouvrage doit connaitre et indiquer ce qu’il veut obtenir, et l’exprimer clairement aux proposants. Par conséquent la présente section présentant les exigences du Maître d’Ouvrage remplace les Spécifications techniques utilisées habituellement dans les méthodes plus traditionnelles de mise en concurrence.***

*Afin de permettre aux proposants de présenter une solution appropriée, le Maître d’Ouvrage doit formuler ses exigences de manière claire et aussi précise que possible.* ***Les exigences du Maître d’Ouvrage doivent en conséquence spécifier exactement les exigences particulières des installations lorsqu’elles seront achevées.*** *Lorsque la* ***performance*** *des Equipements et Services pourrait être mesurée de manière quantitative, telles que la production d’une installation industrielle, la capacité d’une centrale électrique, les exigences devraient non seulement indiquer la production ou la capacité désirée, mais également les limites inférieures et supérieures acceptables pour ces éléments, et la manière d’évaluer d’éventuelles différences. Il sera également nécessaire de spécifier les essais qui seront réalisés après achèvement des prestations, afin de vérifier la conformité aux exigences. Toute autre exigence doit également être explicitée, telles que les obligations de formation ou de fourniture de consommables ou pièces de rechange, comme indiqué dans un bordereau de prix.*

*Bien que la présente section du DAP doive viser à définir les exigences de manière aussi précise que possible,* ***il convient de veiller à ne pas spécifier les détails*** *de manière excessive car la flexibilité et les avantages associés aux principes d’un marché à responsabilité unique et globale en seraient amoindries. Cette section doit donc être rédigée avec le concours d’experts qualifiés, qui connaissent les exigences du Maître d’Ouvrage et les aspects techniques des Equipements et Services.*

*Le Maître d’Ouvrage doit veiller à ce que les spécifications soient, établies de façon à permettre une concurrence aussi large que possible, tout en énonçant clairement les critères auxquels devront répondre les biens, matériaux et services faisant l'objet du Marché. Les spécifications devront exiger que l'ensemble des fournitures et matériaux nécessaires à l'exécution du Marché soient neufs, non usagés et du modèle le plus récent ou courant et qu'ils englobent toutes les dernières améliorations apportées à la conception ou aux matériaux.*

*Le Maître d’Ouvrage doit veiller à ce que les spécifications ne soient pas limitatives. En spécifiant les critères auxquels devront répondre les biens, matériaux et services faisant l'objet du Marché, il convient d'utiliser, dans toute la mesure du possible, des critères reconnus au plan international. Si l'on utilise d'autres critères particuliers, qu'il s'agisse de normes en vigueur dans le pays du Maître d’Ouvrage ou d'autres normes, les spécifications devront préciser que des types de fournitures, matériaux et travaux répondant à d'autres critères généralement admis et permettant d'assurer un niveau de qualité égal ou supérieur à celui visé par les critères mentionnés seront également acceptables. Lorsqu’un nom de marque de produit est mentionné, cela devrait être assorti de la mention « ou équivalent ».*

*Pour un Marché de Conception, Fournitures et Installation (de type « Clé en main »), des plans détaillés ne sont généralement pas disponibles avant l’appel à propositions. Cependant, il est utile d’inclure des* ***plans d’avant-projet*** *adéquats pour complémenter les exigences du Maître d’Ouvrage ou expliquer le concept général formulé par celui-ci.*

*Le Maître d’Ouvrage devrait spécifier les Exigences environnementales, sociales, hygiène et sécurité (ESHS) selon les besoins.*

*Les exigences éventuelles d’****acquisition durable*** *devront être clairement spécifiées. Prière se référer au Règlement de la Banque à l’intention des Emprunteurs dans le cadre de financement de projets d’investissement et au Guide/Boite à outils pour les acquisitions durables pour des informations additionnelles. Les exigences exprimées doivent être suffisamment spécifiques pour permettre l’évaluation sur la base d’un système « passe /passe pas » ou de notation (ou à points).*

Description des installations et services   
à fournir par le Constructeur

*[Insérer la description]*

Spécifications

*[insérer les spécification – voir la note ci-dessus pour la rédaction des spécifications.]*

Exigences Environnementales et Sociales (ES)

*L’équipe* qui prépare les exigences ES devrait comprendre un spécialiste de l’environnement et des aspects sociaux dûment qualifié*.*

       Lors de la préparation de *spécifications détaillées pour les exigences ES, l’Emprunteur devrait se référer aux* normes *environnementales et sociales applicables dans le FSE et* examiner :

* *les normes applicables environnementales et sociales;*
* *les exigences spécifiques énoncées dans le Plan d’engagement environnemental et social (PEES ;) et*
* *Les obligations de prévention et de gestion HS.*

*Les exigences ES doivent être préparées de manière à ne pas entrer en conflit avec les conditions générales du Marché pertinentes (et les conditions particulières correspondantes de Marché, le cas échéant), et d’autres parties du cahier des charges.*

*Voici une liste non exhaustive des sous-clauses des conditions contractuelles qui font référence aux questions ES énoncées dans le Marché :*

| **Sous-clause/Clause No.** | **Sous-clause/Clause** | **Remarques** |
| --- | --- | --- |
| *8.2* | *Autres entrepreneurs* | *Indiquer les aspects spécifiques (le cas échéant) qui nécessitent la coopération de l’Entrepreneur, comme pour effectuer une évaluation environnementale et sociale.* |
| *9.4.1, 9.4.2, 9.4.7, 9.4.8* | *Travail* | *Énoncer les exigences applicables conformément à la procédure de gestion du travail.* |
| *9.4.6* | *Installations pour le personnel et le travail* | *Indiquer si l’accès ou la prestation de services qui répondent aux besoins physiques, sociaux et culturels du personnel de l’Entrepreneur est nécessaire.* |
| *9.4.20* | *Formation du personnel de l’entrepreneur* | *Comme indiqué dans le Plan d’Engagement Environnemental et Social (PEES), spécifier les détails de toute formation du personnel de l’Entrepreneur concerné à fournir par le personnel du Maître d’Ouvrage sur les aspects environnementaux et sociaux (qui, quoi, quand, où, combien de temps, etc.)* |
| *15.2* | *Entrepreneur pour exécuter les travaux* | *Si le Marché précise que l’Entrepreneur doit concevoir une partie quelconque des travaux permanents, énoncer les normes et exigences techniques applicables, y compris pour répondre aux besoins :*         *considérations relatives au changement climatique,*       *l’accès universel,*      les *risques d’exposition potentielle du public à des accidents opérationnels ou à des dangers naturels, y compris des phénomènes météorologiques extrêmes, des certificats ou des exigences applicables d’approbation.*  *[Se référer à ESS4 sur les exigences de conception]* |
| *18.2* | *Obligations en matière d’hygiène et de sécurité* | *Indiquer les exigences supplémentaires pour le manuel d’hygiène et de sécurité* |
| *18.3* | *Protection de l’environnement* | *Préciser les valeurs pour les émissions, les rejets de surface, les effluents et tout autre polluant provenant des activités de l’Entrepreneur qui ne doivent pas être dépassés.* |
| *19.1* | *Découvertes archéologiques et géologiques* | *Spécifier d’autres exigences le cas échéant conformément au FSE 'ESS8'* |
| *29.1* | *Sécurité du site* | *Énoncer toutes les exigences supplémentaires pour les arrangements de sécurité (ESS4 du FSE énonce les principes de proportionnalité, GIIP et les lois applicables.). Inclure toute autre exigence énoncée dans le PEES.* |

*En plus des dispositions du tableau ci-dessus, le Maître d’Ouvrage précise ce qui suit.*

***Gestion et sécurité des matières dangereuses***

*Le cas échéant, préciser les exigences relatives à la gestion et à la sécurité des matières dangereuses (voir ESF - ESS4 par. 17 et 18* *et les notes d’orientation pertinente).*

***Efficacité des ressources et prévention et gestion de la pollution***

*Au fur et à mesure que cela s’applique, préciser les mesures d’efficacité des ressources et de prévention et de gestion de la pollution (voir ESF -ESS3 et notes d’orientation pertinentes).*

     ***Efficacité des ressources***

*Le Maître d’Ouvrage précisera, le cas échéant, les mesures visant à améliorer la consommation efficace d’énergie, d’eau et de matières premières, ainsi que d’autres ressources.*

* ***Énergie :*** *Lorsque les travaux ont été évalués pour impliquer une utilisation potentiellement importante de l’énergie, spécifier toutes les mesures applicables pour optimiser la consommation d’énergie.*
* ***L’eau :*** *Lorsque les travaux ont été évalués comme impliquant une utilisation potentiellement importante de l’eau ou qu’ils auront des répercussions importantes sur la qualité de l’eau, précisez toutes les mesures applicables qui évitent ou minimisent l’utilisation de l’eau afin que l’utilisation de l’eau des travaux n’ait pas d’impacts négatifs importants sur les collectivités, les autres utilisateurs et l’environnement.*
* ***Matières premières :*** *Lorsque les ouvrages ont été évalués pour impliquer une utilisation potentiellement importante des matières premières, spécifier toutes les mesures applicables pour soutenir une utilisation efficace des matières premières.*

  ***Prévention et gestion de la pollution***

* ***Gestion de la pollution atmosphérique :*** *spécifier toute mesure visant à éviter ou à minimiser la pollution atmosphérique liée aux travaux.* *Voir aussi la sous-clause 18.3 du CCAG et le tableau ci-dessus sur les conditions contractuelles qui font référence aux questions ES dans la Spécification.*
* ***Gestion des déchets dangereux et non dangereux*** : *spécifier les mesures applicables pour minimiser la production de déchets, et réutiliser, recycler et récupérer les déchets d’une manière sûre pour la santé humaine et l’environnement, y compris l’entreposage, le transport et l’élimination des déchets dangereux. Voir aussi les sous-clauses 18.2 et 18.3 du CCAG et le tableau ci-dessus sur les conditions contractuelles qui font référence aux questions ES dans la Spécification.*
* ***Gestion des produits chimiques et des matières dangereuses :*** *spécifier les mesures applicables pour**minimiser et contrôler le rejet et l’utilisation de matières dangereuses pour les activités de travaux, y compris la production, le transport, la manutention et l’entreposage des matériaux. Voir aussi les sous-clauses 18.2 et 18.3 du CCAG et le tableau ci-dessus sur les conditions contractuelles qui font référence aux questions ES dans les Spécifications.*
* ***Conservation de la Biodiversité et Gestion Durable des Ressources Naturelles Vivantes***

*Le Maître d’Ouvrage doit spécifier, le cas échéant, la conservation de la biodiversité et la gestion durable des ressources naturelles vivantes (voir ESF - ESS6 et les notes d’orientation pertinentes). Cela comprend, le cas échéant :*

* *Les espèces exotiques envahissantes : gestion du risque d’espèces exotiques envahissantes lors de l’exécution des travaux;*
* *Une gestion durable des ressources naturelles vivantes; et*
* *Les exigences en matière de certification et de vérification pour l’approvisionnement en ressources naturelles lorsqu’il existe un risque de conversion importante ou de dégradation importante de l’habitat naturel ou critique.*

*Voir aussi la sous-clause 18.3 du CCAG et le tableau ci-dessus sur les conditions contractuelles qui font référence aux questions ES dans les Spécifications.*

* **Sécurité routière**
* *Énoncer toute exigence spécifique en matière de circulation et de* *sécurité routière, le cas échéant. Voir* *aussi la Sous-clause 9.3 des conditions générales du Marché. Pour plus de détails, consulter la note d’orientation sur la sécurité routière.*

**Paiement pour les exigences ESHS**

*Les spécialistes ESHS et de passation des marchés du Maître d’Ouvrage doivent envisager comment l’Entrepreneur établira le coût des exigences ESHS. Dans la majorité des cas, la rémunération correspondant aux exigences ESHS (accessoires à la réalisation des travaux et services) sera normalement couverte par le coût des autres éléments du Détail quantitatif et estimatif. Par exemple, le coût de mise en œuvre de systèmes de sécurité du travail, y compris le coût des mesures nécessaires pour assurer la sécurité de la circulation, sera couvert par les prix du Soumissionnaire pour les travaux correspondants. Dans des circonstances exceptionnelles, l’insertion d’un poste de prix spécifique dans le Détail quantitatif et estimatif pourra être souhaitable, afin de rémunérer certaines activités ESHS, par exemple les activités de conseils et de sensibilisation sexo-spécifiques au VIH.*

Représentant et Personnel clé du Constructeur

*[Note: Insérer dans le tableau suivant les spécialistes clés minimum requises pour exécuter le Marché, en tenant compte de la nature, de la portée, de la complexité et des risques du Marché.]*

**Représentant de l’Entrepreneur et Personnel Clé**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Article no.** | **Position/spécialisation** | **Qualifications académiques pertinentes** | **Années minimales d’expérience de travail pertinente** |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| *1* | Représentant de l’entrepreneur |  |  |
| *2* | *[Environnemental]* | *[p. ex. diplôme en matière environnementale pertinente]* | *[p. ex. [années] de travail sur des contrats routiers dans des environnements de travail similaires]* |
| *3* | *[Santé et sécurité]* |  |  |
| *4* | *[Social]* |  |  |
| *5* | Exploitation sexuelle, abus et harcèlement    *[Lorsque les risques de SEA d’un projet sont*  *évalués comme étant important ou élevé, le personnel clé doit inclure un expert ayant une expérience pertinente dans la lutte contre l’exploitation sexuelle, les abus sexuels et les cas de harcèlement sexuel]* |  | *[p. ex. 5 ans de surveillance et de gestion des risques liés à la violence sexiste, dont 3 années d’expérience pertinente dans le domaine de la lutte contre l’exploitation sexuelle, de l’abus sexuel et du harcèlement sexuel]* |
| *6* | *modifier le cas échéant* |  |  |

Formulaires et Procédures

Modèle de Certificat d’Achèvement

Date :

Marché No :

DP No:

*[nom du Marché]*

A : *[nom et adresse du Constructeur]*

Mesdames/Messieurs,

Conformément à la Clause 24 du CCAG du Marché conclu entre vous-mêmes et le Maître d’Ouvrage à la date du *[date]*, et relatif à   
*[brève description des Installations]*, nous vous notifions par la présente que les parties des Installations suivantes ont été achevées à la date ci-dessous indiquée, et qu’en conformité avec les conditions du Marché, le Maître d’Ouvrage se voit transférer la responsabilité desdites parties des Installations, le soin de veiller sur elles, d’en assurer la garde, et d’en supporter le risque de perte y afférent à compter de ladite date.

1. Description des Installations ou des parties des Installations concernées : *[description]*

2. Date d’achèvement : *[date]*

Vous devez néanmoins achever dès que possible les parties en cours d’exécution énumérées dans le document joint.

La présente lettre ne vous dégage pas de votre obligation d’achever l’exécution des Installations selon les termes du Marché, ni de vos obligations au titre de la période de garantie.

Veuillez agréer, Mesdames/Messieurs, l’expression de nos sentiments les meilleurs.

Titre

(Directeur de projet)

Modèle de Certificat de Réception Opérationnelle

Date :

Prêt/Crédit No:

DP No:  *[nom du Marché]*

A : *[nom et adresse du Constructeur]*

Mesdames/Messieurs,

Conformément à la Clause 25.3 du CCAG du Marché conclu entre vous-mêmes et le Maître d’Ouvrage à la date du *[date]*, et relatif à   
*[brève description des Installations]*, nous vous notifions par la présente que les garanties de performance des parties des Installations suivantes ont été satisfaites à la date ci-dessous indiquée.

1. Description des Installations ou des parties des Installations concernées : *[description]*

2. Date de réception opérationnelle : *[date]*

La présente lettre ne vous dégage pas de votre obligation d’achever l’exécution des Installations selon les termes du Marché, ni de vos obligations au titre de la période de garantie.

Veuillez agréer, Mesdames/Messieurs, l’expression de nos sentiments les meilleurs.

Titre

(Directeur de projet)

Procédures concernant les ordres de modification

Date :

Prêt/Crédit No:

DP No:

SOMMAIRE

1. Généralités

2. Tableau de suivi des ordres de modification

3. Référencement des modifications

ANNEXES

Annexe 1 Demande de proposition de modification

Annexe 2 Devis d’établissement de proposition de modification

Annexe 3 Acceptation de devis

Annexe 4 Proposition de modification

Annexe 5 Ordre de modification

Annexe 6 Ordre de modification en attente d’accord

Annexe 7 Suggestion de proposition de modification

Procédures concernant les ordres de modification

**1.** **Généralités**

Cette section décrit la procédure de mise en œuvre des modifications des Installations pendant l’exécution du Marché conformément à la Clause 39 du CCAG du Marché.

**2.** **Tableau de suivi des ordres de modification**

Le Constructeur tiendra à jour un tableau de suivi des ordres de modification permettant de suivre le statut des demandes de modification et des modifications approuvées ou en attente d’accord (Annexe 8). La saisie des modifications dans ce tableau devra être effectuée de façon à assurer un suivi régulier. Le Constructeur joindra une copie du tableau de suivi des ordres de modification au rapport d’avancement mensuel soumis au Maître d’Ouvrage.

**3. Référencement des modifications**

1) Les demandes de modification décrites dans la Clause 39 du CCAG seront numérotées séquentiellement CR-X-nnn.

2) Les devis d’établissement de proposition de modification décrits dans la Clause 39 du CCAG seront numérotés séquentiellement CN-X-nnn.

3) Les acceptations de devis décrites dans la Clause 39 du CCAG seront numérotées séquentiellement CA-X-nnn.

4) Les propositions de modification décrites dans la Clause 39 du CCAG seront numérotées séquentiellement CP-X-nnn.

5) Les ordres de modification décrits dans la Clause 39 du CCAG seront numérotés séquentiellement CO-X-nnn.

Note : a) Les demandes de modification émises par le siège et les représentants sur le site du Maître d’Ouvrage porteront les références respectives suivantes :

Siège CR-H-nnn

Site CR-S-nnn

b) Le numéro ci-dessus « nnn » est le même pour la demande de modification, le devis d’établissement de proposition de modification, l’acceptation de devis, la proposition de modification et l’ordre de modification.

Annexe 1. Demande de proposition de modification

(Papier à en-tête du Maître d’Ouvrage)

Date :

A : *[nom et adresse du Constructeur]*

A l’attention de : *[nom et titre]*

Nom du Marché : *[Nom du Marché]*

Marché No : *[Marché No]*

Mesdames/Messieurs,

Dans le cadre du Marché susmentionné, nous vous demandons d’élaborer et de soumettre dans les *[nombre]* jours suivant la date de cette lettre *[au plus tard le (date)]* une proposition de modification pour la modification précisée ci-après en appliquant les instructions suivantes :

1. Titre de la modification : *[titre]*

2. Demande de modification No/rév. : *[nombre]*

3. Demandeur de la modification : Maître d’Ouvrage : *[nom]*

Constructeur (suggestion de   
proposition de modification   
No *[nombre]*) : *[nom]*

4. Brève description de la modification : *[description]*

5. Installations et/ou no de l’élément concernés par la modification   
demandée : *[description]*

6. Dessins et/ou documents techniques de référence pour la demande de modification

Dessin No/Document No Description

7. Conditions détaillées ou exigences spéciales relatives à la modification demandée :   
 *[description]*

8. Termes et conditions - généralités :

* + 1. Veuillez nous soumettre votre devis en indiquant les conséquences de la modification demandée sur le prix du Marché.
    2. Votre devis devra mentionner la demande éventuelle d’un délai supplémentaire pour l’exécution de la modification demandée.
    3. Si vous avez une opinion négative quant à l’adoption de la modification demandée en raison de problèmes de conformité aux autres dispositions du Marché ou de problèmes de sécurité des matériels ou des Installations, veuillez nous en informer dans votre proposition.
    4. Toute augmentation ou diminution du travail du Constructeur en terme de personnel devra être calculée.
    5. L’exécution du travail correspondant à la modification demandée pourra commencer après acceptation et confirmation de son montant et de sa nature par écrit.

(Nom du Maître d’Ouvrage)

(Signature)

(Nom du signataire)

(Titre du signataire)

Annexe 2. Devis d’établissement de proposition de modification

(Papier à en-tête du Constructeur)

A : Date :

A l’attention de :

Nom du Marché :

Marché No :

Mesdames/Messieurs,

En référence à votre demande de proposition de modification, nous avons le plaisir de vous notifier le coût approximatif de l’élaboration de la proposition de modification ci‑dessous référencée conformément à la Clause 39.2.1 du CCAG du Marché. Nous vous confirmons savoir que votre accord sur le coût d’élaboration de la proposition de modification conformément à la Clause 39.2.2 du CCAG est un préalable à l’estimation du coût de la modification elle-même.

1. Titre de la modification :

2. Demande de modification No/rév. :

3. Brève description de la modification :

4. Conséquences prévues de la modification :

5. Coût d’élaboration de la proposition de modification :  *[[16]](#footnote-16)*

a) Ingénierie (montant)

i) Ingénieur h x taux horaire =

ii) Dessinateur h x taux horaire =

Sous-total h

Coût total de l’ingénierie

b) Autres coûts

Coût total a) + b)

(Nom du Constructeur)

(Signature)

(Nom du signataire)

(Titre du signataire)

Annexe 3. Acceptation de devis

(Papier à en-tête du Maître d’Ouvrage)

A : Date :

A l’attention de :

Nom du Marché :

Marché No :

Mesdames/Messieurs,

Par les présentes, nous acceptons votre devis d’établissement de proposition de modification et vous donnons notre accord pour l’élaboration de la proposition de modification.

1. Titre de la modification :

2. Demande de modification No/rév. :

3. Devis d’établissement de proposition de No/rév. :

4. Acceptation de devis No/rév. :

5. Brève description de la modification :

6. Autres termes et conditions : si nous décidons de ne pas ordonner la modification acceptée, vous aurez droit, conformément à la Clause 39 du CCAG du marché, à une indemnisation du coût d’élaboration de la proposition de modification décrite dans votre devis d’établissement de proposition de modification indiqué au paragraphe 3 ci-dessus.

(Nom du Maître d’Ouvrage)

(Signature)

(Nom et titre du signataire)

Annexe 4. Proposition de modification

A : Date :

A l’attention de :

Nom du Marché :

Marché No :

Mesdames/Messieurs,

En réponse à votre demande de proposition de modification No *[nombre]*, nous vous soumettons la proposition suivante :

1. Titre de la modification :

2. Demande de modification No/rév. :

3. Demandeur de la modification : Maître d’Ouvrage :

Constructeur :

4. Brève description de la modification :

5. Raisons de la modification :

6. Installations et/ou partie des Installations concernées par la modification demandée :

7. Dessins et/ou documents techniques de référence relatifs à la modification demandée :

Dessin No/Document No Description

8. Estimation de l’augmentation ou de la diminution du prix du Marché résultant de la proposition de modification :[[17]](#footnote-17)

(montant)

(a) Matériaux directs

(b) Grands équipements de construction

(c) Main-d’œuvre directe sur le chantier (total \_\_\_\_\_\_ h)

(d) Contrats de sous-traitance

(e) Matériaux et main-d’œuvre indirects

(f) Supervision du site

(g) Salaires de l’équipe technique du siège

Ingénieur procédés h x taux horaire

Ingénieur projet h x taux horaire

Ingénieur équipements h x taux horaire

Approvisionnement h x taux horaire

Dessinateurs h x taux horaire

TOTAL h

(h) Frais divers (informatique, déplacements, etc.)

(i) Frais généraux de gestion : \_\_\_\_\_\_ % des postes

(j) Impôts et droits de douane

Somme forfaitaire totale pour la proposition de modification

*[somme des postes a) à j)]*

Coût d’élaboration du devis d’établissement de la proposition de modification

*[payable en cas de rejet de la proposition de modification]*

9. Prorogation de la date d’achèvement liée à la proposition de modification

10. Conséquences sur les garanties de performance

11. Conséquences sur les autres termes et conditions du Marché

12. Durée de validité de cette proposition *[nombre]* : jours après réception de la proposition par le Maître d’Ouvrage

13. Autres termes et conditions de cette proposition de modification :

(a) Nous vous demandons de nous notifier par écrit votre acceptation, votre analyse ou votre rejet de cette proposition détaillée de modification dans les *[nombres]* jours suivant la réception de la proposition.

(b) Le montant de toute augmentation ou diminution sera pris en compte dans l’ajustement du prix du Marché.

(c) Coût pour le Constructeur de l’élaboration de cette proposition de modification :[[18]](#footnote-18)

(nom du Constructeur)

(signature)

(nom du signataire)

(titre du signataire)

Annexe 5. Ordre de modification

(Papier à en-tête du Maître d’Ouvrage)

A : Date :

A l’attention de :

Nom du Marché :

Marché No :

Mesdames/Messieurs,

Nous approuvons l’ordre de modification concernant le travail de la proposition de modification No , et vous donnons notre accord pour ajuster le Prix du Marché, la date d’achèvement et/ou toute autre condition du Marché conformément à la Clause 39 du CCAG du Marché.

1. Titre de la modification :

2. Demande de modification No/rév. :

3. Ordre de modification No/rév. :

4. Demandeur de la modification : Maître d’Ouvrage :

Constructeur :

5. Prix autorisé :

Référence No :  Date :

Partie en monnaie étrangère  plus partie en monnaie locale

6. Ajustement de la date d’achèvement

Aucun Augmentation :  jours Diminution :  jours

7. Autres conséquences éventuelles

Autorisé par : Date :

(Maître d’Ouvrage)

Accepté par : Date :

(Constructeur)

Annexe 6. Ordre de modification en attente d’accord

(Papier à en-tête du Maître d’Ouvrage)

A : Date :

A l’attention de :

Nom du Marché :

Marché No :

Mesdames/Messieurs,

Nous vous demandons d’exécuter le travail décrit dans la proposition de modification précisée ci-dessous conformément à la Clause 39 du CCAG du Marché.

1. Titre de la modification :

2. Demande de proposition de modification du Maître d’Ouvrage No/rév. :

datée :

3. Proposition de modification du Constructeur No/rév. : datée :

4. Brève description de la modification :

5. Installations et/ou partie des Installations concernées par la modification demandée :

6. Dessins et/ou documents techniques de référence pour la modification demandée :

Dessin No/Document No Description

7. Ajustement de la date d’achèvement :

8. Autres modifications des termes du marché :

9. Autres termes et conditions :

(Nom du Maître d’Ouvrage)

(Signature)

(Nom du signataire)

(Titre du signataire)

Annexe 7. Suggestion de proposition de modification

(Papier à en-tête du Constructeur)

A : Date :

A l’attention de :

Nom du Marché :

Marché No :

Mesdames/Messieurs,

Par les présentes, nous vous proposons d’exécuter le travail ci-dessous mentionné en tant que modification des Installations.

1. Titre de la modification :

2. Suggestion de proposition de modification No/rév. : datée :

3. Brève description de la modification :

4. Raisons de la modification :

5. Estimation du coût (en monnaies du Marché) :

6. Conséquences prévues de la modification :

7. Conséquences éventuelles sur les garanties de performance :

8. Annexe :

(Nom du Constructeur)

(Signature)

(Nom du signataire)

(Titre du signataire)

Plans

Renseignements supplémentaires

PARTIE 3 - Marché

Section VIII. Cahier des Clauses   
administratives générales

## Table des clauses

[A. Marché et interprétation 150](#_Toc38642524)

[1. Définitions 150](#_Toc38642525)

[2. Documents contractuels 154](#_Toc38642526)

[3. Interprétation 154](#_Toc38642527)

[4. Communications 156](#_Toc38642528)

[5. Droit applicable et Langue 156](#_Toc38642529)

[6. Fraude et corruption 156](#_Toc38642530)

[B. Objet du marché 157](#_Toc38642531)

[7. Etendue des prestations 157](#_Toc38642532)

[8. Dates de commencement et d’achèvement 157](#_Toc38642533)

[9. Responsabilités du Constructeur 158](#_Toc38642534)

[10. Responsabilités du Maître d’Ouvrage 163](#_Toc38642535)

[C. Paiement 164](#_Toc38642536)

[11. Montant du Marché 164](#_Toc38642537)

[12. Conditions de paiement 164](#_Toc38642538)

[13. Garanties 165](#_Toc38642539)

[14. Impôts et taxes 166](#_Toc38642540)

[D. Propriété intellectuelle 168](#_Toc38642541)

[15. Licence et Usage des informations techniques 168](#_Toc38642542)

[16. Informations confidentielles 168](#_Toc38642543)

[E. Montage des Installations 169](#_Toc38642544)

[17. Représentants 169](#_Toc38642545)

[18. Programme des travaux 172](#_Toc38642546)

[19. Sous-traitance 174](#_Toc38642547)

[20. Conception et ingénierie 175](#_Toc38642548)

[21. Acquisition des Matériels et Equipements 178](#_Toc38642549)

[22. Montage 180](#_Toc38642550)

[23. Essais et inspections 194](#_Toc38642551)

[24. Achèvement 196](#_Toc38642552)

[25. Mise en service et réception opérationnelles 198](#_Toc38642553)

[F. Garanties et responsabilités 202](#_Toc38642554)

[26. Garantie du délai d’achèvement 202](#_Toc38642555)

[27. Garantie 203](#_Toc38642556)

[28. Garanties opérationnelles 205](#_Toc38642557)

[29. Obligation d’indemnisation en cas de contrefaçon 206](#_Toc38642558)

[30. Limite de responsabilité 208](#_Toc38642559)

[G. Partage des risques 209](#_Toc38642560)

[31. Transfert de propriété 209](#_Toc38642561)

[32. Entretien et garde des installations 209](#_Toc38642562)

[33. Pertes ou dommages matériels ; accidents du travail ; indemnisation 211](#_Toc38642563)

[34. Assurances 212](#_Toc38642564)

[35. Conditions imprévisibles 215](#_Toc38642565)

[36 Modification des législations et réglementations 216](#_Toc38642566)

[37. Force majeure 217](#_Toc38642567)

[38. Risques de guerre 218](#_Toc38642568)

[H. Modification des éléments du Marché 220](#_Toc38642569)

[39. Modification des installations 220](#_Toc38642570)

[40. Prolongation du délai d’achèvement 224](#_Toc38642571)

[41. Suspension 226](#_Toc38642572)

[42. Résiliation 227](#_Toc38642573)

[43. Cession 235](#_Toc38642574)

[44. Restrictions d’exportations 235](#_Toc38642575)

[I. Réclamations, litiges et arbitrage 235](#_Toc38642576)

[45. Réclamations du Constructeur 235](#_Toc38642577)

[46. Litiges et Arbitrage 237](#_Toc38642578)

**Cahier des clauses administratives générales**

* + 1. Marché et interprétation

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Définitions | 1.1 Les termes et expressions suivants auront la signification qui leur est attribuée ci-après :  Le terme « **Marché**» désigne le marché conclu entre le Maître d’Ouvrage et le Constructeur, ainsi que les documents contractuels qui y sont visés ; ces documents constitueront le Marché, et le terme « Marché » sera interprété de la même manière dans tous ces documents.  L’expression « **Documents contractuels** » désigne les documents énumérés à l’Article 1.1 (Documents contractuels) du Marché (y compris toutes leurs modifications).  L’abréviation « **CCAG** » signifie Cahier des clauses administratives générales, objet des présentes clauses.  L’abréviation « **CCAP** » signifie Cahier des clauses administratives particulières.  Le terme « **jour** » signifie jour calendaire du calendrier grégorien.  Le terme « mois » signifie mois calendaire du calendrier grégorien.  “**Partie**” désigne le Maître d’Ouvrage ou le Constructeur, selon le contexte, et les « Parties » désignent les deux d’entre eux.  L’expression « **Maître d’Ouvrage** » désigne la personne nommée ès qualité, et inclut les successeurs légaux ou cessionnaires autorisés du Maître d’Ouvrage.  L’expression « **Directeur de Projet** » désigne la personne nommée par le Maître d’Ouvrage de la manière prévue à la Clause 17.1 du CCAG des présentes, et désignée nommément **dans le CCAP** à l’effet d’exécuter les missions confiées par le Maître d’Ouvrage.  L’expression « **Constructeur**» désigne la ou les personnes dont la Proposition pour exécuter le Marché a été acceptée par le Maître d’Ouvrage, et qui figure(nt) en tant que tel(les) dans le Marché, et inclut les successeurs légaux ou cessionnaires autorisés du Constructeur.  L’expression « **Représentant du Constructeur** » désigne toute personne nommée par le Constructeur, nommément désignée dans le CCAP et approuvée par le Maître d’Ouvrage de la manière prévue à la Clause 17.2 du CCAG chargée de mener à bien les missions déléguées par le Constructeur.  “**Le « Directeur des travaux** » désigne la personne nommée par le Représentant du Constructeur qui supervisera tous les travaux effectués sur le site par le Constructeur de la manière prévue à la Clause 17.2.4 du CCAG.  Le terme « **Sous-traitant** », y compris les fournisseurs, désigne toute personne à laquelle une partie des Installations est directement ou indirectement déléguée par le Constructeur, y compris l’élaboration de toute étude de conception et de réalisation ou la fourniture de tous Matériels et Equipements, et inclut ses successeurs légaux ou cessionnaires autorisés.  Le « **Comité de Règlement des Différends** » est la personne (ou les personnes) désignée(s) comme tel dans le CCAP, nommée(s) d’un commun accord par le Maître d’Ouvrage et le Constructeur pour résoudre les litiges en premier recours conformément aux dispositions figurant dans la Clause 46 [Désignation et constitution du Comité de Règlement des Différends].  L’expression « **la Banque** » désigne l’institution financière définie **dans le CCAP**.  L’expression « **Montant du Marché** » désigne le montant fixé à l’Article 2.1 (Montant du Marché) de l’Acte d’engagement, sous réserve des augmentations, réajustements ou réductions qui pourront y être apportés en vertu du Marché.  Le terme « Installations » désigne les matériels et équipements à fournir et à monter, de même que les Services de montage que le Constructeur doit exécuter en vertu du Marché.  “**Installation**” signifie l’installation permanente, les équipements, machines, matériels, et tous articles de toute nature fournis et incorporés dans les Installations par le Constructeur dans le cadre du Marché (y compris les pièces détachées que le Constructeur doit fournir selon la Clause 7.3 du CCAG, mais n’inclut pas l’équipement appartenant au Constructeur.  L’expression **« Services de montage** » désigne les prestations accessoires à la fourniture des Matériels et Equipements que le Constructeur devra fournir en vertu du Marché, c’est-à-dire le transport, la fourniture des assurances marines ou d’autres assurances similaires, l’inspection, les services d’expédition., les travaux de préparation du site (y compris la fourniture et l’utilisation des équipements du Constructeur, et la fourniture de tout le matériel de construction nécessaire), le montage, les essais, la mise en service préliminaire, la mise en service, l’exploitation, la maintenance, la fourniture des manuels d’exploitation et de maintenance, la formation, etc.  L’expression « **Equipements du Constructeur** » désigne toutes machines, installations, équipements, machines, outils, appareils, instruments ou choses nécessaires à l’Installation, à l’achèvement et à la maintenance des Installation que le Constructeur devra fournir, mais à l’exclusion des Matériels et Equipements, ainsi que toutes autres choses devant faire partie ou faisant partie des Installations.  **« Pays d’origine** » signifie les pays et territoires répondant aux critères d’origine dans le cadre des Directives de la Banque comme stipulé **dans le CCAP**.  Le terme « **Site** » désigne le terrain et les autres lieux sur lesquels les Installations doivent être montées, et tels autres lieux et endroits que le Marché peut désigner comme faisant partie du site.  L’expression **« Date d’entrée en vigueur** » désigne la date à laquelle toutes les conditions énoncées à l’Article 3 (date d’entrée en vigueur) de l’Acte d’engagement ont été remplies et qui détermine la date d’achèvement.  L’expression « **Délai d’achèvement** » désigne le délai dans lequel les Installations dans leur ensemble (ou une partie des Installations lorsqu’un délai d’achèvement spécifique a été fixé pour cette partie) doivent être achevées conformément au CCAP et aux dispositions correspondantes du Marché.  Le terme « **Achèvement** » signifie que les Installations (ou une partie spécifique des Installations lorsque des parties spécifiques sont expressément mentionnées dans le CCAP) ont été achevées opérationnellement et structurellement, qu’elles ont été rangées et remises en état de propreté, et que tous les travaux relatifs à la Mise en service préliminaire des Installations ou de telle partie spécifique des Installations ont été achevés, ce qui revient à dire que les Installations, ou une partie spécifique des Installations, sont prêtes pour la Mise en service conformément à la Clause 24 du CCAG.  L’expression « **Mise en service provisoire** » désigne les essais, la vérification et les autres exigences mentionnées dans les Spécifications techniques que le Constructeur doit effectuer pour préparer la Mise en service conformément à la Clause 24 du CCAG.  L’expression « Mise en service opérationnelle » désigne la mise en exploitation des Installations ou de toute partie des Installations postérieurement à l’Achèvement, et doit être réalisée par le Constructeur de la manière prévue à la Clause 25.1 du CCAG. dans le but d’effectuer l’Essai ou les Essais de garantie.  L’expression « **Essai(s) de garantie** » désigne l’essai ou les essais de conformité et de garantie dont les Spécifications techniques imposent la réalisation, de manière à s’assurer que les Installations prévues aux présentes ou une partie spécifique de ces Installations, respectent les garanties opérationnelles précisées dans les Spécifications techniques conformément aux stipulations de la Clause 25.2 du CCAG.  L’expression « **Réception opérationnelle** » désigne la réception des Installations par le Maître d’Ouvrage (ou de toute partie des Installations lorsque le Marché prévoit la réception progressive des Installations), certifiant que le Constructeur a respecté le Marché en ce qui concerne les Garanties opérationnelles des Installations (ou de la partie considérée de celles-ci) conformément aux stipulations de la Clause 28 du CCAG et vaudra présomption de réception conformément à la Clause 25 du CCAG.  L’expression « **Période de garantie** » désigne la période de validité des garanties donnée par le Constructeur, commençant à l’achèvement des Installations ou d’une partie de celles-ci, pendant laquelle le Constructeur est responsable des défauts des Installations (ou de la partie considérée des Installations) comme le prévoit la Clause 27 du CCAG.  Le sigle **« ES »** signifie environnemental et social (y compris l’Exploitation et les Abus Sexuels (EAS), et le Harcèlement Sexuel (HS);  L’expression « **Exploitation et Abus Sexuels » « (EAS) » englobe les** significations ci-après :  **L’Exploitation Sexuelle,** définie comme le fait d'abuser ou de tenter d'abuser d'un état de vulnérabilité, de pouvoir différentiel ou de confiance à des fins sexuelles, incluant, mais sans y être limité, le fait de profiter monétairement, socialement ou politiquement de l’exploitation sexuelle d’une autre personne.  Dans les opérations/projets financés par la Banque, l’exploitation sexuelle se produit lorsque l’accès ou le bénéfice d’un fonds financé par la Banque, des biens, des travaux, des services physiques ou des services de consultants est utilisé pour obtenir des faveurs d’ordre sexuel;  **Les Abus Sexuels,** définis comme toute intrusion physique ou menace d’intrusion physique de nature sexuelle, soit par force ou dans des conditions inégales ou par coercition;  **Le « Harcèlement Sexuel » (HS) »,** défini comme toute avance sexuelle inopportune, toute demande de faveurs sexuelles ou tout autre comportement verbal ou physique à connotation sexuelle par le personnel de l’Entrepreneur à l’égard d’autres personnels de l’Entrepreneur ou du Maître d’Ouvrage ;  **Le « Personnel du Maître d’Ouvrage »** désigne le Directeur du Projet et tous les autres personnels, main d’œuvre et autres employés (le cas échéant) du Directeur de Projet et du Maître d’Ouvrage qui s’acquittent des obligations du Maître d’Ouvrage en vertu du Marché; et tout autre personnel identifié comme personnel du Maître d’Ouvrage, par notification faite par le Maître d’Ouvrage ou le Directeur du Projet adressée à l’Entrepreneur. |
| 2. Documents contractuels | 2.1 Sous réserve de l’Article 1.2 (Ordre de priorité) de l’Acte d’engagement, tous les documents constituant le Marché (et tous ses aspects) sont corrélatifs, complémentaires et s’expliquent mutuellement l’un l’autre. Le Marché doit être lu comme un tout. |
| 3. Interprétation | 3.1 Dans le Marché, à moins que le contexte n’en décide autrement :  (a) masculin signifie également féminin et inversement ;  (b) le singulier inclura le pluriel et le pluriel inclura le singulier ;  (c) toute disposition se référant à un « accord » nécessite un accord par écrit ;  (d) le mot « Offre » est synonyme de « Proposition », « Soumissionnaire » de « Proposant » et « documents d’appel d’offres »de « Demande de Proposition » ; et  (e) « écrit » or « par écrit » signifie manuscrit, dactylographié, imprimé ou par voie électronique, et résultant en un document conservé de manière permanente.  Les en-têtes et notes en marge du CCAG ne sauraient faire partie du Marché ou affecter son interprétation.  3.2 Incoterms  Sauf en cas de contradiction avec une disposition du Marché, la signification des termes commerciaux et des droits et obligations des parties sera déterminée par les *Incoterms*.  *Incoterms* désigne les règles internationales d’interprétation des termes commerciaux publiées par la Chambre de commerce internationale (dernière édition), 38 Cours Albert 1er, 75008 Paris, France.  3.3 Intégralité des conventions  Sous réserve des dispositions de la Clause 16.4 du CCAG, le Marché représente la totalité des dispositions contractuelles sur lesquelles se sont accordés le Maître d’Ouvrage et le Constructeur relativement à son objet, et il remplace toutes communications, négociations et accords (écrits comme oraux) conclus entre les parties en la matière avant la date du Marché.  3.4 Modification  Les modifications et autres avenants au Marché ne pourront entrer en vigueur que s’ils sont faits par écrit, datés, qu’ils se réfèrent expressément au Marché et sont signés par un représentant dûment autorisé de chacune des parties.  3.5 Constructeur indépendant  Le Constructeur est un entrepreneur exécutant le Marché indépendamment. Le Marché ne crée aucune relation d’agence, de partenariat ou de groupement entre les parties au présent marché.  Sous réserve des dispositions du Marché, le Constructeur sera seul responsable de la manière dont le Marché est exécuté. Les employés, représentants, ou sous-traitants engagés par le Constructeur dans le cadre de l’exécution du Marché seront sous le contrôle total du Constructeur et ne sauraient être réputés les employés du Maître d’Ouvrage. Rien de ce qui figure au Marché ou dans le contrat de sous-traitance passé par le Constructeur ne pourra être interprété comme créant une quelconque relation contractuelle entre ces employés, représentants ou sous-traitants et le Maître d’Ouvrage.  3.6 Absence de renonciation  3.6.1 Sous réserve des dispositions du paragraphe 3.6.2 aucune relaxe, abstention, retard ou indulgence de l’une des parties pour faire appliquer l’un quelconque des termes et conditions du Marché, ou le fait que l’une des parties accorde un délai supplémentaire à l’autre, ne saurait préjuger de, affecter ou restreindre les droits dévolus à cette partie par le Marché ; de même, la renonciation de l’une des parties à demander réparation pour toute infraction au Marché ne saurait valoir renonciation à toute demande de réparation pour infraction ultérieure ou persistante du Marché.  3.6.2 Toute renonciation aux droits, pouvoirs ou recours d’une partie en vertu du marché devra être effectuée par écrit, être datée et signée par un représentant autorisé de la partie accordant cette renonciation, et préciser le droit faisant l’objet de cette renonciation et l’étendue de cette renonciation.  3.7 Divisibilité  Si une quelconque disposition ou condition du Marché est interdite ou rendue invalide ou inapplicable, cette interdiction, invalidité ou inapplicabilité ne saurait affecter la validité ou le caractère exécutoire des autres clauses et conditions du marché.  3.8 Pays d’origine  « Origine » signifie le lieu où les matériaux, équipements et autres fournitures nécessités par les Installations sont extraits, produits ou fabriqués, et à partir duquel des services sont fournis. Les composants d’équipements sont produits par un processus de fabrication, de transformation ou d’assemblage de composants, qui aboutit à l’obtention d’un article commercialisable dont les caractéristiques de base sont substantiellement différentes de celles de ses composants. |
| 4. Communications | 4.1 Lorsque les présentes Clauses administratives mentionnent l’attribution ou l’émission d’une approbation, d’un certificat, d’un consentement, d’une décision, d’une notification, d’une demande ou d’une mainlevée, ces communications doivent être effectuées de la manière suivante :   1. par écrit et remises contre reçu ; et 2. remise, adressée ou transmise à l’adresse de la Partie concernée inscrite dans l’Acte d’Engagement.   Lorsqu’une notification est faite à une Partie par l’autre Partie ou par le Directeur de projet, une copie doit être adressée au Directeur de projet ou à l’autre Partie, selon le cas. |
| 5. Droit applicable et Langue | 5.1 Le Marché sera régi par et interprété conformément au droit du pays indiqué **dans le CCAP**.  5.2 La langue du Marché sera celle stipulée **dans le CCAP**.  5.3 La langue utilisée pour les communications sera celle stipulée **dans le CCAP**. |
| 6. Fraude et corruption | 6.1 La Banque exige le respect de ses Directives en matière de lutte contre la fraude et la corruption et de ses règles et procédures de sanctions applicables, établies par le Régime des Sanctions du Groupe de la Banque mondiale, comme indiqué dans l’Annexe C au CCAG.  6.2 Le Maître d’Ouvrage exige que le Constructeur fournisse les informations relatives aux commissions et indemnités éventuelles versées ou à verser à des agents ou une autre partie en relation avec le processus d’appel à propositions ou l’exécution du Marché. Ces informations doivent inclure au minimum le nom et l’adresse de l’agent ou autre partie, le montant et la monnaie, ainsi que le motif de la commission, indemnité ou paiement. |

B. Objet du marché

|  |  |
| --- | --- |
| 7. Etendue des prestations | 7.1 Sous réserve de limitations expressément contraires figurant dans les Spécifications techniques, les obligations du Constructeur couvrent la fourniture des matériels et équipements et l’exécution de la totalité des services de montage nécessaires à la conception, à la fabrication (y compris l’approvisionnement, les contrôles de qualité, la construction, le montage, la mise en service préliminaire et la livraison) des matériels et équipements, ainsi que le montage, l’achèvement et la mise en service des installations conformément aux plans, procédures, spécifications, dessins, codes et autres documents indiqués aux Spécifications techniques. Ces spécifications incluent, sans y être limitées, la fourniture de services de supervision et d’ingénierie, main-d’œuvre, matériel, équipements, pièces de rechange (tel qu’indiqué à la Clause 7.3 ci-dessous) et accessoires, équipements du Constructeur, services et fournitures accessoires de construction, matériels, ouvrages et équipements temporaires, transport (y compris déchargement et manutention à destination ou à partir du site et sur le site) et entreposage, à l’exception des fournitures, travaux et services qui seront fournis ou assurés par le Maître d’Ouvrage comme indiqué à l’annexe correspondante (étendue des travaux et fournitures du Maître d’Ouvrage) de l’Acte d’engagement.  7.2 Le Constructeur devra, à l’exception de ce qui pourrait être exclu par le Marché, exécuter les travaux et assurer la fourniture d’articles et de matériels non expressément mentionnés au Marché mais que l’on peut raisonnablement déduire, à la lecture du Marché, comme nécessaires au bon achèvement des Installations, comme si ces travaux, articles et matériels étaient expressément mentionnés au Marché.  7.3 En plus de la fourniture des pièces de rechange obligatoires faisant partie du Marché, le Constructeur s’engage à fournir les pièces de rechange nécessaires au fonctionnement et à la maintenance des Installations pour la période **indiquée dans le** **CCAP**. Cependant, la définition, les spécifications et les quantités desdites pièces de rechange ainsi que les termes et conditions de leur fourniture restent à établir d’un commun accord entre le Maître d’Ouvrage et le Constructeur, et leurs prix, qui seront ceux du Bordereau de prix No 6, seront ajoutés au montant du Marché. Les prix desdites pièces de rechange comprendront le prix d’achat et les autres frais et charges (rémunération du Constructeur incluse) relatifs à leur fourniture. |
| 8. Dates de commencement et d’achèvement | 8.1 Le Constructeur devra commencer les travaux des Installations dans la période fixée **dans le** **CCAP** et, sans préjudice des Sous-clause 9.9 et 26.2 du CCAG ; le Constructeur devra par la suite poursuivre l’exécution et le montage des Installations, conformément au calendrier d’exécution indiqué à l’annexe correspondante (Calendrier de l’exécution) de l’Acte d’engagement.  8.2 Le Constructeur devra achever les Installations (ou une partie des Installations si le Marché indique un délai d’Achèvement distinct pour cette partie) dans les délais fixés **dans le** **CCAP** ou dans les délais de prolongation du délai d’achèvement auquel le Constructeur aura droit en vertu de la Clause 40 du CCAG. |
| 9. Responsabilités du Constructeur | 9.1 Le Constructeur devra concevoir, fabriquer (y compris les achats et les sous-traitances correspondantes), installer et achever les Installations avec toute la diligence et le soin requis conformément au Marché. Les Installations devront répondre aux objectifs fixés par le marché, à leur achèvement.  9.2 Le Constructeur confirme qu’il a conclu le présent Marché après avoir examiné les informations relatives aux Installations (y compris toutes les données concernant les tests de sondage) fournies par le Maître d’Ouvrage, et toutes les informations qu’il pourra avoir obtenues grâce à une inspection visuelle du site (si celui-ci était accessible) et toutes autres informations déjà disponibles relatives aux Installations vingt-huit jours (28) avant la date limite de dépôt des Propositions. Le Constructeur reconnaît qu’un manque de connaissance de sa part de ces données et informations ne le dégagera pas de la responsabilité qui lui incombe d’estimer correctement la difficulté ou le coût de la bonne exécution des Installations.  9.3 Le Constructeur devra obtenir tous les permis, autorisations et licences auprès de toutes les autorités locales, régionales ou nationales du pays d’emplacement du site, que le Constructeur doit obtenir en son nom propre auprès des administrations ou services publics et qui sont nécessaires pour l’exécution du Marché, y compris, cette liste n’étant pas limitative, les visas du personnel du Constructeur et des sous-traitants et les autorisations d’importer les équipements du Constructeur. Il devra acquérir les autres permis, autorisations et licences dont la responsabilité n’incombe pas au Maître d’Ouvrage en vertu de la Clause 10.3 du CCAG et qui sont nécessaires à l’exécution du Marché.  9.4 Le Constructeur devra respecter le droit en vigueur dans le pays où les installations sont situées et où il exécute ses services de montage. Ce droit comprend les réglementations nationales, régionales, locales ou autres, relatives à l’exécution du Marché, et qui sont applicables au Constructeur. Le Constructeur devra indemniser et garantir le Maître d’Ouvrage contre toute responsabilité, dommage, réclamation, amende, pénalité et frais de toute nature entraînés par ou résultant de la violation par le Constructeur ou par son personnel, y compris les sous-traitants et leur personnel, de ces lois, mais sans préjudice de la Clause 10.1 du CCAG.  9.5 Les matériels, les équipements, matériaux et services qui seront incorporés dans ou sont nécessaires aux Installations et les fournitures, quels qu’ils soient, auront une origine conforme à la Clause 1 du CCAG. Tout sous-traitant utilisé par le Constructeur devra provenir d’un pays conforme à la Clause 1 du CCAG.  9.6 Si le Constructeur est un groupement d’entreprises de deux ou plusieurs entreprises, ces entreprises seront conjointement et solidairement tenues envers le Maître d’Ouvrage de respecter les dispositions du Marché, et devront désigner une de ces entreprises pour agir en qualité de mandataire commun avec pouvoir d’engager le groupement. La composition ou la constitution du groupement ne pourra être modifiée sans le consentement préalable du Maître d’Ouvrage.  9.7 En conformité avec le paragraphe 2.2 e de l’Annexe 1 du CCAG, le Constructeur permettra et s’assurera que ses agents (qu’ils soient déclarés ou non), sous-traitants, consultants, prestataires de services, fournisseurs, et personnel, permettent à la Banque et/ou à des personnes qu’elle désignera d’inspecter le site et/ou d’examiner les comptes, pièces comptables, relevés et autres documents relatifs à la passation du marché, la sélection et/ou à l’exécution du marché et à les faire vérifier par des auditeurs nommés par la Banque. L’attention du Constructeur, de ses Sous-traitants et Consultants est attirée sur le paragraphe 6.1 (Fraude et Corruption) qui stipule notamment que quiconque entrave délibérément l’exercice par la Banque de son droit d’inspection et d’audit tel que stipulé au paragraphe 9.8 commet une pratique prohibée qui pourra entraîner la résiliation du marché (ainsi que la prononciation de l’exclusion en application des procédures de sanctions de la Banque en vigueur).  9.8 Le Constructeur devra se conformer aux dispositions concernant les acquisitions durables, si de telles dispositions sont spécifiées dans le CCAP.  9.9 Plan de Gestion Environnemental et Social (C-PGES)  Le Constructeur ne doit pas procéder à la mobilisation sur le Site sans l’approbation du Directeur de Projet, aux mesures que le Constructeur propose de prendre en tenant compte des risques et des impacts environnementaux et sociaux. Lesdites mesures doivent prendre en compte au minimum l’application des stratégies de gestion et des plans de mise en œuvre (SGPM) et du Code de conduite pour le personnel du Constructeur soumis dans le cadre de l’offre et convenus dans le cadre du Marché.  Le Constructeur doit soumettre au Directeur de Projet pour approbation les stratégies de gestion et plans de mise en œuvre (SGPM) additionnels, selon les besoins, pour gérer les risques et les impacts des travaux en cours de réalisation. Ces SGPM constituent collectivement le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (C-PGES) de l’Entrepreneur.  Le Constructeur doit examiner périodiquement le C-PGES (au minimum tous les six (6) mois) et le mettre à jour selon les besoins pour assurer qu’il contienne les mesures appropriées aux travaux. Le C-PGES mis à jour doit être soumis au Directeur de Projet pour approbation.  9.10 Formation du personnel du Constructeur  Le Constructeur doit offrir une formation appropriée au personnel pertinent du Constructeur sur les aspects ES du Marché, y compris la sensibilisation appropriée à l’interdiction de l’EAS et à la formation en matière d’hygiène et de sécurité mentionnée dans la sous-clause 22.2.7 du CCAG.  Comme l’indique les exigences du Maître d’Ouvrage ou comme indiqué par le Directeur de Projet, le Constructeur doit également permettre au personnel du Constructeur concerné d’être formé sur les aspects ES du Marché par le personnel du Maître d’Ouvrage et/ou tout autre personnel affecté à la formation par le Constructeur.  9.11 Engagements des Parties Prenantes  Le Constructeur doit fournir des renseignements pertinents sur le Marché, comme le Maître d’Ouvrage et/ou le Directeur du Projet peuvent raisonnablement demander à effectuer l’engagement des Parties Prenantes du Marché. Le terme «Parties Prenantes» désigne les individus ou les groupes qui :  a) sont concernés ou susceptibles d’être concernés par le contrat; et  b) peuvent avoir un intérêt dans le Marché.  Le Constructeur peut également participer directement aux engagements des Parties Prenantes, comme le Maître d’Ouvrage ou le Directeur de Projet peuvent raisonnablement le demander.  9.12 Travail forcé  Le Constructeur, y compris ses sous-traitants, ne doit pas employer ou utiliser le travail forcé. Le travail forcé consiste en tout travail ou service, non effectué volontairement, qui est exigé d’une personne sous la menace de la force ou de la menace, et comprend tout type de travail involontaire ou obligatoire, tels que le travail asservi, le travail forcé ou des arrangements similaires de contrat de travail.  Aucune personne ayant fait l’objet d’un trafic ne doit être employée ou engagée. La traite des personnes est définie comme le recrutement, le transport, le transfert, l’hébergement ou l’accueil de personnes par le moyen de la menace ou du recours à la force ou à d’autres formes de coercition, d’enlèvement, de fraude, de tromperie, d’abus de pouvoir ou de position de vulnérabilité, ou de donner ou recevoir des paiements ou des avantages pour obtenir le consentement d’une personne ayant le contrôle sur une autre personne, aux fins de l’exploitation.  Le Constructeur doit également prendre des mesures pour exiger de ses fournisseurs (autres que les sous-traitants) qu’ils n’utilisent pas ou n’exercent pas de travail forcé, y compris des personnes victimes de la traite. Si des cas de travail forcé et de trafic sont identifiés, le Constructeur doit prendre des mesures pour obliger les fournisseurs à prendre les mesures appropriées pour y remédier. Lorsque le fournisseur ne corrige pas la situation, le Constructeur doit, dans un délai raisonnable, remplacer le fournisseur par un fournisseur capable de gérer ces risques.  9.13 Travail des enfants  Le Constructeur, y compris ses sous-traitants, ne doit pas employer ou engager un enfant de moins de 14 ans sous réserve que la loi nationale précise un âge plus élevé (l’âge minimum).  Le Constructeur, y compris ses sous-traitants, ne doit pas employer ou engager un enfant entre l’âge minimum et l’âge de 18 ans d’une manière qui est susceptible d’être dangereuse, ou d’interférer avec l’éducation de l’enfant, ou d’être nocif pour la santé de l’enfant ou son développement physique, mental, spirituel, moral ou social.  Le Constructeur, y compris ses sous-traitants, ne doit employer ou engager des enfants entre l’âge minimum et l’âge de 18 ans qu’après avoir effectué une évaluation appropriée des risques par le Constructeur avec l’approbation du Directeur de Projet. Le Constructeur doit faire l’objet d’un suivi régulier par le Directeur de Projet, qui comprend le suivi de l’hygiène, des conditions de travail et des heures de travail.  Le travail considéré comme dangereux pour les enfants est un travail qui, de par sa nature ou les circonstances dans lesquelles il est effectué, est susceptible de mettre en péril la santé, la sécurité ou la moralité des enfants. Ces activités de travail interdites aux enfants comprennent le travail suivant:  a) l’exposition à des abus physiques, psychologiques ou sexuels;  b) le travail sous terre, sous l’eau, en hauteur ou dans des espaces confinés;  c) le travail avec des machines, des matériels ou des outils dangereux, ou impliquant la manipulation ou le transport de charges lourdes;  d) le travail dans des environnements malsains exposant les enfants à des substances, des agents ou des processus dangereux, ou à des températures, du bruit ou des vibrations préjudiciables à la santé;  e) le travail dans des conditions difficiles telles que le travail pendant de longues heures, pendant la nuit ou en confinement dans les locaux de l’employeur.  Le Constructeur doit également prendre des mesures pour exiger de ses fournisseurs (autres que les sous-traitants) qu’ils n’emploient pas ou n’engagent pas de travail d’enfants. Si les cas de travail d’enfants sont identifiés, le Constructeur doit prendre des mesures pour obliger les fournisseurs à prendre les mesures appropriées pour y remédier. Lorsque le fournisseur ne corrige pas la situation, le Constructeur doit, dans un délai raisonnable, le remplacer par un fournisseur capable de gérer ces risques.  9.14 Problèmes de sécurité graves  Le Constructeur, y compris ses sous-traitants, doit se conformer à toutes les obligations de sécurité applicables. Le Constructeur doit prendre également des mesures pour obliger ses fournisseurs (autres que les sous-traitants) à adopter des procédures et des mesures d’atténuation adéquates pour traiter les problèmes de sécurité liés à leur personnel. Si des problèmes graves de sécurité sont relevés, le Constructeur doit obliger les fournisseurs à prendre les mesures appropriées pour y remédier. Lorsque le fournisseur ne corrige pas à la situation, le Constructeur doit, dans un délai raisonnable, remplacer le fournisseur par un autre fournisseur qui est en mesure de gérer ces risques.  9.15 Obtenir des matériaux de ressources naturelles  Le Constructeur doit obtenir des ressources naturelles auprès de fournisseurs qui peuvent démontrer, en se conformant aux exigences applicables en matière de vérification et/ou de certification, que l’obtention de ces matériaux ne contribue pas au risque de transformation ou de dégradation importante d’habitats naturels ou critiques tels que les produits du bois récoltés de façon non durable, extraction de gravier ou de sable à partir de lits de rivières ou de plages.  Si un fournisseur ne peut pas continuer à démontrer que l’obtention de tels matériaux ne contribue pas au risque de transformation ou de dégradation importante des habitats naturels ou critiques, le Constructeur doit, dans un délai raisonnable, remplacer le fournisseur par un autre fournisseur qui est en mesure de démontrer qu’ils n’ont pas d’impact négatif significatif sur les habitats. |
| 10. Responsabilités du Maître d’Ouvrage | 10.1 Tous les renseignements et données fournis au Constructeur ainsi qu’ils sont décrits à l’annexe correspondante (Etendue des travaux et fournitures du Maître d’Ouvrage) de l’Acte d’engagement, seront réputés exacts, sous réserve de dispositions contraires figurant expressément au Marché.  10.2 Le Maître d’Ouvrage sera responsable de l’acquisition et de la mise à disposition de la possession légale et physique du site ainsi que son accès, de la possession, de l’utilisation et de l’accès à toutes les autres zones raisonnablement nécessaires à la bonne exécution du Marché, y compris tous les droits de passage correspondants, comme l’indique l’annexe correspondante (Etendue des travaux et fournitures du Maître d’Ouvrage) de l’Acte d’engagement. Il devra donner totale possession et accorder tout droit d’accès au site à ou avant la ou les dates fixées dans la même annexe.  10.3 Le Maître d’Ouvrage devra obtenir et payer les permis, autorisations, agréments et licences auprès des autorités locales, régionales ou nationales du pays d’emplacement du site, que le Maître d’Ouvrage doit obtenir au nom du Constructeur auprès des administrations et services publics et qui sont nécessaires à l’exécution du Marché (y compris ceux requis pour l’exécution par le Constructeur comme par le Maître d’Ouvrage des obligations qui leur incombent respectivement en vertu du Marché), précisés à l’annexe correspondante (Etendue des travaux et fournitures du Maître d’Ouvrage) de l’Acte d’engagement.  10.4 En cas de demande du Constructeur, le Maître d’Ouvrage fera tout son possible pour l’aider à obtenir à temps et avec toute la diligence requise auprès des administrations ou services publics locaux, régionaux, nationaux, les permis, autorisations et licences nécessaires à l’exécution du Marché requis par ces organismes pour le Constructeur, ses sous-traitants ou le personnel du Constructeur ou de ses sous-traitants selon les cas.  10.5 Sauf disposition expresse contraire du Marché ou convention entre le Constructeur et le Maître d’Ouvrage, le Maître d’Ouvrage devra fournir un personnel d’exploitation et de maintenance suffisamment qualifié ; fournir et mettre à disposition les matières premières, eau et combustibles, lubrifiants, produits chimiques, catalyseurs, autres matériaux et outils d’installation, et exécuter tous travaux et services de quelque nature que ce soit, y compris ceux requis par le Constructeur pour la bonne exécution de la Mise en service préliminaire, de la Mise en service définitive et des Essais de garantie, le tout conformément aux stipulations de l’annexe correspondante (Etendue des travaux et fournitures du Maître d’Ouvrage) de l’Acte d’engagement ou avant la date fixée dans le programme fourni par le Constructeur en vertu de la Clause 18.2 du CCAG, et de la manière indiquée ou convenue par ailleurs entre le Maître d’Ouvrage et le Constructeur.  10.6 Le Maître d’Ouvrage sera responsable de l’exploitation continue des Installations après l’achèvement, conformément à la Clause 24.8 du CCAG, et sera tenu de faciliter les Essais de garantie des Installations conformément à la Clause 25.2 du CCAG.  10.7 La responsabilité des frais et dépenses engagés dans l’exécution des obligations à remplir au titre de la présente Clause appartiendra au Maître d’Ouvrage, à l’exception des frais engagés par le Constructeur dans le cadre de l’exécution des Essais de garantie conformément à la Clause 25.2 du CCAG.  10.8 Dans le cas où le Maître d’Ouvrage ne se conforme pas à ses obligations dans le cadre de la présente Clause, le coût additionnel du Constructeur en résultant sera déterminé par le Directeur de Projet et ajouté au Montant du Marché. |

C. Paiement

|  |  |
| --- | --- |
| 11. Montant du Marché | 11.1 Le montant du Marché sera le prix fixé à l’Article 2 (Montant du Marché) de l’Acte d’engagement.  11.2 Sauf mention contraire **dans le** **CCAP**, le montant du Marché sera une somme forfaitaire fixe ne pouvant faire l’objet de modifications que dans le cas de modifications des Installations ou conformément aux dispositions spécifiques du Marché.  11.3 Sous réserve des Clauses 9.2, 10.1, et 35 du CCAG, le Constructeur sera réputé s’être assuré par lui-même de l’exactitude et du caractère suffisant du montant du Marché, lequel devra, sauf disposition contraire du Marché, couvrir toutes les obligations qui lui incombent en vertu du Marché. |
| 12. Conditions de paiement | 12.1 Le montant du Marché sera réglé conformément à l’Article 2 (Montant du Marché) de l’Acte d’engagement et comme prévu à l’annexe correspondante (Conditions de paiement) de l’Acte d’engagement. La procédure à suivre pour les demandes de paiement et les paiements sera celle indiquée dans la même annexe.  12.2 Aucun paiement effectué par le Maître d’Ouvrage en vertu des présentes ne sera réputé valoir acceptation par le Maître d’Ouvrage ou de toute(s) partie(s) de celui-ci.  12.3 Dans l’éventualité où le Maître d’Ouvrage n’effectuerait pas un paiement dû à sa date d’exigibilité, ou dans la période fixée par le Marché, le Maître d’Ouvrage sera tenu de payer au Constructeur des intérêts sur le montant de cet arriéré au taux figurant à l’annexe correspondante (Conditions de paiement) de l’Acte d’engagement. pour toute la période de retard jusqu’au paiement intégral du prix, que ce soit avant ou après un jugement ou une sentence arbitrale.  12.4 La ou les monnaies dans lesquelles le paiement doit être fait au Constructeur en vertu du Marché seront indiquées à l’annexe correspondante (Conditions de paiement) de l’Acte d’engagement, sous réserve du principe général que les paiements soient effectués dans la ou les monnaies(s) dans lesquelles le montant du Marché a été fixé dans la Proposition du Constructeur. |
| 13. Garanties | 13.1 Emission des garanties  Le Constructeur devra fournir les garanties décrites ci-après en faveur du Maître d’Ouvrage dans les délais, pour le montant, selon la manière et sous la forme indiquées ci-après.  13.2 Garantie de restitution d’avance  13.2.1 Dans les vingt-huit (28) jours suivant la notification de l’attribution du Marché, le Constructeur devra fournir une garantie d’un montant égal à l’avance calculée conformément à l’annexe correspondante (Conditions de paiement) de l’Acte d’engagement et dans la ou les mêmes monnaies.  13.2.2 La garantie devra suivre la forme prévue par le Dossier d’appel à propositions ou toute forme satisfaisant le Maître d’Ouvrage. Le montant de la garantie sera réduit à concurrence de la valeur des Installations exécutées par le Constructeur et réglée au Constructeur à tout moment ; elle sera nulle de plein droit lorsque le montant total de l’avance aura été recouvré par le Maître d’Ouvrage. La garantie sera retournée au Constructeur dès son expiration.  13.3 Garantie de bonne exécution  13.3.1 Dans les vingt-huit (28) jours à compter de la notification du Marché, le Constructeur devra fournir une garantie pour la bonne exécution du Marché pour le montant fixé **dans le** **CCAP**.  13.3.2 La garantie sera libellée dans la ou les monnaie(s) du Marché, ou dans une monnaie librement convertible satisfaisant le Maître d’Ouvrage, et devra suivre l’un des modèles fournis dans le Dossier d’appel à propositions, Section X, comme indiqué par le Maître d’Ouvrage dans le CCAP, ou tout autre document satisfaisant le Maître d’Ouvrage.  13.3.3 La garantie sera de plein droit réduite de moitié à la date de la Réception opérationnelle, et deviendra nulle cinq cent quarante (540) jours après l’Achèvement des Installations ou trois cent soixante-cinq (365) jours après la Réception opérationnelle des Installations, sous réserve toutefois que si la période de garantie a été prolongée pour une partie quelconque des Installations en vertu de la Clause 27.8 du CCAG. le Constructeur devra émettre une garantie supplémentaire d’un montant correspondant au prix du Marché pour cette partie. La garantie sera retournée au Constructeur dès après son expiration, sous réserve, toutefois, dans le cas ou le Constructeur, suivant la Clause 27.10 du CCAG, a une obligation de garantie étendue, d’une possibilité de prolongation de la garantie de bonne exécution pour la durée et le montant précisé dans le **CCAP**.  13.3.4 Le Maître d’Ouvrage ne peut saisir la Garantie de bonne exécution, que pour les montants auxquels il a droit selon le Marché. Le Maître d’Ouvrage doit indemniser et dédommager le Constructeur de tous les dommages et intérêts, pertes ou dépenses (y compris frais et dépenses légaux) résultant de la saisie de la Garantie de bonne exécution, dans la mesure où le Maître d’Ouvrage n’était pas en droit de faire ladite saisie. |
| 14. Impôts et taxes | 14.1 Sauf mention contraire figurant au Marché, le Constructeur devra supporter et payer tous droits, taxes, impôts et charges établis à la charge du Constructeur, de ses sous-traitants ou de leurs employés par toute autorité locale, régionale ou nationale en liaison avec les Installations dans le pays d’emplacement du Site ou à l’étranger.  14.2 Nonobstant la Clause 14.1 du CCAG ci-dessus, le Maître d’Ouvrage prendra à charge et paiera rapidement :  (a) tous les droits de douane et d’importation relatifs aux matériels et équipements indiqués au Bordereau de prix N°1 ; ainsi que  (b) les autres taxes locales telles que, par exemple, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), applicables aux matériels et équipements indiqués aux Bordereaux de prix No 1 et No 2 qui doivent être incorporés dans les Installations et aux produits finis, en vertu de la législation du pays d’emplacement du site.  14.3 Si, dans le pays où se trouve le site, le Constructeur peut prétendre à des exemptions, réductions, abattements ou privilèges en matière fiscale, le Maître d’Ouvrage fera tous ses efforts pour lui permettre d’en bénéficier au maximum.  14.4 Pour les besoins du Marché, il est convenu que le montant du Marché indiqué à l’Article 2 (Montant du Marché) de l’Acte d’engagement est établi d’après les taxes, droits, impôts et charges (dénommé « Taxe » à la présente Clause 14.4 du CCAG) en vigueur vingt-huit (28) jours avant la date de proposition des propositions dans le pays d’emplacement du site. Si le taux d’une taxe est augmenté ou réduit, qu’une nouvelle taxe est introduite, qu’une taxe existante est supprimée ou en cas de tout changement dans l’interprétation ou l’application de toute Taxe survenant pendant l’exécution du Marché, qui s’est appliqué ou s’appliquera au Constructeur, à ses sous-traitants ou à leurs employés dans le cadre de l’exécution du Marché, un ajustement équitable du prix du Marché sera effectué pour prendre totalement en compte toute modification de ce type par majoration ou minoration du montant du Marché selon le cas, conformément à la Clause 36 du CCAG. |

D. Propriété intellectuelle

|  |  |
| --- | --- |
| 15. Licence et Usage des informations techniques | 15.1 Pour les besoins du fonctionnement et de la maintenance des Installations, le Constructeur est réputé (en signant le Marché) avoir donné au Maître d’Ouvrage une licence non exclusive et non transférable (mais sans droit d’accorder une sous-licence) dans le cadre des droits de patente, modèles ou autres propriétés industrielles détenus par le Constructeur ou une tierce Partie de laquelle le Constructeur a obtenu le droit de donner des licences correspondantes, et donnera également au Maître d’Ouvrage le droit non exclusif et non transférable (mais sans droit d’accorder une sous-licence) d’utiliser le savoir-faire et toute autre information technique divulguée au Maître d’Ouvrage dans le cadre du Marché. Aucune disposition ci-incluse ne saurait être interprétée comme un transfert de la propriété de patente, modèles, marque commerciale, conception, droits d’auteur, savoir-faire, ou autres propriétés industrielles du Constructeur ou tierce Partie au Maître d’Ouvrage.  15.2 Les droits de propriété intellectuelle attachés à tous les plans et autres documents contenant des données et informations fournies au Maître d’Ouvrage par le Constructeur en vertu du Marché demeureront la propriété du Constructeur ou, dans le cas où ils sont fournis au Maître d’Ouvrage, soit directement, soit par une quelconque tierce partie, y compris les fournisseurs de matériaux, par l’entremise du Constructeur, ladite tierce partie conservera la propriété intellectuelle de ces documents. |
| 16. Informations confidentielles | 16.1 Le Maître d’Ouvrage et le Constructeur tiendront pour confidentiel et ne divulgueront pas, sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit de l’autre, les documents, données ou autres informations fournis, directement ou indirectement, par l’autre partie en relation avec le Marché, que ces informations aient été fournies avant, pendant ou après la fin du Marché. Nonobstant ce qui précède, le Constructeur a la faculté de communiquer à son ou ses sous-traitant(s) les documents, données et autres informations qu’il aura reçus du Maître d’Ouvrage dans la mesure où cela est nécessaire pour que ce(s) sous-traitant(s) exécute(nt) les travaux à sa charge en vertu du Marché, auquel cas le Constructeur obtiendra de ce(s) sous-traitant(s) un engagement de confidentialité analogue à celui qui est requis du Constructeur en vertu de la présente Clause 16 du CCAG.  16.2 Le Maître d’Ouvrage n’emploiera pas les documents, données et informations qu’il tient du Constructeur dans un but autre que l’exploitation et la maintenance des Installations. De même, le Constructeur n’emploiera pas les documents, données et informations qu’il tient du Maître d’Ouvrage dans un but autre que la conception, l’achat des matériels et équipements, le montage, ou tout autre objectif que les autres travaux et services requis pour l’exécution du Marché.  16.3 L’obligation incombant à chaque partie en vertu des Clauses 16.1 et 16.2 ci-dessus ne s’applique cependant pas aux informations :  (a) qui tombent dans le domaine public dès à présent ou par la suite indépendamment de la volonté de cette partie ; ou  (b) dont on peut prouver qu’elles ont été en possession de cette partie au moment de leur divulgation et qui n’ont pas été précédemment obtenues, ni directement ni indirectement, de l’autre partie ; ou  (c) qui sont, de façon licite, mises à la disposition de cette partie par une tierce partie non soumise à l’obligation de confidentialité ; ou  (d) est fournies par la Banque  16.4 Les dispositions de la présente Clause 16 n’affectent en aucune façon un quelconque engagement de confidentialité souscrit par l’une ou l’autre des parties avant la date du Marché en ce qui concerne les Installations ou une quelconque partie de celles-ci.  16.5 Les dispositions de la présente Clause 16 survivront à la fin du Marché quel qu’en soit le motif. |

E. Montage des Installations

|  |  |
| --- | --- |
| 17. Représentants | 17.1 Directeur de Projet  Si le Directeur de projet n’est pas désigné dans le Marché, le Maître d’Ouvrage nommera un Directeur de projet dans les quatorze (14) jours suivant la date d’entrée en vigueur et avisera le Constructeur de son identité. Pendant la durée du Marché le Maître d’Ouvrage pourra à sa discrétion nommer une autre personne en qualité de Directeur de projet en lieu et place de la personne précédemment nommée à cette fonction et il avisera sans délai le Constructeur de son identité. Il ne pourra être procédé à une telle nomination que dans la mesure où la période et les modalités de cette nomination ne perturbent pas la progression des travaux de réalisation des installations. Cette nomination ne sera effective qu’à partir de la réception de cet avis par le Constructeur. Le Directeur de projet représentera le Maître d’Ouvrage et agira pour le compte de ce dernier en permanence durant la période de validité du Marché. Toutes les notifications, instructions, ordres, certificats, autorisations et autres communications donnés en vertu du Marché émaneront du Directeur de projet, sauf dans les cas où les présentes en disposent autrement.  Tous les avis, instructions, informations et autres communications donnés par le Constructeur au Maître d’Ouvrage en vertu du Marché seront remis au Directeur de projet, sauf dans les cas où les présentes en disposent autrement.  17.2 Représentant du Constructeur et Directeur des travaux  17.2.1 Si le Représentant du Constructeur n’est pas désigné dans le Marché, le Constructeur nommera alors ledit Représentant dans les quatorze (14) jours suivant la date d’entrée en vigueur et demandera au Maître d’Ouvrage d’approuver par écrit le choix de cette personne. Si le Maître d’Ouvrage n’oppose aucune objection à cette nomination dans un délai de quatorze (14) jours, le choix du Représentant du Constructeur sera réputé avoir été approuvé. Si le Maître d’Ouvrage s’oppose au choix du Représentant du Constructeur dans ce délai de quatorze (14) jours en précisant les motifs de sa décision, le Constructeur nommera un remplaçant dans les quatorze (14) jours suivant cette opposition, et cette nomination sera soumise aux dispositions de ce paragraphe 17.2.1.  17.2.2 Le Représentant du Constructeur représentera le Constructeur et agira pour le compte de ce dernier en permanence durant la période de validité du Marché et il donnera au Directeur de projet tous les avis, instructions, informations et autres communications du Constructeur en vertu du Marché.  Tous les avis, instructions, informations et autres communications donnés par le Maître d’Ouvrage ou le Directeur de projet au Constructeur en vertu du Marché seront remis au Représentant du Constructeur ou, en son absence, à son adjoint, sauf dans les cas où les présentes n’en disposent autrement.  Le Constructeur ne révoquera pas le Représentant du Constructeur sans le consentement écrit préalable du Maître d’Ouvrage, qui ne refusera pas son consentement sans motif valable. Si le Maître d’Ouvrage y consent, le Constructeur nommera une autre personne Représentant du Constructeur conformément à la procédure décrite dans le paragraphe 17.2.1 ci-dessus.  17.2.3 Le Représentant du Constructeur a la faculté, sous réserve du consentement du Maître d’Ouvrage, qui ne refusera pas son consentement sans motif valable, de déléguer à tout moment à toute personne tout pouvoir, fonction ou autorité dont il est investi. Cette délégation peut être révoquée à tout moment. Cette délégation ou révocation fera l’objet d’un avis préalable écrit signé par le Représentant du Constructeur, et qui spécifie les pouvoirs, fonctions et autorités ainsi délégués ou révoqués. Cette délégation ou révocation sera sans effet tant qu’une copie de l’avis notifiant ladite délégation ou révocation n’aura pas été remise au Maître d’Ouvrage et au Directeur de projet. Tout acte, ou l’exercice par une quelconque personne de pouvoirs, fonctions et autorités qui lui ont ainsi été délégués conformément à ce paragraphe 17.2.3, sera réputé avoir été effectué ou exercé par le Représentant du Constructeur.  17.2.4 A partir du commencement du montage des Installations sur le site et jusqu’à l’achèvement des Installations, le Représentant du Constructeur nommera une personne appropriée en qualité de directeur des travaux (ci-après désigné en tant que « Directeur des travaux »). Le Directeur des travaux supervisera tous les travaux effectués sur le site par le Constructeur et il sera présent sur le site pendant les heures de travail normales, sauf en cas de congé, de maladie ou d’absence pour des raisons liées à la bonne exécution du Marché. Toutes les fois où le Directeur des travaux serait absent du site, une personne appropriée sera nommée pour le remplacer en qualité d’adjoint.  17.2.5 Le Directeur de projet peut exiger du Constructeur qu’il retire (ou provoque de retirer) le représentant du Constructeur ou toute autre personne employée par le Constructeur dans l’exécution du Marché, qui :  a) persiste dans une inconduite ou manque de soins ;  b) s’acquitte de tâches de manière incompétente ou négligente ;  c) ne se conforme à aucune disposition du Marché ;  d) persiste dans toute conduite préjudiciable à la sécurité, à l’hygiène ou à la protection de l’environnement ;  e) fondé sur des éléments de preuve raisonnables, est reconnu s’être livré à fraude et à la Corruption pendant l’exécution du Marché ;  f) a été recruté auprès du personnel du Maître d’Ouvrage, en violation de la sous-clause 22.2.2 du CCAG ;  g) s’engage dans un comportement qui viole le Code de conduite (ES) qui est applicable;  Le cas échéant, le Constructeur doit alors nommer rapidement (ou provoquer la nomination) un remplaçant approprié ayant des compétences et une expérience équivalentes.  Outre les exigences du Directeur de projet de retirer ou de provoquer le retrait de toute personne, le Constructeur doit prendre des mesures immédiates, le cas échéant, en réponse à toute violation des points mentionnés ci-dessus de (a) à (g). Une telle action immédiate doit inclure le retrait (ou la suppression) du Site ou d’autres endroits où le Marché est exécuté, de tout personnel du Constructeur qui s’engage dans les inconduites mentionnées ci-dessus en (a), (b), (c), (d) ou (g), ou a été recruté comme indiqué en (f) ci-dessus.  [https://ssl.microsofttranslator.com/static/26105338/img/tooltip_logo.gif](http://www.bing.com/translator)https://ssl.microsofttranslator.com/static/26105338/img/tooltip_close.gif  **Original**  (b)carries out duties incompetently or negligently;  17.2.6 Si un représentant ou personne employé(e) par le Constructeur est retiré/e du chantier conformément aux dispositions du paragraphe 17.2.5 ci-dessus, le Constructeur nommera rapidement un remplaçant avec des compétences et expérience équivalentes, si le Maître d’Ouvrage l’estime nécessaire. |
| 18. Programme  des travaux | 18.1 Organisation du Constructeur  Dans les vingt et un (21) jours suivant la date d’entrée en vigueur, le Constructeur fournira au Maître d’Ouvrage et au Directeur de projet un organigramme montrant l’organisation proposée par le Constructeur pour la réalisation des Installations, y compris l’identité du personnel dirigeant ainsi que le curriculum vitae des personnes qui seront employées. Le Constructeur informera rapidement par écrit le Maître d’Ouvrage et le Directeur de projet de toute révision ou modification de cet organigramme.  18.2 Programme d’exécution  Dans les vingt-huit (28) jours suivant la date de signature du Marché, le Constructeur préparera et soumettra au Directeur de projet un programme détaillé d’exécution du Marché respectant la forme spécifiée par le Directeur de projet et montrant l’ordre selon lequel il propose de concevoir, fabriquer, transporter, assembler, monter et assurer la mise en service préliminaire des Installations, ainsi que la date à laquelle le Constructeur demande raisonnablement que le Maître d’Ouvrage se soit acquitté des obligations qui lui incombent en vertu du Marché de manière à permettre au Constructeur d’exécuter le Marché conformément au programme et de procéder à l’achèvement, à la mise en service opérationnelle et à la réception opérationnelle des Installations conformément au Marché. Le programme ainsi présenté par le Constructeur devra être conforme au Calendrier d’exécution joint à l’annexe correspondante (Calendrier d’exécution) de l’Acte d’engagement et aux autres dates et délais spécifiés dans le Marché. Le Constructeur devra actualiser et réviser le programme chaque fois que cela sera nécessaire, mais sans modifier le délai d’achèvement donné dans le CCAP et les extensions de délai décidées en vertu de la Clause 40 du CCAG, et soumettre toutes ces révisions au Directeur de projet.  18.3 Rapport d’avancement  Le Constructeur assurera le suivi de l’avancement de toutes les activités, spécifiées dans le programme visé à la Clause 18.2 ci-dessus, et il remettra tous les mois un rapport d’avancement au Directeur de projet.  Le rapport d’avancement revêtira une forme acceptable pour le Directeur de projet et comportera les indications suivantes : (a) une comparaison entre les pourcentages d’achèvement effectif et prévu pour chaque activité ; et (b) en cas de retard sur le programme d’une activité quelle qu’elle soit, des commentaires et une description des conséquences probables de ce retard ainsi que des mesures correctives adoptées.  Sauf indication contraire dans les Spécifications, chaque rapport d’avancement doit inclure les obligations Environnementales et Sociales (ES) énoncées à l’Annexe C.  En plus du rapport d’avancement, le Constructeur doit informer immédiatement le Directeur de Projet de toute allégation, incident ou accident sur le site, qui a ou est susceptible d’avoir un effet négatif important sur l’environnement, les collectivités concernées, le public, le personnel du Maître d’Ouvrage, ou le personnel de l’Entrepreneur. Cela comprend, sans s’y limiter, tout incident ou accident causant un décès ou des blessures graves; effets indésirables importants ou dommages à la propriété privée; ou toute allégation de EAS ou HS. Dans le cas d’EAS et/ou de HS, tout en maintenant la confidentialité, le type d’allégation (exploitation sexuelle, abus sexuel ou harcèlement sexuel), le sexe et l’âge de la personne qui a vécu l’incident allégué devraient être inclus dans l’information.  Dès qu’il a connaissance de l’allégation, incident ou accident, le Constructeur doit également informer immédiatement le Directeur de Projet d’un tel incident ou accident dans les locaux des sous-traitants ou des fournisseurs liés aux installations qui ont ou sont susceptibles d’avoir un effet négatif important sur l’environnement, les collectivités concernées, le public, le personnel du Maître d’Ouvrage ou l’Entrepreneur, le personnel de ses sous-traitants et de ses fournisseurs. La notification doit fournir suffisamment de détails sur ces incidents ou accidents. Le Constructeur doit fournir tous les détails de tels incidents ou accidents au Directeur de Projet dans les délais convenus avec le Directeur de Projet.  Le Constructeur doit exiger de ses sous-traitants et fournisseurs (autres que les sous-traitants) qu’ils avisent immédiatement le Constructeur de tout incident ou accident mentionné dans la présente sous-clause.  18.4 Avancement de l’exécution  Si, à un moment quelconque, la progression effective des travaux du Constructeur prend du retard sur le programme visé à la Clause 18.2 ci-dessus, ou s’il devient manifeste qu’elle prendra du retard, le Constructeur préparera et soumettra à la demande du Maître d’Ouvrage ou du Directeur de projet un programme révisé tenant compte des circonstances, et avisera le Directeur de projet des mesures prises pour hâter cette progression de manière à achever les Installations dans le délai d’achèvement imparti en vertu de la Clause 8.2 du CCAG, ou toute extension de ce délai qui résulterait de l’application de la Clause 40.1 du CCAG, ou dans le respect de tout délai supplémentaire qui pourra être convenu par ailleurs entre le Maître d’Ouvrage et le Constructeur.  18.5 Procédures de travail  Le Marché sera exécuté conformément aux documents contractuels comprenant les procédures spécifiés dans les Formulaires et Procédures des exigences du Maître d’Ouvrage.  Le Constructeur peut exécuter le Marché selon ses propres plans et procédures standard d’exécution du projet dans la mesure où ceux-ci ne sont pas contraires aux stipulations du Marché. |
| 19. Sous-traitance | 19.1 L’annexe correspondante (Liste des sous-traitants et fournisseurs) de l’Acte d’engagement recense les principaux postes de services et fournitures et fait figurer en regard de chaque poste une liste des sous-traitants agréés, y compris les vendeurs. Dans le cas où aucun sous-traitant ou fournisseur n’est inscrit en regard de l’un quelconque de ces postes, le Constructeur établira une liste de sous-traitants pour ce poste afin qu’il soit inclus dans ladite liste. Le Constructeur pourra de temps à autre proposer des additions ou des retraits à cette liste. Le Constructeur soumettra au Maître d’Ouvrage cette liste ou les modifications s’y rapportant afin qu’il l’approuve dans des délais permettant de ne pas perturber l’avancement de la réalisation des Installations. Une telle approbation donnée par le Maître d’Ouvrage pour l’un des sous-traitants n’aura pas pour effet de dégager le Constructeur de l’un quelconque des devoirs, obligations ou responsabilités qui lui incombent en vertu du Marché.  19.2 Le Constructeur sélectionnera et emploiera pour les postes importants ses sous-traitants en les choisissant dans les listes auxquelles il est fait référence dans la Clause 19.1. ci-dessus.  19.3 Pour les postes ou parties des Installations qui ne figurent pas à l’annexe correspondante (Liste des sous-traitants) de l’Acte d’engagement, le Constructeur pourra employer les sous-traitants qu’il jugera bon de choisir à sa seule discrétion.  19.4 Chaque contrat de sous-traitance devra inclure toute disposition permettant au Maître d’Ouvrage de reprendre à son compte ledit contrat en application de la Clause 19.5 du CCAG (si applicable), ou dans le cas de résiliation de Marché par le Maître d’Ouvrage en application de la Clause 42.2 du CCAG.  19.5 Dans le cas où les obligations du sous-traitant couvrent une période plus longue que la Période de garantie contractuelle et le Directeur de Projet, avant cette échéance, demande au Constructeur de céder au Maître d’Ouvrage le bénéfice de telles obligations du sous-traitant, le Constructeur devra y consentir.  19.6 Le Constructeur s’assurera que ses sous-traitants exécutent les ouvrages conformément au Marché, y compris en se conformant aux exigences ES et les dispositions de la sous-clause 22.4 du CCAG. |
| 20. Conception et ingénierie | 20.1 Spécifications et Plans  20.1.1 Le Constructeur se chargera des études détaillées de conception et d’exécution conformément aux stipulations du Marché ou, lorsque cela n’est pas précisé, conformément aux bons usages en matière d’ingénierie.  Le Constructeur sera responsable de tout écart, erreur ou omission affectant les spécifications, plans et autres documents techniques élaborés par ses soins, indépendamment du fait que lesdits plans, spécifications et autres documents techniques aient été approuvés ou non par le Directeur de projet, sous réserve que lesdits écarts, erreurs ou omissions ne soient dus à des informations inexactes fournies par écrit au Constructeur par le Maître d’Ouvrage ou au nom de celui-ci.  20.1.2 Le Constructeur a le droit de décliner toute responsabilité pour toute étude de conception, données, dessin, spécification ou autre document, ou toute modification de ces éléments, qui lui serait fourni ou assigné par le Maître d’Ouvrage ou au nom de ce dernier, en faisant tenir au Directeur de projet un avis par lequel il décline sa responsabilité.  20.2 Codes et normes  Chaque fois que le Marché fait référence à des codes et des normes conformément auxquels le Marché doit être exécuté, l’édition ou la version révisée desdits codes et normes qui est en vigueur vingt-huit jours (28) avant la date limite de dépôt de la proposition prévaudra en l’absence de dispositions contraires. Pendant l’exécution du Marché, toute modification desdits codes et normes sera appliquée après que le Maître d’Ouvrage aura donné son accord et elle sera traitée conformément aux provisions de la Clause 39 du CCAG.  20.3 Approbation/examen des documents techniques par le Directeur de projet  20.3.1 Le Constructeur élaborera (ou fera en sorte que ses sous-traitants élaborent) et fournira au Directeur de projet les documents énumérés à l’annexe correspondante (Liste des documents soumis à approbation ou examen) de l’Acte d’engagement afin qu’il les approuve ou les examine dans les conditions prévues et conformément aux dispositions de la Clause 18.2 du CCAG.  Toute partie des Installations décrite ou incluse dans les documents soumis au Directeur de projet pour accord ne sera réalisée qu’après approbation du Directeur de projet.  Les dispositions des paragraphes 20.3.2 à 20.3.7 ci-après s’appliqueront à tous les documents soumis à l’approbation du Directeur de projet, mais non à ceux qui sont fournis au Directeur de projet aux seules fins d’examen.  20.3.2 Dans les quatorze (14) jours suivant la réception par le Directeur de projet de tout document soumis à son approbation conformément au paragraphe 20.3.1 ci-dessus, le Directeur de projet en retournera une copie revêtue de son approbation signifiée par endos au Constructeur ou il avisera le Constructeur par écrit de sa décision de rejeter ledit document, des raisons qui ont motivé ce rejet et des modifications qu’il propose. Si le Directeur de projet ne prend pas une telle mesure dans le délai de quatorze (14) jours précité, ledit document sera réputé avoir été approuvé par le Directeur de projet.  20.3.3 Le Directeur de projet ne rejettera un document qu’aux seuls motifs de non-conformité du document en question à une quelconque disposition du Marché ou du fait qu’il est contraire aux bons usages en matière d’ingénierie.  20.3.4 Si le Directeur de projet rejette un document, le Constructeur modifiera ce document et le représentera au Directeur de projet pour approbation conformément au paragraphe 20.3.2 ci-dessus. Si le Directeur de projet approuve un document sous réserve de modification(s), le Constructeur procédera à la ou aux modification(s) requise(s), après quoi le document sera réputé avoir été approuvé.  20.3.5 En cas de litige ou de différend entre le Maître d’Ouvrage et le Constructeur provenant de ou en conséquence du rejet par le Directeur de projet d’un quelconque document et/ou modification(s) d’un quelconque document, et si ce litige ne peut être résolu entre les parties dans un délai raisonnable, ce litige ou ce différend pourra être soumis à la décision d’un Comité de Règlement des Différends conformément à la Clause 46.1 du CCAG. Si ce litige ou différend est soumis à un Comité de Règlement des Différends, le Directeur de projet donnera des instructions sur le point de savoir s’il convient de poursuivre ou non l’exécution du Marché et, dans l’affirmative, sur la manière de poursuivre cette exécution. Le Constructeur poursuivra le Marché conformément aux instructions du Directeur de projet, sous réserve que si le Comité de Règlement des Différends soutient le point de vue du Constructeur sur le litige et qu’aucune notification n’est délivrée par le Maître d’Ouvrage au titre de la Clause 46.3, le Constructeur soit remboursé par le Maître d’Ouvrage de tous frais supplémentaires subis en raison de ces instructions, et soit libéré de toute responsabilité ou obligation en liaison avec ce litige ou avec l’exécution des instructions, au choix du Comité de Règlement des Différends, et sous réserve que le délai d’achèvement soit prolongé en conséquence.  20.3.6 L’approbation du Directeur de projet avec ou sans modification(s) du document fourni par le Constructeur ne libérera le Constructeur d’aucune des responsabilités ou obligations qui lui incombent en vertu des stipulations du Marché, sauf dans la mesure où tout manquement ultérieur serait dû aux modifications exigées par le Directeur de projet.  20.3.7 Le Constructeur ne pourra modifier un document déjà approuvé sans avoir au préalable soumis au Directeur de projet la modification dudit document et obtenu l’approbation du Directeur de projet à cet égard en vertu des dispositions de la présente Clause 20.3.  Si le Directeur de projet demande une modification quelconque sur un document déjà approuvé ou sur tout document basé sur ce document, les dispositions de la Clause 39 du CCAG s’appliqueront à cette demande. |
| 21. Acquisition des Matériels et Equipements | 21.1 Fournitures, Matériels et Equipements  Sous réserve des dispositions de la Clause 14.2 du CCAG, le Constructeur fabriquera ou se procurera et assurera le transport sur site de tous les matériels et équipements de manière diligente et en bon ordre.  21.2 Matériels et Equipements fournis par le Maître d’Ouvrage  Si l’annexe correspondante (Etendue des travaux et des fournitures du Maître d’Ouvrage) de l’Acte d’engagement prévoit que le Maître d’Ouvrage doit fournir au Constructeur des éléments ou pièces particulières de machine, d’équipement ou de matériaux, les dispositions ci-après s’appliqueront:  21.2.1 Le Maître d’Ouvrage devra transporter chaque élément ou pièce à ses propres risques et à ses propres frais sur ou près du site, selon ce dont les parties conviendront, et les mettre à disposition du Constructeur à la date fixée sur le programme fourni par le Constructeur, en vertu de la Clause 18.2 du CCAG sauf convention contraire.  21.2.2 Dès réception de cet élément ou pièce, le Constructeur en vérifiera l’aspect visuellement et avisera le Directeur de projet de tout manque, défaillance ou défaut, qu’il aurait détecté. Le Maître d’Ouvrage devra immédiatement remédier à ce manque, cette défaillance ou ce défaut, ou le Constructeur s’en chargera si cela est faisable et possible, sur demande du Maître d’Ouvrage et aux frais de ce dernier. Après cette inspection, la responsabilité du soin, de la garde et du contrôle de cet élément ou pièce appartiendra au Constructeur. Les dispositions de ce paragraphe 21.2.2 s’appliqueront à tout élément ou pièce fournis pour remédier à tout manquement ou défaut, ou pour substituer tout élément défaillant par un ou des élément(s) ayant été réparé(s).  21.2.3 Les responsabilités du Constructeur et ses obligations de soin, de garde et de contrôle définies dans le paragraphe précédent ne libéreront le Maître d’Ouvrage d’aucune responsabilité concernant tout manque, défaut ou défaillance non détecté, et ne placera pas le Constructeur en situation de responsabilité à l’égard de ce manque, ce défaut ou cette défaillance en vertu de la Clause 27 du CCAG ni de toute autre clause du Marché.  21.3 Transport  21.3.1 Le Constructeur acheminera à ses propres risques et frais tous matériels et équipements, et tous les équipements du Constructeur par le mode de transport que le Constructeur jugera le plus approprié au vu des circonstances.  21.3.2 Sauf disposition contraire du Marché, le Constructeur sera en droit de choisir tout mode de transport sûr et transporteur pour acheminer les matériels et équipements et les équipements du Constructeur.  21.3.3 Dès l’expédition de chaque cargaison de matériels et équipements, et d’équipements du Constructeur, ce dernier devra avertir le Maître d’Ouvrage par télex, télécopie ou EDI de la désignation des matériels et équipements et des équipements du Constructeur, du point de départ, du mode d’expédition, et du point et du lieu d’arrivée dans le pays du site le cas échéant, ainsi que sur le site. Le Constructeur devra fournir au Maître d’Ouvrage tous bordereaux d’expédition appropriés, à convenir entre les parties.  21.3.4 Le Constructeur sera responsable de l’obtention, si nécessaire, des autorisations auprès des autorités compétentes pour le transport, sur le site, des matériels, équipements et équipements du Constructeur. Le Maître d’Ouvrage fera à temps et de manière diligente tout ce qui est en son pouvoir pour aider le Constructeur à obtenir ces autorisations, si le Constructeur le demande. Le Constructeur garantira et indemnisera le Maître d’Ouvrage contre toute réclamation pour dommages causés aux routes, ponts ou à toutes autres infrastructures de transport qui pourraient être causés par le transport, sur le site, des matériels, équipements et équipements du Constructeur.  21.4 Dédouanement  Le Constructeur devra à ses propres frais assurer la manutention de tous les matériels et équipements et de tous les équipements du Constructeur jusqu’au(x) point(s) d’importation, et effectuer toutes formalités de dédouanement, sous réserve des obligations du Maître d’Ouvrage prévues à la Clause 14.2 du CCAG, et si les lois ou règlements en vigueur exigent qu’une demande ou un acte soit fait par ou au nom du Maître d’Ouvrage, le Maître d’Ouvrage devra prendre toutes mesures nécessaires pour respecter ces lois ou règlements. Dans l’éventualité de délais de douane qui ne sont pas imputables au Constructeur, le Constructeur pourra obtenir une prolongation du délai d’achèvement, conformément à la Clause 40 du CCAG. |
| 22. Montage | 22.1 Montage des Installations, supervision, main-d’œuvre  22.1.1 Repères topographiques : Le Constructeur sera responsable d’assurer l’implantation correcte et précise des Installations, en respectant rigoureusement les repères topographiques, ainsi que tous les autres repères et bases d’implantation qui lui auront été communiqués par écrit par ou pour le compte du Maître d’Ouvrage.  S’il apparaît, pendant le montage des Installations, qu’une erreur a été commise dans le positionnement, le niveau ou l’alignement des Installations, le Constructeur devra immédiatement notifier cette erreur au Directeur de projet et rectifier immédiatement cette erreur à ses propres frais, d’une manière jugée raisonnablement satisfaisante par le Directeur de projet, à moins que cette erreur n’ait pour cause des données incorrectes communiquées par écrit par le Maître d’Ouvrage ou pour son compte, auquel cas les frais de rectification de cette erreur seront à la charge du Maître d’Ouvrage.  22.1.2 Supervision du chantier par le Constructeur : Le Constructeur assurera ou fera assurer toutes les opérations de supervision et de contrôle nécessaires pendant le montage des Installations, et le Directeur des travaux ou son adjoint devra être constamment présent sur le site afin d’assurer la supervision à plein temps des travaux de montage. Le Constructeur devra uniquement fournir et employer sur le chantier du personnel technique qualifié et expérimenté dans chacun des corps de métier concernés, et un personnel d’encadrement compétent pour assurer la supervision appropriée des travaux de montage dont il a la charge.  22.2 Main-d’œuvre :  22.2.1 Recrutement du personnel et de la main-d’œuvre  Sauf disposition contraire indiquée dans les Exigences du Maître d’Ouvrage, le Constructeur sera responsable du recrutement de tout son personnel et sa main d’œuvre, localement ou autre, et pour sa rémunération, son logement, sa nourriture et son transport.  Le Constructeur devra fournir et employer sur le site, lors des montages des Installations, la main-d’œuvre qualifiée, semi qualifiée et non qualifiée nécessaire afin d’assurer la bonne exécution du Marché dans les délais. Le Constructeur est encouragé à faire appel à la main-d’œuvre locale, dans la mesure où celle-ci dispose des compétences nécessaires.  Le Constructeur aura la responsabilité d’obtenir tous les permis et/ou visas nécessaires de la part des autorités compétentes, afin que toute la main-d’œuvre et tout le personnel devant être employés sur le Site puissent entrer et séjourner en situation régulière dans le pays où le site est situé.  Le Constructeur devra fournir à ses propres frais les moyens nécessaires afin de rapatrier tous les membres de son personnel travaillant sur le Site ou autres lieux où sont exécutés les Installations, dans les pays où ils ont été respectivement recrutés pour l’exécution du Marché ; il devra également pourvoir, à ses propres frais, à leur séjour temporaire sur place, entre la date à laquelle ils cesseront d’être employés à l’exécution du Marché et la date programmée pour leur rapatriement. Si le Constructeur s’abstient de fournir ces moyens de transport et de séjour temporaire, le Maître d’Ouvrage pourra les fournir à sa place au personnel concerné, et être remboursé des frais correspondants auprès du Constructeur.  Le Constructeur doit fournir à son personnel employé pour l’exécution du Marché sur le Site ou dans d’autres endroits où les services d’installation sont exécutés, des renseignements et des documents pertinents qui sont clairs et compréhensibles en ce qui concerne leur conditions d’emploi. Les informations et documents doivent énoncer leurs droits en vertu des lois pertinentes du travail applicables au personnel du Constructeur (qui incluront toutes les conventions collectives applicables), y compris leurs droits liés aux heures de travail, aux salaires, aux heures supplémentaires, rémunérations et avantages sociaux, ainsi que ceux découlant de toutes les exigences du Maître d’Ouvrage. Le personnel du Constructeur doit être informé de tout changement important dans ses conditions d’emploi.    22.2.2 Personnel au service du Maître d’Ouvrage :  Le Constructeur ne recrutera pas, ni ne tentera de recruter du personnel ou de la main d’œuvre parmi le personnel du Maître d’Ouvrage.  22.2.3 Législation du Travail  Le Constructeur devra se conformer à la législation du travail applicable à son Personnel, incluant la législation relative à l’embauche, la santé, la sécurité, la protection sociale, l’immigration et l’émigration, et devra leur accorder tous leurs droits légaux.  Le Constructeur devra déployer toute la diligence requise, pendant toute la durée d’exécution du Marché, afin d’empêcher une conduite ou des agissements illégaux, séditieux ou contraires à la morale et aux bonnes mœurs de la part de ses employés ou de ceux de ses sous-traitants.  Dans les relations avec son personnel et le personnel de ses sous-traitants, qui seront employés ou participeront à l’exécution du Marché, le Constructeur devra respecter les fêtes nationales, jours fériés légaux, fêtes religieuses ou autres coutumes nationales, ainsi que toutes les lois et toutes les réglementations locales applicables en matière de droit du travail.  22.2.4 Taux de rémunération et conditions de travail  Le Constructeur doit pratiquer des taux de rémunération et respecter des conditions de travail qui ne sont pas inférieurs à ceux établis pour le commerce ou l’industrie au lieu où les travaux sont exécutés. Si aucun taux n’est fixé et si aucune condition n’est applicable, le Constructeur doit pratiquer des taux de rémunération et respecter des conditions qui ne sont pas plus bas que le niveau général des taux et conditions observés localement par des employeurs dont le commerce ou l’industrie est comparable à celui du Constructeur.  Le Constructeur doit informer son Personnel au sujet de :   * + - 1. toute déduction de leur paiement et les conditions de ces déductions conformément aux lois applicables ou énoncées dans les exigences du Maître d’Ouvrage; et       2. de leur obligation de payer l’impôt sur le revenu des personnes physiques dans le Pays en relation avec les salaires, rémunérations, rétributions et tous autres bénéfices, assujettis à l’impôt en application de la législation du pays durant la période considérée.   Le Constructeur doit effectuer toutes retenues à ce titre qui pourrait lui être imposé par le droit applicable. Lorsque les lois applicables l’exigent ou, comme indiqué par les exigences du Maître d’Ouvrage, le Constructeur et ses sous-traitants doivent fournir à leur personnel un avis écrit de cessation d’emploi et des détails des indemnités de départ en temps opportun. Le Constructeur et ses sous-traitants doivent avoir versé à leur personnel (directement ou le cas échéant à leurs bénéficiaires) tous les salaires et droits exigibles, y compris, le cas échéant, les prestations de sécurité sociale et les cotisations de retraite, à la fin ou avant la fin de leur engagement ou de leur emploi.  22.2.5 Horaires de travail  Aucun travail ne doit être exécuté sur le Site les jours reconnus localement comme jours de repos, ou hors des heures normales de travail mentionnées **dans le CCAP**, à moins :  (a) que le Marché n’en dispose autrement,  (b) que le Directeur de Projet donne son accord, ou  (c) que le travail soit inévitable, ou nécessaire pour la protection des Installations, le Constructeur devant immédiatement en aviser le Directeur de Projet.  Lorsque le Constructeur considère qu’il est nécessaire de réaliser du travail de nuit ou lors d’un jour férié afin de respecter le Délai d’achèvement et présente une demande de consentement au Directeur de Projet, celui-ci ne doit pas refuser son consentement sans raison.  La présente Clause du CCAG ne s’applique pas à tout travail qui est normalement réalisé par roulement ou en 2x8.  22.2.6 Hébergement du Personnel et de la Main d’œuvre  Sauf si les Spécifications en disposent autrement, le Constructeur doit fournir et entretenir les logements et les installations nécessaires au bien-être de son Personnel employé pour l’exécution du Marché sur le Site ou autres lieux où le montage des Installations est exécuté. Le Constructeur doit également fournir les installations pour le Personnel du Maître d’Ouvrage tel que mentionné dans les exigences du Maître d’Ouvrage.  Si indiqué dans les exigences du Maître d’Ouvrage, le Constructeur doit donner accès ou fournir des services qui répondent aux besoins physiques, sociaux et culturels du personnel du Constructeur. Le Constructeur doit également fournir des installations semblables au personnel du Maître d’Ouvrage, comme indiqué dans les exigences du Maître d’Ouvrage.  Le Constructeur ne doit pas permettre à son Personnel de conserver leurs quartiers de manière temporaire ou permanente à l’intérieur des structures constituant une partie des Installations.  22.2.7 Hygiène et sécurité  Le Constructeur doit, en tout temps, prendre toutes les précautions appropriées pour préserver l’hygiène et la sécurité de son Personnel employé pour l’exécution du montage des Installations sur le Site (ou autre lieux dans le pays où le Site est localisé).  Le Constructeur doit :  a) se conformer à toutes les réglementations et lois applicables en matière d’hygiène et de sécurité;  b) respecter toutes les obligations applicables en matière d’hygiène et de sécurité spécifiées dans le contrat;  c) élaborer et mettre en œuvre des procédures visant à établir et à maintenir un environnement de travail sans risque pour la santé dans tous les lieux de travail, machines, équipements et activités sous le contrôle du Constructeur, y compris des mesures de contrôle des substances et agents chimiques, physiques et biologiques;  d) fournir une formation sur l’hygiène et la sécurité du personnel du Constructeur, le cas échéant, et tenir des registres de formation;  e) engager activement le personnel du Constructeur à promouvoir la compréhension et les méthodes pour la mise en œuvre des exigences en matière d’hygiène et de sécurité, ainsi que pour fournir de l’information à ce personnel et fournir de l’équipement de protection individuelle sans frais pour le personnel;  f) mettre en place des processus sur les lieux de travail pour que le personnel du Constructeur signale des situations de travail qu’il juge non sécuritaires ou insalubres et qu’il se retire d’une situation de travail qu’il considère raisonnablement présenter un danger imminent et grave pour sa vie ou sa santé; Le personnel du Constructeur qui se retire de telles situations de travail ne doit pas être tenu de retourner au travail tant que les mesures correctives nécessaires pour corriger la situation n’ont pas été prises. Ce personnel ne doit pas faire l’objet de représailles ou ne doit pas faire l’objet d’actions de représailles ou négatives pour de tels signalements ou de retraits;  g) en collaboration avec les autorités sanitaires locales, le Constructeur doit s’assurer que le personnel médical, les installations de premiers soins, l’infirmerie et le service d’ambulance sont disponibles en tout temps sur le Site et dans les quartiers de logement du Personnel du Constructeur ou du Maître d’Ouvrage.  (h) désigner un responsable pour la prévention des accidents sur le Site, chargé du maintien de la sécurité et de la protection contre les accidents. Cette personne doit être qualifiée pour assumer cette responsabilité et doit avoir le pouvoir de donner des instructions et de prendre les mesures de protection contre les accidents. Pendant l'exécution du Marché, le Constructeur doit fournir tout ce qui est nécessaire à cette personne pour exercer une telle responsabilité et assumer un tel pouvoir.  i) mettre en place des mesures pour éviter ou minimiser le risque d’exposition communautaire aux maladies provenant de l’eau, à base d’eau, liées à l’eau et à la transmission vectorielle;  j) mettre en place des mesures à mettre en œuvre pour éviter ou minimiser la propagation des maladies transmissibles (y compris le transfert de maladies ou d’infections sexuellement transmissibles (MST), comme le virus du VIH) et les maladies non transmissibles associées aux Services d’installation, en tenant compte de l’exposition différenciée et de la sensibilité accrue des groupes vulnérables. Cela comprend la prise de mesures pour éviter ou minimiser la transmission de maladies transmissibles qui peuvent être associées à l’afflux de main-d’œuvre temporaire ou permanente liée au Marché;  k) avoir en place des procédures de prévention, de préparation et d’intervention à mettre en œuvre en cas d’événement d’urgence (c.-à-d. un incident imprévu, résultant de dangers naturels et d’origine de l’homme, généralement sous forme d’incendie, d’explosions, de fuites ou de déversements, qui peuvent se produire pour diverses raisons, y compris l’omission de mettre en œuvre des procédures d’exploitation conçues pour prévenir leur apparition, leurs conditions météorologiques extrêmes ou leur absence d’alerte précoce);  l) collaborer, le cas échéant, avec le personnel du Maître d’Ouvrage, tout autre entrepreneur employé par le Constructeur, et/ou le personnel de toute autorité publique légalement constituée et les entreprises privés qui sont employés dans l’exécution, sur ou à proximité du Site, de tout travail non inclus dans le Marché, dans l’application des exigences en matière d’hygiène et de sécurité. Cela ne porte pas préjudice à la responsabilité des entités concernées pour l’hygiène et la sécurité de leur propre personnel; et   1. mettre en place un système d’examen régulier des performances en matière d’hygiène et de sécurité et de l’environnement de travail.   22.2.8 Funérailles  En cas de décès d’un personnel du Constructeur ou d’un membre de leur famille l’accompagnant, le Constructeur doit prendre en charge toutes dispositions pour leur rapatriement ou leur inhumation, sauf disposition contraire du CCAP.  22.2.9 Etats du Personnel du Constructeur  Le Constructeur doit maintenir des états à jour de son Personnel faisant apparaître le nombre de membres de chaque catégorie professionnelle présent sur le Site et leur âge, sexe, heures travaillées et les rémunérations versées à tous les personnels. Les états sont présentés chaque mois du calendrier, sous une forme approuvée par le Directeur de Projet et doivent être disponibles pour inspection par le Directeur de Projet jusqu’à l’achèvement des travaux par le Constructeur.  22.2.10 Fournitures de denrées alimentaires  Le Constructeur doit organiser l’approvisionnement en denrées alimentaires en quantité suffisante selon les exigences du Maître d’Ouvrage et à un prix raisonnable, pour son Personnel utilisé dans le cadre du Marché ou en relation avec celui-ci.  22.2.11 Fourniture d’eau  Le Constructeur doit organiser l’approvisionnement en eau potable et pour tout autre usage, en quantité suffisante pour son Personnel, en tenant compte des conditions locales.  22.2.12 Mesures contre les insectes et autres nuisibles  Le Constructeur doit en tous temps, prendre les précautions nécessaires afin de protéger son Personnel employé sur le Site des insectes et autres nuisibles, et de réduire son exposition aux risques sanitaires. Le Constructeur doit se conformer à toute réglementation locale des autorités sanitaires, y compris concernant l’usage des insecticides.  22.2.13 Boissons alcooliques et narcotiques  Le Constructeur ne doit pas importer, vendre, échanger ni disposer en aucune manière de boissons alcooliques ou de narcotiques, ni permettre l’importation, la vente, l’échange ou la mise à disposition de tels produits par son Personnel.  22.2.14 Armes et munitions  Le Constructeur ne doit donner à quiconque, ni échanger avec quiconque, ni disposer en aucune manière d’armes ou de munitions d’aucune sorte, ni permettre à son Personnel de mener de telles activités.  22.2.15 Organisations des Travailleurs  Dans les pays où les lois du travail reconnaissent le droit des travailleurs de former et de joindre des organisations de travailleurs de leur choix et de négocier collectivement sans ingérence, le Constructeur doit se conformer à ces lois. Dans de telles circonstances, le rôle des organisations de travailleurs établies selon la loi et leurs représentants légales seront respectés, et ils recevront en temps opportun les informations nécessaires à une négociation significative. Lorsque les lois du travail restreignent considérablement les organisations de travailleurs, le Constructeur doit permettre des moyens alternatifs au personnel du Constructeur et de ses sous-traitants d’exprimer leurs griefs et de protéger leurs droits en ce qui concerne les conditions de travail et les conditions d’emploi. Le Constructeur ne doit pas chercher à influencer ou à contrôler ces autres moyens. Le Constructeur ne doit pas faire de discrimination ou de représailles contre le personnel du Constructeur et de ses sous-traitants qui participent, ou cherchent à participer, à ces organisations et à la négociation collective ou à d’autres mécanismes. On s’attend à ce que les organisations de travailleurs représentent équitablement les travailleurs de la main-d’œuvre.  22.2.16 Non-discrimination et opportunités égales  Le Constructeur ne doit pas prendre de décisions relatives à l’emploi ou au traitement du personnel du Constructeur en fonction de caractéristiques personnelles qui n’ont rien à voir avec les exigences inhérentes à l’emploi. Le Constructeur doit fonder l’emploi du personnel du Constructeur sur le principe de l’égalité des chances et du traitement équitable, et ne doit pas faire de discrimination en ce qui concerne les aspects de la relation d’emploi, y compris le recrutement et l’embauche, la rémunération (y compris les salaires et les avantages sociaux), les conditions de travail et les conditions d’emploi, l’accès à la formation, l’affectation professionnelle, la promotion, la cessation d’emploi ou la retraite, et les pratiques disciplinaires.  Des mesures spéciales de protection ou d’assistance visant à remédier à la discrimination ou à la sélection pour un emploi particulier basées en fonction des exigences inhérentes à l’emploi ne doivent pas être considérées comme de la discrimination. Au besoin, le Constructeur doit fournir une protection et une assistance pour assurer la non-discrimination et l’égalité des chances, y compris pour des groupes spécifiques tels que les femmes, les personnes handicapées, les travailleurs migrants et les enfants (en âge de travailler conformément au CCG Sous-clause 9.13).  22.2.17 Mécanisme de règlement des griefs du personnel du Constructeur  Le Constructeur doit avoir un mécanisme de résolution des griefs pour le personnel du Constructeur, et lorsqu’il est pertinent, les organisations de travailleurs mentionnées dans la sous-clause 22.2.15, pour soulever des préoccupations sur le lieu de travail. Le mécanisme de règlement des griefs doit être proportionnel à la nature, à l’échelle, aux risques et aux répercussions sur le Marché. Le mécanisme doit répondre rapidement aux préoccupations, en utilisant un processus compréhensible et transparent qui fournit une rétroaction en temps opportun aux personnes concernées dans une langue qu’ils comprennent, sans aucun châtiment, et doit fonctionner de manière indépendante et objective.  Le personnel du Constructeur doit être informé du mécanisme de règlement des griefs au moment de l’engagement pour le Marché, et les mesures mises en place pour les protéger contre toutes représailles à son utilisation. Des mesures seront mises en place pour rendre le mécanisme de règlement des griefs facilement accessible à tout le personnel du Constructeur et de ses sous-traitants.   Le mécanisme de règlement des griefs ne doit pas entraver l’accès à d’autres recours judiciaires ou administratifs qui pourraient être disponibles, ni se substituer aux mécanismes de règlement des griefs prévus par le biais de conventions collectives.   Le mécanisme de règlement des griefs peut utiliser les mécanismes de règlement des griefs existants, à condition qu’ils soient correctement conçus et mis en œuvre, qu’ils répondent rapidement aux préoccupations et qu’ils soient facilement accessibles à ces travailleurs. Les mécanismes de règlement des griefs existants peuvent être complétés au besoin par des arrangements propres au Marché.  22.3 Equipements du Constructeur  22.3.1 Tous les équipements du Constructeur amenés par le Constructeur sur le site seront réputés être exclusivement destinés à l’exécution du Marché. Le Constructeur ne devra pas les enlever du site sans que le Directeur de projet n’ait reconnu au préalable que ces équipements ne sont plus nécessaires à l’exécution du Marché.  22.3.2 Sauf stipulation contraire du Marché, le Constructeur devra enlever du site tous les équipements qu’il aura apportés sur le site, ainsi que tous les surplus de matériaux qui resteront sur le site, lors de l’achèvement des Installations.  22.3.3 Si le Constructeur le lui demande, le Maître d’Ouvrage devra déployer toute la diligence requise pour l’aider à obtenir toutes les autorisations que le Constructeur devra se faire délivrer par les autorités administratives compétentes, au niveau local, régional ou national, afin de pouvoir réexporter les équipements importés par le Constructeur pour l’exécution du Marché, et qui ne sont plus nécessaires à cette exécution.  22.4 Règlement de chantier : hygiène et sécurité  Le Maître d’Ouvrage et le Constructeur devront établir un règlement de chantier imposant les règles à observer dans l’exécution du Marché sur le dite, et auxquelles ils devront se conformer. Le Constructeur devra préparer un projet de règlement de chantier, qu’il soumettra pour approbation au Directeur de projet, avec copie au Maître d’Ouvrage, étant entendu que cette approbation ne devra pas lui être refusée sans motif valable.  Ce règlement de chantier comprendra notamment le Code de conduite pour les aspects environnementaux et sociaux soumis dans le cadre de la Soumission et convenus par le Maître d’Ouvrage, les dispositions de sécurité conformément à la sous-clause 22.8 du CCAG, la sécurité des Installations, le contrôle des accès au Site, l’hygiène, les soins médicaux, et la prévention-incendie.  Le Constructeur doit prendre toutes les mesures nécessaires pour s’assurer que chaque personnel du Constructeur, employé pour l’exécution du Marché sur le Site et tous autres endroits où les le Montage des Installation est exécuté, soit mis au courant du Code de conduite, y compris les comportements spécifiques qui sont interdits, et comprenne les conséquences de ces comportements interdits.  Ces mesures comprennent la fourniture d’instructions et la documentation qui peuvent être comprises par le personnel du Constructeur, et l’obtention de la signature de cette personne reconnaissant la réception de ces instructions et/ou documentation, le cas échéant.  Le Constructeur doit également s’assurer que le Code de conduite soit visiblement affiché à plusieurs endroits sur le Site et dans tout autre endroit où le montage des Installation sera exécuté, ainsi que dans les zones situées à l’extérieur du site accessibles à la communauté et au personnes affectées par le projet. Le Code de conduite affiché doit être fourni dans des langues compréhensibles pour le personnel du Constructeur, le personnel du Maître d’Ouvrage et la communauté locale.  La Stratégie de gestion et les plans de mise en œuvre du Constructeur doivent comprendre des processus appropriés pour le Constructeur afin de vérifier le respect de ces obligations.  22.5 Interventions d’autres entrepreneurs  22.5.1 Sur demande écrite du Maître d’Ouvrage ou du Directeur de projet, et dans toute la mesure où il le peut raisonnablement, le Constructeur devra donner aux autres entrepreneurs engagés par le Maître d’Ouvrage, travaillant sur le site ou à proximité de celui-ci, la possibilité d’exécuter leurs propres travaux.  22.5.2 Si, accédant à une demande écrite du Maître d’Ouvrage ou du Directeur de projet, le Constructeur met à la disposition de ces autres entrepreneurs des routes ou voies que le Constructeur a la responsabilité d’entretenir, ou s’il permet à ces autres entrepreneurs d’utiliser des équipements du Constructeur, ou si le Constructeur fournit d’autres prestations à ces autres entrepreneurs, le Maître d’Ouvrage devra indemniser intégralement le Constructeur de toute perte ou de tout dommage causé ou occasionné par ces autres entrepreneurs, à l’occasion de cette utilisation ou de ces prestations, et il devra payer au Constructeur une rémunération raisonnable pour l’utilisation de ces équipements ou la fourniture de ces prestations.  22.5.3 Le Constructeur devra de même veiller à exécuter ses travaux de manière à gêner le moins possible l’exécution des travaux confiés à d’autres entrepreneurs. Le Directeur de projet tranchera tout différend ou conflit qui pourrait s’élever entre le Constructeur et d’autres entrepreneurs, ou entre le Constructeur et le personnel du Maître d’Ouvrage, à propos de l’exécution de leurs travaux respectifs.  22.5.4 Le Constructeur devra notifier sans délai au Directeur de projet les défauts qu’il aura constatés dans les travaux d’autres entrepreneurs et qui pourraient affecter les travaux du Constructeur. Le Directeur de projet devra déterminer les mesures correctives à prendre, le cas échéant, afin de remédier à cette situation, après inspection des Installations. Les décisions prises par le Directeur de projet s’imposeront au Constructeur.  22.6 Travaux d’urgence  Dans le cas où une situation d’urgence survenant au cours ou à l’occasion de l’exécution du Marché imposerait d’effectuer des travaux d’urgence, à titre préventif, correctif ou conservatoire, pour éviter que les Installations soient endommagées, le Constructeur devra immédiatement exécuter ces travaux.  Si le Constructeur est dans l’incapacité ou refuse d’exécuter ces travaux immédiatement, le Maître d’Ouvrage pourra exécuter ou faire exécuter les travaux qu’il jugera nécessaires, afin d’empêcher que les Installations soient endommagées. Dans ce cas, et dès qu’il le pourra pratiquement après que cette situation d’urgence se soit manifestée, le Maître d’Ouvrage devra notifier par écrit au Constructeur de cette situation d’urgence, les travaux exécutés et les motifs pour lesquels ils l’ont été. Si les travaux exécutés par ou pour le compte du Maître d’Ouvrage constituent des travaux que le Constructeur devait exécuter à ses frais en vertu du Marché, le Constructeur devra payer au Maître d’Ouvrage le coût raisonnable encouru par le Maître d’Ouvrage pour exécuter ou faire exécuter ces travaux. Dans tous les autres cas, le Maître d’Ouvrage assurera les frais de ces travaux à sa charge.  22.7 Nettoyage du chantier  22.7.1 Nettoyage en cours de chantier : Pendant l’exécution du Marché, le Constructeur devra veiller à ce que le site ne soit pas inutilement obstrué, et il devra stocker ou enlever les matériaux en surplus, enlever les décombres, déchets et ouvrages provisoires, et enlever tous les équipements du Constructeur qui ne sont plus exigés pour l’exécution du Marché.  22.7.2 Nettoyage du chantier après achèvement : Après achèvement complet des Installations, le Constructeur devra déblayer et enlever du site tous les décombres, déchets et débris de toute sorte, et laisser le site et les Installations en parfait état de propreté et de sécurité.  22.8 Gardiennage et éclairage  Le Constructeur devra être responsable de la sécurité sur le Site comprenant la fourniture et l’entretien, à ses propres frais, de tous les éclairages, clôtures et gardiennage nécessaires à la bonne exécution et la protection appropriée des Installations, et de la sécurité des propriétaires et occupants des propriétés adjacentes et de la sécurité du public.  Si exigé par le Maître d’Ouvrage, le Constructeur doit soumettre à la non-objection du Directeur de projet un plan de gestion de la sécurité qui définit les dispositions de sécurité pour le Site.  En prenant des dispositions de sécurité, le Constructeur doit être guidé par les lois applicables et toutes les autres exigences énoncées dans les exigences du Maître d’Ouvrage.  Le Constructeur devra (i) effectuer les vérifications appropriées sur les antécédents de tout personnel retenu pour assurer la sécurité; ii) former le personnel de sécurité adéquatement (ou déterminer qu’il est dûment formé) au recours à la force (et, le cas échéant, aux armes à feu) et à la conduite appropriée envers le personnel du Constructeur et des sous-traitants, le personnel du Maître d’Ouvrage et les collectivités concernées; et iii) exiger que le personnel de sécurité agisse dans le cadre des lois applicables et de toutes les exigences énoncées dans les exigences du Maître d’Ouvrage.  Le Constructeur ne doit pas permettre tout recours à la force par le personnel de sécurité pour assurer la sécurité, sauf lorsqu’il est utilisé à des fins préventives et défensives, en proportion de la nature et de l’étendue de la menace.  22.9 Protection de l’environnement  Le Constructeur doit prendre toutes les mesures nécessaires pour :                    i. protéger l’environnement (à la fois sur et en dehors du Site); et            ii limiter les dommages et les nuisances pour les personnes et les biens résultant de la pollution, du bruit et d’autres résultats des opérations et/ou des activités du Constructeur  Le Constructeur doit s’assurer que les émissions, les rejets de surface, les effluents et tout autre polluant provenant des activités du Constructeur ne dépassent les valeurs indiquées dans les exigences du Maître d’Ouvrage, ni celles prescrites par les lois applicables.  En cas de dommages à l’environnement, aux biens et/ou aux nuisances pour les personnes, sur ou en dehors du Site en raison des opérations du Constructeur, le Constructeur doit accepter les mesures et le calendrier du Directeur de projet pour remédier, comme possible, à la remise de l’environnement endommagé en son ancienne condition. Le Constructeur doit mettre en œuvre de tels recours à son coût à la satisfaction du Directeur de projet.  22.10 Circulation et sécurité routière  Le Constructeur doit prendre toutes les mesures de sécurité nécessaires pour éviter l’apparition d’incidents et de blessures à un tiers associé à l’occasion de l’utilisation de l’équipement du Constructeur sur la voie publique ou dans d’autres infrastructures publiques.  Le Constructeur doit surveiller et utiliser les rapports d’incidents de sécurité routière et d’accidents pour identifier les problèmes de sécurité, et établir et mettre en œuvre les mesures nécessaires pour les résoudre.  [https://ssl.microsofttranslator.com/static/26105338/img/tooltip_logo.gif](http://www.bing.com/translator)https://ssl.microsofttranslator.com/static/26105338/img/tooltip_close.gif  **Original**  The Contractor shall ensure that emissions, surface discharges, effluent and any other pollutants from the Contractor’s activities shall exceed neither the values indicated in the Employer’s Requirements, nor those prescribed by applicable laws.  22.11 Découvertes Archéologiques et Géologiques  Tous fossiles, pièces de monnaie, objets de valeur ou d’antiquité, structures, groupes de structures et autres vestiges ou objets d’intérêt géologique, archéologique, paléontologique, historique, architectural ou religieux ou d’une valeur significative découverts sur le Site doivent être placés sous la garde du Maître d’Ouvrage. L’Entrepreneur doit:   * 1. prendre toutes les précautions raisonnables, y compris la clôture de la zone ou du Site de la découverte, afin d’éviter d’autres perturbations et d’empêcher le personnel de l’Entrepreneur ou d’autres personnes d’enlever ou d’endommager l’une ou l’autre de ces découvertes ;   2. dès que possible, après la découverte d’une telle constatation, aviser le Directeur de projet, pour donner au Directeur de projet la possibilité d’inspecter et/ou d’enquêter rapidement sur la conclusion avant qu’elle ne soit perturbée et de donner des instructions pour y faire face; **Original**as soon as practicable after discovery of any such finding, give a notice to the Project Manager, to give the Project Manager the opportunity to promptly inspect and/or investigate the finding before it is disturbed and to issue instructions for dealing with it;   c) former le personnel de l’Entrepreneur concerné sur les mesures appropriées à prendre en cas de telles découvertes;  (d) mettre en œuvre toute autre action conforme aux exigences du Marché et aux lois pertinentes.  Si le Constructeur subit des retards et/ou engage des frais supplémentaires pour se conformer aux instructions du Directeur de projet, le Constructeur a droit à une prolongation de délai en vertu de la sous-clause 40.1 du CCG, et le montant de ces coûts supplémentaires sera ajouté au Montant du Marché. |
| 23. Essais et inspections | 23.1 Le Constructeur devra réaliser à ses propres frais, au lieu de fabrication et/ou sur le site, tous les essais et/ou inspections des matériels et équipements et de toute partie des Installations, dans les conditions spécifiées par le Marché.  23.2 Le Maître d’Ouvrage et le Directeur de projet ou leurs représentants désignés seront en droit d’assister aux essais et/ou inspections précités, étant entendu que le Maître d’Ouvrage supportera tous les frais et dépenses encourus pour y assister, y compris, sans caractère limitatif, tous les frais de voyage, de restauration et d’hébergement.  23.3 Chaque fois qu’il sera prêt à réaliser l’un quelconque de ces essais et/ou l’une quelconque de ces inspections, le Constructeur devra en prévenir le Directeur de projet raisonnablement à l’avance, en lui indiquant le lieu, la date et l’heure de cet essai et/ou de cette inspection. Le Constructeur devra obtenir de tout tiers, constructeur ou fabricant concerné toutes les autorisations ou les permis nécessaires pour permettre au Maître d’Ouvrage et au Directeur de projet d’assister à l’essai et/ou à l’inspection en question.  23.4 Le Constructeur devra fournir au Directeur de projet un rapport certifié des résultats de chacun de ces essais et/ou de chacune de ces inspections. Dans le cas où le Maître d’Ouvrage et le Directeur de projet s’abstiendraient d’assister à un essai et/ou à une inspection, ou encore si les parties conviennent qu’ils n’y assisteront pas, le Constructeur pourra procéder à l’essai et/ou à l’inspection en l’absence du Maître d’Ouvrage et/ou du Directeur de projet (selon le cas) et fournir au Directeur de projet un rapport certifié des résultats de cet essai et/ou de cette inspection.  23.5 Le Directeur de projet pourra exiger du Constructeur qu’il réalise des essais et/ou inspections non exigés par le Marché, étant entendu que les coûts et dépenses raisonnables encourus par le Constructeur pour la réalisation de cet essai et/ou de cette inspection seront ajoutés au montant du Marché. En outre, si cet essai et/ou cette inspection empêche l’avancement des travaux de montage des Installations et/ou l’exécution par le Constructeur des autres obligations mises à sa charge par le Marché, il en sera tenu compte dans le délai d’achèvement et le délai d’exécution des autres obligations ainsi affectées.  23.6 Si l’un des matériels et équipements ou une partie des Installations ne subit pas avec succès un essai et/ou une inspection quelconque, le Constructeur devra, soit rectifier, soit remplacer ce matériel, cet équipement ou cette partie de l’Ouvrage, et répéter cet essai et/ou cette inspection, en en prévenant le Directeur de projet conformément à la Clause 23.3 ci-dessus.  23.7 S’il surgit un différend ou une divergence d’opinion entre les parties à propos d’un essai et/ou d’une inspection des matériels et équipements ou d’une partie des Installations, que les parties ne parviennent pas à résoudre dans un délai raisonnable, ce différend pourra être soumis pour décision à un Comité de Règlement des Différends, conformément à la Clause 46.3 du CCAG.  23.8 Le Constructeur devra donner au Maître d’Ouvrage et au Directeur de projet, aux frais du Maître d’Ouvrage, l’accès à tout lieu où les matériels et équipements sont fabriqués ou aux Installations en cours de montage, afin qu’ils puissent inspecter l’avancement des travaux et le mode de fabrication ou de montage d’installations, à tous moments et heures raisonnables, sous réserve que le Directeur de projet en informe le Constructeur suffisamment à l’avance. Sans préjudice des dispositions de la sous-clause 9.7 du CCAG, tel qu’ordonné par le Directeur de projet, le Constructeur doit également permettre à d’autres entités (aux frais du Constructeur ou, le cas échéant, des entités respectives en question) d’accéder aux installations, d’inspecter les progrès et le manière d’exécuter les installations, effectuer une vérification environnementale et sociale, le cas échéant, ou s’acquitter de toute autre tâche telle qu’indiquée dans les exigences du Maître d’Ouvrage, ou telle qu’elle a été ordonnée par le Directeur de projet. [https://ssl.microsofttranslator.com/static/26105338/img/tooltip_logo.gif](http://www.bing.com/translator)https://ssl.microsofttranslator.com/static/26105338/img/tooltip_close.gif**Original**Without prejudice to GCC Sub-Clause 9.7, as instructed by the Project Manager, the Contractor shall also afford other relevant entities (at the Employer’s or their respective entities’ expense, as appropriate) access to the Facilities, to inspect progress and the 23.9 Le Constructeur convient qu’il ne sera délié de ses responsabilités aux termes du Marché ni par la réalisation des essais et/ou des inspections des matériels et équipements ou de toute partie de l’Ouvrage, ni du fait de l’assistance du Maître d’Ouvrage ou du Directeur de projet à des essais et/ou inspections ni encore du fait de l’établissement d’un rapport sur les résultats de ces essais et/ou inspections, conformément à la Clause 23.4 ci-dessus.  23.10 Aucune partie des Installations ou des fondations ne devra être recouverte sur le site, sans qu’il ait été procédé aux essais et/ou inspections exigés par le Marché, et le Constructeur devra prévenir le Directeur de projet, suffisamment à l’avance, dès que cette partie des Installations ou des fondations sera prête ou pratiquement prête à subir cet essai et/ou cette inspection ; cet essai et/ou cette inspection et les formalités de notification dont ils feront l’objet doivent satisfaire aux exigences du Marché.  23.11 Le Constructeur devra dégager toute partie des Installations ou des fondations, ou y pratiquer toutes les ouvertures que le Directeur de projet pourra exiger de temps à autre sur le site, et il devra ensuite recouvrir et remettre cette ou ces parties dans leur état antérieur.  S’il s’avère qu’une partie des Installations ou des fondations, recouverte sur le site après qu’il a été satisfait aux exigences posées par la Clause 23.10 ci-dessus, a été exécutée en parfaite conformité avec le Marché, le Maître d’Ouvrage prendra à sa charge les frais encourus afin de dégager et pratiquer des ouvertures dans cette partie des Installations ou des fondations, conformément à la demande du Directeur de projet, et afin de la recouvrir et la remettre ensuite en état, et le délai d’achèvement sera raisonnablement ajusté pour tenir compte du retard ou de la gêne en résultant pour l’exécution des obligations mises à la charge du Constructeur aux termes du Marché. |
| 24. Achèvement | 24.1 Dès que le Constructeur estimera que les Installations ou toute partie de celles-ci sont achevées, sur le plan du gros-œuvre, du second-œuvre et des installations mécaniques, et se trouvent en parfait état de propreté et de conformité aux Spécifications techniques, exception faite de certains aspects mineurs n’ayant aucune incidence importante sur le fonctionnement ou la sécurité des Installations, le Constructeur devra en aviser le Maître d’Ouvrage, en lui adressant une notification écrite à cet effet.  24.2 Dans les sept (7) jours qui suivront la réception de la notification du Constructeur, donnée en vertu de la Clause 24.1 ci-dessus, le Maître d’Ouvrage devra fournir le personnel d’exploitation et d’entretien indiqué à l’annexe correspondante (Etendue des travaux et fournitures du Maître d’Ouvrage) de l'Acte d'engagement pour la mise en service provisoire des Installations ou d’une partie de celles-ci.  Conformément à cette même annexe, le Maître d’Ouvrage fournira également, dans les sept (7) jours susmentionnés, l’ensemble des matières premières, eau et électricité, lubrifiants, produits chimiques, catalyseurs et autres matériaux et ouvrages que nécessite la mise en service provisoire de tout ou partie des Installations.  24.3 Dès que cela sera pratiquement possible après que le Maître d’Ouvrage aura mis à disposition le personnel d’exploitation et d’entretien, et fourni les matières premières, eau et électricité, combustibles, lubrifiants, produits chimiques, catalyseurs et autres matériaux et ouvrages que nécessite la mise en service provisoire de toute ou partie des Installations conformément à la Clause 24.2 ci-dessus, le Constructeur commencera la mise en service provisoire des Installations ou de la partie des Installations, en préparation de la mise en service opérationnelle, sous réserves de la Clause 25.5 du CCAG.  24.4 Dès que tous les travaux de mise en service provisoire auront été achevés, et dès que le Constructeur estimera que la mise en service opérationnelle des Installations ou d’une partie de celles-ci peut commencer, le Constructeur devra adresser une notification écrite à cet effet au Directeur de projet.  24.5 Dans les quatorze (14) jours suivant la réception de la notification donnée par le Constructeur en vertu de la Clause 24.4 ci-dessus, le Directeur de projet devra soit émettre un certificat d’achèvement dans la forme spécifiée à la Section Modèles de documents et procédures, indiquant que les Installations ou la partie en question ont été achevées à la date de la notification donnée par le Constructeur en vertu de la Clause 24.4 ci-dessus, soit notifier par écrit au Constructeur tous les défauts et/ou insuffisances qu’il aura constatés.  Si le Directeur de projet notifie l’existence de défauts et/ou insuffisances au Constructeur, ce dernier devra les corriger, y remédier et réitérer la procédure décrite à la Clause 24.4 ci-dessus.  Si le Directeur de projet est satisfait de l’Achèvement correct des Installations ou de la partie en question, le Directeur de projet devra, dans les sept (7) jours suivant la réception de la notification réitérée du Constructeur, émettre un certificat d’achèvement attestant de l’achèvement des Installations ou de la partie en question, à la date de la notification réitérée du Constructeur.  Si le Directeur de projet n’est pas satisfait, il devra notifier par écrit au Constructeur tous les défauts et/ou insuffisances qu’il aura constatés, dans les sept (7) jours suivant la seconde notification du Constructeur, moyennant quoi la procédure ci-dessus devra être de nouveau répétée.  24.6 Si le Directeur de projet émet le certificat d’achèvement et n’informe pas le Constructeur des défauts et/ou insuffisances qu’il a constatés, dans les quatorze (14) jours suivant la réception de la notification donnée par le Constructeur conformément à la Clause 24.4 ci-dessus, ou dans les sept (7) jours suivant la réception de la seconde notification faite par le Constructeur conformément à la Clause 24.5 ci-dessus, ou encore si le Maître d’Ouvrage utilise les Installations ou une partie de celles-ci, les Installations ou la partie en question de celles-ci seront réputées avoir été en état d’achèvement à la date de la notification ou de la notification réitérée du Constructeur, ou de l’utilisation des Installations par le Maître d’Ouvrage, selon le cas.  24.7 Le Constructeur devra achever tous les petits travaux restant en suspens, dès que possible après l’achèvement, de telle sorte que les Installations soient parfaitement conformes aux exigences du Marché, à faute de quoi le Maître d’Ouvrage procédera lui-même à l’exécution de ces travaux et déduira le coût correspondant de toutes sommes restant dues au Constructeur.  24.8 L’achèvement aura pour effet de transférer au Maître d’Ouvrage la responsabilité de veiller aux Installations ou à la partie en question et d’en assurer la garde ; il aura également pour effet de lui transférer les risques de pertes ou de dommages des Installations ou de la partie en question. Le Maître d’Ouvrage prendra possession des Installations ou de la partie en question dès son achèvement. |
| 25. Mise en service et réception opérationnelles | 25.1 Mise en service opérationnelle  25.1.1 Le Constructeur entreprendra la mise en service opérationnelle des Installations ou de toute partie de celles-ci immédiatement après l’établissement par le Directeur de projet du certificat d’achèvement visé à la Clause 24.5 du CCAG, ou immédiatement après que les Installations ou la partie en question auront été réputées achevées conformément à la Clause 24.6 du CCAG.  25.1.2 Le Maître d’Ouvrage fournira son propre personnel, ainsi que l’ensemble des matières premières, eau et électricité, combustibles lubrifiants, produits chimiques, catalyseurs et autres matériaux et ouvrages que nécessite la mise en service opérationnelle.  25.1.3 Conformément aux dispositions contractuelles, le personnel d’assistance du Constructeur et du Directeur de Projet assistera à la mise en service opérationnelle, y compris aux essais de garantie, et assistera et conseillera le Maître d’Ouvrage.  25.2 Essai de conformité et de garanties opérationnelles (« Essai de garantie »)  25.2.1 Conformément à la Clause 25.5 du GCC, l’essai de garantie (et ses répétitions) devra être réalisé par le Constructeur pendant la mise en service opérationnelle des Installations ou de la partie en question, afin de déterminer si les Installations ou sa partie en question peuvent atteindre les garanties opérationnelles spécifiées dans les Spécifications techniques. Le personnel du Constructeur et celui du Directeur de projet devront être présents à la réalisation de cet essai de garantie et conseiller et assister le Maître d’Ouvrage. Le Maître d’Ouvrage devra fournir sans délai au Constructeur toutes les informations que ce dernier pourra raisonnablement exiger en relation avec la conduite et les résultats de l’essai de garantie (et de ses répétitions).  25.2.2 Dans le cas où, pour des raisons non imputables au Constructeur, l’essai de garantie ne pourrait pas être achevé avec succès dans le délai requis à compter de l’achèvement, qu’il s’agisse du délai stipulé dans le **CCAP** ou de tel autre délai défini d’un commun accord entre le Maître d’Ouvrage et le Constructeur, le Constructeur sera réputé avoir rempli ses obligations en matière de garanties opérationnelles et les dispositions des Clauses 28.2 et 28.3 du CCAG ne seront pas d’application.  25.3 Réception opérationnelle  25.3.1 Sous réserve des dispositions de la Clause 25.4 ci-dessous, la réception opérationnelle des Installations ou de la partie en question interviendra lorsque :  (a) l’essai de garantie aura été réalisé avec succès et les garanties opérationnelles auront été satisfaites ; ou  (b) l’essai de garantie n’aura pas été réalisé avec succès ou n’aura pas pu être réalisé pour des raisons non imputables au Constructeur, dans le délai suivant l’achèvement spécifié dans le CCAP ou dans tout autre délai convenu, ainsi qu’il est spécifié au paragraphe 25.2.2 ci-dessus ; ou  (c) le Constructeur aura payé la pénalité forfaitaire spécifiée à la Clause 28.3 du CCAG ; et  (d) tous les travaux mineurs, relatifs à l’Ouvrage ou à sa partie concernée, tels qu’ils sont visés à la Clause 24.7 ci-dessus, auront été achevés.  25.3.2 Dès que l’un quelconque des événements visés au paragraphe ci-dessus se sera produit, le Constructeur pourra donner à tout moment au Directeur de projet une notification demandant l’établissement d’un certificat de réception opérationnelle, revêtant la forme prévue dans le Dossier d’appel à propositions ou toute autre forme jugée acceptable par le Maître d’Ouvrage, au titre des Installations ou de la partie en question spécifiée dans cette notification, et établi à la date de cette notification.  25.3.3 Le Directeur de projet devra établir ce certificat de réception opérationnelle dans les sept (7) jours suivant la réception de cette notification du Constructeur, après s’être dûment concerté avec le Maître d’Ouvrage.  25.3.4 Si, dans les sept (7) jours suivant la réception de la notification du Constructeur, le Directeur de projet s’abstient d’établir le certificat de réception opérationnelle ou d’informer le Constructeur par écrit des motifs justifiables pour lesquels le Directeur de projet n’a pas établi le certificat de réception opérationnelle, les Installations ou la partie en question de celles-ci seront réputées avoir été réceptionnées à la date de cette notification du Constructeur.  25.4 Réception partielle  25.4.1 Si le Marché spécifie que l’achèvement et la mise en service doivent avoir lieu de manière échelonnée pour certaines parties des Installations, les dispositions relatives à l’achèvement et à la mise en service (y compris celles qui s’appliquent à l’essai de garantie) s’appliqueront individuellement à chacune de ces parties des Installations, et le certificat de réception opérationnelle sera par conséquent établi pour chacune de ces parties des Installations.  25.4.2 Dans le cas où une partie des Installations comprendrait des ouvrages, des bâtiments par exemple, pour lesquels aucune mise en service ni aucun essai de garantie ne sont nécessaires, le Directeur de projet devra établir le certificat de réception opérationnelle de cet ouvrage lorsqu’il aura atteint le stade de l’achèvement, étant entendu que le Constructeur devra ensuite achever tous les travaux mineurs restés en suspens, tels qu’ils seront énumérés dans le certificat de réception opérationnelle.  25.5. Retard dans la mise en service provisoire des Installation et des Essais de conformité et de garanties opérationnelles  25.5.1 Dans l’éventualité où le Constructeur ne peut pas procéder à la mise en service provisoire des Installations conformément aux dispositions de la Clause 24.3 du CCAG, ou à l’Essai de garantie conformément aux dispositions de la Clause 25.2 du CCAG, pour des raisons attribuables au Maître d’Ouvrage soit du fait de la non-disponibilité d’autres installations sous la responsabilité d’autre(s) entrepreneur(s), ou pour des raisons en dehors du contrôle du Maître d’Ouvrage, les dispositions relatives aux conditions à remplir pour que soient « réputées » achevées les activités telles que l’Achèvement conformément aux dispositions de la Clause 24.6 du CCAG, la réception opérationnelle, conformément à la Clause 25.3.4 du CCAG, et la période de garantie, conformément à la Clause 27.2 du CCAG, les garanties opérationnelles, conformément à la Clause 28 du CCAG, l’entretien et la garde des Installations, conformément à la Clause 32 du CCAG, et la supervision, conformément à la Clause 41.1 du CCAG, ne seront pas d’application. Dans ces circonstances, les dispositions qui suivent seront d’application.  25.5.2 Lorsque le Constructeur reçoit notification du Directeur de projet qu’il ne lui sera pas possible de procéder aux activités et obligations reprises dans la Clause 25.5.1 ci-dessus, les dispositions suivantes s’appliqueront en faveur du Constructeur :  (a) le délai d’achèvement sera prolongé pour la période de supervision sans application des pénalités de retard spécifiées à la Clause 26.2 du CCAG ;  (b) les paiements dus au Constructeur en conformité avec les provisions spécifiées dans l’annexe correspondante (Conditions et procédures de paiement) de l’Acte d’engagement, qui auraient dû être effectués dans des circonstances normales liées à l’achèvement des activités correspondantes, seront versés au Constructeur contre remise d’une garantie sous la forme d’une garantie bancaire d’un montant équivalent acceptable par le Maître d’Ouvrage, laquelle deviendra nulle et non avenue lorsque le Constructeur aura satisfait à ses obligations concernant ces paiements, sous réserve des dispositions de la Clause 25.5.3 ci-dessous ;  (c) les dépenses encourues pour l’obtention de la garantie mentionnée ci-dessus et l’extension d’autres garanties contractuelles, dont la validité devra être prolongée, seront remboursées au Constructeur par le Maître d’Ouvrage ; et  (d) les frais supplémentaires encourus pour l’entretien et la garde des Installations conformément à la Clause 32.1 du CCAG seront remboursés au Constructeur par le Maître d’Ouvrage pour la période entre la notification mentionnée ci-dessus et la notification mentionnée dans la Clause 25.5.4 ci-dessous. Les dispositions de la Clause 33.2 du CCAG s’appliqueront aux Installations durant la même période.  25.5.3 Dans l’éventualité où la période de suspension considérée dans la Clause 25.5.1 ci-dessus dépassera cent quatre-vingts (180) jours, le Maître d’Ouvrage et le Constructeur devraient se mettre d’accord sur le montant des compensations supplémentaires dues au Constructeur ;  25.5.4 Lorsque le Constructeur reçoit la notification par le Directeur de projet que les Installations doivent être prêtes pour la réception provisoire, le Constructeur devra procéder sans délai à l’exécution de toutes les activités et obligations spécifiées à la Clause 24 du CCAG. |

F. Garanties et responsabilités

|  |  |
| --- | --- |
| 26. Garantie du délai d’achèvement | 26.1 Le Constructeur garantit qu’il parviendra à l’achèvement des Installations (ou de toute partie de celles-ci pour laquelle un délai d’achèvement séparé est spécifié dans le CCAP) dans le délai d’achèvement spécifié dans le CCAP conformément à la Clause 8.2 du CCAG, ou dans tel délai prolongé auquel le Constructeur pourra prétendre en vertu de la Clause 40 du CCAG.  26.2 Si le Constructeur ne parvient pas à l’achèvement des Installations ou de toute partie de celles-ci dans le délai d’achèvement ou le délai prolongé en application de la Clause 40 du CCAG, le Constructeur devra payer au Maître d’Ouvrage une pénalité de retard forfaitaire du montant spécifié dans le **CCAP**. Le montant total de cette pénalité de retard ne saurait en aucun cas excéder le montant spécifié sous la rubrique « Maximum » du **CCAP**. Lorsque le « Maximum » est atteint, le Maître d’Ouvrage peut envisager de résilier le Marché, conformément à la Clause 42.2.2 du CCAG.  L’exécution de ce paiement vaudra pleine et entière satisfaction de l’obligation faite au Constructeur de réaliser l’achèvement des Installations ou de la partie concernée de celles-ci dans le délai d’achèvement ou le délai prolongé en application de la Clause 40 du CCAG, et le Constructeur n’aura plus aucune autre responsabilité envers le Maître d’Ouvrage à ce titre.  Cependant, le paiement de cette pénalité de retard forfaitaire ne libérera aucunement le Constructeur de ses obligations d’achever les Installations ni de toutes ses autres obligations et responsabilités aux termes du Marché.  Exception faite de son obligation de payer la pénalité de retard forfaitaire visée à la Clause 26.2 ci-dessus, le Constructeur ne répondra pas envers le Maître d’Ouvrage de toute perte ou de tout dommage que ce dernier subirait du fait que le Constructeur ne respecterait pas toute date-charnière, ou n’accomplirait pas tout acte, toute opération ou toute formalité d’ici l’une des dates spécifiées à l’annexe correspondante (Calendrier d’exécution) de l’Acte d’engagement et/ou l’une des dates indiquées dans tout autre programme de travail préparé en vertu de la Clause 18 du CCAG.  26.3 Si le Constructeur parvient à l’achèvement des Installations ou de toute partie de celles-ci avant la fin du délai d’achèvement ou du délai prolongé en application de la Clause 40 du CCAG, le Maître d’Ouvrage devra payer au Constructeur une prime du montant **spécifié dans le** **CCAP**. Le montant total de cette prime ne saurait en aucun cas excéder le montant **spécifié sous la rubrique « Maximum » du CCAP**. |
| 27. Garantie | 27.1 Le Constructeur garantit que les Installations ou toute partie de celles-ci seront exemptes de tous défauts de conception, d’ingénierie, de matériaux et de construction, à la fois en ce qui concerne les matériels et équipements installés et les travaux exécutés.  27.2 Sauf stipulation contraire du **CCAP**, la période de garantie sera égale à la plus courte des périodes suivantes : dix-huit (18) mois à compter de la date d’achèvement des Installations (ou de toute partie de celles-ci) ou douze (12) mois à compter de la date de la réception opérationnelle des Installations (ou de toute partie de celles-ci).  Dans le cas où un défaut de conception, d’ingénierie, des matériaux ou de construction entachant les matériels et équipements installés ou les travaux exécutés par le Constructeur apparaîtrait pendant la période de garantie, le Constructeur devra réparer, remplacer ou remettre en état à ses frais (au choix discrétionnaire du Constructeur) les matériels et équipements ou les travaux en question, et remédier à tout dommage que ce défaut aurait causé aux Installations, après s’être concerté et entendu avec le Maître d’Ouvrage sur le moyen le plus approprié de remédier à ce défaut. Il est cependant entendu que le Constructeur n’aura pas la responsabilité de réparer, remplacer ou remettre en état tous défauts ou dommages causés aux Installations, dès lors qu’ils découleraient ou résulteraient de l’une quelconque des causes suivantes :  (a) l’exploitation ou l’entretien inapproprié des Installations par le Maître d’Ouvrage, ou  (b) l’exploitation des Installations dans des conditions en dehors des spécifications du Marché, ou  (c) l’usure normale.  27.3 Les obligations mises à la charge du Constructeur en vertu de la présente Clause 27 ne s’appliquent pas :  (a) aux matériels et équipements fournis par le Maître d’Ouvrage en vertu de la Clause 21.2 du CCAG ou qui sont normalement consommés dans le cadre de l’exploitation, ou qui ont une durée de vie inférieure à celle de la période de garantie stipulée au Marché ;  (b) aux études, spécifications ou autres données respectivement réalisées, fournies ou imposées par ou pour le compte du Maître d’Ouvrage ou tout autre élément à l’égard duquel le Constructeur a dégagé sa responsabilité ;  (c) aux autres matériaux fournis, aux autres travaux exécutés par ou pour le compte du Maître d’Ouvrage, exception faite des travaux exécutés par le Maître d’Ouvrage en vertu de la Clause 27.7 ci-dessous.  27.4 Le Maître d’Ouvrage devra adresser au Constructeur une notification précisant la nature du défaut, accompagnée de toutes les preuves disponibles établissant son existence, et ce sans aucun délai. Dès la découverte de ce défaut, le Maître d’Ouvrage devra donner au Constructeur toute latitude raisonnable pour inspecter ce défaut.  27.5 Le Maître d’Ouvrage devra donner au Constructeur l’accès nécessaire aux Installations et au site pour lui permettre d’exécuter les obligations mises à sa charge par la présente Clause 27.  Le Constructeur pourra, avec le consentement du Maître d’Ouvrage, enlever du site les matériels et équipements défectueux ou toute partie défectueuse des Installations, si la nature du défaut et/ou du dommage causé par ce défaut aux Installations est telle que les réparations nécessaires ne peuvent pas être réalisées rapidement sur le site.  27.6 Si la nature de la réparation, du remplacement ou de la remise en état est telle qu’elle peut affecter le rendement des Installations ou d’une partie de celles-ci, le Maître d’Ouvrage pourra adresser au Constructeur une notification exigeant qu’il réalise des essais sur les Installations défectueuses, immédiatement après avoir achevé ces travaux correctifs, moyennant quoi le Constructeur devra réaliser ces essais.  Dans le cas où la partie en question des Installations ne subirait pas ces essais avec succès, le Constructeur devra réaliser les travaux supplémentaires de réparation, de remplacement ou de remise en état (selon le cas) qui pourront être nécessaires, jusqu’à ce que cette partie des Installations subisse ces essais avec succès. Les essais seront définis d’un commun accord entre le Maître d’Ouvrage et le Constructeur.  27.7 Si le Constructeur n’entreprend pas les travaux nécessaires afin de remédier à ce défaut ou à tout dommage que ce défaut aurait causé aux Installations dans un délai raisonnable (qui ne saurait en aucun cas être inférieur à quinze (15) jours), le Maître d’Ouvrage pourra procéder lui-même à ces travaux, après avoir adressé une notification au Constructeur, et, dans une limite raisonnable, les coûts encourus par le Maître d’Ouvrage en relation avec ces travaux devront lui être payés par le Constructeur ou pourront être déduits par le Maître d’Ouvrage de toutes sommes dues au Constructeur ou réclamées en vertu de la garantie de bonne exécution.  27.8 Si les Installations ou une partie de celles-ci ne peuvent pas être utilisées en raison de ce défaut et/ou des travaux destinés à remédier à ce défaut, la période de garantie des Installations ou de cette partie, selon le cas, sera prolongée d’une période égale à celle pendant laquelle les Installations ou cette partie ne pourra pas être utilisée par le Maître d’Ouvrage, pour l’une ou l’autre des raisons précitées.  27.9 Excepté dans les conditions stipulées par la présente Clause 27 et par la Clause 33 du CCAG, le Constructeur n’assumera aucune responsabilité, que ce soit en vertu du Marché ou du droit applicable, au titre des défauts entachant les Installations ou une de ses parties ou les matériels et équipements, la conception, l’ingénierie ou les travaux exécutés par lui, qui apparaîtraient après l’achèvement des Installations ou d’une de ses parties, à moins que ces défauts n’aient été causés par une négligence coupable, une fraude, un acte délictueux ou une faute lourde du Constructeur.  27.10 En outre, les parties des installations identifiées dans le CCAP seront couvertes par une garantie étendue durant la période **indiquée dans le** **CCAP**. Ces obligations du Constructeur sont additionnelles aux obligations résultant de la période de garantie définie à la Clause 27.2 du CCAG. |
| 28. Garanties opérationnelles | 28.1 Le Constructeur garantit que les Installations et toutes ses parties atteindront les garanties de performance spécifiées dans l’annexe correspondante (Garanties opérationnelles) de l’Acte d’engagement, lors de la réalisation de l’essai de garantie, dans les conditions stipulées dans le Marché.  28.2 Si, pour des raisons imputables au Constructeur, les garanties opérationnelles spécifiées dans l’annexe correspondante (Garanties opérationnelles) de l’Acte d’engagement n’atteignent pas le niveau garanti, en totalité ou en partie, le Constructeur devra, à ses frais, apporter aux Installations ou ses parties les changements, modifications et/ou adjonctions qui pourront être nécessaires pour atteindre au minimum le niveau garanti de ces garanties opérationnelles. Le Constructeur devra adresser une notification au Maître d’Ouvrage lorsqu’il aura fini d’apporter les changements, modifications et/ou adjonctions nécessaires, et il demandera au Maître d’Ouvrage de procéder à un nouvel essai de garantie, jusqu’à ce que le niveau garanti ait été atteint. Si le Constructeur n’arrive pas à atteindre le niveau minimum de garanties opérationnelles, le Maître d’Ouvrage peut envisager de résilier le Marché, conformément à la Clause 42.2.2 du CCAG.  28.3 Si, pour des raisons imputables au Constructeur, les garanties opérationnelles spécifiées dans l’annexe correspondante (Garanties opérationnelles) de l’Acte d’engagement du Marché ne sont pas atteintes, en totalité ou en partie, mais que le niveau minimum des garanties opérationnelles spécifiées dans la même annexe est atteint, le Constructeur devra, au choix du Constructeur :  (a) soit apporter aux Installations ou à toute partie de celles-ci, à ses frais, les changements, modifications et/ou adjonctions qui pourront être nécessaires pour atteindre les garanties opérationnelles, et demander au Maître d’Ouvrage de procéder à un nouvel essai de garantie ;  (b) soit payer au Maître d’Ouvrage une indemnité forfaitaire pour non-respect des garanties opérationnelles, conformément à l’annexe mentionnée ci-dessus.  28.4 Le paiement de l’indemnité forfaitaire visée à la Clause 28.3 ci-dessus, à concurrence du plafond indiqué dans l’annexe (Garanties opérationnelles) de l’Acte d’engagement, satisfera intégralement les obligations de garantie mises à la charge du Constructeur en vertu de la Clause 28.1 ci-dessus et de toute autre disposition correspondante ou équivalente du Marché, moyennant quoi le Constructeur n’aura plus aucune responsabilité envers le Maître d’Ouvrage à ce titre. Dès le paiement de cette indemnité forfaitaire par le Constructeur, le Directeur de projet devra établir le certificat de réception opérationnelle pour les Installations ou la partie en question ayant donné lieu au paiement de cette indemnité forfaitaire. |
| 29. Obligation d’indemnisation en cas de contrefaçon | 29.1 Sous réserve que le Maître d’Ouvrage se conforme aux dispositions de la Clause 29.2 ci-dessous, le Constructeur devra indemniser et garantir le Maître d’Ouvrage et ses employés et dirigeants contre toute poursuite, action judiciaire, procédure administrative, réclamation, demande, action en dommages-intérêts, frais et dépenses de toute nature, y compris les frais et honoraires d’avocat, qui pourraient être dirigés contre le Maître d’Ouvrage, être subis par lui ou être mis à sa charge en conséquence de toute contrefaçon réelle ou alléguée d’un brevet, d’un dessin ou modèle déposé, d’une marque, d’un droit d’auteur (« copyright ») ou de tout autre droit de propriété intellectuelle enregistré ou existant autrement à la date du Marché, dès lors que cette contrefaçon réelle ou alléguée aurait pour cause : a) le montage des Installations par le Constructeur ou l’utilisation des Installations dans le pays où le site est implanté ; et b) la vente, dans un pays quelconque, des produits fabriqués dans les Installations.  Il est entendu que cette obligation d’indemnisation ne couvrira aucune utilisation des Installations ou d’une de leurs parties à des fins autres que celles indiquées dans le Marché ou pouvant en être raisonnablement déduites, et qu’elle ne couvrira aucune contrefaçon qui serait due à l’utilisation des Installations ou d’une de ses parties ou des produits fabriqués dans l’Installations, en association ou en combinaison avec tous autres équipements, matériels ou matériaux non fournis par le Constructeur en vertu du Marché.  29.2 Dans le cas où une procédure serait intentée ou une réclamation dirigée contre le Maître d’Ouvrage, dans le contexte de la Clause 29.1 ci-dessus, le Maître d’Ouvrage devra en aviser le Constructeur sans délai, en lui adressant une notification à cet effet, et le Constructeur pourra, à ses propres frais et au nom du Maître d’Ouvrage, assurer la conduite de cette procédure ou le règlement de cette réclamation, et de toutes négociations destinées à régler à l’amiable cette procédure ou cette réclamation.  Si le Constructeur s’abstient de notifier au Maître d’Ouvrage, dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de cette notification, qu’il entend assurer la conduite de cette procédure ou le règlement de cette réclamation, le Maître d’Ouvrage sera libre de conduire cette procédure en son propre nom. A moins que le Constructeur ne se soit ainsi abstenu de notifier son intention au Maître d’Ouvrage dans ce délai de vingt-huit (28) jours, le Maître d’Ouvrage ne devra faire aucune déclaration qui puisse être préjudiciable à la défense de cette procédure ou de cette réclamation.  Le Maître d’Ouvrage devra, si le Constructeur le lui demande, donner à ce dernier toute l’assistance possible pour assurer la conduite de cette procédure ou le règlement de cette réclamation, auquel cas le Constructeur devra rembourser au Maître d’Ouvrage tous les frais encourus, dans une limite raisonnable, pour lui apporter cette assistance.  29.3 Le Maître d’Ouvrage devra indemniser et garantir le Constructeur et ses employés, dirigeants et sous-traitants contre toute poursuite, action judiciaire, procédure administrative, réclamation, demande, action en dommages-intérêts, frais et dépenses de toute nature, y compris les frais et honoraires d’avocat, qui pourraient être dirigés contre le Constructeur, être subis par lui ou être mis à sa charge en conséquence de toute contrefaçon réelle ou alléguée d’un brevet, d’un dessin ou modèle déposé, d’une marque, d’un droit d’auteur (« copyright ») ou de tout autre droit de propriété intellectuelle enregistré ou existant autrement à la date du Marché, dès lors que cette contrefaçon réelle ou alléguée découlerait directement ou indirectement d’études, dessins, plans, spécifications ou autres documents ou matériels fournis ou conçus par ou pour le compte du Maître d’Ouvrage. |
| 30. Limite de responsabilité | 30.1 Excepté en cas de dol ou de faute lourde :  (a) le Constructeur n’encourra aucune responsabilité envers le Maître d’Ouvrage, que ce soit sur le fondement de la responsabilité contractuelle, quasi délictuelle ou autrement, à raison des pertes ou dommages indirects, tels que perte d’usage, perte de production, perte de profits, ou de frais financiers, étant entendu que cette exclusion de responsabilité ne s’appliquera pas à l’obligation du Constructeur de payer une pénalité de retard au Maître d’Ouvrage ; et  (b) la responsabilité totale que le Constructeur peut assumer envers le Maître d’Ouvrage en vertu du Marché ne saurait excéder le Montant du Marché, étant entendu que cette limitation de responsabilité ne s’appliquera pas aux frais de réparation ou de remplacement des équipements défectueux, ni à l’obligation du Constructeur d’indemniser le Maître d’Ouvrage en cas de contrefaçon de brevet. |

G. Partage des risques

|  |  |
| --- | --- |
| 31. Transfert de propriété | 31.1 La propriété des matériels et équipements (y compris les pièces de rechange) devant être importés dans le pays où le site des Installations est implanté, sera transférée au Maître d’Ouvrage au moment de leur chargement à bord du mode de transport choisi pour transporter ces matériels et équipements de leur pays d’origine dans ce pays.  31.2 La propriété des matériels et équipements (y compris les pièces de rechange) achetés dans le pays où le site des Installations est implanté sera transférée au Maître d’Ouvrage au moment où ces matériels et équipements seront livrés sur le site.  31.3 Le Constructeur ou ses sous-traitants, selon le cas, conserveront la propriété des équipements leur appartenant et qu’ils utiliseront pour les besoins de l’exécution du Marché.  31.4 Le Constructeur redeviendra propriétaire des matériels et Equipements fournis en quantités excédant les besoins de l’Ouvrage, et ce dès l’Achèvement des Installations ou à telle date antérieure à laquelle le Maître d’Ouvrage et le Constructeur conviendraient que les Matériels et Equipements en question ne sont plus nécessaires à la réalisation des Installations.  31.5 Nonobstant le transfert de propriété des Matériels et équipements, le Constructeur conservera la responsabilité d’en assurer le soin et la garde, ainsi que le risque de perte ou d’endommagement de ces matériels et équipements, conformément à la Clause 32 du CCAG jusqu’à l’achèvement des Installations ou de la partie à laquelle ces matériels et équipements sont incorporés. |
| 32. Entretien et garde des installations | 32.1 Le Constructeur aura la responsabilité d’assurer l’entretien et la garde des Installations ou de toute partie de celles-ci, jusqu’à la date d’Achèvement des Installations, ainsi qu’il est dit à la Clause 24 du CCAG ou, si le Marché prévoit l’achèvement des Installations par parties successives, jusqu’à la date d’achèvement de la partie en question ; le Constructeur devra remédier à ses propres frais à toute perte ou à tout dommage qui pourra être subi par des Installations ou la partie en question pendant cette période, quelle qu’en soit la cause. Le Constructeur sera également responsable de toute perte ou de tout dommage subi par les Installations et qui serait causé par le Constructeur ou ses sous-traitants pendant l’exécution des travaux effectués en vertu de la Clause 27 du CCAG. Nonobstant les dispositions qui précèdent, le Constructeur ne sera responsable d’aucune perte ni d’aucun dommage causé aux Installations ou à une de ses parties, par l’un des événements ou l’une des circonstances énumérés ou visés aux alinéas a), b) et c) de la Clause 32.2 ci-dessous et de la Clause 38.1 du CCAG.  32.2 En cas de perte ou de dommage causé aux Installations, ou à l’une de ses parties, ou aux ouvrages provisoires du Constructeur, en raison de ce qui suit :  (a) (dans la mesure où ces événements ont touché le pays d’implantation des Installations) réaction nucléaire, radiation nucléaire, contamination radioactive ou de compression provoquée par un aéronef ou tout objet aérien, ou tous autres événements qu’un constructeur expérimenté ne pourrait pas raisonnablement prévoir ou contre lesquels, s’ils étaient prévisibles, il n’aurait pas pu raisonnablement se prémunir ou s’assurer, dans la mesure où ces risques ne sont généralement pas assurables et sont mentionnés dans les exclusions générales de la police d’assurance contractée en vertu de la Clause 34 du CCAG, y compris dans les exclusions relatives aux risques de guerre et aux risques politiques, ou  (b) toute utilisation ou occupation d’une partie des Installations par le Maître d’Ouvrage ou un tiers (autre qu’un sous-traitant) autorisé par le Maître d’Ouvrage, ou  (c) le fait d’avoir utilisé, ou de s’être fondé sur des études, données ou spécifications fournies ou désignées par ou pour le compte du Maître d’Ouvrage, ou tout autre fait ou circonstance pour lequel le Constructeur a décliné sa responsabilité en vertu du Marché,  le Maître d’Ouvrage devra payer au Constructeur toutes les sommes payables au titre des Installations réalisées, nonobstant le fait que celles-ci auraient été perdues, détruites ou endommagées, et il devra payer au Constructeur la valeur de remplacement de toutes les Installations provisoires ou de celles de ses parties qui auraient été perdues, détruites ou endommagées. Si le Maître d’Ouvrage demande par écrit au Constructeur de remédier aux pertes ou aux dommages ainsi causés aux Installations, le Constructeur devra y remédier aux frais du Maître d’Ouvrage, conformément à la Clause 39 du CCAG. Si le Maître d’Ouvrage ne demande pas par écrit au Constructeur de remédier aux pertes ou dommages ainsi causés aux Installations, le Maître d’Ouvrage devra soit demander une modification conformément à la Clause 39 du CCAG excluant la partie des Installations ainsi perdue, détruite ou endommagée, soit, si la perte ou le dommage affecte une partie substantielle des Installations, résilier le Marché en application de la Clause 42.1 du CCAG.  32.3 Le Constructeur répondra de toute perte ou de tout dommage causé aux équipements du Constructeur, ou à tout autre bien du Constructeur utilisé ou destiné à être utilisé pour les besoins des Installations, excepté a) dans les cas visés à la Clause 32.2 ci-dessus (en ce qui concerne les Installations provisoires du Constructeur), et b) lorsque cette perte ou ce dommage a pour cause l’un des événements visés aux alinéas b) et c) de la Clause 32.2 ci-dessus et à la Clause 38.1 du CCAG.  32.4 Les dispositions de la Clause 38.3 du CCAG s’appliqueront à toute perte ou à tout dommage causé aux Installations ou à une partie de celles-ci, ou aux équipements du Constructeur, en raison de l’un des événements ou circonstances spécifiés à la Clause 38.1 du CCAG. |
| 33. Pertes ou dommages matériels ; accidents du travail ; indemnisation | 33.1 Sous réserve des dispositions de la Clause 33.3 ci-dessous, le Constructeur devra indemniser et garantir le Maître d’Ouvrage et ses employés et dirigeants contre toute poursuite, toute action judiciaire, procédure administrative, réclamation, demande, et action en dommages-intérêts, frais et dépenses de toute nature, y compris les frais et honoraires d’avocat, qui seraient la conséquence d’un décès, de dommages corporels, de la perte de biens ou de dommages matériels (autres que la perte ou l’endommagement des Installations, qu’elles aient ou non été réceptionnées), et découleraient de la fourniture et du montage des Installations, dès lors qu’ils auraient pour cause une négligence du Constructeur, de ses sous-traitants ou de leurs employés, dirigeants ou agents respectifs, exception faite du décès ou des dommages corporels ou matériels qui auraient pour cause une négligence du Maître d’Ouvrage, de ses sous-traitants, de ses employés, de ses dirigeants ou de ses agents.  33.2 Dans le cas où une procédure intentée ou une réclamation dirigée contre le Maître d’Ouvrage serait susceptible de faire jouer la responsabilité du Constructeur en vertu de la Clause 33.1 ci-dessus, le Maître d’Ouvrage devra en aviser le Constructeur sans délai, en lui adressant une notification à cet effet, et le Constructeur pourra, à ses propres frais et au nom du Maître d’Ouvrage, assurer la conduite de cette procédure ou le règlement de cette réclamation, et de toutes négociations destinées à régler cette procédure ou cette réclamation de manière transactionnelle.  Si le Constructeur s’abstient de notifier au Maître d’Ouvrage, dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de cette notification, qu’il entend assurer la conduite de cette procédure ou le règlement de cette réclamation, le Maître d’Ouvrage sera libre de conduire cette procédure en son propre nom. A moins que le Constructeur ne se soit ainsi abstenu de notifier son intention au Maître d’Ouvrage dans ce délai de vingt-huit (28) jours, le Maître d’Ouvrage ne devra faire aucune déclaration qui puisse être préjudiciable à la défense de cette procédure ou de cette réclamation.  Le Maître d’Ouvrage devra, si le Constructeur le lui demande, donner à ce dernier toute l’assistance possible pour assurer la conduite de cette procédure ou le règlement de cette réclamation, auquel cas le Constructeur devra rembourser au Maître d’Ouvrage tous les frais raisonnables encourus pour lui apporter cette assistance.  33.3 Le Maître d’Ouvrage devra indemniser et garantir le Constructeur et ses employés, dirigeants et sous-traitants contre toute responsabilité pour perte ou dommage causé à des biens du Maître d’Ouvrage, autres que les Installations ou leurs parties qui n’auraient pas encore été réceptionnées par ce dernier, du fait d’un incendie, d’une explosion ou de tout autre sinistre, dans la mesure où le préjudice excéderait le montant récupérable en vertu des assurances souscrites en application de la Clause 34 du CCAG, sous réserve que cet incendie, cette explosion ou cet autre sinistre n’ait pas été causé par un acte ou une défaillance du Constructeur.  33.4 La partie pouvant prétendre au bénéfice d’une indemnité en vertu de la présente Clause 33 devra prendre toutes les mesures raisonnables pour atténuer l’ampleur de la perte ou du dommage ayant pu survenir. Si cette partie s’abstient de prendre ces mesures, les responsabilités de l’autre partie seront réduites en conséquence. |
| 34. Assurances | 34.1 En application de l’annexe correspondante (Assurances obligatoires) de l’Acte d’engagement, le Constructeur devra, à ses propres frais, contracter et maintenir en vigueur, ou faire contracter et maintenir en vigueur, les assurances énumérées ci-dessous, pour les montants, avec les franchises et sous les autres conditions stipulées dans cette même annexe, et ce pendant toute la durée d’exécution du Marché. L’identité des assureurs et la forme des polices seront soumises à l’approbation du Maître d’Ouvrage, étant entendu que cette approbation ne devra pas être refusée sans motif légitime.  (a) Assurance du fret en cours de transport  Couvrant la perte ou les dommages causés aux matériels et équipements (y compris les pièces de rechange) et aux Equipements du Constructeur devant être fournis par le Constructeur ou ses sous-traitants, et survenant en cours de transport entre les usines ou dépôts de leur fournisseur, fabricant ou constructeur, jusqu’à leur arrivée sur le site.  (b) Assurance tous risques des travaux de montage  Couvrant la perte ou les dommages causés aux Installations sur le site, survenant avant l’achèvement des Installations, avec une extension de garantie couvrant la responsabilité du Constructeur au titre de la perte ou des dommages survenant pendant la période de garantie, aussi longtemps que le Constructeur restera sur le site pour exécuter ses obligations pendant la période de garantie.  (c) Assurance de responsabilité civile vis-à-vis des tiers  Couvrant les risques de dommages corporels causés à des tiers ou les risques de décès de tiers (y compris le personnel du Maître d’Ouvrage) et les risques de perte ou de dommages causés à des biens, survenant en relation avec la fourniture et le montage des Installations.  (d) Assurance de responsabilité automobile  Couvrant l’utilisation de tous les véhicules utilisés par le Constructeur ou ses sous-traitants (qu’ils en soient ou non propriétaires) en relation avec l’exécution du Marché.  (e) Assurance contre les accidents du travail  Conformément aux exigences légales applicables dans tout pays où tout ou partie du Marché doit être exécuté.  (f) Assurance de responsabilité civile du Maître d’Ouvrage  Conformément aux exigences légales applicables dans tout pays où tout ou partie du Marché doit être exécuté.  (g) Autres assurances  Toutes autres assurances qui pourront être spécifiquement convenues entre les parties au Marché présentes, telles qu’énumérées dans l’annexe mentionnée ci-dessus.  34.2 Le Maître d’Ouvrage devra être nommément désigné comme co-assuré au titre des polices d’assurance contractées par le Constructeur en vertu de la Clause 34.1 ci-dessus, exception faite de l’assurance de responsabilité civile vis-à-vis des tiers, de l’assurance contre les accidents du travail et de l’assurance de responsabilité civile du Maître d’Ouvrage. En outre, les sous-traitants du Constructeur devront être nommément désignés comme co-assurés au titre des polices d’assurance contractées par le Constructeur en vertu de la Clause 34.1 ci-dessus, exception faite de l’assurance du fret en cours de transport, de l’assurance contre les accidents du travail et de l’assurance de responsabilité civile du Maître d’Ouvrage. Par ailleurs, les assureurs devront renoncer, aux termes de ces polices, à tous leurs droits de subrogation à l’encontre de ces co-assurés, du fait de sinistres ou de demandes d’indemnités résultant de l’exécution du Marché.  34.3 Conformément aux dispositions de l’annexe correspondante (Assurances obligatoires) de l’Acte d’engagement, le Constructeur devra fournir au Maître d’Ouvrage des certificats d’assurance (ou des copies des polices d’assurance) prouvant que les polices exigées sont pleinement en vigueur et effectives. Les certificats devront stipuler que les assureurs seront tenus de donner un préavis de vingt et un (21) jours au moins au Maître d’Ouvrage, avant de pouvoir résilier une police ou de lui apporter une modification importante.  34.4 Le Constructeur devra veiller à ce que son ou ses sous-traitants souscrivent et maintiennent en vigueur, dans toute la mesure nécessaire, des polices d’assurance appropriées couvrant leur personnel, leurs véhicules et les travaux exécutés par eux en vertu du Marché, à moins que ces sous-traitants ne soient couverts par les polices contractées par le Constructeur.  34.5 Le Maître d’Ouvrage devra contracter et maintenir en vigueur à ses propres frais les assurances spécifiées dans l’annexe correspondante (Assurances obligatoires) de l’Acte d’engagement, pour les montants, avec les franchises et dans les conditions stipulées dans cette même annexe. Le Constructeur et les sous-traitants du Constructeur devront être nommément désignés en tant que co-assurés au titre de toutes ces polices. Les assureurs devront renoncer, aux termes de ces polices, à tous leurs droits de subrogation à l’encontre de ces co-assurés, du fait de tous les sinistres ou de toutes les demandes d’indemnités résultant de l’exécution du Marché. Le Maître d’Ouvrage devra fournir au Constructeur une preuve satisfaisante que les assurances exigées sont pleinement en vigueur et effectives. Les polices devront stipuler que tous les assureurs seront tenus de donner un préavis de vingt et un (21) jours au moins au Constructeur, avant de pouvoir résilier une police ou de lui apporter une modification importante. Si le Constructeur le lui demande, le Maître d’Ouvrage devra lui fournir des copies des polices souscrites par le Maître d’Ouvrage en vertu de la présente Clause 34.5.  34.6 Si le Constructeur s’abstient de contracter et/ou de maintenir en vigueur les assurances visées à la Clause 34.1 ci-dessus, le Maître d’Ouvrage pourra contracter ces assurances et les maintenir en vigueur, et déduire de temps à autre de toute somme due au Constructeur en vertu du Marché, toute prime que le Maître d’Ouvrage aura payée à l’assureur, ou recouvrer autrement le montant de la prime ainsi payée, comme si c’était une dette due par le Constructeur. Si le Maître d’Ouvrage s’abstient de contracter et/ou de maintenir en vigueur les assurances visées à la Clause 34.5 ci-dessus, le Constructeur pourra contracter ces assurances et les maintenir en vigueur, et déduire de temps à autre de toute somme due au Maître d’Ouvrage en vertu du Marché, toute prime que le Constructeur aura payée à l’assureur, ou recouvrer autrement le montant de la prime ainsi payée, comme une dette due par le Maître d’Ouvrage. Cependant, si le Constructeur s’abstient ou est dans l’incapacité de contracter et de maintenir ces assurances en vigueur, il n’encourra aucune responsabilité envers le Maître d’Ouvrage, et le Constructeur pourra exercer tous les recours qui lui sont ouverts à l’encontre du Maître d’Ouvrage, au titre des responsabilités du Maître d’Ouvrage aux termes du Marché.  34.7 Sauf stipulation contraire du Marché, le Constructeur devra assurer la préparation et le suivi de tous les dossiers de demandes d’indemnisation présentés en vertu des polices qu’il aura contractées en application de la présente Clause 34 et toutes les sommes payables par des assureurs devront être payées au Constructeur. Le Maître d’Ouvrage devra fournir au Constructeur l’assistance qui pourra être exigée par le Constructeur. Dans tous les cas où des réclamations effectuées au titre d’assurance mettraient en jeu les intérêts du Maître d’Ouvrage, le Constructeur ne devra donner aucune décharge ni conclure aucun règlement transactionnel avec l’assureur, sans avoir obtenu le consentement préalable et écrit du Maître d’Ouvrage. Dans tous les cas où des réclamations d’assurance mettraient en jeu les intérêts du Constructeur, le Maître d’Ouvrage ne devra donner aucune décharge ni conclure aucun règlement transactionnel avec l’assureur, sans avoir obtenu le consentement préalable et écrit du Constructeur. |
| 35. Conditions imprévisibles | 35.1 Si, pendant l’exécution du Marché, le Constructeur rencontre sur le site des conditions physiques (autres que climatiques) ou des obstacles artificiels qu’un constructeur expérimenté n’aurait pas pu raisonnablement prévoir avant la date de conclusion du Marché, sur la base d’un examen raisonnable des données fournies par le Maître d’Ouvrage à propos de l’Ouvrage (y compris les données sur les sondages), et sur la base des informations qu’il aurait pu obtenir à la suite d’une inspection du site, ou encore sur la base d’autres données sur le site auxquelles il aurait pu aisément accéder, et si le Constructeur détermine qu’il encourra des coûts et dépenses supplémentaires ou aura besoin d’un délai supplémentaire pour exécuter ses obligations aux termes du Marché, en raison de ces conditions ou obstacles, qu’il n’aurait pas encourus ou dont il n’aurait pas eu besoin s’il ne les avait pas rencontrés, le Constructeur devra en aviser sans délai le Directeur de projet par une notification écrite à cet effet, avant d’exécuter des travaux supplémentaires ou d’utiliser des matériels et équipements supplémentaires ou des équipements supplémentaires du Constructeur ; cette notification devra indiquer :  (a) les conditions physiques ou les obstacles artificiels rencontrés sur le site et qui ne pouvaient raisonnablement être prévus ;  (b) les travaux supplémentaires et/ou les matériels et équipements supplémentaires et/ou les équipements supplémentaires du Constructeur qui sont nécessaires, y compris les mesures que le Constructeur prendra ou proposera de prendre afin de surmonter ces conditions ou obstacles ;  (c) l’importance du retard prévu ; et  (d) les coûts et dépenses supplémentaires que le Constructeur est susceptible d’encourir.  A la réception de la notification donnée par le Constructeur en vertu de la présente Clause 35.1, le Directeur de projet devra se concerter sans délai avec le Maître d’Ouvrage et le Constructeur et décider des mesures à prendre pour surmonter les conditions physiques ou les obstacles artificiels rencontrés. A la suite de ces consultations, le Directeur de projet devra donner au Constructeur ses instructions sur les mesures à prendre, en adressant copie de ces instructions au Maître d’Ouvrage.  35.2 Le Maître d’Ouvrage devra payer au Constructeur, en supplément du montant du Marché, tous les coûts et dépenses supplémentaires raisonnablement encourus par le Constructeur pour se conformer aux instructions du Directeur de projet, afin de surmonter les conditions physiques ou les obstacles artificiels visés à la Clause 35.1 ci-dessus.  Si le Constructeur est retardé dans l’exécution du Marché ou empêché d’exécuter le Marché en raison de conditions physiques ou d’obstacles artificiels de la nature visée à la Clause 35.1 ci-dessus, le délai d’achèvement sera prolongé conformément à la Clause 40 du CCAG. |
| 36 Modification des législations et  réglementations | 36.1 Si, au cours des vingt-huit (28) jours qui précèdent la date de dépôt de la Proposition, dans le pays où est situé le site, la promulgation, l’abrogation ou la modification (qui sera réputée inclure toute modification d’interprétation ou d’application par les autorités compétentes) de toute loi, réglementation, ordonnance, ou de tout décret ou réglementation locale ayant force de loi, affecte ultérieurement les frais et dépenses du Constructeur et/ou le délai d’achèvement, le montant du Marché sera augmenté ou réduit en conséquence et/ou le délai d’achèvement sera modifié en conséquence en raison de l’atteinte portée au Constructeur relativement à l’exécution de ses obligations aux termes du Marché. Nonobstant ce qui précède, l’augmentation ou la réduction des coûts ne pourra pas être payée ou créditée séparément si elle a déjà été prévue dans les dispositions de révision de prix, conformément au CCAP en application de la Clause 11.2. |
| 37. Force majeure | 37.1 Aux fins du présent Marché, « force majeure » signifie tout événement qui est en dehors du contrôle d’une des parties et qui rend impossible la bonne exécution de ses obligations ou la rend si difficile qu’elle peut être tenue pour impossible dans de telles circonstances. Les événements de force majeure incluent, mais ne sont pas limités aux :  (a) guerres, hostilités et opérations s’apparentant à des guerres (qu’il y ait ou non déclaration de guerre), invasion, acte de guerre civile ou due à un ennemi extérieur ;  (b) rébellion, révolution, insurrection, mutinerie, usurpation par des gouvernements civils ou militaires, complot, émeutes, troubles civils et actes terroristes ;  (c) confiscation, nationalisation, mobilisation, réquisition par ou suivant les ordres d’un gouvernement ou d’une autorité de droit ou de fait, ou suite à un autre acte ou absence d’action d’une autorité locale ou nationale ;  (d) grève, sabotage, lock-out, embargo, restriction des importations, congestion portuaire, manque des moyens habituels de transport publics et de communication, dispute de nature industrielle, naufrage, coupure ou restriction de l’alimentation électrique, épidémies, quarantaine et peste ;  (e) tremblement de terre, glissement de terrain, activité volcanique, feu, inondations, raz de marée, typhon ou cyclone, ouragan, tempête, foudre, ou autre circonstance climatique adverse, onde de choc ou nucléaire ou autre désastre naturel ou physique ;  (f) pénurie de main-d’œuvre, matériaux, eaux ou électricité lorsque cela est dû à des causes considérées elles-mêmes comme relevant de la force majeure.  37.2 Si l’une ou l’autre des parties est empêchée, entravée ou retardée dans l’exécution de l’une de ses obligations au titre du Marché par un événement de force majeure, elle devra notifier par écrit à l’autre partie cet événement de force majeure et ses circonstances dans les quatorze (14) jours suivant l’événement.  37.3 La partie ayant notifié à l’autre partie un événement de force majeure sera dispensée de l’exécution ou de l’exécution de ses obligations spécifiquement mises en cause au titre du Marché pendant toute la durée de l’événement de force majeure et dans la mesure où l’exécution de ses obligations est empêchée, entravée ou retardée par cet événement. Le délai d’achèvement sera prolongé conformément à la Clause 40 du CCAG.  37.4 La partie ou les parties affectée(s) par l’événement de force majeure devra (devront) faire ce qui est en son (leur) pouvoir pour atténuer les effets de cet événement sur son (leur) exécution du Marché et sur ses (leurs) obligations au titre du Marché, sans préjudice, pour l’une ou l’autre des parties, du droit de résilier le Marché conformément aux Clauses 37.6 et 38.5 du CCAG.  37.5 Aucun retard ni aucun défaut d’exécution de l’une des parties pour cause d’événement de force majeure ne pourra :  (a) constituer une défaillance ou une rupture du Marché ; ou  (b) (sous réserve des Clauses 32.2, 38.3 et 38.4 du CCAG) donner lieu à une action en dommages-intérêts ou à une demande de remboursement des coûts supplémentaires occasionnés par l’événement de force majeure ;  si et dans la mesure où le retard ou le défaut d’exécution en question est causé par un événement de force majeure.  37.6 Si l’exécution du Marché est substantiellement empêchée, entravée ou retardée pendant une période de plus de soixante (60) jours consécutifs ou une période globale de plus de cent vingt (120) jours par suite d’un ou de plusieurs événements de force majeure pendant la durée du Marché, les parties tenteront de mettre en place une solution mutuellement satisfaisante, faute de quoi l’une ou l’autre des parties pourra résilier le Marché en avisant l’autre partie, sans préjudice du droit de l’une ou l’autre des parties de résilier le Marché conformément à la Clause 38.5 du CCAG.  37.7 En cas de résiliation conformément à la Clause 37.6 ci-dessus, les droits et obligations du Maître d’Ouvrage et du Constructeur seront ceux spécifiés aux Clauses 42.1.2 et 42.1.3 du CCAG.  37.8 Nonobstant la Clause 37.5, ci-dessus la force majeure ne pourra s’appliquer à aucune des obligations du Maître d’Ouvrage de payer le Constructeur ci-après. |
| 38. Risques de guerre | 38.1 Les « risques de guerre » englobent tout événement mentionné aux alinéas a) et b) de la Clause 37.1 du CCAG et toute explosion ou impact de mine, bombe, obus, grenade ou de tout autre projectile, missile, munitions ou explosif de guerre, se produisant ou se trouvant dans ou à proximité du (des) pays où se trouve le site.  38.2 Nonobstant toute autre clause du présent Marché, le Constructeur n’aura aucune responsabilité en ce qui concerne :  (a) la destruction ou l’endommagement des Installations, des matériels et équipements, ou d’une partie de ceux-ci ;  (b) la destruction ou l’endommagement de biens appartenant au Maître d’Ouvrage ou à un tiers ;  (c) les blessures ou décès ;  si la destruction, le dommage, la blessure ou le décès est causé par un risque de guerre, et le Maître d’Ouvrage devra indemniser et mettre le Constructeur à couvert de toute réclamation, responsabilité, action en justice, procès, dommages, et intérêts, coûts, frais ou dépenses survenant en conséquence de ou en relation avec l’événement.  38.3 Si les Installations, ou les matériels et équipements, ou les équipements du Constructeur, ou toute autre propriété du Constructeur utilisée ou devant être utilisée pour réaliser les Installations subissent une destruction ou un dommage à la suite d’un risque de guerre, le Maître d’Ouvrage devra payer le Constructeur pour :  (a) toute partie des Installations ou des matériels et équipements détruite ou endommagée (dans la mesure où la destruction ou le dommage n’est pas déjà payé par le Maître d’Ouvrage) ;  (b) le remplacement ou la remise en état de tout équipement du Constructeur ou de toute autre propriété du Constructeur ayant subi la destruction ou le dommage ; et  (c) le remplacement ou la remise en état des Installations ou des matériels et équipements totalement ou partiellement détruits ou endommagés ; dans la mesure où le Maître d’Ouvrage l’exige et où cela s’avère nécessaire pour l’achèvement des Installations.  Si le Maître d’Ouvrage n’exige pas du Constructeur le remplacement ou la remise en état des Installations détruites ou endommagées, le Maître d’Ouvrage devra soit demander une modification conformément à la Clause 39 du CCAG excluant l’exécution de la partie des Installations détruites ou endommagées ou, lorsque la perte, la destruction ou le dommage affecte une partie importante des Installations, résilier le Marché conformément à la Clause 42.1 du CCAG.  Si Le Maître d’Ouvrage exige du Constructeur le remplacement ou la remise en état des Installations détruites ou endommagées, le Délai d’achèvement sera prorogé conformément à la Clause 40 du CCAG  38.4 Nonobstant toute autre clause du présent Marché, le Maître d’Ouvrage devra payer au Constructeur toute augmentation de coût résultant de l’exécution du Marché et, en tout état de cause, imputable à, consécutive à, résultant de ou associée, de quelque façon que ce soit, à un risque de guerre, à condition que le Constructeur informe le Maître d’Ouvrage dès que possible et par écrit de l’augmentation de coût en question.  38.5 Si, au cours de l’exécution du Marché, un risque de guerre quelconque se produit et affecte financièrement ou matériellement l’exécution du Marché par le Constructeur, le Constructeur devra faire tout ce qui est en son pouvoir pour exécuter le Marché en accordant la considération nécessaire à la sécurité de son personnel et de celui de ses sous-traitants travaillant sur les Installations, à la condition, toutefois, que si le montage des Installations devenait impossible ou était sérieusement empêché pendant une période de soixante (60) jours consécutifs ou une période globale de cent vingt (120) jours par suite de risque de guerre, les parties devraient essayer de trouver une solution mutuellement satisfaisante, à défaut de quoi l’une ou l’autre des parties pourra résilier le Marché en avisant l’autre partie.  38.6 Dans l’éventualité d’une résiliation conformément à la Clause 38.3 ou à la Clause 38.5 ci-dessus, les droits et obligations du Maître d’Ouvrage et du Constructeur seront ceux spécifiés aux Clauses 42.1.2 et 42.1.3. du CCAG. |

H. Modification des éléments du Marché

|  |  |
| --- | --- |
| 39. Modification des installations | 39.1 Introduction des modifications  39.1.1 Conformément aux paragraphes 39.2.5 et 39.2.7, ci-dessous le Maître d’Ouvrage disposera du droit de proposer et, ultérieurement, de demander au Directeur de projet de donner instruction au Constructeur, au cours de l’exécution du Marché, de procéder à toute modification de, ou ajout, ou suppression aux Installations (ci-après désignée « modification »), à condition que ladite modification soit conforme à la définition générale des Installations, ne constitue pas un travail sans rapport et soit techniquement possible, compte tenu à la fois de l’état d’avancement des Installations et de la compatibilité technique de la modification envisagée avec la nature des Installations spécifiées aux termes du Marché.  39.1.2 Analyse de la valeur : Le Constructeur pourra préparer, à ses frais, une proposition fondée sur l’analyse de la valeur à tout moment durant l’exécution du Marché. La proposition fondée sur l’analyse de la valeur comprendra au minimum les renseignements ci-après :  (a) la (ou les) modification(s) proposée(s), et la description des différences avec les exigences du marché ;  (b) une analyse exhaustive des coûts et avantages de la (ou des) modification(s) proposée(s), y compris la description et l’estimation des coûts (y compris coûts d’exploitation et de maintenance) susceptible d’être encourus par le Maître d’Ouvrage s’il accepte la proposition ; et  (c) la description de tout(s) impact(s) de la modification sur la performance ou les fonctionnalités.  Le Maître d’Ouvrage pourrait accepter la proposition fondée sur l’analyse de la valeur dans le cas où la proposition présente l’un ou plusieurs des avantages ci-après :   * + - 1. accélérer le délai de réalisation, ou       2. réduire le coût pour le Maître d’Ouvrage durant la vie utile,       3. améliorer la qualité, l’efficacité, la sécurité ou la durabilité des installations, ou       4. produire un autre avantage pour le Maître d’Ouvrage,   sans pour autant compromettre les fonctionnalités nécessaires des installations.  Dans le cas où la proposition fondée sur l’analyse de la valeur est approuvée par le Maître d’Ouvrage et a pour conséquence de :   * + - 1. réduire le Montant du Marché, le montant à payer au Constructeur sera le pourcentage indiqué au CCAP de la réduction du Montant du Marché ; ou       2. augmenter le Montant du Marché, mais réduire les coûts futurs pour le Maître d’Ouvrage en conséquence de tout avantage décrit en (i) à (iv) ci-avant, le montant à payer au Constructeur sera la totalité de l’augmentation du Montant du Marché.   39.1.3 Nonobstant les paragraphes 39.1.1 et 39.1.2, ci-dessus, aucun changement imposé par une défaillance du Constructeur dans l’exécution de ses obligations aux termes du Marché ne pourra être considéré comme une modification, et cette modification ne devra en aucun cas entraîner un ajustement du montant du Marché ou du délai d’achèvement.  39.1.4 La procédure à suivre pour mettre en œuvre les modifications est précisée dans les Clauses 39.2 et 39.3 du CCAG, et de plus amples détails et modèles de document sont fournis dans la Section modèles de documents et procédures du Dossier d’appel à propositions.  39.2 Modification à l’initiative du Maître d’Ouvrage  39.2.1 Si le Maître d’Ouvrage propose une modification conformément au paragraphe 39.1.1 ci-dessus, il adressera au Constructeur une demande pour proposition de modification, demandant au Constructeur de préparer et fournir au Directeur de projet, dès que possible, une « proposition de modification » incluant les éléments suivants :  (a) brève description de la modification  (b) effet sur le délai d’achèvement  (c) estimation du coût de la modification  (d) effet sur les garanties de performance (s’il y en a)  (e) effet sur les installations  (f) effet sur toute autre disposition du Marché  39.2.2 Avant de préparer et de soumettre la proposition de modification, le Constructeur soumettra au Directeur de projet une estimation de la proposition de modification, qui sera une estimation du coût que représente la préparation et proposition de la proposition de modification. Après avoir reçu l’estimation du Constructeur pour la proposition de modification, le Maître d’Ouvrage :  (a) acceptera l’estimation du Constructeur et donnera des instructions au Constructeur pour que celui-ci entame la préparation de la proposition de modification ;  (b) indiquera au Constructeur les parties de l’estimation qu’il considère inacceptables, et demandera au Constructeur de revoir son estimation ; ou  (c) indiquera au Constructeur que le Maître d’Ouvrage n’a pas l’intention de procéder a cette modification.  39.2.3 Lorsqu’il recevra les instructions du Maître d’Ouvrage d’entamer la préparation de la proposition de modification, conformément à l’alinéa a) de la Clause 39.2.2(a) ci-dessus, le Constructeur le fera diligemment, et préparera cette modification comme indiqué au paragraphe 39.2.1. ci-dessus.  39.2.4 Le montant devant éventuellement être ajouté à ou déduit du montant du Marché si une modification est effectuée doit, dans la mesure du possible, être calculé conformément aux taux et aux prix inclus dans le Marché. Si ces taux et ces prix ne sont pas équitables, les parties devront se mettre d’accord sur des taux spécifiques pour établir la valeur de la modification.  39.2.5 Le Constructeur pourra s’opposer à toute modification requise par le Maître d’Ouvrage lorsque il apparaîtra, avant ou pendant la préparation de la proposition de modification, que le respect de ladite modification et de tous les autres ordres de modification déjà devenus obligatoires pour le Constructeur aux termes de cette Clause 39 aura pour effet, globalement, d’augmenter ou de réduire de plus de quinze pour cent (15 %) le Montant du Marché tel qu’il a été défini à l’Article 2 (Prix du Marché) de l’Acte d’engagement. Le Constructeur pourra notifier son objection avant de fournir la proposition de modification comme décrit ci-dessus. Si le Maître d’Ouvrage accepte l’objection du Constructeur, le Maître d’Ouvrage devra retirer la modification proposée et en aviser le Constructeur par écrit.  Le défaut d’objection par le Constructeur n’affectera ni son droit d’objecter à toute modification ou tout ordre de modification requis ultérieurement, ni son droit de tenir compte, lors d’une éventuelle objection ultérieure, du pourcentage d’augmentation ou de réduction du montant du Marché occasionné par toute modification à laquelle le Constructeur ne s’est pas opposé.  39.2.6 Dès réception de la proposition de modification, le Maître d’Ouvrage et le Constructeur se mettront d’accord sur toutes les données qu’elle contiendra. Dans les quatorze (14) jours qui suivront un tel accord, le Maître d’Ouvrage, s’il a l’intention de poursuivre cette modification, émettra à l’intention du Constructeur un ordre de modification.  Si le Maître d’Ouvrage est dans l’impossibilité de prendre une décision dans les quatorze (14) jours, il l’indiquera au Constructeur, en précisant quand le Constructeur peut s’attendre à une décision.  Si le Maître d’Ouvrage décide de ne pas donner suite à cette modification pour quelque raison que ce soit, il le notifiera au Constructeur dans cette même période de quatorze (14) jours. Dans ce cas de figure, le Constructeur aura droit au remboursement de tous les frais qu’il aura raisonnablement encourus dans la préparation de l’ordre de modification, dans la mesure où ces frais ne dépassent pas la somme que le Constructeur aura indiquée dans son estimation de proposition de modification soumise conformément au paragraphe 39.2.2. ci-dessus.  39.2.7 Si le Maître d’Ouvrage et le Constructeur sont en désaccord avec l’estimation de l’ajustement de prix, de l’ajustement du délai d’achèvement ou de toute autre donnée indiquée dans la proposition de modification, le Maître d’Ouvrage peut néanmoins donner instruction au Constructeur de poursuivre la modification en émettant un ordre de modification dans l’attente d’un accord.  Dès réception d’un ordre de modification dans l’attente d’un accord, le Constructeur commencera immédiatement à mettre en œuvre la modification faisant l’objet d’un tel ordre. Les parties tenteront ensuite de se mettre d’accord sur les points de désaccord de la proposition de modification.  Si les parties ne parviennent pas à un accord dans les soixante (60) jours suivant la date d’émission d’un ordre de modification dans l’attente d’un accord, elles pourront en référer au Comité de Règlement des Différends conformément à la Clause 47 du CCAG.  39.3 Modification à l’initiative du Constructeur  39.3.1 Si le Constructeur propose une modification, conformément au paragraphe 39.1.2 ci-dessus, le Constructeur proposera par écrit au Directeur de projet une demande de proposition de modification, donnant les raisons pour une telle proposition de modification, et incluant les informations indiquées dans le paragraphe 39.1.2 ci-dessus.  Dès réception de la demande de proposition de modification, les parties suivront la procédure décrite dans les paragraphes 39.2.6 et 39.2.7. ci-dessus. Toutefois, si le Maître d’Ouvrage décidait de ne pas donner suite, le Constructeur ne serait pas en droit de récupérer les frais de préparation de la demande de proposition de modification. |
| 40. Prolongation du délai d’achèvement | 40.1 Le(s) délai(s) d’achèvement spécifié(s) dans le CCAP sera (seront) prolongé(s) si le Constructeur est retardé ou empêché dans l’exécution de l’une de ses obligations au titre du Marché pour l’un des motifs suivants :  (a) modification des Installations aux conditions décrites à la Clause 39 du CCAG ;  (b) événement de force majeure stipulé à la Clause 37 du CCAG, circonstance imprévue conformément à la Clause 35 du CCAG, ou autre événement de l’un des points spécifiés ou auxquels il est fait référence aux alinéas a), b) et c) de la Clause 32.2 du CCAG ;  (c) demande de suspension ordonnée par le Maître d’Ouvrage conformément à la Clause 41 du CCAG, ou réduction du rythme d’avancement conformément à la Clause 41.2 du CCAG ; ou  (d) modification de législation ou de réglementation conformément à la Clause 36 du CCAG ; ou  (e) défaillance ou rupture de ses obligations contractuelles par le Maître d’Ouvrage, et spécifiquement manquement à fournir les éléments ou fournitures spécifiés à l’annexe correspondante (Définition des travaux et fournitures incombant au Maître d’Ouvrage) de l’Acte d’engagement, ou toute activité, acte ou omission de tout entrepreneur employé par le Maître d’Ouvrage ; ou  (f) retard d’un sous-traitant, à la condition que le retard a pour cause un évènement qui aurait donné droit à une prolongation de délai pour le Constructeur lui-même ; ou  (g) tout retard dont la cause est attribuable au Maître d’Ouvrage ou provoqué par les procédures douanières ; ou  (h) tout autre événement spécifiquement mentionné aux termes du Marché ;  cette prolongation sera d’une durée raisonnable quelles que soient les circonstances et reflétera équitablement le retard ou l’empêchement subi par le Constructeur.  40.2 Sauf mention spécifique contraire dans d’autres dispositions du Marché, le Constructeur devra soumettre au Directeur de projet une demande de prolongation du délai d’achèvement, accompagnée des renseignements nécessaires sur l’événement ou la circonstance justifiant cette prolongation, le plus tôt possible après le début de l’événement ou de la circonstance en question. Le plus tôt possible après réception de cette demande et compte tenu des états justificatifs de la demande, le Maître d’Ouvrage et le Constructeur décideront ensemble de la durée de la prolongation. Si le Constructeur n’accepte pas la proposition de prolongation faite par le Maître d’Ouvrage, il aura le droit d’en référer au Comité de Règlement des Différends, conformément à la Clause 47 du CCAG.  40.3 Le Constructeur devra à tout moment faire son possible pour minimiser tout retard dans l’exécution de ses obligations aux termes du Marché.  40.4 Dans les cas où le Constructeur aura soumis au Directeur de Projet une demande de prolongation du Délai d’achèvement conformément à la Clause 40.2 du CCAG, le Constructeur devra consulter le Directeur de Projet afin de déterminer les mesures qui peuvent être prises, le cas échéant, afin de surmonter ou réduire le retard réel ou anticipé. Le Constructeur devra ensuite se conformer à toutes instructions motivées que le Directeur de Projet aura données afin de minimiser ce retard. Si le fait de se conformer à ces instructions entraîne des coûts supplémentaires pour le Constructeur et que celui-ci a droit à une prolongation de délai conformément à la Clause 40.1 du CCAG, le montant de ces coûts supplémentaires sera ajouté au Montant du Marché. |
| 41. Suspension | 41.1 Le Maître d’Ouvrage peut demander au Directeur de projet, par notification au Constructeur, d’ordonner au Constructeur de suspendre, totalement ou partiellement, l’exécution de ses obligations au titre du Marché. Cette notification devra spécifier quelle obligation devra être suspendue, date d’effet et les motifs de la suspension. Le Constructeur devra en conséquence suspendre l’exécution de l’obligation en question (à l’exception des obligations nécessaires à l’entretien ou à la préservation des Installations) jusqu’à ce que le Directeur de projet lui ait demandé par écrit d’en reprendre l’exécution.  Si, en vertu d’un ordre de suspension donné par le Directeur de projet, pour toute raison autre qu’une défaillance ou manquement du Constructeur à ses obligations contractuelles, l’exécution de l’une des obligations du Constructeur est suspendue pendant une période globale de plus de quatre-vingt-dix (90) jours, le Constructeur pourra, à tout moment ultérieur et à condition que la suspension en question soit toujours effective, adresser une notification au Directeur de projet exigeant du Maître d’Ouvrage, dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de la notification, qu’il ordonne la reprise de l’exécution ou qu’il demande et, ultérieurement, ordonne, une modification conformément à la Clause 39 du CCAG excluant du Marché l’exécution des obligations suspendues.  Si le Maître d’Ouvrage n’agit pas dans le délai imparti, le Constructeur pourra, au moyen d’une nouvelle notification au Directeur de projet, choisir de considérer la suspension, si elle affecte uniquement une partie des Installations, comme une suppression de la partie des Installations conformément à la Clause 39 du CCAG ou, si elle affecte la totalité des Installations, comme une résiliation du contrat conformément à la Clause 42.1 du CCAG.  41.2 Si :  (a) le Maître d’Ouvrage n’a pas payé au Constructeur une somme due au titre du Marché dans le délai imparti ou a refusé sans motif suffisant d’approuver une facture ou des pièces justificatives conformément à l’annexe correspondante (Conditions et procédures de paiement) de l’Acte d’engagement, ou commet une importante rupture de Marché, le Constructeur peut adresser au Maître d’Ouvrage une notification exigeant le paiement de ladite somme, et des intérêts correspondants, conformément à la Clause 12.3 du CCAG, ou exigeant l’approbation de la facture ou des pièces justificatives ou spécifiant la rupture et exigeant du Maître d’Ouvrage qu’il y remédie, selon le cas. Si le Maître d’Ouvrage ne règle pas la somme avec les intérêts, ou n’approuve pas la facture ou les pièces justificatives ou ne communique les raisons de son refus, ou ne remédie pas au manquement à ses obligation contractuelles ou ne prend pas les mesures nécessaires pour remédier à cette rupture dans un délai de quatorze (14) jours après réception de la notification du Constructeur ; ou  (b) le Constructeur est dans l’incapacité d’exécuter l’une de ses obligations au titre du Marché pour une raison attribuable au Maître d’Ouvrage, incluant, de façon non limitative, le fait que le Maître d’Ouvrage ne soit pas en possession du site ou qu’il ne puisse pas y avoir accès conformément à la Clause 10.2 du CCAG, ou le défaut d’obtention d’une autorisation gouvernementale nécessaire au montage et/ou à l’achèvement des Installations, le Constructeur peut, après avoir donné un préavis de quatorze (14) jours au Maître d’Ouvrage, suspendre l’exécution de ses obligations ou d’une partie de ses obligations au titre du Marché, ou ralentir le rythme d’avancement des travaux.  41.3 Si l’exécution des obligations du Constructeur est suspendue ou si le rythme d’avancement des travaux est ralenti conformément à la présente Clause 41, le Délai d’achèvement devra être prolongé conformément à la Clause 40.1 du CCAG et tous les coûts et dépenses supplémentaires engagés par le Constructeur en raison de cette suspension ou de ce ralentissement seront payés au Constructeur par le Maître d’Ouvrage en plus du montant du Marché, sauf dans le cas d’un ordre de suspension ou de ralentissement du rythme d’avancement des travaux motivé par une défaillance du Constructeur ou d’un manquement du Constructeur à ses obligations contractuelles.  41.4 Pendant la durée de la suspension, le Constructeur ne pourra retirer du site aucun matériel ou équipement, aucune partie des Installations et aucun équipement du Constructeur, sans avoir obtenu au préalable l’autorisation par écrit du Maître d’Ouvrage. |
| 42. Résiliation | 42.1 Résiliation à l’initiative du Maître d’Ouvrage  42.1.1 Le Maître d’Ouvrage pourra à tout moment résilier le Marché pour quelque raison que ce soit en adressant une notification au Constructeur par référence à la présente Clause 42.1.  42.1.2 A réception de cette notification, le Constructeur devra, soit immédiatement, soit à la date spécifiée dans la notification :  (a) interrompre tout travail à venir, à l’exception des travaux que le Maître d’Ouvrage aura spécifié dans sa notification dans le seul but de protéger la partie des Installations déjà exécutée ou de tout travail nécessaire pour que le site soit laissé propre et sans danger ;  (b) résilier tous les contrats de sous-traitance, à l’exception de ceux devant être cédés au Maître d’Ouvrage conformément à l’alinéa d) ii) ci-dessous ;  (c) retirer du site tous les équipements du Constructeur et rapatrier le personnel du Constructeur et de ses sous-traitant présents sur le site, retirer du site les décombres, ordures et débris de toute sorte et laisser le site propre et sans danger ;  (d) de plus, sous réserve du paiement spécifié au paragraphe 42.1.3 ci-dessous, le Constructeur devra :  (i) livrer au Maître d’Ouvrage les parties des Installations exécutées par le Constructeur à la date de résiliation ;  (ii) dans la mesure où cela est juridiquement possible, transférer au Maître d’Ouvrage tout droit, titre et avantage du Constructeur sur les Installations et sur les matériels et équipements à la date de la résiliation et, si le Maître d’Ouvrage l’exige, tout contrat de sous-traitance entre le Constructeur et ses sous-traitants ; et  (iii) remettre au Maître d’Ouvrage tous les dessins, spécifications et autres documents en rapport avec le site, préparés par le Constructeur ou ses sous-traitants à la date de résiliation.  42.1.3 Dans le cas d’une résiliation du Marché conformément au paragraphe 42.1.1 ci-dessus, le Maître d’Ouvrage devra payer au Constructeur les montants suivants :  (a) Le montant du Marché correctement attribuable aux parties des Installations exécutées par le Constructeur à la date de résiliation ;  (b) les coûts raisonnablement engagés par le Constructeur pour enlever les équipements du Constructeur du site et rapatrier le personnel du Constructeur et de ses sous-traitants présents sur le site ;  (c) toutes les sommes devant être payées par le Constructeur à ses sous-traitants à la suite de la résiliation de tous les contrats de sous-traitance, y compris les frais d’annulation ;  (d) les coûts supportés par le Constructeur pour assurer la protection des Installations et laisser le site propre et sans danger conformément à l’alinéa a) de la Clause 42.1.1 du CCAG ;  (e) le montant nécessaire pour remplir toutes les autres obligations et engagements que le Constructeur aura contractés de bonne foi auprès de tiers, en rapport avec le Marché et non couverts par les alinéas a) à d) ci-dessus.  42.2 Résiliation pour défaillance du Constructeur  42.2.1 Le Maître d’Ouvrage, sans préjudice de tout autre droit ou recours, peut résilier le Marché sur le champ dans les circonstances suivantes par notification à cet effet au Constructeur faisant référence à la présente Clause 42.2 du CCAG et mentionnant les motifs de résiliation :  (a) si le Constructeur fait faillite ou devient insolvable, ou ses biens ont été mis sous séquestre, ou, si étant une société, il est mis en liquidation judiciaire par résolution ou par ordonnance (autre que liquidation volontaire pour cause de fusion ou de restructuration), ou si un administrateur judiciaire est nommé pour administrer une partie quelconque de son entreprise ou de ses actifs, ou si le Constructeur fait l’objet de toute autre action en justice similaire pour cause de dette ;  (b) si le Constructeur cède ou transfère le Marché ou tout droit ou intérêt y afférents en violation des dispositions de la Clause 43 du CCAG ;  (c) si le Constructeur, au jugement du Maître d’Ouvrage, s’est livré à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses, collusives, ou coercitives telles que définies à l’annexe 1 du CCAG (paragraphe 2.2 a), au cours de l’attribution ou de l’exécution du Marché.  42.2.2 Si le Constructeur :  (a) a délaissé ou refusé de poursuivre l’exécution du Marché ;  (b) sans motif valable, n’a pas commencé les travaux promptement ou a suspendu (dans des conditions autres que celles prévues à la Clause 41.2 du CCAG) l’avancement de l’exécution du Marché pendant plus de vingt-huit (28) jours après réception de l’ordre écrit du Maître d’Ouvrage d’exécuter le Marché ;  (c) manque, continuellement, à l’exécution de ses obligations contractuelles conformément au Marché ou néglige, de façon persistante, de respecter ses obligations au titre du Marché ;  (d) refuse ou est dans l’incapacité de fournir les matériaux, les services ou la main-d’œuvre nécessaires au montage et à l’achèvement des Installations ainsi qu’il est spécifié au programme fourni à la Clause 18.2 du CCAG et à un rythme d’avancement offrant au Maître d’Ouvrage l’assurance que le Constructeur parviendra à l’achèvement des Installations à la fin du délai d’achèvement ;  le Maître d’Ouvrage peut, sans préjudice de ses autres droits contractuels, notifier au Constructeur la nature de sa défaillance et exiger de celui-ci qu’il y remédie. Si le Constructeur ne remédie pas à cette défaillance ou ne prend pas les mesures nécessaires pour y remédier dans les quatorze (14) jours qui suivent la réception de la notification, le Maître d’Ouvrage peut résilier le Marché sur le champ en notifiant le Constructeur par référence à la présente Clause 42.2.  42.2.3 A réception de la notification conformément aux paragraphes 42.2.1 ou 42.2.2 ci-dessus, le Constructeur doit, soit immédiatement, soit à la date notifiée :  (a) cesser tout travail à venir, à l’exception du travail spécifié par le Maître d’Ouvrage dans le seul but de protéger la partie des Installations déjà exécutée ou des travaux nécessaires à la remise en état du site.  (b) résilier tous les contrats de sous-traitance, à l’exception de ceux devant être cédés au Maître d’Ouvrage conformément à l’alinéa d) ci-dessous ;  (c) livrer au Maître d’Ouvrage les parties des Installations exécutées par le Constructeur à la date de la résiliation ;  (d) dans la mesure où cela est juridiquement possible, céder au Maître d’Ouvrage tout droit, titre et avantage que le Constructeur détient au titre de l’Ouvrage et sur les matériels et les équipements à la date de résiliation et, si le Maître d’Ouvrage le demande, sur tous les contrats de sous-traitance entre le Constructeur et ses sous-traitants ; et  (e) livrer au Maître d’Ouvrage tous les plans, spécifications et autres documents en rapport avec les Installations préparés par le Constructeur et ses sous-traitants à la date de résiliation.  42.2.4 Le Maître d’Ouvrage peut pénétrer sur le site, en expulser le Constructeur et achever les Installations lui-même ou en employant un tiers. Le Maître d’Ouvrage peut, à l’exclusion de tout droit du Constructeur sur les équipements en question, reprendre et utiliser tout équipement du Constructeur appartenant au Constructeur et se trouvant sur le site pour la réalisation des Installations, pendant la durée que le Maître d’Ouvrage jugera nécessaire pour la fourniture et le montage des Installations, contre paiement d’un juste prix de location au Constructeur, les coûts de maintenance étant à la charge du Maître d’Ouvrage, et le Maître d’Ouvrage indemnise sans réserve le Constructeur pour toute responsabilité, dégât ou accident découlant de l’utilisation desdits équipements par le Maître d’Ouvrage.  A l’achèvement des Installations où à toute autre date antérieure laissée à la discrétion du Maître d’Ouvrage, ce dernier notifiera au Constructeur sa décision de lui rendre les équipements du Constructeur sur le site ou à proximité du site, et les lui rendra conformément à cette notification. Le Constructeur devra alors, sans délai et à ses frais, enlever ou faire enlever ces équipements du site.  42.2.5 Conformément au paragraphe 42.2.6 ci-dessous, le Constructeur sera habilité à se faire payer le montant du Marché imputable aux Installations exécutées à la date de la résiliation, la valeur de tout matériel ou équipement inutilisé ou partiellement utilisé et, le cas échéant, les coûts supportés pour protéger les Installations et remettre le site en état conformément à l’alinéa a) de la Clause 42.2.3 du CCAG. Toute somme due par le Constructeur au Maître d’Ouvrage à la date de résiliation sera déduite du montant à payer au Constructeur au titre du Marché.  42.2.6 Si le Maître d’Ouvrage achève les Installations, le coût de l’achèvement des Installations par le Maître d’Ouvrage devra être déterminé.  Si la somme que le Constructeur est habilité à se faire payer conformément au paragraphe 42.2.5 ci-dessus, plus les coûts raisonnables supportés par le Maître d’Ouvrage pour achever les Installations est supérieure au montant du Marché, le Constructeur sera responsable de ce dépassement.  Si ce dépassement est supérieur aux sommes dues au Constructeur aux termes du paragraphe 42.2.5 ci-dessus, le Constructeur versera la différence au Maître d’Ouvrage, et si ce dépassement est inférieur aux sommes dues au Constructeur aux termes dudit paragraphe 42.2.5, le Maître d’Ouvrage versera la différence au Constructeur.  Le Maître d’Ouvrage et le Constructeur conviendront par écrit du calcul mentionné ci-dessus et de la façon dont les sommes seront payées.  42.3 Résiliation par le Constructeur  42.3.1 Si :  (a) le Maître d’Ouvrage n’a pas effectué les paiements dus au Constructeur au titre du Marché dans les délais qui lui étaient impartis ; ou n’a pas approuvé une facture ou des pièces justificatives sans motif valable conformément à l’annexe correspondante (Conditions de paiement) de l’Acte d’engagement ; ou contrevient à une obligation contractuelle essentielle, le Constructeur peut adresser au Maître d’Ouvrage une notification l’enjoignant de payer ladite somme et les intérêts qui s’y appliquent conformément à la Clause 12.3 du CCAG, ou l’enjoignant d’approuver la facture ou les pièces justificatives, ou stipulant qu’il y a manquement à une obligation contractuelle et enjoignant le Maître d’Ouvrage d’y remédier, selon le cas. Si le Maître d’Ouvrage ne paie pas la somme et les intérêts, n’approuve pas la facture ou les pièces justificatives et ne communique pas les raisons justifiant son refus d’approbation, ou ne remédie pas à ce manquement ou ne prend aucune mesure pour y remédier dans les quatorze (14) jours suivant réception de la notification par le Constructeur ; ou  (b) le Constructeur est dans l’incapacité de remplir l’une de ses obligations au titre du Marché pour une raison quelconque imputable au Maître d’Ouvrage, y compris, de façon non limitative, le fait que le Maître d’Ouvrage ne lui donne pas possession du ou accès au site ou d’autres lieux, ou ne puisse pas obtenir une autorisation gouvernementale nécessaire à l’exécution et à l’achèvement de l’Ouvrage ;  le Constructeur peut en aviser le Maître d’Ouvrage et, si le Maître d’Ouvrage n’a pas payé la somme à régler ou n’a pas approuvé la facture ou les pièces justificatives ni fourni les motifs de son refus d’approbation ou n’a pas remédié au manquement de ses obligations contractuelles dans les vingt-huit (28) jours suivant cette notification, ou si le Constructeur est toujours dans l’incapacité de remplir l’une de ses obligations aux termes du Marché, pour une raison imputable au Maître d’Ouvrage, dans les vingt-huit (28) jours suivant la notification, le Constructeur peut immédiatement résilier le Marché en adressant au Maître d’Ouvrage une seconde notification faisant référence à ce paragraphe 42.3.1. du CCAG.  42.3.2 Le Constructeur peut immédiatement résilier le Marché en adressant au Maître d’Ouvrage une notification à cet effet, faisant référence au présent paragraphe 42.3.2, si le Maître d’Ouvrage fait faillite ou devient insolvable, ou fait l’objet d’une ordonnance de mise sous séquestre, ou, si le Maître d’Ouvrage est une société, s’il est mis en liquidation judiciaire par ordonnance (autre que liquidation volontaire pour cause de fusion ou de restructuration), ou si un administrateur judiciaire est nommé pour administrer une partie quelconque de son entreprise ou de ses actifs, ou si le Maître d’Ouvrage fait l’objet de toute autre action en justice similaire.  42.3.3 Si le Marché est résilié aux termes des paragraphes 42.3.1 ou 42.3.2 ci-dessus, le Constructeur devra immédiatement :  (a) cesser tout travail à venir, à l’exception des travaux nécessaires à la protection de la partie des Installations déjà exécutée et à la remise en état du site ;  (b) résilier les contrats de sous-traitance, à l’exception de ceux devant être cédés au Maître d’Ouvrage conformément à l’alinéa d) ii) ci-dessous ;  (c) retirer du site tous les équipements du Constructeur et rapatrier le personnel du Constructeur et des sous-traitants présents sur le site ; et  (d) de plus, le Constructeur, sous réserve du paiement spécifié au paragraphe 42.3.4 ci-dessous, devra :  (i) livrer au Maître d’Ouvrage les parties des Installations exécutées par le Constructeur à la date de résiliation ;  (ii) dans la mesure où cela est juridiquement possible, céder au Maître d’Ouvrage tout droit, titre et avantage détenu par le Constructeur sur les Installations et sur les matériels et les équipements à la date de résiliation, et, si le Maître d’Ouvrage l’exige, sur tous les contrats de sous-traitance entre le Constructeur et ses sous- traitants ; et  (iii) livrer au Maître d’Ouvrage tous les dessins, spécifications, et autres documents se rapportant aux Installations, préparés par le Constructeur ou ses sous-traitants à la date de résiliation.  42.3.4 Si le Marché est résilié aux termes des paragraphes 42.3.1 et 42.3.2 ci-dessus, le Maître d’Ouvrage devra verser au Constructeur les montants spécifiés à la Clause 42.1.3 du CCAG, et une compensation raisonnable pour toute perte ou dommage, à l’exclusion d’une perte de profit, subi par le Constructeur par suite de, en relation avec, ou en conséquence de cette résiliation.  42.3.5 La résiliation par le Constructeur conformément à la présente Clause 42.3 est sans préjudice à d’autres droits et recours que le Constructeur peut exercer à la place de ou en plus des droits conférés par la présente Clause 42.3.  42.4 En ce qui concerne la présente Clause 42, l’expression « Installations réalisées » doit comprendre tous les travaux exécutés, les services de montage fournis et l’ensemble des matériels et équipements acquis (ou sujet à une obligation légale d’achat) par le Constructeur et utilisés ou devant être utilisés pour les Installations, jusqu’à la date de résiliation incluse.  42.5 En ce qui concerne la présente Clause 42 et pour le calcul des sommes dues par le Maître d’Ouvrage au Constructeur, toute somme précédemment payée par le Maître d’Ouvrage au Constructeur au titre du Marché devra être dûment comptabilisée, y compris toute avance versée conformément à l’annexe correspondante (Conditions de paiement) de l’Acte d’engagement. |
| 43. Cession | 43.1 Ni le Maître d’Ouvrage ni le Constructeur ne pourront, sans le consentement écrit formel de l’autre partie (consentement qui ne pourra pas être refusé sans motif valable) céder à un tiers le Marché, ou une partie de celui-ci, ou tout droit, avantage, obligation ou intérêt inclus dans celui-ci, excepté que le Constructeur sera autorisé à céder soit absolument soit par imputation toutes sommes qui lui sont dues ou susceptibles de lui être dues au titre du Marché. |
| 44. Restrictions d’exportations | 44.1 Nonobstant toute obligation d’entreprendre les formalités d’exportation dans le cade du Marché, toute restriction d’exportation imputable au Maître d’Ouvrage, vers le pays du Maître d’Ouvrage, ou à l’usage des Equipements et Services de montage à fournir, lorsque de telles restrictions d’exportation résultent de l’application de la réglementation du commerce d’un pays qui fournit ces Equipements et Services de montage, et si une telle restriction fait entrave au Constructeur dans l’accomplissement de ses obligations contractuelles le Constructeur ne sera pas tenu de satisfaire à ses obligations de fournir les Equipements ou Services de montage. Cependant ceci est à la condition expresse que le Constructeur soit en mesure de démontrer, à la satisfaction du Maître d’Ouvrage et de la Banque, qu’il a accompli toutes les formalités requises avec diligence, y compris la demande de tout permis, autorisation(s) et licence(s) nécessaires à la livraison des Equipements et Services de montage dans le cadre du Marché. La résiliation du Marché à ce titre sera réputée être à la convenance du Maître d’Ouvrage, en application de la Clause 42.1 du CCAG. |

* 1. Réclamations, litiges et arbitrage

|  |  |
| --- | --- |
| 45. Réclamations du Constructeur | 45.1 Si le Constructeur considère qu'il a droit à une prolongation du Délai d'achèvement et/ou à un paiement supplémentaire, selon l'une des Clauses du CCAG ou autrement en relation avec le Marché, le Constructeur doit en aviser le Directeur de projet par notification, en décrivant l'évènement ou la circonstance donnant lieu à la réclamation. La notification doit être faite le plus tôt possible, et au plus tard 28 jours après que le Constructeur ait pris ou aurait dû prendre connaissance de cet évènement ou de cette circonstance.  Si le Constructeur n'avise pas le Maître d’Ouvrage de sa réclamation dans un délai de 28 jours, le Délai d'achèvement ne sera pas prolongé, le Constructeur n'aura pas droit à un paiement supplémentaire, et le Maître d’Ouvrage sera libéré de toute obligation en relation avec la réclamation. Sinon, les dispositions suivantes de la présente Clause sont applicables.  Le Constructeur doit également soumettre toutes les autres notifications requises par le Marché, et tous les détails pertinents en rapport avec la réclamation en ce qui concerne un tel évènement ou une telle circonstance.  Le Constructeur doit conserver tous documents relatifs à un tel évènement ou une telle circonstance qui seraient nécessaires pour justifier du bien-fondé de sa réclamation, sur le Site ou dans un autre endroit acceptable au Directeur de Projet. Sans admettre la responsabilité du Maître d’Ouvrage, le Directeur de Projet peut, après avoir reçu notification en application de la présente Clause, contrôler la tenue de ces documents et/ou ordonner au Constructeur de constituer des documents supplémentaires. Le Constructeur doit permettre au Directeur de projet de contrôler tous ces documents, et doit en (si cela est ordonné) soumettre des copies au Directeur de projet.  Dans un délai de 42 jours après que le Constructeur a pris ou aurait dû prendre connaissance de l'évènement ou de la circonstance donnant lieu à la réclamation, ou pendant une période proposée par le Constructeur et approuvée par le Directeur de projet, le Constructeur doit soumettre au Directeur de projet une réclamation pleinement détaillée qui comporte tous les renseignements et justificatifs sur lesquels se base cette réclamation et la demande de prolongation du délai et/ ou du paiement supplémentaire réclamé. Si la conséquence de l'événement ou la circonstance donnant lieu à la réclamation se poursuit :  (a) cette réclamation complète et détaillée sera considérée comme provisoire ;  (b) le Constructeur doit soumettre d'autres réclamations provisoires mensuellement, qui mentionnent le retard accumulé et/ou le montant réclamé, ainsi que tous les autres détails que le Directeur de projet peut raisonnablement exiger ; et  (c) le Constructeur doit envoyer une réclamation finale dans un délai de 28 jours après la fin des effets résultant de l'évènement ou de la circonstance ou dans un délai proposé par le Constructeur et approuvé par le Directeur de projet.  Dans un délai de 42 jours après la réception d'une réclamation ou d'autres détails supplémentaires justifiant une réclamation antérieure, ou dans un délai proposé par le Directeur de projet et approuvée par le Constructeur, le Directeur de projet doit donner une réponse, avec des commentaires détaillés, approuvant ou rejetant la réclamation. Il peut également exiger des détails supplémentaires, mais doit toutefois donner sa réponse sur le principe de cette réclamation dans le délai susmentionné.  Chaque Certificat de Paiement doit inclure les montants des réclamations pour lesquels des justificatifs acceptables ont été fournis afin de prouver leur bien-fondé conformément aux dispositions du Marché. A moins que et jusqu'à ce que les détails communiqués soient jugés suffisants pour justifier l'intégralité de la réclamation, le Constructeur n'aura droit qu'au paiement de la partie de la réclamation dont il aura pu justifier le bien-fondé, le cas échéant.  Le Directeur de Projet doit s’accorder avec le Constructeur sur, ou estimer : (i) la prolongation (le cas échéant) du Délai d'achèvement (avant ou après son expiration) conformément à la clause 40 du CCAG, et/ou (ii) le paiement supplémentaire (s'il y en a) auquel le Constructeur a droit selon le Marché.  Les exigences de la présente Clause s'ajoutent à celles de toute autre Clause qui peut être applicable à une réclamation. Si le Constructeur ne se conforme pas à la présente Clause ou une autre Clause relative à la réclamation, une prolongation des délais et/ou un paiement supplémentaire doit prendre en compte la mesure (le cas échéant) dans laquelle le manquement du Constructeur a empêché ou a compromis l'examen correct de la réclamation, à moins que la réclamation ne soit irrecevable en vertu du second paragraphe de la présente Clause.  Dans le cas où les Parties ne peuvent trouver un accord sur le traitement de la réclamation, l’un ou l’autre Partie peut saisir le Bureau de Conciliation, en application de la Clause 8.2 du CCAG. |
| 46. Litiges et Arbitrage | 46.1 **Désignation et Constitution du Comité de Règlement des Différends**  Les différends seront soumis à un Comité de Règlement des Différends (CRD) conformément aux dispositions de la clause 46.3 du CCAG. Les Parties nommeront le ou les membres du CRD au plus tard à la date figurant au CCAP.  Conformément aux dispositions du CCAP, le CRD comprendra soit une, soit trois personnes qualifiées (les « membres »ou « les membres du Comité »), qui devront satisfaire les critères énoncés dans la sous-clause 3 de l’Annexe A – Conditions Générales de l’Accord du Comité de Règlement des Différends. Si le nombre des personnes constituant le Comité n’est pas défini au CCAP et que les Parties n’en conviennent autrement, le Comité sera constitué de trois personnes dont une exercera les fonctions de président du Comité.  Si le Marché est conclu avec un Constructeur étranger, les membres du CRD ne doivent pas avoir la même nationalité que le Maître d’Ouvrage ou le Constructeur.[https://ssl.microsofttranslator.com/static/26105338/img/tooltip_logo.gif](http://www.bing.com/translator)https://ssl.microsofttranslator.com/static/26105338/img/tooltip_close.gif**Original**If the Contract is with a foreign Contractor, the DB members shall not have the same nationality as the Employer or the Contractor.  Si les Parties n’ont pas conjointement nommées les membres du Comité dans les 21 jours précédant la date stipulée au CCAP, et si le CRD doit comprendre trois personnes, chacune des Parties désignera un membre du Comité, dont la nomination devra être approuvée par l’autre Partie. Les deux membres ainsi nommés devront en proposer un troisième qui sera nommé conjointement par les Parties et remplira les fonctions de président du Comité.  Toutefois, si le CCAP contient une liste de membres éventuels du Comité, les membres du CRD seront choisis sur cette liste, à l’exception des personnes qui se trouveraient dans l’impossibilité d’accepter leur désignation ou n’y consentiraient pas.  L’accord passé entre les Parties et le ou les membres du CRD incorporera par référence les Conditions Générales du CRD figurant en annexe A au CCAG, modifiées comme convenu entre les Parties et le ou les membres du Comité.  Le CRD est tenu d’être constitué à la date où les Parties et le seul membre ou les trois membres (selon le cas échéant) du CRD auront tous signé l’accord du CRD.  Les conditions de rémunération du ou des membres du Comité ainsi que celle de tout expert que le CRD consultera le cas échéant seront déterminées conjointement par les Parties dans l’accord passé avec le ou les membres du CRD ou, le cas échéant, les experts. Chacune des Parties sera responsable du règlement de la moitié de la rémunération.  Si un membre du Comité refuse de remplir ses fonctions ou ne peut le faire par suite de décès, maladie ou incapacité, ou s’il a donné sa démission, ou s’il a été mis fin à ses fonctions, son remplaçant sera nommé dans les mêmes conditions que celles ayant régi sa propre nomination, telles qu’elles figurent au présent article.  Il peut être mis fin aux fonctions du ou des membres du Comité par accord entre les Parties, et non par décision unilatérale du Maître d’Ouvrage ou du Constructeur. A moins qu’il n’en soit convenu autrement entre les Parties, la constitution du Comité (et la nomination de chacun de ses membres) prendra fin lorsque le Certificat de Réception Opérationnelle aura été établi conformément à la clause 25.3 du CCAG. |
|  | 46.2 Absence d’accord sur la composition du CRD  Dans les circonstances suivantes :   1. si les Parties ne parviennent pas à s’entendre sur la nomination du membre unique du CRD au plus tard à la date figurant à la clause 46.1 du CCAG ; ou 2. si l’une des deux Parties s’abstient de désigner un des membres du CRD (pour approbation par l’autre Partie) au plus tard à cette date ; ou 3. si les Parties ne parviennent pas à s’entendre sur la nomination du troisième membre du CRD au plus tard à cette date ; ou 4. si les Parties ne parviennent pas à s’entendre sur la nomination d’une personne en remplacement du membre unique ou d’un des trois membres du Comité dans les 42 jours suivant la date à laquelle le membre en question refuse de remplir ses fonctions ou se trouve dans l’impossibilité de le faire par suite de décès, maladie, incapacité ou démission, ou s’il a été mis fin à ses fonctions,   l’Autorité de Nomination ou la personne **désignée au CCAP**, à la demande de l’une ou des deux Parties nommera le nouveau membre du CRD, après consultation de chacune d’entre elles. Chaque Partie sera responsable du règlement de la moitié de la rémunération de l’Autorité de Nomination ou de la personne désignée au CCAP. |
|  | 46.3 Décision du Comité de Règlement des Différends |
|  | Si un différend, de quelque nature que ce soit, s’élève entre les Parties en relation avec l’exécution du Marché, qu’il s’agisse d’un différend relatif à un certificat, une constatation, instruction, opinion ou évaluation, ou tout autre différend, chacune des Parties peut référer au CRD le différend par écrit avec copie à l’autre Partie et au Directeur de projet, et ce par référence expresse au présent article. Si le CRD comprend trois membres, la date de réception de cette demande sera considérée comme étant celle où elle est parvenue au président du CRD.  Chacune des Parties mettra à la disposition du CRD toute information complémentaire, donnera accès au Site, et mettra à la disposition du CRD les moyens que celui-ci pourra requérir afin de régler le différend en question. Le CRD ne sera pas considéré comme intervenant en tant qu’arbitre.  Dans les 84 jours suivant la date de la demande présentée au CRD, ou dans tout autre délai proposé par le CRD et accepté par les deux Parties, le CRD formulera sa décision, qui sera motivée et fera expressément référence au présent article. Cette décision engagera les Parties, qui la mettront sur le champ à exécution moins qu’elle ne soit modifiée par accord amiable ou décision arbitrale ainsi qu’indiqué ci-après. A moins que le Marché n’ait été annulé ou résilié, le Constructeur devra poursuivre l’exécution des Installations conformément aux termes du Marché.  Si l’une des Partie n’est pas satisfaite de la décision du CRD , elle pourra dans les 28 jours suivant la réception de la décision en question, en informer l’autre Partie et lui notifier son intention de soumettre le différend à l’arbitrage. Si le CRD n’arrive pas à une décision dans les 84 jours (ou toute autre délai convenu entre les Parties) suivant sa saisine, chacune des Parties pourra, à l’issue d’une période additionnelle de 28 jours, informer l’autre Partie de son désaccord et lui notifier son intention de soumettre le différend à l’arbitrage.  Dans les deux cas, la notification de ce désaccord mentionnera qu’elle est soumise conformément au présent article, et détaillera l’objet du différend ainsi que les motifs de désaccord. Excepté comme il en est disposé aux clauses 46.6 et 46.7, aucune Partie ne pourra soumettre un différend à l’arbitrage à moins que le désaccord en question notice n’ait été notifié conformément au présent article.  Si le CRD arrive à une décision relative à un différend et l’a soumise à chacune des Parties, et qu’aucune des deux Parties n’a notifié son désaccord dans les 28 jours suivant la réception de la décision du CRD, cette décision deviendra définitive et engagera les Parties. |
|  | 46.4 Règlement amiable des différends |
|  | Lorsqu’un désaccord a été notifié par écrit conformément aux dispositions de la clause 46.3 ci-dessus, les deux Parties devront s’efforcer de régler leur différend à l’amiable avant le commencement de la procédure d’arbitrage. Toutefois, à moins que les deux Parties n’en conviennent autrement, la procédure d’arbitrage pourra commencer à partir du 56ième jour suivant la date où le désaccord et l’intention d’engager l’arbitrage ont été notifiés, même si aucune tentative de règlement amiable n’a été effectuée. |
|  | 46.5 Arbitrage  A moins que le **CCAP n’en dispose autrement**, tout différend qui n’a pas été réglé à l’amiable et pour lequel la décision du CRD (le cas échéant) n’est pas devenue définitive et obligatoire sera tranché en dernier ressort par arbitrage. A moins qu’il n’en soit convenu autrement entre les Parties, l’arbitrage se déroulera de la façon suivante :   1. Pour les Marchés passés avec un Constructeur étranger :   (i) **à** **moins d’être précisé autrement dans les CPC,** le différend doit finalement être réglé en vertu des Règles d’arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale, par un ou trois arbitres nommés conformément à ces Règles. Le lieu de l’arbitrage sera un terrain neutre indiqué dans les CPC ; et  (ii) l’arbitrage doit être effectué dans le langage indiqué dans la sous-clause 5.3 du CPC;  et   1. Pour les Marchés passés avec un Constructeur national : La procédure d’arbitrage sera conduite conformément au droit applicable dans le pays du Maître d’Ouvrage.   L’arbitre (les arbitres) aura(auront) tout pouvoir pour considérer, examiner ou modifier tout certificat, constatation, instruction, opinion, ou évaluation du Directeur de projet ainsi que toute décision du CRD afférents au différend. Rien ne pourra disqualifier le Directeur de projet d’être appelé ou entendu comme témoin devant le tribunal arbitral sur quelque point que ce soit ayant trait au différend.  Au cours de la procédure arbitrale, aucune des Parties ne sera limitée aux preuves et aux arguments précédemment invoqués devant le CRD lorsque celui a été invité à statuer, ou aux motifs qu’elle a soulevés lorsqu’elle a notifié son désaccord. Les décisions du CRD constitueront un élément recevable au cours de la procédure d’arbitrage.  La procédure d’arbitrage pourra être engagée avant, pendant ou après l’achèvement des Installations. Les obligations des Parties, du Directeur de projet et du CRD ne seront pas modifiées en raison de l’arbitrage conduit en cours d’exécution des Installations. |
|  | 46.6 Carence à exécuter une décision du Comité de Règlement des Différends  S’il s’avère qu’une des Parties ne se conforme pas à une décision à caractère définitif et obligatoire du CRD, sans préjudice de tout autre droit qui lui est imparti, l’autre Partie pourra, soumettre cette carence à l’arbitrage conformément à la clause 46.5 du CCAG , auquel cas les dispositions des clauses 46.3 et 46.4 du CCAG ne s’appliqueront pas. |
|  | 46.7 Fin du mandat du Comité de Règlement des Différends  Si un différend s’élève entre les Parties en relation avec l’exécution du marché, et qu’aucun CRD n’est alors constitué, soit que le mandat du CRD soit arrivé à expiration, ou bien pour toute raison :   1. les clauses 46.3 et 46.4 du CCAG ne s’appliqueront pas ; et 2. le différend sera directement soumis à arbitrage conformément à la clause 46.5 du CCAG. |

**ANNEXE A**

**Conditions générales applicables à l’Accord Constitutif   
du Comité de Règlement des Différends**

1.Définitions

L’ « Accord constitutif du Comité de Règlement des Différends » (« l’Accord ») est un accord tripartite passé entre :

le « Maître d’Ouvrage » ;

l’« Constructeur » ; et

le « Membre du Comité », terme qui se réfère dans cet accord

(i) soit au membre unique du Comité, auquel cas toute référence à « Autres Membres » sera sans objet, ou bien

(ii) soit à une des trois personnes auxquelles il est fait conjointement référence dans l’expression « CRD » (ou « Comité de règlement des Différends ») auquel cas il sera fait référence aux deux autres personnes constituant le Comité par l’expression « Autre Membres ».

Le Maître d’Ouvrage et le Constructeur ont conclu (ou ont l’intention de conclure) un marché, auquel il est fait référence ci-après sous le terme « Marché » et qui est défini dans l’Accord portant constitution du Comité de Règlement des Différends (« l’Accord ») dont font part les présentes Conditions générales. Dans le présent Accord, les termes et expressions qui ne sont pas définis par ailleurs auront la même signification que dans le Marché.

2.Conditions Générales

A moins qu’il n’en soit convenu autrement dans l’Accord, l’Accord prendra effet à la plus tardive des dates suivantes :

(a) la date de Démarrage figurant au Marché,

(b) la date à laquelle le Maître d’Ouvrage, le Constructeur et le Membre du Comité ont chacun pour sa part signé l’Accord, ou bien

(c) la date à laquelle le Maître d’Ouvrage, le Constructeur et les Autres Membres du Comité (le cas échéant) ont chacun pour sa part signé l’Accord.

Le Membre du Comité est recruté à titre personnel. Il peut à tout moment présenter sa démission qui prendra effet au plus tôt à l’issue d’une période de 70 jours, et l’Accord prendra fin à l’issue de cette même période.

1. Garanties

Le Membre du Comité garantit qu’il est et entend demeurer impartial et indépendant du Maître d’Ouvrage, du Constructeur et du Directeur de projet. Le Membre du Comité fera part sur le champ à ces derniers ainsi qu’aux Autres Membres du Comité de tout fait ou toute circonstance qui pourrait paraître entrer en conflit avec la garantie et l’engagement d’impartialité et d’indépendance auxquels il a souscrits.

Au moment de la nomination du Membre du Comité, le Maître d’Ouvrage et le Constructeur se sont fondés sur la déclaration :

* 1. Lors de la nomination du membre, le Maitre d’Ouvrage et le Constructeur se sont appuyés sur les observations du membre selon lesquelles il détient au moins un diplôme dans des disciplines pertinentes telles que le droit, l’ingénierie, la gestion de la construction ou la gestion des marchés;
  2. a au moins dix ans d’expérience dans l’administration/gestion des marchés et le la résolution de différends, dont au moins cinq ans d’expérience en tant qu’arbitre ou arbitre dans des litiges liés à la construction;

1. a reçu une formation officielle d’arbitre d’un organisme reconnu à l’échelle internationale;
2. a de l’expérience et/ou connaît bien le type de travail que le Constructeur doit effectuer en vertu du marché;
3. a de l’expérience dans l’interprétation des documents contractuels de construction et/ou d’ingénierie; et
4. parle couramment le langage des communications défini dans la sous-clause 5.3 du CCAG (ou le libellé convenu entre les Parties et le CRD).

4.Obligations générales du Membre du Comité

Le Membre du Comité s’engage à :

1. ne détenir aucun intérêt financier ou autre auprès du Maître d’Ouvrage, du Constructeur, du Directeur de projet, ni aucun autre intérêt financier en rapport avec le Marché, exception faite de la rémunération qui lui sera versée au titre de sa participation au Comité de Règlement des Différends ;
2. ne pas avoir été précédemment employé en tant que consultant ou de toute autre manière par le Maître d’Ouvrage, le Constructeur, ou le Directeur de projet, excepté dans les circonstances dont il aura fait état par écrit au Maître d’Ouvrage et au Constructeur avant la signature de l’Accord de Règlement des Différends ;
3. avoir fait part par écrit au Maître d’Ouvrage, au Constructeur, au Directeur de projet ainsi, le cas échéant, qu’aux autres Membres du Comité, avant la signature de l’Accord-- pour autant qu’il en ait connaissance--de toute relation professionnelle ou personnelle avec les directeurs, cades ou employés du Maître d’Ouvrage, du Constructeur, ou du Directeur de projet, et de toute participation dans le projet dont le présent marché fait partie ;
4. ne pas être employé pendant la durée de l’Accord, en tant que consultant ou à tout autre titre par le Maître d’Ouvrage, le Constructeur, ou le Directeur de projet, excepté de la manière dont il en aura été convenu par écrit entre le Maître d’Ouvrage, le Constructeur et le ou les autres Membres du Comité (le cas échéant);
5. se conformer aux règles de procédure annexées ci-après ainsi qu’aux dispositions de la clause 46.3 du CCAG ;
6. ne donner d’avis sur l’exécution du Marché au Maître d’Ouvrage, au Constructeur ou à leurs employés que conformément aux règles de procédure annexées ci-après ;
7. aussi longtemps qu’il sera membre du Comité, s’abstenir de participer à des discussions ou de s’entendre avec le Maître d’Ouvrage, le Constructeur, ou le Directeur de projet sur son recrutement éventuel à l’issue de son mandat en tant que consultant ou à tout autre titre ;
8. se tenir disponible pour se rendre sur le site des Installations ou assister aux audiences ainsi qu’il pourrait s’avérer nécessaire ;
9. se familiariser avec les dispositions du Marché et le déroulement des travaux (et avec tout autre élément du projet dont le présent Marché fait partie) en étudiant tous les documents qu’il recevra et en les organisant dans des dossiers qui seront tenus à jour ;
10. traiter les points relatifs au Marché et toutes les activités du Comité de Règlement des Différends de manière confidentielle et s’abstenir de les publier ou les divulguer sans en avoir préalablement obtenu par écrit l’accord du Maître d’Ouvrage, du Constructeur ou des Autres Membres du Comité (le cas échéant) ;
11. être prêt à formuler un avis et/ou une opinion sur tout point relatif au Marché s’il en est requis conjointement par le Maître d’Ouvrage et par le Constructeur, sous réserve de l’accord préalable des autres Membres du Comité, le cas échéant.

5.Obligations Générales du Maître d’Ouvrage et du Constructeur

Le Maître d’Ouvrage, le Constructeur et leurs employés ne solliciteront, en relation avec le Marché, aucun avis ou conseil du Membre du Comité, excepté en rapport avec le déroulement des activités du CRD relatives au Marché et à l’Accord. Le Maître d’Ouvrage et le Constructeur seront tenus responsables de l’exécution de la présente obligation par leurs employés respectifs.

Le Maître d’Ouvrage et le Constructeur s’engagent réciproquement, ainsi que vis-à-vis du Membre du Comité, à ce qu’en l’absence d’un accord écrit entre eux et avec les Membres du Comité (le cas échéant), ce dernier

(a) ne soit nommé arbitre au titre du Marché ;

(b) ne soit appelé à déposer devant l’arbitre ou les arbitres nommés au titre du Marché ; ou

(c) ne soit tenu responsable en cas de réclamation s’élevant en raison d’une action ou d’une omission relative à ses fonctions réelles ou supposées, à moins qu’une telle action ou omission ne s’avère avoir été commise de mauvaise foi.

Le Maître d’Ouvrage et le Constructeur s’engagent conjointement et solidairement à protéger et compenser le membre du Comité en cas de réclamations dont il ne devrait pas être tenu pour responsable en vertu de l’alinéa précédent.

Dans tous les cas où ils soumettent au Comité au titre de la clause 46.3 du CCAG un différend qui nécessite un déplacement sur le site des Installations ou la tenue d’une audience, le Maître d’Ouvrage ou le Constructeur consigneront à titre de provision la somme nécessaire pour couvrir les dépenses encourues de ce fait par le Membre du Comité. Il ne sera tenu compte d’aucun autre règlement dû ou à verser au Membre du Comité.

6. Règlement

Le Membre du Comité sera rémunéré dans la monnaie de règlement stipulée dans l’Accord comme suit :

1. une commission forfaitaire mensuelle, qui constituera un paiement libératoire au titre de :
   1. sa disponibilité à se rendre sur le site des Installations et assister aux audiences, sous réserve d’être informé 28 jours à l’avance ;
   2. l’obligation de se familiariser, et se tenir en permanence de l’état de l’avancement du projet et de maintenir à jour les dossiers correspondants ;
   3. les frais de secrétariat et frais généraux, y compris les frais de reproduction et fournitures de bureau encourus du fait de ses fonctions ;
   4. les services rendus au titre du présent article, à l’exception des services mentionnés aux alinéas (b) et (c) du présent article.

Cette commission forfaitaire mensuelle sera payée à partir du dernier jour du mois calendaire au cours duquel l’Accord prend effet, et ce jusqu’au dernier jour du mois calendaire au cours duquel le Certificat d’Achèvement est émis pour l’ensemble des Installations.

A partir du jour suivant, l’avance forfaitaire sera réduite d’un tiers et sera payable jusqu‘au premier jour du mois au cours duquel le Membre présenterait sa démission ou au cours duquel il serait mis fin à l’Accord.

1. une rémunération journalière qui constituera un paiement libératoire :
   1. dans un plafond de deux jours par déplacement (aller ou retour), pour chaque journée entièrement ou partiellement consacrée à se rendre de sa résidence au site des Installations ou à toute destination retenue, le cas échéant, pour une réunion avec les autres Membres du Comité ;
   2. pour chaque journée consacrée à une visite du site des Installations, à la tenue d’une audience ou à la préparation d’une décision du Comité ;
   3. pour chaque journée consacrée à la lecture des documents soumis dans le cadre de la préparation d’une audience.
2. Toute dépense justifiée, y compris les frais de déplacement nécessaires (billets d’avion en classe inférieure à la première classe, hôtel et frais de séjour et autres frais directement liés à un déplacement) encourue en raison de ses fonctions, ainsi que ses frais de téléphone, courrier et fac-similés ; un reçu sera exigé pour toute dépense supérieure à cinq pour cent de la rémunération journalière à laquelle il est fait référence à l’alinéa (b) du présent article ;
3. Les impôts et taxes sur les paiements effectués au titre du présent article payables dans le pays où sont situées les Installations, à moins que le Membre n’en soit un ressortissant ou un résident permanent.

La commission forfaitaire et la rémunération journalière seront stipulées dans l’Accord. A moins que l’Accord n’en dispose autrement, ces montants seront non révisables pour les premiers 24 mois et seront ensuite révisables par accord entre le Maître d’Ouvrage, le Constructeur et le Membre du Comité à chaque date anniversaire de la date où l’Accord est entré en vigueur.

Si les parties ne peuvent s’entendre sur ces montants, l’Autorité de Nomination ou la personne désignée au CCAP à cette fin déterminera le montant applicable avant la signature de l’Accord.

Le membre du Comité présentera une facture trimestrielle couvrant la commission forfaitaire et ses frais de déplacement. Les factures afférentes à ses autres frais et à sa rémunération journalière seront présentées à l’issue du déplacement sur le site des Installation ou de l’audience. Chaque facture sera accompagnée d’une description sommaire des activités exécutées pendant la période de référence et sera envoyée au Constructeur.

Le Constructeur règlera en totalité les factures du Membre du Comité dans les 56 jours suivant leur réception et en présentera la moitié au Maître d’Ouvrage pour remboursement dans les certificats de paiement relatifs au Marché. Le Maître d’Ouvrage en effectuera le règlement conformément aux dispositions du Marché.

Si le Constructeur ne règle pas au Membre du Comité le montant qui lui est dû au titre de l’Accord, le Maître d’Ouvrage règlera ce montant ainsi que toute autre somme nécessaire à la poursuite des activités du Comité de Règlement des Différends, sans préjudice des droits et recours dont il dispose. Sans préjudice des droits résultant du manquement du Constructeur, le Maître d’Ouvrage aura droit au remboursement de tout montant excédant la moitié des paiements effectués au Membre du Comité, et de toute somme nécessaire au recouvrement de ces montants et frais financiers y afférant au taux d’intérêt stipulé à la clause 12.3 du CCAG.

Si dans les 70 jours suivant la présentation d’une facture, le Membre du Comité n’en reçoit pas le règlement, il peut suspendre ses fonctions sans préavis ou présenter sa démission conformément aux dispositions de l’Article 2.

1. Résiliation

A tout moment, le Maître d’Ouvrage et le Constructeur peuvent conjointement mettre fin à l’Accord sous réserve d’un préavis de 42 jours et les Membres du Comité donner leur démission conformément aux dispositions de l’Article 2.

Si le Membre du Comité ne se conforme pas aux dispositions de l’Accord, le Maître d’Ouvrage et le Constructeur pourront, sans préjudice des autres droits qu’ils détiennent, lui notifier la résiliation de l’Accord.

Si le Maître d’Ouvrage ou le Constructeur ne se conforme pas aux dispositions de l’Accord, le Membre du Comité pourra, sans préjudice des autres droits qu’il détient, notifier au Maître d’Ouvrage et au Constructeur la résiliation de l’Accord. Cette notification prendra effet lorsqu’elle aura été reçue par le Maître d’Ouvrage et le Constructeur.

Une telle notification, démission ou résiliation sera définitive et engagera le Maître d’Ouvrage, le Constructeur et le Membre du Comité. Néanmoins, une notification qui n’aurait pas été effectuée à la fois au Maître d’Ouvrage et au Constructeur demeurerait sans effet.

8. Manquement du Membre du Comité à ses engagements

Si un Membre du Comité ne se conforme pas à ses obligations d’impartialité ou d’indépendance vis-à-vis du Maître d’Ouvrage ou du Constructeur telles que stipulées à l’Article 4, il n’aura pas droit à être rémunéré ou être remboursé des dépenses qu’il aura encourues et, sans préjudice des autres droits qu’ils détiennent, devra rembourser au Maître d’Ouvrage et au Constructeur la rémunération et les autres sommes qu’il aura perçues ou qui auraient été versées aux autres Membres du Comité, le cas échéant, au titre de la procédure conduite par le Comité ou des décisions qu’il aura rendues, et qui seront annulées ou rendues sans effet en raison du manquement du Membre du Comité à ses obligations.

9. Différends

Tout différend ou réclamation découlant du présent Accord ou en relation avec celui-ci ainsi que de tout manquement à cet Accord, résiliation ou validité de l’Accord sera tranché définitivement par voie arbitrage institutionnel. Si aucune institution d’arbitrage n’a été convenue, l’arbitrage sera conduit suivant le Règlement d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale par un ou plusieurs arbitres nommés conformément à ce Règlement.

**Annexe A**

**DIRECTIVES DU COMITÉ DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENTS**

1. A moins que le Maître d’Ouvrage et le Constructeur n’en conviennent autrement, le CRD se rendra sur le site des Installations à la demande du Maître d’Ouvrage ou du Constructeur au minimum tous les 140 jours, y compris lorsque se déroulent des activités-clé de construction. A moins que le Maître d’Ouvrage le Constructeur, et le CRD n’en conviennent autrement, les visites du site des Installations se succéderont au maximum tous les 70 jours, à l’exception des déplacements nécessités par la tenue d’une audience comme indiqué ci-après.

2. La date et le programme de chaque visite seront ceux qui auront été convenus par le Maître d’Ouvrage, le Constructeur et le CRD ou, à défaut, par le CRD. L’objectif de ces déplacements sur le Site des Installations est de permettre au CRD de se familiariser et se maintenir au courant du déroulement de l’exécution des Installations et de toute difficulté ou réclamation qui pourrait en résulter et, dans la mesure du possible, d’éviter que celles-ci ne donnent lieu à un différend.

3. Le Maître d’Ouvrage, le Constructeur et le Directeur de projet participeront aux visites du site des Installations, qui seront cordonnées par le Maître d’Ouvrage et ce avec le concours du Constructeur. Le Maître d’Ouvrage fournira l’appui nécessaire en matière de secrétariat, reproduction et lieux de réunion. A l’issue de chaque visite sur le site des Installations, et avant de quitter les lieux, le CRD préparera un rapport sur les activités relatives à la visite en question et en transmettra un exemplaire au Maître d’Ouvrage et au Constructeur.

4. Le Maître d’Ouvrage et le Constructeur fourniront au CRD un exemplaire de tous les documents que le CRD pourrait requérir, y compris les documents du Marché, les rapports d’avancement, ordres de service de modification, certificats ou tout autre document relatif à l’exécution du Marché que le CRD pourrait requérir. Toutes les communications entre le CRD et le Maître d’Ouvrage ou le Constructeur seront copiées à l’autre Partie. Si le CRD est composé de trois membres, le Maître d’Ouvrage et le Constructeur enverront un exemplaire de ces documents ou communications à chacun des trois membres du CRD.

5. Lorsqu’un différend est soumis au CRD conformément à la Clause 46.3 du CCAG, le CRD procédera conformément à la Clause 46.3 du CCAG et aux présentes Directives. Sous réserve du délai qui lui est imparti pour communiquer sa décision et de tout autre élément pertinent, le CRD sera tenu :

1. d’agir équitablement et impartialement à l’égard du Maître d’Ouvrage et du Constructeur, donnant à chacun d’entre eux la possibilité de présenter son point de vue et répondre à celui de l’autre ;
2. d’adopter une procédure adaptée au différend, en évitant tout retard ou dépense inutiles.

6. Le CRD pourra tenir une audience sur le différend en question, audience dont il fixera la date et le lieu, et pourra requérir du Maître d’Ouvrage et du Constructeur qu’ils soumettent les documents et les arguments relatifs à ce différend avant la tenue de l’audience.

7, A moins qu’il n’en soit convenu autrement par écrit entre le Maître d’Ouvrage et le Constructeur, le CRD pourra adopter une procédure inquisitoire, refuser accès à l’audience à toute personne autre que les représentants du Maître d’Ouvrage, du Constructeur ou du Directeur de projet, et poursuivre ses travaux en l’absence d’une des Partie dont le CRD s’est assuré qu’elle a été dûment convoquée à l’audience, et ce tout en conservant la possibilité de décider si et dans quelle mesure il veut exercer un tel droit.

8. Le Maître d’Ouvrage et le Constructeur confèrent au CRD la capacité :

(a) de déterminer la procédure à appliquer au règlement du différend ;

(b) de décider de la compétence propre au CRD et de la portée du différend qui lui est soumis ;

(c) de tenir les audiences qu’il estime appropriées, sans autre règle de procédure que celles définies par le Marché et les présentes Directives ;

(d) de prendre les initiatives nécessaires à la détermination des faits et autres éléments qu’une décision nécessite ;

(e) d’utiliser ses propres connaissances de spécialiste en la matière ;

(f) de décider du paiement de charges financières conformément aux dispositions du Marché ;

(g) de décider de toute mesure temporaire, transitoire ou conservatoire ;

(h) de considérer, examiner ou modifier tout certificat, constatation, instruction, opinion, ou évaluation du Directeur de projet afférents au différend ;

(i) de désigner un/des expert/s compétent/s (comprenant un ou des experts/ juridiques et techniques) pour émettre un avis sur un point particulier relatif au différend, si le CRD le considère nécessaire et les Parties en conviennent, et ce aux frais des Parties.

9. En cours d’audience, le CRD n’émettra pas d’avis sur le bien-fondé des arguments présentés par les Parties. Par la suite, le CRD prendra sa décision conformément à la Clause 46.3 du CCAG, ou de toute autre manière dont il a été convenu par écrit entre le Maître d’Ouvrage et le Constructeur. Si le CRD est composé de trois membres, il devra

(a) se réunir après l’audience de manière à débattre de sa décision et la préparer ;

(b) s’efforcer d’arriver à une décision à l’unanimité; si cela s’avère impossible, sa décision sera prise à la majorité des Membres, qui pourront demander au Membre du Comité en minorité de préparer par écrit un rapport qui sera soumis au Maître d’Ouvrage et au Constructeur ;

(c) si un des Membres du Comité ne se rend pas à une réunion ou une audience, ou ne remplit pas une fonction qui lui est impartie, les deux autres Membres du Comité pourront néanmoins prendre une décision, à moins que :

1. le Maître d’Ouvrage ou le Constructeur ne s’y opposent, ou que
2. le Membre du Comité qui est absent est le Président du Comité, et qu’il ne requiert des autres Membres du Comité qu’ils s’abstiennent de prendre une décision en son absence.

**Annexe B**

**ANNEXE AUX CONDITIONS GENERALES**

**Fraude et Corruption**

***(Le texte de cette section ne doit pas être modifié)***

**1. Objet**

1.1 Les Directives de la Banque en matière de lutte contre la fraude et la corruption, ainsi que la présente section, sont applicables à la passation des marchés dans le cadre des Opérations de Financement de Projets d’Investissement de la Banque.

**2. Exigences**

2.1 La Banque exige, que les Emprunteurs (y compris les bénéficiaires de ses financements), les soumissionnaires (candidats/proposants), consultants, entrepreneurs et fournisseurs, les sous-traitants, sous-consultants, prestataires de services, tous les agents (déclarés ou non) ; ainsi que leur personnel se conforment aux normes les plus strictes en matière d’éthique, durant le processus de passation, la sélection, et l’exécution des contrats financés par la Banque, et s’abstiennent de toute fraude et corruption.

2.2 En vertu de ce principe, la Banque

1. aux fins d’application de la présente disposition, définit comme suit les expressions suivantes :

i. est coupable de « corruption » quiconque offre, donne, sollicite ou accepte, directement ou indirectement, un quelconque avantage en vue d’influer indûment sur les actions d’une autre personne ou entité ;

ii. se livre à des « manœuvres frauduleuses » quiconque agit, ou dénature des faits, délibérément ou par négligence grave,ou tente d’induire en erreur une personne ou une entité, afin d’en retirer un avantage financier ou de toute autre nature, ou se dérober à une obligation ;

* + 1. se livrent à des «manœuvres collusives» les personnes ou entités qui s’entendent afin d’atteindre un objectif illicite, notamment en influant indûment sur l’action d’autres personnes ou entités ;
    2. se livre à des «manœuvres coercitives» quiconque nuit ou porte préjudice, ou menace de nuire ou de porter préjudice, directement ou indirectement, à une personne ou entité, ou à leurs biens, en vue d’influer indûment sur les actions de cette personne ou entité ; et
    3. se livre à des « manœuvres obstructives »

(a) quiconque détruit, falsifie, altère ou dissimule délibérément les preuves sur lesquelles se base une enquête de la Banque en matière de corruption ou de manœuvres frauduleuses, coercitives ou collusives, ou fait de fausses déclarations à ses enquêteurs destinées à entraver son enquête; ou bien menace,harcèle ou intimide quelqu’un aux fins de l’empêcher de faire part d’informations relatives à cette enquête, ou bien de poursuivre l’enquête ; ou

(b) celui qui entrave délibérément l’exercice par la Banque de son droit d’examen tel que stipulé au paragraphe 2.2 ci-dessous.

1. rejettera la proposition d’attribution d’’un marché ou contrat si elle établit que la personne physique ou morale à laquelle il est recommandé d’attribuer ledit marché ou contrat, ou l’un des membres de son personnel ou de ses agents, sous-consultants, sous-traitants, prestataires de service, fournisseurs, ou un de leurs employés, s’est livré, directement ou indirectement, à un acte de corruption, une manœuvre frauduleuse, collusive, coercitive ou obstructive en vue de l’obtention dudit marché ou contrat ;
2. outre les recours prévus dans l’Accord de Financement, pourra décider d’autres actions appropriées, y compris déclarer la passation du marché non-conforme si elle détermine, à un moment quelconque, que les représentants de l’Emprunteur ou d’un bénéficiaire du financement, s’est livré à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses, collusives, coercitives ou obstructives pendant la procédure de passation du marché, de sélection ou d’exécution du marché, sans que l’Emprunteur ait pris, en temps voulu et à la satisfaction de la Banque, les mesures nécessaires pour remédier à cette situation , y compris en manquant à son devoir d’informer la Banque lorsqu’il a eu connaissance desdites pratiques;
3. sanctionnera une entreprise ou un individu, dans le cadre des Directives de la Banque en matière de lutte contre la fraude et la corruption, et conformément aux règles et procédures de sanctions applicables de la Banque, y compris en déclarant publiquement l’exclusion de l’entreprise ou de l’individu pour une période indéfinie ou déterminée (i) de l’attribution d’un marché financé par la Banque ou de pouvoir en bénéficier financièrement ou de toute autre manière[[19]](#footnote-19) (ii) de la participation[[20]](#footnote-20) comme sous-traitant, consultant, fabricant ou fournisseur de biens ou prestataire de services désigné d’une entreprise par ailleurs éligible à l’attribution d’un marché financé par la Banque ; et (iii) du bénéfice du versement de fonds émanant d’un prêt de la Banque ou de participer d’une autre manière à la préparation ou à la mise en œuvre d’un projet financé par la Banque ;
4. exigera que les dossiers d’appel d’offres/appel à propositions, et que les contrats et marchés financés par la Banque, contiennent une disposition exigeant des soumissionnaires (candidats/proposants), consultants, fournisseurs et entrepreneurs, ainsi que leurs sous-traitants, sous-consultants, prestataires de services, fournisseurs, agents, et personnel, autorisent la Banque à inspecter[[21]](#footnote-21) les pièces comptables, relevés et autres documents relatifs à la passation du marché, à la sélection et/ou à l’exécution du marché ou contrat, et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la Banque.

ANNEXE C

Au Cahier des Clauses Administratives Générales : Indicateurs de performance des dispositions environnementales et sociales (ES)

***[Note à l’intention du Maître d’Ouvrage : les indicateurs ci-après peuvent être modifiés afin de refléter les spécificités du contrat. Le Maître d’Ouvrage doit s’assurer que les indicateurs fournis soient appropriés pour les travaux et l’impact/problèmes clé identifiés dans l’évaluation environnementale et sociale.***

*Indicateurs pour les rapports périodiques :*

1. *Incidents environnementaux ou non conformités avec les exigences contractuelles, y compris contamination, pollution ou dommage aux sols ou aux ressources en eau ;*
2. *Incidents relatifs à l’hygiène et la sécurité, accidents, blessures et toutes victimes ayant nécessité des soins ;*
3. *Interactions avec les autorités de régulation : identifier l’agence, dates, objet, résultats (indiquer le résultat négatif en cas de non résultat) ;*
4. *Etats de tous les permis et accords :*
   1. Permis de travail : nombre de permis requis, nombre de permis obtenus, actions entreprises pour les permis non obtenus ;
   2. Situation des permis et consentements :
      * Liste des zones/installations nécessitant un permis (carrières, centrales d’enrobage), la date de demande, la date d’obtention (actions de suivi pour les permis non obtenus), date de présentation au Directeur de travaux (ou représentant), état de la zone (attente de permis, en activité, abandonné sans remise en état, plan de restauration en cours de mise en œuvre, etc.)
      * Liste de zones nécessitant l’accord du propriétaire (zone d’emprunt ou de dépôt, site de camp), date de présentation au Directeur de travaux (ou représentant) ;
      * Identifier les activités principales entreprises sur chacune des zones durant le mois passé et les grandes lignes des actions de protection environnementale et sociale (préparation du site/déboisement, marquage des limites/bornage, récupération de la terre végétale, gestion de la circulation, planification de la restauration/démobilisation, mise en œuvre de la restauration/démobilisation) ;
      * Pour les carrières : le point des relogements et dédommagements (accompli ou détail des activités du mois et situation présente).
5. Supervision de l’hygiène et la sécurité :
   1. Responsable de sécurité : nombre de jours travaillés, nombre d’inspections complètes et partielles, compte-rendu effectués aux responsables du projet ou des travaux ;
   2. Nombre de travailleurs, d’heures de travail, indicateurs d’équipements de protection individuelles (EPI) utilisés (pourcentage de travailleurs dotés d’EPI complet, partiel, etc.), infractions observées commises par les travailleurs (par type d’infraction, EPI ou autres), avertissement donnés, avertissements en cas de récidives donnés, actions de suivi entreprises, le cas échéant ;
6. Logement des travailleurs :
7. Nombre de personnels expatriés hébergés dans les installations, nombre de personnel local ;
8. Date de la dernière inspection, et principales constatations effectuées lors de l’inspection, y compris la conformité des hébergements avec la réglementation nationale et locale et avec les bonnes pratiques, incluant l’assainissement /sanitaires, l’espace, etc. :
9. Actions entreprises pour recommander/demander des conditions améliorées, ou pour améliorer les conditions.
10. *Services de santé : fournisseur de services de santé, information et/ou formation, localisation de clinique, nombre de malades et de traitements de maladies et diagnostics (ne pas fournir de noms de patients) ;*
11. *Genre (pour expatriés et locaux séparément) : nombre de travailleurs femmes, pourcentage de la main d’œuvre, problème sexo-spécifiques rencontrés et remédiés (se référer aux sections concernant les réclamations/plaintes ou autres, selon les besoins) ;*
12. *Formation :*
13. Nombre de nouveaux travailleurs, nombre ayant reçu une formation initiale, dates de ces formations ;
14. Nombre et dates de discussions concernant les « boites à outils », nombre de travailleurs ayant reçu la formation sur la sécurité et l’hygiène au travail, la formation environnementale et sociale ;
15. Nombre et dates des séances de sensibilisation et/ou formation sur les maladies transmissibles ; nombre de travailleurs ayant reçu la formation (au cours de ce mois et cumulé) ; question identique pour la sensibilisation sexo-spécifique, formation de l’homme/la femme « porte drapeau » ;
16. Nombre et date de sensibilisation à la prévention EAS et HS, et/ou de formation et événements, y compris nombre de travailleurs recevant une formation sur le Code de conduite du personnel de l’Entrepreneur (au cours de ce mois et cumulé), etc.
17. *Supervision environnementale et sociale*
18. Environnementaliste : nombre de jours travaillés, zones inspectées et nombre d’inspections de chacune (section de route, camp, logements, carrières, zones d’emprunt, zones de dépôt, marais, traversées forestières, etc.) ; grandes lignes des activités et constatations (y compris infractions aux bonnes pratiques environnementales et/ou sociales, actions entreprises), compte-rendu effectués aux responsables environnementaux/sociaux du projet ou des travaux ;
19. Sociologiste : nombre de jours travaillés, nombre d’inspections complètes ou partielles (par zone, section de route, camp, logements, carrières, zones d’emprunt, zones de dépôt, clinique, centre VIH/SIDA, centres communautaires, etc.) ; grandes lignes des activités et constatations (y compris infractions aux bonnes pratiques environnementales et/ou sociales, actions entreprises), compte-rendu effectués aux responsables environnementaux/sociaux du projet ou des travaux ;
20. Personne(s) chargée de liaison avec les communautés : nombre de jours travaillés, nombre de personnes rencontrées, grandes lignes des activités (problèmes soulevés), compte-rendu effectués aux responsables environnementaux/sociaux du projet ou des travaux
21. *Plaintes/réclamations*: liste des plaintes (ex. nombre de plaintes ES et HS) de ce mois et nombre des plaintes antérieures non résolues, par ordre chronologique d’enregistrement, l’âge et le sexe des plaignants, mode de réception, à qui la plainte a-t-elle été référée pour suite à donner, résolution et date (si l’affaire est traitée et classée), information en retour du plaignant, action de suivi nécessaire le cas échéant (se référer aux autres sections, selon les besoins) :
22. Griefs des travailleurs ;
23. Griefs des communautés ;
24. *Circulation, sécurité routière et matériels/véhicules :*
25. Incidents de circulation et sécurité routière et accidents impliquant des véhicules ou des matériels du projet : indiquer la date, le lieu, les dommages, la cause, le suivi ;
26. Accidents de circulation impliquant des véhicules ou des propriétés extérieurs au projet : indiquer la date, le lieu, les dommages, la cause, le suivi ;
27. Etat général des véhicules ou des matériels (évaluation subjective par l’environnementaliste) ; réparations et entretien non-courant nécessaire pour améliorer la sécurité et/ou la performance environnementale (pour restreindre les fumées, etc.)
28. *Aspects environnementaux et mesures de réduction (ce qui a été réalisé) :*
29. Poussière : nombre d’arroseuses en service, nombre de jours d’arrosage, nombre de plaintes, avertissements donnés par l’environnementaliste, mesures prises pour remédier ; grandes lignes des mesures de contrôle de poussière à la carrière (enveloppes, sprays, état opérationnel) ; % de camions d’enrochements/terres/matériaux bâchés, actions entreprises pour les véhicules non bâchés ;
30. Contrôle de l’érosion : mesure de prévention par lieu, état des traversées de filet ou cours d’eau, inspections de l’environnementaliste et résultats, actions entreprises pour traiter les questions, réparations d’urgence nécessaires afin de limiter l’érosion/la sédimentation ;
31. Carrières, zones d’emprunt et de dépôt de matériaux, centrales d’enrobés : identifier les activités principales réalisées sur chacun des sites ce mois, et grandes lignes des mesures de protection environnementales et sociales : nettoyage de site/débroussaillage, marquage des limites/bornages, mise en dépôt provisoire pour réutilisation de terre végétale, gestion de la circulation, planification de la restauration/démobilisation, mise en œuvre de la restauration/démobilisation) ;
32. Tirs/explosions : nombre de tirs (et lieux), état de mise en œuvre des plans de tir (incluant l’information préalable, les évacuations, etc.), incidents de dommages ou de plaintes hors-site (se référer aux autres sections, selon les besoins) ;
33. Nettoyage des déversements, le cas échéant : substance déversée, lieu, quantité, actions entreprises, élimination des substances (rendre compte de tous les déversements qui ont résulté en la contamination de l’eau ou des sols ;
34. Gestion des déchets : types et quantités générées et traitées, y compris quantités enlevées du chantier (et par qui) ou réutilisées/recyclées/éliminées sur place ;
35. Détails des plantations d’arbres et autres actions de protection/réduction exigées réalisées ce mois ;
36. Détails des mesures de protections des eaux et marais exigées réalisées ce mois ;
37. *Conformité :*
38. Etat de la conformité concernant les autorisations/permis pertinents, les Travaux, incluant les carrières etc. : déclaration de conformité ou listes des problèmes et actions entreprises (ou devant être entreprises) afin de se conformer ;
39. État de conformité des exigences C-ESMP/ESIP : état de conformité ou inscription des questions et des mesures prises (ou à prendre) pour parvenir à la conformité ;
40. État de conformité du plan d’action en matière de prévention et d’intervention de EAS et HS : déclaration de conformité ou liste des questions et des mesures prises (ou à prendre) pour parvenir à la conformité ;
41. Etat de conformité du Plan de gestion de l’hygiène et de la sécurité concernant : état de conformité ou de liste des questions et des mesures prises (ou à prendre) pour parvenir à la conformité ;
42. Autres questions non résolues déjà identifiées au cours des mois précédents concernant les infractions environnementales et sociales : infractions persistantes, déficiences de matériel persistantes, persistance de véhicules non bâchés, déversements non traités, problèmes de dédommagement ou de tirs de mines persistants, etc. Références aux autres sections, selon les besoins.

Section IX. Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

|  |
| --- |
| Le CCAP complète le CCAG (Section VIII). Lorsqu’il y a contradiction, les clauses du CCAP prévalent par rapport aux clauses du CCAG. |

# Cahier des Clauses administratives particulières

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) qui suit précise le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG). Lorsqu’il y a contradiction, les clauses ci-après prévalent par rapport aux clauses du CCAG. Les numéros des clauses correspondantes du CCAG sont indiqués entre parenthèses.

CCAP 1. Définitions

Le Maître d’Ouvrage est :

Le Directeur de projet est :

Le Constructeur est :

Le Représentant du Constructeur est :

Les pays d’origine acceptables sont définis dans la Section V du Dossier d’Appel à Propositions.

CCAP 5. Droit applicable et Langue

CCAG 5.1 : *Le Marché sera interprété conformément au droit applicable   
dans le pays :*

CCAG 5.2 : La Langue est le :

CCAG 5.3 : La Langue de communication est le :

CCAP 7. Etendue des prestations (pièces de rechange) (Clause 7 du CCAG)

CCAG 7.3 : Le Constructeur convient de fournir des pièces de rechange pendant une période (exprimée en années) de :

**Clause type ajoutée à CCAP 7.3**

Le Constructeur aura des stocks suffisants pour fournir à partir du stock des pièces détachées consommables pour les matériels et équipements. Les autres pièces détachées et éléments seront fournis aussi rapidement que possible, dans un délai n’excédant pas six (6) mois après l’émission de l’ordre et l’ouverture de la lettre de crédit. De plus, dans le cas où la production de pièces détachées serait arrêtée, notification préalable sera faite au Maître d’Ouvrage de cet arrêt de production, suffisamment de temps à l’avance pour que le Maître d’Ouvrage puisse se procurer les éléments nécessaires. Après un tel arrêt de production, le Constructeur fournira dans la mesure du possible et gratuitement au Maître d’Ouvrage les dessins et spécifications des pièces détachées, si on le lui demande.

CCAP 8. Date de commencement et d’achèvement

CCAG 8.1 : Le Constructeur commencera les fabrications et travaux concernant les Installations *[insérer un nombre de jours]* à partir de la date d’entrée en vigueur servant à déterminer la date d’achèvement précisée dans l’Acte d’engagement.

CCAG 8.2 : Les ouvrages seront terminés dans les délais suivants : .

CCAP 9. Responsabilités du Constructeur

CCAG 9.8 : *[Supprimer si non applicable]* *Insérer toute disposition* contractuelleconcernant *les acquisitions durables, le cas échéant. Se référer aux Règles de la Banque applicables aux Emprunteurs, pour la passation des marchés et aux recommandations/boite à outils concernant les acquisitions durables*.

Les dispositions suivantes concernant les acquisitions durables sont applicables :

CCAP 11. Montant du Marché

CCAG 11.2 : Le montant du Marché sera révisé conformément aux clauses de l’annexe correspondante (Révision de prix) de l’Acte d’engagement *[Supprimer si le montant du Marché est non révisable].*

CCAP 13. Garanties

CCAG13.3.1 : Le montant de la garantie de bonne exécution pour les Installations ou pour la partie des Installations pour laquelle une Date d’achèvement différente a été spécifiée est de :

CCAG13.3.2 : La garantie de bonne exécution sera fournie sous la forme d’une , dont le modèle figure dans ce Dossier d’appel à propositions dans la section X Formulaires de Marché.

CCAG 13.3.3 : La garantie de bonne exécution sera réduite à dix pour cent (10 %) de la valeur de la partie couverte par la garantie étendue, pour couvrir la garantie étendue du Constructeur, en accord avec les dispositions du CCAP, et conformément à la Clause 27.10 du CCAG.

CCAP 22. Montage

CCAG 22.2.5 : Heures de travail

Les heures normales de travail sont :

CCAG 22.2.8 : Dispositions relatives aux funérailles :

CCAP 25. Mise en service et réception opérationnelles

CCAG 25.2.2 : L’essai de garantie des Installations devra être réalisé avec succès dans les jours suivant la date d’achèvement.

CCAP 26. Garantie du délai d’achèvement

CCAG 26.2 : Pénalité de retard applicable :

Montant maximum de la pénalité de retard :

CCAG 26.3 : Taux applicable pour la prime versée en cas d’achèvement des Installations avant la date contractuelle :

Prime maximum :

CCAG 26.3 : Aucune prime ne sera accordée en cas d’achèvement des Installations ou parties de celles-ci avant la date contractuelle.

CCAP 27. Garantie

CCAG 27.10 : Les parties couvertes par la garantie étendue sont *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*, et la période de garantie étendue sera de *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* mois *(ne doit être insérer seulement lorsqu’une garantie étendue est exigée).*

CCAP 30. **Limite de responsabilité**

*Clause type*

CCAG30.1 (b) Le multiple du Montant du Marché est de CCAP 39. Analyse de la valeur

CCAG 39.1.2 : Lorsque la proposition concernant l’analyse de la valeur est approuvée par le Maître d’Ouvrage, le montant à payer au Constructeur sera de *[insérer un pourcentage qui sera normalement de 50% au maximum]* % de la réduction correspondante du Montant du Marché*.*

CCAP 46. Règlement des différends

CCAG 46.1 : Le Comité de Règlement des Différends sera désigné dans un délai de [28 jours] de la Date de signature par les deux parties de l’Acte d’engagement.

CCAG 46.1 : Le Comité de Règlement des Différends sera composé de :

*[un seul membre]*

ou

*[trois membres]*

*[Pour un marché estimé à plus de 50 millions de dollars, le CRD doit être composé de trois(3) membres. Pour un marché estimé entre 20 et 50 millions de dollars, le CRD peut comprendre trois membres ou un seul membre. Pour un marché estimé à moins de 20 millions de dollars, un seul membre est recommandé.]*

Clause 46.1 du CCAG : Liste des membres possibles du Comité de Règlement des Différends :

Proposé par le Maître d’Ouvrage *[attacher les CV au DAO et au marché]*

* + - 1. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
      2. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
      3. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Proposé par le Constructeur *[attacher les CV au marché]*

* + - 1. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
      2. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
      3. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Clause 46.2 du CCAG : Autorité de nomination pour le Comité de Règlement des Différends (si non convenue d’un commun accord) *[insérer le nom d’une organisation internationale ou une autorité officielle en tant qu’autorité officielle de nomination]*:

Clause 46.5 du CCAG : Règle de procédure pour la décision d’arbitrage du CRD: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_Règles d’arbitrage.

Sous-clause 46.5(a) du CCAG *[insérer soit « doit » ou « ne doit pas»]* s’appliquer.

Sous-clause 46.5(b) du CCAG *[insérer soit « doit » ou « ne doit pas»]* s’appliquer.

*[Sous-clause 46.5(a) du CCAG doit être retenu dans le cas d’un Marché avec un Constructeur étranger.*

*Sous-clause 46.5(b) du CCAG doit être retenu dans le cas d’un Marché avec un Constructeur local]*

*[insérer le lieu de l’arbitrage si la sous-clause 46.5 (a) du CCAG s’applique]*.

Section X. Formulaires du Marché

Table of Forms

[Modèle de Notification d’intention d’attribution 264](#_Toc38642680)

[Formulaire de Divulgation des Bénéficiaires effectifs 268](#_Toc38642681)

[Modèle de Lettre de Notification de l’Attribution 270](#_Toc38642682)

[Acte d’engagement 271](#_Toc38642683)

[Annexe 1. Conditions et procédures de paiement 274](#_Toc38642684)

[Annexe 2. Révision de prix 277](#_Toc38642685)

[Annexe 3. Assurances obligatoires 279](#_Toc38642686)

[Annexe 4. Calendrier d’exécution 282](#_Toc38642687)

[Annexe 5. Liste des composants importants et Liste des sous-traitants approuvés 283](#_Toc38642688)

[Annexe 6. Etendue des apports en personnel, fournitures, installations et fournis par le Maître d’Ouvrage 284](#_Toc38642689)

[Annexe 7. Liste des documents soumis à approbation ou examen 285](#_Toc38642690)

[Annexe 8. Garanties opérationnelles 286](#_Toc38642691)

[Modèle de caution personnelle et solidaire de bonne exécution 290](#_Toc38642692)

[Modèle de garantie de restitution d’avance 291](#_Toc38642693)

[Garantie sur demande 291](#_Toc38642694)

Modèle de Notification d’intention d’attribution

***[La Notification d’intention d’attribution doit être adressée à chacun des Proposants ayant remis une proposition. Le destinataire doit être le représentant autorisé du Proposant].***

À l’attention du représentant autorisé du Proposant

Nom : *[insérer le nom du représentant autorisé du Proposant]*

Adresse : *[insérer l’adresse du représentant autorisé du Proposant]*

Téléphone/télécopie : *[insérer téléphone/télécopie du représentant autorisé du Proposant]*

Adresse courriel : *[insérer adresse courriel du représentant autorisé du Proposant]*

***[IMPORTANT : insérer la date de transmission de la présente Notification à tous les Proposants. La Notification doit être envoyée à tous les Proposants simultanément, c’est-à-dire à la même date et dans le même temps, dans toute la mesure du possible].***

**DATE D’ENVOI :** La présente Notification est envoyée par : *[courriel/télécopie]* le *[date]* (heure locale).

**Notification d’intention d’attribution**

**Maître d’Ouvrage :** *[insérer le nom du Maître d’Ouvrage]*

**Intitulé du Marché :** *[insérer l’intitulé du Marché]*

**Pays :** *[insérer le nom du pays du Maître d’Ouvrage]*

**Prêt No./Crédit No./Don No. :** *[insérer la référence du prêt/crédit/don]*

**AO No :** *[insérer le numéro de l’appel d’Propositions en référence au Plan de Passation des Marchés]*

Par la présente Notification de l’intention d’attribution (la Notification) nous vous informons de notre décision d’attribuer le Marché ci-dessus. L’envoi de la Notification marque le commencement de la Période d’attente. Durant ladite période, il vous est possible de :

1. demander un débriefing concernant l’évaluation de votre Proposition, et/ou
2. soumettre une réclamation concernant la passation du marché, portant sur la décision d’attribuer le marché.
3. **Proposant retenu**

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom :** | *[insérer le nom du Proposant retenu]* |
| **Adresse :** | *[insérer l’adresse du Proposant retenu]* |
| **Prix du Marché :** | *[insérer le prix du Marché du Proposant retenu]* |

1. **Autres Proposants *[INSTRUCTIONS : insérer les noms de tous les Proposants ayant remis une Proposition. Lorsque le prix de la Proposition a été évalué, indiquez le prix évalué de chaque Proposition, ainsi que le prix de chaque Proposition tel que lu en séance d’ouverture.]***

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Nom du Proposant** | **Score Technique** | **Prix de la Proposition** | **Prix évalué de la Proposition** | **Score Combiné** |
| *[insérer le nom]* | *[insérer score Technique]* | *[Prix de la Proposition]* | *[Prix évalué de la Proposition]* | *[insérer le score combiné]* |
| *[insérer le nom]* | *[insérer score Technique]* | *[Prix de la Proposition]* | *[Prix évalué de la Proposition]* | *[insérer le score combiné]* |
| *[insérer le nom]* | *[insérer score Technique]* | *[Prix de la Proposition]* | *[Prix évalué de la Proposition]* | *[insérer le score combiné]* |
| *[insérer le nom]* | *[insérer score Technique]* | *[Prix de la Proposition]* | *[Prix évalué de la Proposition]* | *[insérer le score combiné]* |
| *[insérer le nom]* | *[insérer score Technique]* | *[Prix de la Proposition]* | *[Prix évalué de la Proposition]* | *[insérer le score combiné]* |

1. **Motif(s) pour le(s)quel(s) votre Proposition n’a pas été retenue**

|  |
| --- |
| ***[INSTRUCTIONS : indiquer le(s) motif(s) pour le(s)quell(s) la Proposition du Proposant n’a pas été retenue. Ne pas fournir : (a) une comparaison point par point avec une Proposition concurrente, ou (b) des renseignements identifiée comme confidentiels par le Proposant dans sa Proposition.]*** |

1. **Comment demander un débriefing**

|  |
| --- |
| **Date et heure limites : l’heure et la date limite pour demander un débriefing est minuit le *[insérer la date]* (heure local).**  Vous pouvez demander un débriefing concernant les résultats de l’évaluation de votre Proposition. Si vous désirez demander un débriefing, votre demande écrite doit être présentée dans le délai de trois (3) jours ouvrables à compter de la réception de la présente Notification d’intention d’attribution.  Indiquer l’intitulé du marché, le numéro de référence, le nom du Proposant, les détails du marché et l’adresse pour la présentation de la demande de débriefing comme suit :  **À l’attention de :**  **Nom :** *[insérer le nom complet de la personne]*  **Titre/position :** *[insérer le titre/la position]*  **Agence :** *[insérer le nom du Maître d’Ouvrage]*  **Adresse courriel :** *[insérer adresse courriel]*  **Télécopie** : *[insérer No télécopie* ***omettre si non utilisé****]*  Lorsqu’une demande de débriefing aura été présentée dans le délai de 3 jours ouvrables, nous accorderons le débriefing dans le délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la réception de la demande. Dans le cas où il ne nous serait pas possible d’accorder un débriefing dans ce délai, la période d’attente sera prorogée jusqu’à cinq (5) jours ouvrables après que le débriefing aura eu lieu. Dans un tel cas, nous vous informerons par le moyen le plus rapide de la prolongation de la période d’attente et confirmerons la date à laquelle la période d’attente prorogée expirera.  Le débriefing peut être par écrit, par téléphone, vidéo-conférence ou en personne. Nous vous informerons par écrit et dans les meilleurs délais de la manière dont le débriefing aura lieu, en confirmant la date et l’heure.  Lorsque la date limite de demande d’un débriefing est expirée, vous pouvez cependant demander un débriefing. Dans un tel cas, nous accorderons le débriefing dès que possible, et normalement au plus tard dans le délai de quinze (15) jours ouvrables suivant la publication de la notification d’attribution du Contrat. |

1. **Comment formuler une réclamation**

|  |
| --- |
| **Date et heure limites : l’heure et la date limite pour présenter une réclamation est minuit le *[insérer la date]* (heure locale).**  Indiquer l’intitulé du marché, le numéro de référence, le nom du Proposant, les détails du marché et l’adresse pour la présentation de la demande de débriefing comme suit :  **à l’attention de :**  **Nom :** *[insérer le nom complet de la personne]*  **Titre/position :** *[insérer le titre/la position]*  **Agence :** *[insérer le nom du Maître d’Ouvrage]*  **Adresse courriel :** *[insérer adresse courriel]*  **Télécopie** : *[insérer No télécopie* ***omettre si non utilisé****]*  [à ce stade du processus de passation du marché] [dès réception de la présente notification] vous pouvez soumettre une réclamation relative à la passation des marchés au sujet de la décision d’attribution du marché. Il n’est pas nécessaire que vous ayez demandé ou reçu un débriefing avant de présenter une réclamation. Votre réclamation doit être présentée durant la Période d’attente et reçue par nous avant l’expiration de ladite Période d’attente.  Informations complémentaires :  Pour obtenir plus d’informations, prière vous référer au « [Règlement de Passation de Marchés applicables aux Emprunteurs »](https://policies.worldbank.org/sites/ppf3/PPFDocuments/Forms/DispPage.aspx?docid=4005) (Règlement de Passation de Marchés) (Annexe III). Il vous est demandé de lire ces documents avant de préparer et présenter votre réclamation. En outre la Recommandation de la Banque Mondiale intitulée « [Comment formuler une réclamation relative à la passation des marchés](file:///F:\2.%20%20World%20Bank%202017\17.%20Tools%20and%20Templates\NIA\get%20the%20address%20once%20it%20is%20published)» fournit des explications utiles sur le processus, ainsi qu’un modèle de lettre de réclamation.  En résumé, les quatre exigences ci-après sont essentielles :   1. Vous devez être une « partie intéressée ». Dans le cas présent, cela signifie un Proposant ayant remis une Proposition dans le cadre de ce processus de sélection, et destinataire d’une Notification d’intention d’attribution. 2. La réclamation peut conteste la décision d’attribution du marché exclusivement. 3. La réclamation doit être reçue avant la date et l’heure limites indiquées ci-avant. 4. Vous devez fournir dans la réclamation, tous les renseignements demandés par les Règles de Passation de Marchés (comme décrits à l’Annexe III). |

1. **Période d’Attente**

|  |
| --- |
| **Date et heure limites : l’heure et la date limite d’expiration de la Période d’attente est minuit le *[insérer la date]* (heure locale).**  La période d’attente est de dix (10) jours ouvrables à compter de la date d’envoi de la présente Notification de l’intention d’attribution.  La période d’attente pourra être prorogée. Cela pourrait survenir lorsque nous ne sommes pas en mesure d’accorder un débriefing dans le délai de cinq (5) jours ouvrables prescrit. Dans un tel cas, nous vous notifierons la prorogation |

Pour toute question relative à la présente Notification, prière nous contacter.

Au nom de [insérer le nom du Maître d’Ouvrage] :

**Signature :**

**Nom :**

**Titre/position :**

**Téléphone :**

**Courriel :**

Formulaire de Divulgation des Bénéficiaires effectifs

*[insérer l’intitulé de l’appel d’offres]*

**DP No. :** *[insérer le numéro de l’Appel d’Offres]*

A : *[insérer le nom complet du Maître d’Ouvrage]*

En réponse à votre demande formulée dans la Lettre de Notification d’attribution du Marché en date du *[insérer la date de la lettre de notification*] de fournir les renseignements additionnels sur les bénéficiaires effectifs : *[retenir l’option applicable et supprimer celles qui ne le sont pas]*

(i) nous fournissons les renseignements sur les bénéficiaires effectifs ci-après :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Identité du propriétaire bénéficiaire effectif | *détient directement ou indirectement 25% ou plus des actions*  (Oui / Non) | *détient directement ou indirectement 25% ou plus des droits de vote*  (Oui / Non) | *détient directement ou indirectement le pouvoir de nommer la majorité des membres du conseil d’administration ou autorité équivalente du Proposant*  (Oui / Non) |
| *[insérer le nom complet, la nationalité, le pays de résidence]* |  |  |  |

*OU*

(ii) nous déclarons qu’il n’y a aucun bénéficiaire effectif qui remplisse l’une au moins des conditions ci-après :

* détient directement ou indirectement 25% ou plus des actions
* détient directement ou indirectement 25% ou plus des droits de vote
* détient directement ou indirectement le pouvoir de nommer la majorité des membres du conseil d’administration ou autorité équivalente du Proposant

*OU*

(iii) nous déclarons être dans l’incapacité d’identifier un quelconque bénéficiaire effectif qui remplisse l’une au moins des conditions ci-après :

* détient directement ou indirectement 25% ou plus des actions
* détient directement ou indirectement 25% ou plus des droits de vote
* détient directement ou indirectement le pouvoir de nommer la majorité des membres du conseil d’administration ou autorité équivalente du Proposant

**Nom du Proposant :\*** *[insérer le nom complet du Proposant]*

**Nom de la personne autorisée à signer au nom du Proposant :\*\****[insérer le titre/capacité complet de la personne signataire]*

**En tant que :** *[indiquer la capacité du signataire]*

Signature *[insérer la signature]*

**En date du** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ **jour de** *[Insérer la date de signature]*

\*Dans le cas d’une Offre présentée par un groupement d’entreprises, indiquer le nom du groupement ou de ses partenaires, en tant que Proposant.

\*\*La personne signataire doit avoir un pouvoir donné par le Proposant, à joindre à l’Offre.

Modèle de Lettre de Notification de l’Attribution

Date :

A : *[nom et adresse du Proposant retenu]*

Messieurs,

La présente a pour but de vous notifier que votre Proposition en date du *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* pour l’exécution des Travaux de *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* pour le montant du Marché de *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*, rectifié et modifié conformément aux Instructions aux Proposants, est acceptée par nos services.

Il vous est demandé de fournir (i) la garantie de bonne exécution dans les 28 jours, conformément au CCAG, en utilisant le formulaire de garantie de bonne exécution et (ii) les renseignements additionnels sue les propriétaires effectifs en conformité avec les DPAP- IP 64.1 dans les 8 jours en utilisant le Formulaire de divulgation des bénéficiaires effectifs de la Section X, Formulaires du marché du DAP.

Signature Authorisée:

Nom et Titre du Signataire:

Nom de l’Agence d’Exécution:

Pièce jointe: Acte d’Engagement

Acte d’engagement

MARCHE conclu le jour du 19 .

ENTRE

(1) *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*, société de droit, *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*, ayant son siège social à *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* (ci-après dénommée « le Maître d’Ouvrage »), et (2) *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*, société de droit, *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*, ayant son siège social à *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* (ci-après dénommée « le Constructeur »)

ATTENDU que le Maître d’Ouvrage souhaite confier au Constructeur la conception, la fabrication, les tests, la livraison, le montage, et la mise en service d’une installation, à savoir *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* (ci-après dénommée « l’Installation »), et que le Constructeur a indiqué l’accepter dans les termes et conditions ci-après précisés,

IL A ETE CONCLU CE QUI SUIT :

|  |  |
| --- | --- |
| **Article 1. Documents contractuels** | 1.1 Documents contractuels (Référence Clause 2 du CCAG)  Les documents suivants constitueront le Marché passé entre le Maître d’Ouvrage et le Constructeur, et chacun de ces documents devra être considéré comme faisant partie intégrante du Marché :  (a) Le présent Acte d’engagement et ses annexes  (b) La Lettre de Proposition et les Bordereaux de prix remis par le Constructeur  (c) Le Cahier des clauses administratives particulières  (d) Le Cahier des clauses administratives générales  (e) Les Spécifications  (f) Les plans  (g) Les autres formulaires complété joints à la Proposition du Proposant  (h) Les autres documents figurant parmi les exigences du Maître d’Ouvrage  (i) Tout autres documents éventuels formant partie du Marché. Comprenant, mais non limité à:  (j) Code de conduite ES pour le personnel du Constructeur.  1.2 Ordre de Priorité (Référence Clause 2 du CCAG)  En cas d’ambiguïté ou de confit entre les documents contractuels repris ci-dessus, l’ordre de priorité sera celui dans lequel ils sont repris à l’Article 1.1 ci-dessus.  1.3 Définitions (Référence Clause 1 du CCAG)  Les mots et expressions commençant par une lettre majuscule auront la signification définie dans le Cahier des clauses administratives générales du Marché. |
| **Article 2. Montant du Marché et conditions de paiement tels que spécifiés dans le bordereau de prix** | 2.1 Montant du Marché (Référence Clause 11 du CCAG)  Le Maître d’Ouvrage s’engage par les présentes à payer au Constructeur le montant du Marché en échange de l’exécution par le Constructeur de ses obligations au titre du Marché. Le montant total du Marché est de : *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*, ou toute autre somme déterminée en conformité avec les termes et conditions du Marché.  2.2 Conditions de paiement (Référence Clause 12 du CCAG)  Les conditions et procédures de paiement du Constructeur par le Maître d’Ouvrage font l’objet de l’annexe correspondante (Conditions et procédures de paiement).  Le Maître d’Ouvrage donnera instruction à sa banque d’ouvrir un crédit documentaire irrévocable en faveur du Constructeur dans une banque du pays du Constructeur. Le crédit sera d’un montant de *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_,* et sera soumis aux usages et pratiques des crédits documentaires, édition révisée 2007, ICC Publication No 600.  Dans le cas où le montant payable en accord avec le Bordereau de prix No 1 est modifié conformément à la Clause 11.2 du CCAG, ou de tout autre terme du Marché, le Maître d’Ouvrage devra prendre les dispositions nécessaires pour amender le crédit documentaire en conséquence. |
| **Article 3. Date d’entrée en vigueur pour  la détermination de la Date d’achèvement** | 3.1 Date d’entrée en vigueur (Référence Clause 1 du CCAG)  La Date d’achèvement des Installations sera déterminée en fonction de la date à laquelle toutes les conditions suivantes auront été remplies :  (a) le présent Acte d’engagement a été dûment signé pour le compte de et au nom du Maître d’Ouvrage et du Constructeur ;  (b) le Constructeur a soumis à l’approbation du Maître d’Ouvrage les garanties de bonne exécution et de restitution d’acompte ;  (c) le Maître d’Ouvrage a payé la première avance au Constructeur ;  (d) le Constructeur a été avisé que le crédit documentaire mentionné à l’Article 2.2 ci-dessus a été ouvert en sa faveur ;  (e) constitution du CRD.  3.2 Chacune des Parties fera tout son possible afin de remplir dans les meilleurs délais les conditions ci-avant qui sont de sa responsabilité.3.2.  Si le Marché n’est pas entré en vigueur selon les termes ci-dessus dans les deux (2) mois suivant la date de notification du présent Marché pour des raisons indépendantes du Constructeur, les parties étudieront et se mettront d’accord sur un ajustement équitable du prix du Marché, de la Date d’achèvement et de toute autre condition pertinente du Marché. |
| **Article 4. Communications** | 4.1 Adresse du Maître d’Ouvrage pour les notifications : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  4.2 Adresse du Constructeur pour les notifications : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| **Article 5. Annexes** | 5.1 Les annexes énumérées dans la liste des annexes jointe seront réputées faire partie intégrante du présent Marché.  5.2 Toute référence dans le Marché à une annexe concernera l’une des annexes jointes, et le Marché devra être compris conformément à cette disposition. |

EN VERTU DE QUOI le Maître d’Ouvrage et le Constructeur ont autorisé leurs représentants à signer les dispositions des présentes.

Signé pour le compte et au nom du Maître d’Ouvrage par

*[Signature]*

*[Titre]*

en présence de

Signé pour le compte et au nom du Constructeur par

*[Signature]*

*[Titre]*

en présence de

ANNEXES

Annexe 1 : Conditions et procédures de paiement

Annexe 2 : Révision de prix

Annexe 3 : Assurances obligatoires

Annexe 4 : Calendrier d’exécution

Annexe 5 : Liste des composants importants des installations et des sous-traitants approuvés

Annexe 6 : Etendue des travaux et fournitures du Maître d’Ouvrage

Annexe 7 : Liste des documents soumis à approbation ou examen

Annexe 8 : Garanties opérationnelles

Annexe 1. Conditions et procédures de paiement

En conformité avec les dispositions de la Clause 12 du CCAG (Conditions de paiement), le Maître d’Ouvrage effectuera les règlements au Constructeur de la manière et selon l’échéancier précisés ci-après, en appliquant la ventilation des prix fournie à la section des bordereaux de prix. Sauf accord contraire des parties, les règlements seront effectués dans les monnaies stipulées par le Proposant. Les demandes de règlement correspondant à des livraisons partielles pourront être formulées par le Constructeur au fur et à mesure de l’avancement des travaux.

CONDITIONS DE PAIEMENT

Bordereau de prix No 1 : Matériels et équipements d’origine étrangère

En ce qui concerne les matériels et équipements d’origine étrangère, les paiements seront effectués comme suit :

Dix pour cent (10 %) du montant total CIP seront réglés au Constructeur sous forme d’acompte contre reçu d’une facture et d’une garantie de restitution d’acompte irrévocable au profit du Maître d’Ouvrage couvrant un montant équivalent. La garantie de restitution d’acompte peut être réduite en fonction de la valeur des matériels et équipements sur le site, attestée par les documents de transport et de livraison.

Quatre-vingts pour cent (80 %) du montant total CIP seront réglés dans les quarante-cinq (45) jours suivant la réception de la facture et des documents d’expédition.

Cinq pour cent (5 %) du montant total ou pourcentage CIP seront réglés au Constructeur à l’émission du certificat d’achèvement, dans les quarante-cinq (45) jours suivant la réception de la facture.

Cinq pour cent (5 %) du montant total ou pourcentage CIP seront réglés au Constructeur à l’émission du certificat de réception opérationnelle dans les quarante-cinq (45) jours suivant la réception de la facture.

Bordereau de prix No 2 : Matériels et équipements d’origine locale

En ce qui concerne les matériels et équipements d’origine locale, les paiements seront effectués comme suit :

Dix pour cent (10 %) du montant total EXW seront réglés au Constructeur sous forme d’acompte contre reçu d’une facture et d’une garantie de restitution d’acompte irrévocable au profit du Maître d’Ouvrage couvrant un montant équivalent. La garantie de restitution d’acompte peut être réduite en fonction de la valeur des matériels et équipements livrés sur le site, attestée par les documents d’expédition et de livraison.

Quatre-vingts pour cent (80 %) du montant total ou du pourcentage EXW après livraison sur le site, seront réglés dans les quarante-cinq (45) jours suivant la réception de la facture.

Cinq pour cent (5 %) du montant total ou pourcentage EXW seront réglés au Constructeur à l’émission du certificat d’achèvement, dans les quarante-cinq (45) jours suivant la réception de la facture.

Cinq pour cent (5 %) du montant total ou pourcentage EXW seront réglés au Constructeur à l’émission du certificat de réception opérationnelle dans les quarante-cinq (45) jours suivant la réception de la facture.

Bordereau de prix No 3 : Services de conception

En ce qui concerne les services de conception, les paiements suivants seront effectués tant en monnaie locale que, le cas échéant, en monnaie étrangère :

Dix pour cent (10 %) du montant total des services de conception sous forme d’acompte contre reçu d’une facture et d’une garantie de restitution d’acompte irrévocable au profit du Maître d’Ouvrage couvrant un montant équivalent.

Quatre-vingt-dix pour cent (90 %) du montant total ou pourcentage des services de conception seront réglés après acceptation par le Directeur du Projet, des études de conception en conformité avec la Clause 20 du CCAG dans les quarante-cinq (45) jours suivant la réception de la facture correspondante.

Bordereau de prix No 4 : Services de montage

En ce qui concerne les services de montage, les paiements suivants seront effectués tant en monnaie locale qu’étrangère :

Dix pour cent (10 %) du montant total des services de montage sous forme d’acompte contre reçu d’une facture et d’une garantie de restitution d’acompte irrévocable au profit du Maître d’Ouvrage couvrant un montant équivalent. La garantie de restitution d’acompte peut être réduite en fonction de la valeur des travaux réalisés par le Constructeur, attestés par les demandes de paiement pour services de montage.

Quatre-vingts pour cent (80 %) de la valeur mesurée des travaux prévus au programme d’exécution et effectués par le Constructeur au cours du mois précédent, tel qu’attesté par l’autorisation du Maître d’Ouvrage de la demande de paiement formulée par le Constructeur, seront réglés mensuellement dans les quarante-cinq (45) jours suivant la réception des factures correspondantes.

Cinq pour cent (5 %) de la valeur totale des services de montage effectués par le Constructeur, tel qu’attesté par l’autorisation du Maître d’Ouvrage des demandes mensuelles de paiement du Constructeur, seront réglés à l’émission du certificat d’achèvement, dans les quarante-cinq (45) jours suivant la réception de la facture correspondante.

Cinq pour cent (5 %) de la valeur totale des services de montage effectués par le Constructeur, tel qu’attesté par l’autorisation du Maître d’Ouvrage des demandes mensuelles de paiement du Constructeur, seront réglés à l’émission du certificat de réception opérationnelle, dans les quarante-cinq (45) jours suivant la réception de la facture correspondante.

Si le Maître d’Ouvrage manque d’effectuer l’un quelconque des paiements à la date prévue, il paiera au Constructeur des intérêts sur le montant de ce paiement tardif à raison de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ pourcent (\_\_%) par mois de retard jusqu’au règlement complet de la somme due.

PROCEDURE DE PAIEMENT

Les procédures à appliquer pour certifier et effectuer les paiements seront les suivantes :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Annexe 2. Révision de prix

|  |
| --- |
| Quand la durée du Marché (non comprise la période de garantie contre les défauts) excède dix-huit (18) mois, il est normal que les prix payables au Constructeur soient sujets à révision pendant l’exécution du Marché, pour tenir compte des changements dans le coût de la main-d’œuvre et des composants matériels. Dans de tels cas, le Dossier d’appel à propositions comprendra dans cette annexe une formule du type général ci-après, en application de la Clause 11.2 du CCAG.  Lorsque la durée du Marché est inférieure à dix-huit (18) mois, ou quand il n’y aura pas de révision de prix, la clause suivante ne sera pas introduite. Il sera indiqué à la place dans cette annexe que les prix sont fermes et définitifs pour la durée du Marché. |

**Exemple de Formule de révision de prix**

Lorsque les prix sont révisables en application de la Clause 11.2 du CCAG, la méthode ci-après sera utilisée pour le calcul de la révision :

Le prix auquel sera rémunéré le Constructeur, conformément au Marché, sera sujet à révision pendant l’exécution du Marché pour prendre en compte les changements dans le coût de la main-d’œuvre et des composants matériels, en faisant application de la formule suivante :



dans laquelle :

*P*1 = montant de la révision de prix payable au Constructeur

*P*0 = montant du Marché (montant de base)

*a* = élément fixe représentant le bénéfice et les frais généraux dans le montant du Marché (*a* = \_\_\_\_ %)

*b* = pourcentage estimé du coût de la main-d’œuvre dans le montant du Marché   
(*b*= \_\_\_\_ %)

*c* = pourcentage estimé des matériels et équipements dans le montant du Marché   
(*c*= \_\_\_\_ %)

*L*0, *L*1 = indices du coût de la main-d’œuvre applicables à l’industrie correspondante dans le pays d’origine, respectivement à la date d’origine et à la date de révision de prix

*M*0, *M*1 = indices du coût des matières premières applicables dans le pays d’origine, respectivement à la date d’origine et à la date de révision de prix

N.B. a+b+c= 100%.

**Conditions applicables aux révisions de prix**

Le Proposant indiquera les origines des indices du coût de la main-d’œuvre et des matières premières et la valeur des indices à l’origine dans sa Proposition.

Article Origine des indices utilisés Valeur des indices à l’origine

La date d’origine sera la date limite de dépôt des Propositions moins vingt-huit (28) jours.

La date de révision sera la date intermédiaire entre les dates de début et d’achèvement des périodes respectives de fabrication ou le montage d’une partie ou de l’ensemble des installations.

Les conditions suivantes s’appliqueront :

(a) Aucune augmentation de prix ne sera admise au-delà de la date originale de livraison, sauf s’il y a eu prolongation des délais accordée par le Maître d’Ouvrage conformément au Marché. Aucune augmentation de prix ne sera accordée pour des retards imputables au Constructeur. Le Maître d’Ouvrage bénéficiera toutefois des diminutions de prix occasionnées par de tels retards.

(b) Si la monnaie dans laquelle le montant du Marché, *P*0, est exprimé est différente de la monnaie du pays d’origine des indices de la main-d’œuvre/ou matériaux, un facteur de correction sera appliqué pour éviter des révisions incorrectes du montant du Marché. Le facteur de correction sera Z0 / Z1, où,

Z0 est égal au nombre d’unités de la monnaie d’origine de l’indice égal à l’unité de monnaie de paiement P0 à la date d’origine, et

Z1 est égal au nombre d’unités de la monnaie d’origine de l’indice égal à l’unité de monnaie de paiement P0 à la date de révision.

(c) Aucune révision de prix ne sera applicable sur la part du montant du Marché ayant fait l’objet d’un acompte de paiement au Constructeur.

Annexe 3. Assurances obligatoires

**Assurances devant être souscrites par le Constructeur**

En conformité avec les dispositions de la Clause 34 du CCAG, le Constructeur devra à ses propres frais, contracter et maintenir en vigueur, ou faire contracter et maintenir en vigueur les assurances énumérées ci-dessous pendant toute la durée d’exécution du Marché. L’identité des assureurs ainsi que la forme, le montant et les conditions des polices seront soumis à l’approbation du Maître d’Ouvrage, étant entendu que cette approbation ne pourra être refusée sans motif légitime.

(a) Assurance du fret en cours de transport

Couvrant la perte ou les dommages causés aux matériels et équipements (y compris les pièces de rechange) et aux équipements de montage devant être fournis par le Constructeur ou ses sous-traitants, survenant en cours de transport entre les usines ou dépôts de leur fournisseur ou fabricant jusqu’à l’arrivée sur le site.

Montant Franchises Parties assurées De Jusqu’à

(b) Assurance tous risques des travaux de montage

Couvrant la perte ou les dommages physiques causés aux installations sur le site, survenant avant l’achèvement des Installations, avec une extension de garantie couvrant la responsabilité du Constructeur au titre de la perte ou des dommages survenus pendant la période de garantie tant que le Constructeur demeure sur le site pour exécuter ses obligations pendant la période de garantie.

Montant Franchises Parties assurées De Jusqu’à

(c) Assurance de responsabilité civile vis-à-vis des tiers

Couvrant les dommages corporels et le décès de tiers (y compris le personnel du Maître d’Ouvrage) et la perte ou les dommages causés à des biens (y compris les biens du Maître d’Ouvrage et toute partie des installations qui ont fait l’objet d’une réception par le Maître d’Ouvrage), survenant en relation avec la fourniture et le montage des Installations.

Montant Franchises Parties assurées De Jusqu’à

(d) Assurance de responsabilité automobile

Couvrant l’usage de tous les véhicules utilisés par le Constructeur ou ses sous-traitants (qu’ils en soient ou non propriétaires), en relation avec la fourniture et le montage des Installations. Le montant de la couverture sera conforme à la réglementation en vigueur.

(e) Assurance contre les accidents du travail

Conforme à la réglementation en vigueur dans les pays où doit être exécuté tout ou partie du Marché.

(f) Assurance de responsabilité civile du Maître d’Ouvrage

Conforme à la réglementation en vigueur dans les pays où doit être exécuté tout ou partie des Installations.

(g) Autres assurances

Le Constructeur a également l’obligation de contracter et maintenir en vigueur à ses propres frais les assurances suivantes :

Détails :

Montant Franchises Parties assurées De Jusqu’à

Le Maître d’Ouvrage devra être nommément désigné comme co-assuré dans toutes les polices d’assurance contractées par le Constructeur en vertu de la Clause 34.1 du CCAG, exception faite de l’assurance contre les accidents du travail et de l’assurance de responsabilité civile du Maître d’Ouvrage. En outre, les sous-traitants du Constructeur devront être nommément désignés comme co-assurés dans toutes les polices d’assurance contractées par le Constructeur en vertu de la Clause 34.1 du CCAG, exception faite de l’assurance du fret en cours de transport, de l’assurance contre les accidents du travail et de l’assurance de responsabilité civile du Maître d’Ouvrage. Par ailleurs, les assureurs devront renoncer au titre de ces polices à tous leurs droits de subrogation à l’encontre de ces co-assurés pour toute perte ou tous dommages résultant de l’exécution du Marché.

**Assurances devant être souscrites par le Maître d’Ouvrage**

Le Maître d’Ouvrage souscrira à sa charge et maintiendra en effet durant l’exécution du Marché les assurances suivantes :

Détails :

Montant Franchises Parties assurées De Jusqu’à

Annexe 4. Calendrier d’exécution

Annexe 5. Liste des composants importants et   
Liste des sous-traitants approuvés

La liste des composants importants est fournie ci-dessous.

Les sous-traitants et fournisseurs suivants sont approuvés pour l’exécution de la partie des Installations indiquée. Lorsque plusieurs sous-traitants ou fournisseurs sont mentionnés, le Constructeur est libre de retenir le sous-traitant ou le fournisseur de son choix, mais doit informer le Maître d’Ouvrage de ce choix en temps opportun avant toute désignation officielle. Conformément à la Clause 19.1 du CCAG, le Constructeur est libre de proposer de temps à autre des sous-traitants ou fournisseurs pour des parties supplémentaires des Installations. Aucun contrat d’exécution de partie supplémentaire des Installations ne pourra être conclu avec un sous-traitant ou un fournisseur qu’après accord écrit préalable du Maître d’Ouvrage afin que son nom soit ajouté dans la présente liste des sous-traitants approuvés.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Composants importants  des Installations | Sous-traitants et fournisseurs approuvés | Nationalité |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

Annexe 6. Etendue des apports en personnel, fournitures,   
installations et fournis par le Maître d’Ouvrage

Le personnel, les fournitures, les installations et les services énumérés ci-dessous seront fournis par le Maître d’Ouvrage, et les dispositions des Clauses 10, 21 et 24 du CCAG s’appliqueront en tant que de besoin.

Le personnel, les fournitures, les installations, et les services seront fournis par le Maître d’Ouvrage en temps utile de façon à ne pas retarder l’exécution de ses obligations par le Constructeur dans les termes du calendrier d’exécution et du programme d’exécution décrits à la Clause 18.2 du CCAG.

Sauf mention contraire, les personnels, fournitures, installations et services seront fournis gratuitement au Constructeur.

Personnel Facturation au Constructeur (le cas échéant)

Fournitures Facturation au Constructeur (le cas échéant)

Installations Facturation au Constructeur (le cas échéant)

Services Facturation au Constructeur (le cas échéant)

Annexe 7. Liste des documents soumis à approbation ou examen

En conformité avec la Clause 20.3.1 du CCAG, le Constructeur devra préparer ou faire préparer par un sous-traitant, et présenter au Maître d’Ouvrage selon les exigences de la Clause 18.2 du CCAG les documents suivants pour :

A. Approbation

1.

2.

3.

B. Examen

1.

2.

3.

Annexe 8. Garanties opérationnelles

1. Généralités

Cette annexe précise :

(a) les garanties opérationnelles mentionnées dans la Clause 28 du CCAG

(b) les conditions préalables à la validité des garanties opérationnelles, relatives aux valeurs de production ou de consommation, indiquées ci‑dessous

(c) le niveau minimum des garanties opérationnelles

(d) la formule pour calculer les pénalités en cas de non-respect des garanties opérationnelles

2. Conditions préalables

Le Constructeur s’engage sur les garanties opérationnelles (précisées dans cette annexe) pour les Installations, sous réserve que les conditions préalables suivantes soient pleinement satisfaites :

*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

3. Garanties opérationnelles

Sous réserve du respect des conditions préalables, le Constructeur garantit les éléments suivants :

3.1 Capacité de production

*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

**et/ou**

3.2 Consommation de matières premières et produits énergétiques

*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

4. Non-respect des garanties opérationnelles et pénalités

4.1 Non-respect des garanties opérationnelles relatives à la capacité de production

Si la capacité de production des Installations, obtenue dans le test de garantie, en application de la Clause 25.2 du CCAG, est inférieure au chiffre figurant au paragraphe 3.1 ci-dessus, mais que la capacité de production effective atteinte dans le test de garantie n’est pas inférieure au niveau minimum précisé dans le paragraphe 4.3 ci-dessous, et que le Constructeur choisit de payer des pénalités au Maître d’Ouvrage au lieu de procéder à des changements, modifications et/ou additions aux Installations, conformément à la Clause 28.3 du CCAG, alors le Constructeur payera ces pénalités au taux de *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* pour chaque pour cent manquant dans la capacité de production des Installations, et au prorata pour les fractions de pour cent.

4.2 Consommation de matières premières et de produits énergétiques en excès par rapport aux niveaux garantis.

*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

Si le chiffre de consommation de matières premières et de produits énergétiques spécifiés par unité (ou le coût moyen total de ces consommations) tel que mesuré dépasse la valeur garantie dans le paragraphe 3.2 ci-dessus (ou le coût moyen total spécifié de ces consommations), mais que la consommation obtenue dans le test de garantie, en application de la Clause 25.2 du CCAG, ne dépasse pas le niveau maximum figurant dans le paragraphe 4.3 ci-dessous, et que le Constructeur choisit de payer des pénalités au Maître d’Ouvrage au lieu de procéder à des changements, modifications et/ou additions aux Installations, conformément à la Clause 28.3 du CCAG, alors le Constructeur payera ces pénalités au taux de *[montant dans la monnaie du Marché]* pour chaque pour cent de consommation en excès, ou partie de celui-ci.

4.3 Niveaux minimums

Nonobstant les dispositions de ce paragraphe, si suite au(x) résultat(s) d’(un) essai(s) de garantie, les niveaux minimums suivants de garantie opérationnelle (et de garantie de consommations) ne sont pas atteints par le Constructeur, le Constructeur sur ses propres deniers remédiera aux défauts jusqu’à ce que les Installations atteignent les niveaux de performance suivants, conformément à la Clause 28.2 du CCAG :

(a) capacité de production des Installations atteinte dans les essais de garantie : quatre-vingt-quinze pour cent (95 %) de la capacité de production garantie

**et/ou**

(b) coût total moyen de consommation de toutes les matières premières et produits énergétiques de l’Installation : cent cinq pour cent (105 %) des valeurs garanties.

4.4 Limitation de la responsabilité

Sous réserve du paragraphe 4.3 ci-dessus, la somme totale des pénalités qui peuvent être demandées au Constructeur pour non atteinte des garanties opérationnelles n’excédera pas \_\_\_ pour cent (\_\_\_ %) du montant du Marché.

Modèle de garantie de bonne exécution (Garantie bancaire[[22]](#footnote-22))

Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Appel à propositions no: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Garant**:\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[nom et adresse de la banque émettrice et code Swift]*

**Bénéficiaire :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom et adresse du Maître d’Ouvrage*]

**Date :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Garantie de bonne exécution no. :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nous avons été informés que \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom du Constructeur*] (ci-après dénommé « le Donneur d’ordre») a conclu avec vous le Marché no. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ en date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ pour l’exécution de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*description des installations*] (ci-après dénommé « le Marché »).

De plus, nous comprenons qu’une garantie de bonne exécution est exigée en vertu des conditions du Marché.

A la demande du Donneur d’ordre, nous \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[nom de la banque garante]* prenons, en tant que Garant, l’engagement irrévocable de payer au Bénéficiaire toute somme dans la limite du Montant de la Garantie qui s’élève à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer la somme en chiffres]* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer la somme en lettres]*[[23]](#footnote-23). Votre demande en paiement doit comprendre, que ce soit dans la demande elle-même ou dans un document séparé signé accompagnant ou identifiant la demande, la déclaration que le Donneur d’ordre n’a pas rempli ses obligations au titre du Marché, sans que vous ayez à prouver ou à donner les raisons ou le motif de votre demande ou du montant qui y figure.

La présente garantie sera réduite de moitié à la réception par nous de :

* + 1. la copie du Certificat de Réception Opérationnelle; ou
    2. la lettre recommandée en provenance du Constructeur : (i) avec copie de la notification de la demande du Certificat de Réception Opérationnelle, et (ii) sa déclaration que le Directeur de projet n’a pas émis ledit Certificat dans le délai contractuel ou de fournir par écrit les motifs justifiant le fait que ledit Certificat ne puisse être émis, de sorte que la Réception Opérationnelle est réputée avoir été prononcée.

La présente garantie expirera au plus tard à l’une des dates la plus proche de[[24]](#footnote-24) :

1. douze (12) mois après la réception soit de (a) ou (b) mentionné ci-dessus ; ou
2. dix-huit (18) mois après la réception de :
   1. une copie du Certificat d’Achèvement ; ou
   2. une lettre recommandée en provenance du Donneur d’ordre, avec une copie de la notification au Directeur de projet indiquant que les installations sont achevées pour mise en service, et indiquant que quatorze (14) jours se sont écoulés depuis la réception de ladite notification (ou sept (7) jours se sont écoulés si la notification était un rappel de notification) et que le Directeur de projet a manqué d’établir un Certificat d’Achèvement ou d’informer par écrit le Donneur d’ordre de tous défauts ou insuffisances ; ou
   3. une lettre recommandée en provenance du Donneur d’ordre indiquant qu’aucun Certificat d’Achèvement n’a été émis, mais que le Maître d’Ouvrage utilise les installations ; ou
3. le \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ 2\_\_\_\_, [[25]](#footnote-25) et toute demande de paiement doit être reçue à cette date au plus tard.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la CCI relatives aux garanties sur demande, Publication CCI no : 758, excepté le sous-paragraphe 15(a) dont l’application est expressément écartée.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**[signature]**

En date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_.

**Note : Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue de faciliter la préparation du document*.***

Modèle de caution personnelle et solidaire   
de bonne exécution

Date:

Loan/Credit No:

RFP No:

**Bénéficiaire :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom et adresse du Maître d’Ouvrage*]

**Date :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Caution no. :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nous soussignés \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom et adresse de l’organisme de caution*]

Déclarons nous porter caution personnelle et solidaire de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [indiquer le *nom et l’adresse complète du Constructeur titulaire du marché*] (ci-après dénommé « le Titulaire ») pour le montant de la caution de bonne exécution à laquelle le Titulaire est assujetti en qualité de titulaire du Marché no. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ en date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ conclu avec \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom et adresse du Maître d’Ouvrage*], ci-après dénommé « le Bénéficiaire », pour l’exécution de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*description des travaux*] (ci-après dénommé « le Marché ») conclu en date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*[insérer la date du Marché]*.

Ladite caution s’élève à \_\_\_\_\_\_\_\_\_[[26]](#footnote-26).

Nous nous engageons à effectuer sur demande de paiement du Bénéficiaire adressée par courrier avec accusé de réception reçue au plus tard à la date d’expiration mentionnée ci-après, et ce jusqu’à concurrence de la somme garantie ci-dessus le versement des sommes dont le Titulaire serait débiteur au titre du Marché du fait de la non-exécution de ses obligations contractuelles. Le présent engagement sera réduit pour moitié sur présentation du procès-verbal de réception provisoire et demeurera valable jusqu’au trentième jour suivant la date de délivrance du procès-verbal de réception définitive.

SIGNATURE et authentification du signataire\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom et adresse de l’organisme de caution\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Note : Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue d’en faciliter la préparation**

[*les garanties bancaires directement émises par une banque du choix du proposant dans tout pays éligible seront admissibles]*

Modèle de garantie de restitution d’avance

Garantie sur demande

*[Papier a l’en-tête de la banque et Code d’Identification SWIFT ]*

Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Appel à propositions no : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Garant :**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom de la banque et adresse de la banque émettrice* *et code SWIFT*]

**Bénéficiaire :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom et adresse du Maître d’Ouvrage*]

**Date :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Garantie de restitution d’avance No. :**

Nous avons été informés que \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[nom du Constructeur]* (ci-après dénommé « le Donneur d’ordre ») a conclu le Marché No. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ avec le Bénéficiaire en date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ pour l’exécution \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[nom du marché et description des travaux]* (ci-après dénommé « le Marché »).

De plus nous comprenons qu’en vertu des conditions du Marché, une avance d’un montant de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer la somme en chiffres]* *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [insérer la somme en lettres]* est versée contre une garantie de restitution d’avance.

A la demande du Donneur d’ordre, nous prenons, en tant que Garant, l’engagement irrévocable de payer au Bénéficiaire toute somme dans la limite du Montant de la Garantie qui s’élève à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer la somme en chiffres]* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer la somme en lettres][[27]](#footnote-27)* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_. Votre demande en paiement doit comprendre, que ce soit dans la demande elle-même ou dans un document séparé signé accompagnant ou identifiant la demande, la déclaration que le Donneur d’ordre :

(a) n’a pas utilisé l’avance à d’autres fins que les prestations faisant l’objet du Marché ; ou bien

(b) n’a pas remboursé l’avance dans les conditions spécifiées au Marché, spécifiant le montant non remboursé par le Donneur d’ordre.

Toute demande au titre de la présente garantie doit être accompagnée par une attestation provenant de la banque du Bénéficiaire indiquant que l’avance mentionnée ci-dessus a été créditée au compte bancaire du Donneur d’ordre portant le numéro \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_   
à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[nom et adresse de la banque].*

Le montant de la présente garantie sera réduit au fur et à mesure à concurrence des remboursements de l’avance effectués par le Donneur d’ordre tels qu’ils figurent aux décomptes mensuels dont la copie nous sera présentée.

La présente garantie expire au plus tard à la première des dates suivantes : à la réception d’une copie du décompte[[28]](#footnote-28) indiquant que 90 (quatre-vingt-dix) pourcent du Montant du Marché (à l’exclusion des sommes à valoir) ont été approuvés pour paiement, ou à la date suivante :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_. En conséquence, toute demande de paiement au titre de cette Garantie doit nous parvenir à cette date au plus tard.

La présente garantie est régie par les Règles Uniformes de la CCI relatives aux Garanties sur Demande (RUGD), Publication CCI no : 758.

*[Signature]*

***Note : Le texte en italiques doit être supprimé du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue d’en faciliter la préparation.***

1. Etant donné que les procédures de la passation des marchés de la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) et de l’Agence internationale pour le Développement (IDA) sont identiques, l’expression « Banque mondiale » - ou simplement « Banque » - utilisée dans ce dossier désigne à la fois la BIRD et l’IDA et le terme “prêt” désigne un prêt de la BIRD, ou un crédit ou un don de l’IDA. [↑](#footnote-ref-1)
2. Substituer, le cas échéant, « a obtenu » par « a sollicité »et le mot « prêt » par « crédit » ou « don ». [↑](#footnote-ref-2)
3. Insérer si applicable: “Ce marché sera financé conjointement par *[insérer le nom du cofinancier]*. Le processus de passation de marché sera régi selon le Règlement applicable aux marchés financés par la Banque mondiale [↑](#footnote-ref-3)
4. Substituer, le cas échéant, l’expression « la Banque mondiale » par « la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) » ou « l’Agence internationale pour le développement (IDA) ». [↑](#footnote-ref-4)
5. Le bureau où l’on consulte et d’où sont émis les Dossiers d’appel à Propositions et celui où sont déposées les propositions peuvent être identiques ou différents. [↑](#footnote-ref-5)
6. Le prix demandé est destiné à défrayer le Maître d’Ouvrage du coût d’impression, du courrier / d’acheminement du dossier d’Appel à Propositions. Un montant de 50 à 300 USD ou équivalent est réputé raisonnable. [↑](#footnote-ref-6)
7. Par exemple chèque de caisse, dépôt direct sur un compte particulier. [↑](#footnote-ref-7)
8. La procédure d’acheminement est généralement la poste aérienne pour l’étranger et la poste normale ou l’acheminement à domicile localement, ou par voie électronique si autorisée. Pour des raisons d’urgence ou de sécurité, l’acheminement à domicile peut être exigé pour l’étranger. Avec l’accord de la Banque Mondiale, les documents peuvent être distribués par courriel, téléchargés à partir d’un site autorisé ou d’un système d’achat électronique. [↑](#footnote-ref-8)
9. Substituer l’adresse pour la remise des Propositions si différente de l’adresse pour le retrait des documents de demande de propositions. [↑](#footnote-ref-9)
10. Le délai accordé aux Proposants pour la préparation de leur Proposition de Seconde Etape doit être suffisant compte tenu de l’effort requis pour la mise à jour de leur Proposition de Première Etape, de tout additif émis avec l’invitation, ainsi que des exigences formulées dans le mémorandum spécifique à chaque Proposant, de la complexité éventuelle des bordereaux de prix et de tous autres facteurs pertinents. Cependant le délai accordé ne devrait pas être inférieur à quatre semaines de sorte que les Proposants puissent disposer d’au minimum une semaine pour présenter toute demande additionnelle de clarification.

    La date limite de remise des Propositions et celle d’ouverture des plis devraient être la même ; l’heure d’ouverture des plis devrait aussi être l’heure limite de remise des propositions ou peu après. [↑](#footnote-ref-10)
11. Lorsque le DAP prévoit des lots pouvant faire l’objet de marchés séparés, les montants des garanties de proposition doivent être indiqués par lot. Le montant de la garantie ne doit pas être trop élevé, car cela pourrait dissuader les Proposants. Si une garantie de Proposition n’est pas requise, il convient de l’indiquer dans ce paragraphe. [↑](#footnote-ref-11)
12. [↑](#footnote-ref-12)
13. Pour écarter tout doute, les effets d’une telle sanction sur la partie concernée concernent, de manière non exhaustive, (i) le dépôt de candidature à la pré-qualification, l’expression d’intérêt pour une mission de consultant, et la participation à un appel d’offres directement ou comme sous-traitant, consultant, fabricant ou fournisseur, ou prestataire dans le cadre d’un tel contrat, et (ii) la conclusion d’un avenant ou un additif comportant une modification significative à un contrat existant. [↑](#footnote-ref-13)
14. Un sous-traitant, consultant, fabricant ou fournisseur de biens ou services (différents intitulés sont utilisés en fonction de la formulation du dossier d’appel d’offres) désigné est une entreprise ou un individu qui (i) fait partie de la demande de pré qualification ou de l’offre du soumissionnaire compte tenu de l’expérience spécifique et essentielle et du savoir-faire qu’il apporte afin de satisfaire aux conditions de qualification pour une offre déterminée ; ou (ii) a été désigné par l’Emprunteur. [↑](#footnote-ref-14)
15. Les inspections menées dans ce cadre sont des vérifications sur pièces du fait de leur nature. Ils comprennent des activités de recherche documentaire et factuelle entreprises par la Banque, ou des personnes désignées par elle, afin de vérifier des aspects spécifiques relevant d’une enquête ou d’un audit, tel que l’évaluation de la véracité d’une accusation éventuelle de Fraude et Corruption, par le moyen de dispositif approprié. De telles activités peuvent inclure, sans limitation, d’avoir accès à des documents financiers d’une entreprise ou d’une personne et les examiner, faire des copies de ces documents selon les besoins, d’avoir accès à tous autres documents, données et renseignements (sous forme de documents imprimés ou en format électronique) jugés pertinents aux fins de l’enquête ou de l’audit et les examiner, faire des copies de ces documents selon les besoins, avoir des entretiens avec le personnel et toute autre personne, mener des inspections physiques et des visites de site, et obtenir la vérification de renseignements par une tierce partie. [↑](#footnote-ref-15)
16. Les coûts doivent être exprimés dans les monnaies du Marché. [↑](#footnote-ref-16)
17. Les coûts doivent être exprimés dans les monnaies du Marché. [↑](#footnote-ref-17)
18. Spécifier lorsque nécessaire. [↑](#footnote-ref-18)
19. Pour écarter tout doute, les effets d’une telle sanction sur la partie concernée concernent, de manière non exhaustive, (i) le dépôt de candidature à la pré-qualification, l’expression d’intérêt pour une mission de consultant, et la participation à un appel d’offres directement ou comme sous-traitant, consultant, fabricant ou fournisseur, ou prestataire dans le cadre d’un tel contrat, et (ii) la conclusion d’un avenant ou un additif comportant une modification significative à un contrat existant. [↑](#footnote-ref-19)
20. Un sous-traitant, consultant, fabricant ou fournisseur de biens ou services (différents intitulés sont utilisés en fonction de la formulation du dossier d’appel d’offres) désigné est une entreprise ou un individu qui (i) fait partie de la demande de pré qualification ou de l’offre du soumissionnaire compte tenu de l’expérience spécifique et essentielle et du savoir-faire qu’il apporte afin de satisfaire aux conditions de qualification pour une offre déterminée ; ou (ii) a été désigné par l’Emprunteur. [↑](#footnote-ref-20)
21. Les inspections menées dans ce cadre sont des vérifications sur pièces du fait de leur nature. Ils comprennent des activités de recherche documentaire et factuelle entreprises par la Banque, ou des personnes désignées par elle, afin de vérifier des aspects spécifiques relevant d’une enquête ou d’un audit, tel que l’évaluation de la véracité d’une accusation éventuelle de Fraude et Corruption, par le moyen de dispositif approprié. De telles activités peuvent inclure, sans limitation, d’avoir accès à des documents financiers d’une entreprise ou d’une personne et les examiner, faire des copies de ces documents selon les besoins, d’avoir accès à tous autres documents, données et renseignements (sous forme de documents imprimés ou en format électronique) jugés pertinents aux fins de l’enquête ou de l’audit et les examiner, faire des copies de ces documents selon les besoins, avoir des entretiens avec le personnel et toute autre personne, mener des inspections physiques et des visites de site, et obtenir la vérification de renseignements par une tierce partie. [↑](#footnote-ref-21)
22. *Le Maître d’Ouvrage doit insérer soit la Garantie Bancaire, soit la caution personnelle et solidaire.*  [↑](#footnote-ref-22)
23. Le Garant doit insérer le montant du Marché mentionné au Marché soit dans la (ou les) devise(s) mentionnée(s) au Marché, soit dans toute autre monnaie librement convertible acceptable par le Maître d’Ouvrage. [↑](#footnote-ref-23)
24. Ce texte doit être révisé comme et où il est nécessaire pour tenir (i) d’une réception partielle des installations conformément à l’article 25.4 des CCAG ; et (ii) de l’extension de la garantie de bonne exécution lorsque le Constructeur est responsable de l’obligation de garantie prolongée en vertu de l’alinéa 27.10 des CCAG (bien que dans ce dernier cas le Maître d’Ouvrage pourrait vouloir envisager une garantie prolongée en remplacement de l’extension de la garantie de bonne exécution). [↑](#footnote-ref-24)
25. Insérer la date représentant vingt-huit jours suivant la date estimée de fin des travaux. Le Maître d’Ouvrage doit prendre en compte le fait que, dans le cas d’une prorogation de la durée du Marché, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d’expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu’il préparera la garantie, le Maître d’Ouvrage peut considérer ajouter ce qui suit à la fin de l’avant-dernier paragraphe : « Sur demande écrite du Maître d’Ouvrage, formulée avant l’expiration de la présente garantie, le Garant prolongera la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas [six mois] [un an]. Une telle extension ne sera accordée qu’une fois. » [↑](#footnote-ref-25)
26. [↑](#footnote-ref-26)
27. Le Garant doit insérer un montant représentant le montant du paiement de l’avance et dénominé soit dans la/es monnaie/s du paiement de l’avance comme spécifié dans le Marché, ou dans une monnaie librement convertible acceptable par le Maître d’Ouvrage. [↑](#footnote-ref-27)
28. *Insérer la date prévue pour la réception provisoire. Le Bénéficiaire (Maître d’Ouvrage) doit prendre en compte le fait que, dans le cas de prorogation de la durée du Marché, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d’expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu’il préparera la garantie, le Bénéficiaire peut considérer l’adjonction, à la fin de l’avant-dernier paragraphe du formulaire, de la disposition suivante: « Sur demande écrite du Bénéficiaire formulée avant l’expiration de la présente garantie, le Garant s’engage à prolonger la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas [six mois] [un an]. Une telle extension ne sera accordée qu’une fois. »* [↑](#footnote-ref-28)